

Belgique : le juge Connerotte dessaisi de l'affaire Dutroux

LA COUR DE CASSATION de Belgique, la plus haute instance judiciaire du pays, a dessaisi, lundi 14 octobre, le juge Jean-Marc Connerotte, chargé de l'instruction de l'affaire Dutroux, au risque de déplaire à l'opinion. La Cour reproche à ce magistrat particulièrement populaire d'avoir failli aux règles de l'impartialité en participant à un dîner avec certains des proches des victimes du réseau criminel pédophile. Cependant, pour ne pas donner l'impression d'abandonner le travail déjà réalisé et éviter de reprendre les investigations à zéro, la Cour a décidé de laisser le dossier au parquet saisi depuis le début, celui de Neufchâteau. Apparemment, ce geste n'a pas apaisé la colère d'une partie de l'opinion et de la classe politique.

Lire page 3
et notre éditorial page 16

La mise en examen de M. Hue et de M. Marchais provoque l'« indignation » du Parti communiste

La justice soupçonne la Générale des eaux d'avoir indirectement financé le PCF

LE JUGE d'instruction du tribunal de Paris, Laurence Vichnievsky a mis en examen, le 10 octobre, Georges Marchais et Robert Hue, ancien secrétaire général et actuel secrétaire national du Parti communiste, pour « ruse de trafic d'influence ». L'enquête porte sur les relations financières entre la Sycopar, bureau d'études proche du PCF et la Compagnie générale des eaux. De 1984 à 1994, la Générale des eaux aurait versé plus de 15 millions de francs à cette filiale du Gifco (Groupeement d'intérêts économiques pour l'équipement et la fourniture des collectivités). Deux autres dirigeants du Parti communiste ont également été mis en examen : Pierre Sotura, trésorier et membre du comité national, et Richard Béningier, l'un des membres associés de la direction de L'Humanité.

Dans une déclaration publiée par le quotidien communiste mardi 15 octobre, le PCF dénonce « une attaque délibérée contre le Parti communiste français et sa presse » et fait part de son « indi-

Général des zozos



gnation ». Le Parti communiste affirme que le Gifco « ne lui a jamais versé un seul centime », que ses finances sont « transparentes » ainsi que celles de L'Humanité. L'annonce de ces mises en examen intervient au lendemain du premier tour de l'élection législative partielle de Gardanne (Bouches-du-Rhône) où le candidat communiste est en bonne position pour l'emporter face au Front national. C'est la première fois, dans les affaires de financement politique, qu'un secrétaire général de parti est mis en examen. C'est le cas de Georges Marchais, mis en cause à la fois. Robert Hue, pour sa part, a été mis en examen en qualité de président de la Fédération des élus communistes et républicains, poste qu'il occupait avant son accession à la tête du PCF.

Le Monde publie les témoignages de deux anciens cadres de Gifco qui décrivent les méthodes de financement du PCF.

Lire page 6

Des journalistes en grève pour le maintien de leur pouvoir d'achat

LES SYNDICATS de journalistes ont appelé la profession à faire grève, mardi 15 octobre, afin de protester contre le projet de gouvernement de supprimer l'abattement fiscal de 30 % dont elle bénéficie depuis 1934. Ils s'élèvent contre la perte de pouvoir d'achat qui en résulterait. La grève était largement suivie à Radio-France et à l'Agence France-Presse, tandis que plusieurs quotidiens risquaient de ne pas paraître mercredi. Une manifestation était organisée, mardi à 13 h 30, devant l'Assemblée nationale. Lundi soir, le premier ministre a demandé au ministre de l'économie de « faire en sorte » que la suppression de l'abattement fiscal n'entraîne « aucun désavantage » pour la profession.

Lire page 30 nos informations
et l'éditorial de Jean-Marie Colombani

Un point de vue de Michel Rocard

L'ancien premier ministre dénonce le principe et la méthode de la fusion proposée entre l'Assemblée nationale et le Sénat.

p. 15
et nos informations page 18

La Suisse en récession

Le PIB devrait être moins élevé en 1996 qu'en 1990.

p. 2

Le PS réfléchit sur l'économie

Le débat du Parti socialiste commence avec les textes de Dominique Strauss-Kahn, de la Gauche socialiste et des rocardiens.

p. 8

Paris : la crise du petit commerce

Trois mille commerces de proximité ont disparu en dix ans.

p. 13

Le travail au noir

Le projet de loi sur la lutte contre le travail clandestin devait être examiné mercredi par le conseil des ministres alors que les « illégaux » continuent de trouver du travail malgré le chômage.

p. 9

Les dérives corses

L'île s'enfonce dans un état de non-droit caractérisé par l'immunité de fait des poseurs de bombes. Enquête, p. 14

An Train bleu

Jean-Pierre Quélin, en visite au Train bleu de la gare de Lyon, découvre une table un peu lourde.

p. 23

Abonnements : 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 F ; Espagne, 45 F ; France, 2,50 € CAN ; Côte d'Ivoire, 500 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Grèce, 220 F ; Israël, 100 NIS ; Italie, 100 L ; Japon, 300 Y ; Mexique, 140 P ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 45 F ; Portugal, 250 PTA ; Royaume-Uni, 9 F ; Suède, 500 F ; Suisse, 25 F ; Taiwan, 200 NTS ; Thaïlande, 100 B ; USA, 12 D ; USA (DM), 2,50 € ; USA (non DM), 2,50 €

M 0147 - 1016 - 7,00 F



Crimes de guerre et témoignages vidéo par satellite à La Haye

LA HAYE

correspondance

Un siège pour le témoin, une caméra fixe, un écran de TV relayant la salle d'audience, un drapeau de l'ONU et, hors champ, un officier et deux témoins silencieux, le premier appartenant au bureau du procureur et le second représentant la défense : tel est le décor dépeint d'une innovation dans la justice internationale qui devait être mise en œuvre mardi 15 octobre.

Pour la première fois, des témoins vont déposer en direct par vidéosatellite devant une juridiction internationale, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI). « La vidéo-déposition se heurte au principe de procédure pénale selon lequel tout témoin doit être physiquement présent devant la Cour », concède Dominique Marro, greffier adjoint du TPI. « Mais, ajoute-t-il, le souci d'un procès équitable a conduit les juges à accepter la vidéo-témoignage. » C'est l'avocat de Dusko Tadić, premier accusé de crimes de guerre à comparaître devant la justice internationale, qui a réclamé ces mesures inhabituelles.

Dès l'ouverture du procès, en juin 1996,

M. Michael Wladimiroff avait fait savoir qu'un certain nombre de témoins à décharge, motivés par une profonde défiance face à un TPI qu'ils accusent de partialité antiserbe ou craignant d'être arrêtés, refusaient de se déplacer à La Haye. « La défense a soutenu que ces témoins étaient essentiels pour démontrer l'innocence de son client. La Chambre a donc eu à cœur qu'on ne puisse pas lui reprocher d'avoir négligé des éléments », explique le magistrat français. L'article 71 du règlement de procédure du TPI prévoyant des dépositions exceptionnelles pouvant être « recueillies par voie de vidéoconférence », le greffe a donc « mis la partition en musique ».

Le montage de l'opération a été très difficile. Dominique Marro a effectué plusieurs missions en Bosnie, « à la recherche d'un lieu consensuel » pour toutes les parties. Son choix s'est arrêté sur « un endroit relevant de l'ONU, à Banja Luka ». C'est là qu'a été installé un « studio de témoignage ». Grâce à une liaison satellite - une installation louée par l'ONU sur Intelsat 602 - une dizaine de personnes seront soumises à un interrogatoire de la défense et au contre-interrogatoire du procureur.

« C'est une opération ONU. Je n'ai eu à négocier avec aucun Etat de l'ex-Yougoslavie. Je n'ai rien sollicité des autorités de la République des Serbes de Bosnie. Il y a unicité du territoire : une enclave des Nations unies en Bosnie d'une part, le TPI d'autre part », précise Dominique Marro. Il a également fallu trouver un budget : 118 000 dollars (environ 590 000 francs), alors que le transfert d'un témoin à La Haye coûte environ 15 000 francs. Une partie de cette somme est financée par un don en matériel d'un géant américain des médias.

En acceptant de monter une opération aussi lourde et en contradiction avec le principe de la présence en un lieu unique des témoins et de la Cour, celle-ci ne risque-t-elle pas d'ouvrir la porte à une pratique pouvant se répéter à l'avenir ? « Le texte légal sur lequel repose la décision pose des restrictions. Il est clair qu'il doit s'agir de circonstances exceptionnelles. Mais cela fera en quelque sorte jurisprudence, concède le greffier adjoint. Nous disposons maintenant du matériel et les choses seront plus faciles à l'avenir. »

Alain Franco

Une papauté devenue surhumaine

VAINQUEUR des plus sombres pronostics, Jean Paul II devait faire, mardi 15 octobre, une sortie triomphale de l'hôpital Gemelli de Rome. Le lendemain, il entrera dans la dix-neuvième année de son pontificat, à quelques mois du record du siècle établi par Pie XII (1959-1963). Les années qui paraissent hier de l'« automne de Wojtyła » ou de « crépuscule » de son règne révisent leur jugement et portent aux nues une figure courageuse et un destin exceptionnel. Né en 1920, au sortir de la première guerre, ce pape aura tout connu : des deuils familiaux précoces ; les bombes sur Cracovie et l'occupation militaire de son pays ; le travail obligatoire ; la longue nuit communiste ; un attentat en pleine gloire (1981) et, depuis, pas moins de six hospitalisations.

Comme si elle s'était jouée à quille ou double, la dernière opération de Jean Paul II a soulevé une émotion qui a surpris jusqu'aux « papalistes » les plus zélés. Le rejet absolu, définitif, d'un diagnostic de cancer a été accueilli comme une divine surprise. En Italie, les plus grands éditorialistes, qui avaient accompagné son « calvaire », le saluent comme un miracle. Les vaticanistes battent

leur couple. Le Corriere della sera donne la parole à Bernard-Henri Lévy, « dégouté » par les médias qui n'ont pas traité le pape mieux que Boris Eltsine. « Le corps d'un pontife n'est pas un corps comme les autres, écrit l'intellectuel français. Cette conviction, je l'exprime en tant que juif et athée. »

La tradition veut que le corps d'un « numéro un » communiste appartienne au peuple. Celui du président des Etats-Unis au citoyen. Celui du pape à son Eglise. Or, un seul est franchi avec Jean Paul II. Chacune de ses épreuves physiques devient un événement mondial et médiatique. Le Vatican s'est déclaré surpris par le volume et la variété des derniers messages de sympathie : d'Ali Agca, le terroriste turc qui a tiré sur lui, aux principaux chefs d'Etat ; d'enfants malades au grand rabbin de Rome, Elio Toaff, assurant que les juifs sont tous fous (« pazzi ») de lui. Jusqu'aux responsables des plus grandes religions, réunis à Rome, et affirmant que « le monde a besoin de son témoignage de pèlerin de la paix entre tous les peuples et toutes les nations ».

Henri Timcy

Lire la suite page 16

Les chercheurs russes dans la rue

MENÉS par Vladimir Strakobov, un académicien russe qui n'a pas hésité à entreprendre une grève de la faim malgré ses soixante-quatre ans, les scientifiques sont descendus dans les rues de Moscou pour dénoncer l'agonie de leurs disciplines. Ces anciens privilégiés du régime soviétique seraient au nombre d'un demi-million. Ils ne sont plus payés depuis trois mois et les instituts de recherche doivent louer leurs locaux à des sociétés privées pour ne pas fermer.

Jadis en pointe dans de nombreux domaines, mais conçu pour servir le « complexe militaire-industriel », le monde de la recherche hérité de l'URSS aurait besoin d'une profonde réforme qui est actuellement hors des moyens financiers du gouvernement.

Lire page 21

Un artiste en friches



FRANÇOIS VERRET

LE CHORÉGRAPHE François Verret a choisi de s'installer dans une ancienne usine d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). De ce lieu hors normes, il veut faire un laboratoire de recherches artistiques. Comme lui, un nombre croissant d'artistes occupent les ruines du monde industriel, parfois à l'invitation des élus.

Lire page 25

International	2	Annonces	21
France	6	Agenda	24
Société	9	Abonnements	24
Culture	12	Météorologie	24
Régions	13	Mots croisés	24
Horizons	14	Culture	25
Entreprises	17	Communication	25
Finances/marchés	19	Radio-Télévision	25

AUSTÉRITÉ Réunis, lundi 14 octobre à Luxembourg, les ministres des finances et de l'économie de l'Union européenne ont dit non à un financement supplémentaire d'environ 1 milliard d'euros pour réaliser les grands réseaux transeuropéens proposés par le président de la Commission de Bruxelles, Jacques Santer.

● **PLUSIEURS PAYS**, dont la France, estiment que la contribution européenne pour ces « grands travaux » prioritaires est suffisante en période d'austérité budgétaire dans tous les États membres de l'Union. ● **EN ES-**

PAGNE, la lune de miel du nouveau gouvernement conservateur de José María Aznar paraît s'achever. Deux millions de fonctionnaires observent, mardi, une grève de vingt-

quatre heures pour protester contre le gel de leurs salaires. ● **LA SUISSE** connaît, elle, sa première récession économique depuis de nombreuses années.

La réalisation des grands travaux européens se heurte à la rigueur budgétaire

En désaccord avec la Commission de Bruxelles et Jacques Santer, les ministres des finances et de l'économie des Quinze ont décidé, lundi 14 octobre, à Luxembourg, de ne pas affecter davantage de crédits au financement des quatorze réseaux transeuropéens

LUXEMBOURG

Les ministres des finances des Quinze ont infligé un camouflet, lundi 14 octobre, à la Commission de Bruxelles en réaffirmant l'absolue priorité de la rigueur budgétaire sur l'investissement public pour relancer la croissance et l'emploi. Après des mois d'efforts pour obtenir une rallonge budgétaire destinée à financer quatorze grands projets « prioritaires » visant à améliorer l'infrastructure des transports en Europe, le président de la Commission, Jacques Santer, a reçu, à Luxembourg, une fin de non-recevoir du Conseil économique et financier.

Les ministres ne veulent pas renoncer définitivement à ces projets mais la Commission et les responsables concernés dans chacun des pays de l'Union devront faire avec les moyens disponibles. Pour la période 1995-1999, la dotation spéciale prévue pour ces fonds est de 1,350 milliard d'euros (1 écu vaut

environ 6,50 francs). Au total, selon le rapport du groupe ad hoc des représentants des ministres des finances, qui a servi de base à cette décision, l'ensemble des ressources budgétaires engagées pour ce projet s'élève à 1,6 milliard d'euros pour 1993-1995 et à 4 milliards pour la période 1993-1999. De son côté, la Banque européenne d'investissement a approuvé depuis 1993 un montant de 8 milliards d'euros de prêts pour financer les neuf premiers projets en état de démarrage. Un effort similaire est prévu pour les autres.

Le conflit sur les grands réseaux opposait essentiellement la Commission aux grands pays de l'Union (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie et Pays-Bas) qui financent la plus grande partie du budget communautaire. Jacques Santer avait hérité du dossier en succédant à Jacques Delors. Ce dernier avait fait adopter son Livre blanc sur l'emploi par le Conseil européen d'Essen, en 1994, et avait fait des quatorze grands projets le symbole de l'action commune. L'Europe devait, à ses yeux, donner le bon exemple en matière de lutte contre le chômage mais c'était sans compter sur l'opposition résolue des gouvernements britannique et allemand, hostiles à toute idée de grand programme public pour relancer l'activité. Le ralliement des gouvernements Balladur et Juppé avait très vite scellé le sort de ce qui était présenté comme un grand « New Deal » européen.



La Commission avait demandé de rallonger de 1 milliard d'euros les

sommes inscrites pour les grands réseaux européens dans les « perspectives budgétaires » pour 1998 et 1999. Le commissaire européen chargé du domaine des transports, Neill Kinnock, avait encore vivement polémique, vendredi 11 octobre, avec le ministre français des transports, Bernard Pons, et son secrétaire d'Etat, Anne-Marie

Idrac, qui réclamaient pour un des projets qui intéressent la France - celui du TGV-Est - un plus large financement communautaire. M. Kinnock a répliqué qu'il serait surprenant que les partenaires de la France acceptent de verser 314 millions d'euros pour le TGV-Est, soit 25 % des fonds disponibles pour un seul projet, et fait remarquer que les choses auraient été différentes si les Quinze avaient débloqué le milliard d'euros demandé. « Les ressources supplémentaires n'ont pas été agréées et le ministre français des finances a été un adversaire de cette rallonge », a-t-il souligné dans une lettre à M. Idrac.

COUP DE POUSSE

Jean Arthuis, le ministre en question, n'a pas cherché à Luxembourg à défendre ses collègues. Il a expliqué son refus de toute nouvelle enveloppe en estimant que les fonds actuels suffisaient largement jusqu'à preuve du contraire pour financer les projets en cours ou prêts à démarrer. D'autant, selon le ministre français, qu'il reste possible, en cours de route, d'accepter au cas par cas un coup de pouce si l'un des projets l'exige. Dans ce cas, les Quinze

invitent toutefois la Commission à redéployer ses ressources et à trouver dans son budget les fonds nécessaires.

Le conseil Ecofin a également fait remarquer que les retards dans les projets étaient souvent dus à des problèmes autres que financiers : lourdeur administrative, incapacité de définir les projets et d'arrêter les sources de financement national. Cette remarque est une pierre dans le jardin de M. Pons et de M. Idrac, dont on connaît les difficultés à arrêter leur projet de TGV-Est. Dans cette partie de billard à plusieurs bandes, les ministres des finances des cinq pays les plus opposés à l'augmentation de crédits ne sont sans doute pas mécontents de pouvoir renvoyer la Commission et leurs ministres techniques dos à dos.

Les partisans de la rigueur budgétaire ont aussi trouvé, lundi, à Luxembourg, un soutien dans la décision de la Finlande de réintégrer le markka dans le système monétaire européen. M. Arthuis s'en est chaudement félicité. Il a estimé que la Finlande était désormais dans le peloton de tête des candidats à la monnaie unique.

Henri de Bresson

Quatorze projets prioritaires

- TGV/transport combiné Berlin-Vérone : aménagement commencé.
- TGV/Paris-Bruxelles-Cologne-Amsterdam-Londres : premières étapes.
- TGV-Sud en Espagne.
- TGV-Est : projet non encore défini.
- Ligne de la Bétuwe (rail-transport combiné) : montage financier.
- TGV/transport combiné Lyon-Turin : études en cours.
- Autoroutes Pathé via Egnatia (Grèce) : tour de table bouclé.
- Autoroute Lisbonne-Valladolid (Portugal) : études en cours.
- Liaison rail/transport combiné en Irlande : commencée en 1992.
- Aéroport de Malpensa (Italie) : travaux engagés.
- Liaison rail/roule sur l'Öresund (Danemark-Suède) : en cours.
- Triangle nordique : travaux en cours.
- Corridor routier Irlande-Grande-Bretagne-Benelux : étude.
- West Coast Main Line (Grande-Bretagne) : en cours de réalisation.

Deux millions de fonctionnaires espagnols en grève contre le gel des salaires

MADRID

Premiers nuages pour le gouvernement conservateur de José María Aznar : mardi 15 octobre, en effet, à l'appel de leurs syndicats, quelque deux millions de fonctionnaires espagnols devaient se mettre en grève et défiler dans de nombreuses villes du pays. Ce grand mouvement de protestation - le premier qu'affrontera l'équipe Aznar, arrivée voici cinq mois au pouvoir - a été déclenché par les mesures d'austérité contenues dans le budget 1997, notamment celle qui concerne le gel des salaires des fonctionnaires, grâce auquel l'Etat compte faire une économie de l'équivalent de 8 milliards de francs environ.

Malheureusement pour le président du gouvernement, qui croyait avoir pourtant trouvé une bouffée d'oxygène, il y a quelques jours, en réussissant à négocier avec les syndicats une importante réforme des retraites, les fonctionnaires ne sont pas les seuls mécontents. En témoignent les sondages publiés lundi par le quotidien *El País*,

selon lesquels 59 % des Espagnols estiment que José María Aznar n'a pas encore tenu ses promesses électorales (entre autres sur le budget, car il avait promis une réduction des impôts). 63 % des personnes interrogées considèrent que le gouvernement ne fonctionne, en fait, que par « improvisations successives ». Pour finir, si 31 % se disent satisfaits, 40 % au contraire, désapprouvent l'action de M. Aznar. En juillet, au contraire, un Espagnol sur trois était « mécontent ».

MALISE

En d'autres termes, la lune de miel accordée au nouvel exécutif pourrait bien être de courte durée. D'autres sondages donnent même le grand vaincu d'hier - le Parti socialiste - à nouveau en tête dans les intentions de vote, avec une avance de 4,6 % sur le Parti populaire au pouvoir. Quant à la popularité du chef du gouvernement en personne, José María Aznar, elle s'est pareillement effritée au profit de celle de son prédécesseur, le socialiste Felipe

Gonzalez. Parler d'intentions de vote quand aucune élection ne se profile à l'horizon est certes un peu artificiel, mais ces sondages restent néanmoins significatifs, car ils dénotent avant tout un large malaise, parmi l'électorat espagnol. Et ce n'est pas un hasard, si selon le système des vases communicants, le moindre fléchissement des conservateurs de M. Aznar profite favorablement aux socialistes.

En fait, la vie politique intérieure semble comme bloquée, pour ne pas dire empoisonnée par la sombre affaire des GAL et des documents des services secrets militaires (Cesid). De quoi s'agit-il ? De dossiers du Cesid, semble-t-il assez brûlants, sur l'action notamment des Groupes antiterroristes de libération (GAL) contre les indépendantistes basques, y compris en France. Vingt-huit assassinats auraient été ainsi accomplis dans les années 80, estimant certains, avec le feu vert de l'Etat. Ces dossiers paraissent très compromettants pour plusieurs personnalités et institutions espagnoles, et le gouvernement de

Felipe Gonzalez, visé en premier lieu par de pesantes accusations, avait refusé de les remettre à la justice.

Le gouvernement de José María Aznar, déstabilisé à maintes reprises par la « sérénité politique », a fait de même. L'enquête, c'est qu'entre-temps, loin de se calmer, la polémique n'a fait qu'empirer, semant même une apparence de discorde au sein du nouveau gouvernement, qui se dit, à présent, disposé à remettre le tout à la justice, si elle l'exige. De son côté, l'opinion publique, peu satisfaite, voudrait enfin « savoir », et dans les sondages 52 % des Espagnols se demandent même si M. Aznar n'essaye pas de protéger certaines personnalités socialistes. Un premier élément de clarté devrait cependant intervenir le 4 novembre : ce jour-là, le Tribunal suprême devra décider si M. Gonzalez doit ou non comparaître - et si oui, en tant que témoin ou accusé - dans le procès des GAL.

Marie-Claude Decamps

La Suisse est frappée de plein fouet par la récession

BERNE

Année d'une augmentation de 12 % en moyenne des cotisations des caisses-maladie pour 1997, remontée sensible du chômage, révision à la baisse des prévisions économiques : depuis le début du mois, les Suisses n'en finissent pas de voir se succéder les mauvaises nouvelles. Sans doute ne sont-ils pas si mal lotis comparés à leurs voisins, mais la Confédération ne fait plus cavalier seul, et la crise est d'autant plus durement ressentie que ses habitants n'y étaient pas habitués.

Signe des temps, plus personne ne conteste aujourd'hui que l'économie helvétique est entrée en récession. Alors que les experts, il y a quelques mois à peine, s'obstinaient à parler de stagnation, ils ne s'embarrassent plus de cir-

conlocutions pour qualifier le tassement enregistré depuis le début des années 90. L'ampleur de la crise a été mise en relief quand, à la mi-septembre, l'Office fédéral de la conjoncture a annoncé que, pour le sixième trimestre consécutif, le produit intérieur brut avait reculé de 0,9 % d'avril à juin par rapport aux trois mois précédents. Du coup, la Suisse trouvait confirmation qu'elle traversait une phase de récession.

Selon les chiffres définitifs publiés début septembre par l'Office fédéral de la statistique, le PIB n'avait augmenté que de 0,1 % en 1995, soit encore moins que le 0,7 % initialement escompté. Avec la Finlande, la Suisse se retrouve au bas de l'échelle des pays de l'OCDE, qui affichaient en moyenne, en 1995, une progression du PIB d'environ 2,8 %. Après

la publication des derniers chiffres officiels, la plupart des analystes s'attendent à un recul compris entre 0,5 % et 0,9 % du PIB pour 1996, ce qui devrait le faire chuter au-dessous de sa valeur de 1990.

SOMBRES DIAGNOSTICS

Selon Bernard Lambert, économiste à la banque privée Pictet de Genève, l'économie helvétique traverse sa plus longue récession depuis la deuxième guerre mondiale, et la Suisse produit aujourd'hui sensiblement moins de richesses qu'il y a six ans. Dressant un constat analogue, Jean-Christian Lambellet, directeur de l'Institut de macroéconomie appliquée de l'université de Lausanne, estime que « l'évolution de l'économie suisse depuis 1990 commence à ressembler de manière frappante à celle des années 30 ».

Ces sombres diagnostics sont corroborés par les perspectives économiques des banques. « L'économie suisse est au creux de la vague », constate l'Union de banques suisses (UBS) dans son dernier sondage conjoncturel paru mardi 8 octobre. Des résultats de cette enquête effectuée auprès de plus de trois cents entreprises, il ressort que la situation conjoncturelle s'est encore détériorée durant le troisième trimestre, tandis qu'aucune amélioration n'est à espérer d'ici à la fin de l'année. Le recul de l'activité affecte aussi bien la plupart des secteurs industriels que la construction, le commerce et le tourisme. Toutes les valeurs composantes de l'indicateur conjoncturel de l'UBS - entrée des commandes, réserves de travail et de production - se situent au-dessous de leur niveau d'il y a un an.

Parmi les branches industrielles, seules la chimie-pharmacie et l'industrie textile ont vendu sensiblement plus qu'un an auparavant. Dans l'ensemble, le prix de vente a continué de fléchir dans presque tous les secteurs industriels, plaçant l'économie à la limite de la déflation. N'échappant pas à la morosité admise, les chiffres d'affaires du commerce de détail sont aussi en recul. Dès lors, il n'est pas étonnant que le taux annuel d'inflation se maintienne à un faible niveau, à peine 0,6 %, les prix à la consommation n'augmentant presque plus. Si les dépenses domestiques se sont sensiblement accrues, c'est essentiellement en raison de l'explosion des coûts de santé - comme vient d'en témoigner la nouvelle augmentation des cotisations des caisses-maladie -, alors que les salaires stagnent,

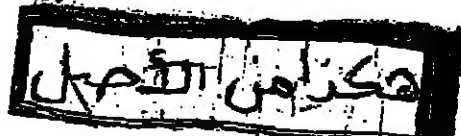
quand ils ne baissent pas. Le ralentissement des activités et l'accélération des restructurations ne manquent pas de se répercuter sur l'emploi. Ainsi le taux de chômage est-il passé de 4,5 % à 4,6 % au mois de septembre, contrairement à la décline saisonnière espérée par les autorités. Avec 166 409 demandeurs d'emploi recensés, le nombre de chômeurs a atteint son plus haut niveau de l'année, tandis que les responsables de l'Office fédéral du travail n'excluent plus une poussée à 180 000 d'ici au mois de décembre. Longtemps habituée au quasi-plein emploi, la Suisse devra sans doute s'accoutumer d'ores et déjà à vivre avec un certain nombre de chômeurs, même si elle demeure encore relativement épargnée par rapport à ses voisins.

Jean-Claude Bührer

FORUM DE L'INVESTISSEMENT

200 STANDS : Banque, Bourse, Assurance, Immobilier, Retraite, Fiscalité... 30 DEBATS PUBLICS : Ateliers, Animations, Successions - Conseils gratuits

18, 19, 20 OCTOBRE - PALAIS DE CONGRÈS Porte Maillot - 9 H 30 - 19 H



Le juge belge Jean-Marc Connerotte a été dessaisi de l'affaire Dutroux

La Cour de cassation laisse l'enquête au tribunal de Neufchâteau

La Cour de cassation de Belgique a annoncé, lundi 14 octobre, le dessaisissement du juge d'instruction Jean-Marc Connerotte, considérant qu'il avait fait

preuve de partialité dans l'affaire Marc Dutroux en prenant avec une association de défense des victimes. En raison de l'importance des moyens d'in-

vestigation déployés, la Cour a maintenu le procureur du roi de Neufchâteau en charge du dossier. (Lire aussi notre édition page 16.)

BRUXELLES

Un jugement de Salomon ? Compromis à la belge ? La décision de la Cour de cassation de Belgique de dessaisir le juge d'instruction Jean-Marc Connerotte du dossier d'enlèvement, de séquestration et de meurtre d'enfant, dite affaire « Dutroux-Nihoul », tout en maintenant la compétence du tribunal de Neufchâteau satisfait la plupart des juristes. En revanche, elle a provoqué la vive colère des quelque six cents personnes qui s'étaient massées, lundi 14 octobre, sur le parvis du palais de justice de Bruxelles pour attendre l'arrêt de la Cour.

« C'est un scandale ! Connerotte ! Connerotte ! » On siffle les avocats des inculpés, on fait une ovation aux parents de Julie et Mélissa lors de leur sortie de l'audience. « C'est comme si l'on avait craché sur la tombe de ma fille ! », affirme plus tard Ghis Rizzo, le père de Mélissa, avant d'être reçu par le ministre de la Justice, Stefaan De Clerck.

La plus haute juridiction belge, qui ne pouvait ignorer l'intense émotion qui s'était manifestée dans tout le pays devant l'éventualité d'un dessaisissement du juge Connerotte, s'était pourtant efforcée de « faire preuve de créativité », comme l'y avaient invitée plusieurs dirigeants politiques, dont le premier ministre, Jean-Luc Dehaene. Elle n'a pas suivi entièrement les réquisitions du procureur du roi, Eliane Lickens, qui demandait le dessaisissement du juge d'instruction Connerotte et celle du procureur Bourlet, au motif qu'ils avaient participé, le

21 septembre dernier, à un dîner organisé par une association de défense des victimes des criminels pédophiles (Le Monde daté 12-13 octobre).

Le juge d'instruction est dessaisi car, explique l'arrêt, « le juge d'instruction ne cesse à aucun moment d'être un juge ne pouvant susciter dans l'esprit des parties ou dans l'opinion générale une apparence de partialité. Aucune circonstance ne le dispense de ce devoir ».

En revanche, le maintien en fonctions du procureur et de la juridiction de Neufchâteau, fait exceptionnel au regard de la jurisprudence, est justifié par le fait que « la nécessité de poursuivre l'instruction sans interrompre ainsi que l'ampleur des moyens déployés sur place par les enquêteurs commandent le renvoi de la cause à un juge d'instruction de la même juridiction ».

Ce jugement montre le souci des magistrats de maintenir une continuité dans la conduite d'une enquête longue et difficile, puisque les équipes de policiers, de gendarmes et autres auxiliaires de justice qui s'y consacraient poursuivent leur tâche. L'avocat des parents des victimes a néanmoins fait opposition au jugement, ce qui ne devrait retarder que de quelques jours le dessaisissement effectif du juge, car la Cour de cassation, instance judiciaire suprême, décide seule de la recevabilité de cette opposition, et on voit mal comment elle pourrait se déjuger du jour au lendemain.

Le ministère de la Justice a annoncé que des moyens supplémentaires seraient mis à la disposition du tribunal de Neufchâteau,

une toute petite juridiction qui ne compte que deux juges d'instruction. C'est donc l'unique collègue du juge Connerotte, Jacques Langlois, un bon juriste « discret jusqu'à la timidité », selon Le Soir de Bruxelles, qui devrait hériter du dossier.

L'Amicale des chasseurs ardennais a défilé drapeaux en tête et décorations sur la poitrine menaçant de « descendre sur Bruxelles »

Toutes ces précautions n'ont pas empêché le mécontentement populaire de s'exprimer de diverses manières : outre les manifestations dans plusieurs villes du pays, Bruxelles, Anvers, Neufchâteau, on a vu les ouvriers de l'usine Volkswagen de Forest, près de Bruxelles, débrayer spontanément lundi après-midi à l'annonce de l'arrêt de la Cour.

Mardi matin, c'étaient les autobus de Nivelles, dans le Brabant wallon, qui cessaient le travail par solidarité avec les familles des victimes. Dimanche dernier, on avait même pu voir les anciens combattants de l'Amicale des chasseurs ardennais défilé à Neufchâteau drapeaux en tête et décorations

sur la poitrine et menacer « de repartir en guerre et de descendre sur Bruxelles » si le juge Connerotte était dessaisi.

Les responsables politiques tentent, tant bien que mal, d'apaiser ce déferlement de fureur populaire, à commencer par le premier ministre, qui a invité ses concitoyens à « prendre en considération l'arrêt dans le respect de l'Etat de droit et de la séparation des pouvoirs ». Philippe Busquin, président du PS, a pour sa part, « regretté » le départ du juge Connerotte.

Cette réserve des personnalités politiques tranche avec les propos parfois fort excessifs qui avaient été tenus par certaines d'entre elles soucieuses de coller à l'opinion publique. Ainsi, Louis Tobback, président du SP, le parti socialiste flamand, avait justifié son soutien au juge Connerotte en affirmant : « A ce compte-là, un juge qui aurait sorti un drapeau belge lors de la libération du pays n'aurait pas pu juger les collaborateurs pour avoir manifesté sa joie ».

La seule déclaration qui devrait exercer une influence sur une opinion chauffée à blanc est celle du juge Connerotte lui-même. Visiblement certain du sort que la Cour allait lui réserver, il avait, dès lundi matin, lu d'une voix émue un communiqué affirmant que « le travail d'enquête effectué à Neufchâteau aurait pu être réalisé de la même manière par tout autre juge et toute autre juridiction ». Evoquant son éventuel dessaisissement, il concluait : « Il faut raison garder ! »

Luc Rosenzweig

Un micro caché chez Silvio Berlusconi relance la controverse sur les « écoutes » en Italie

Ancien correspondant du Monde à Madrid, Michel Bâle-Richard devient le correspondant du journal à Rome. Voici son premier article.

ROME

Un des avocats de Silvio Berlusconi a déposé, lundi 14 octobre, une plainte contre X... à la suite de la découverte, le 9 octobre, d'un micro dissimulé derrière le radiateur du bureau du chef de l'opposition à Rome. Ce dernier a attiré du jour au lendemain l'attention publique sur cette découverte qui a plongé une nouvelle fois l'Italie dans la polémique. Le micro n'était pas d'une nature particulièrement sophistiquée, mais avait une portée de trois cents mètres et était placé dans un endroit stratégique, là où se déroulent certaines réunions politiques, avec notamment des membres de Forza Italia, la formation de Silvio Berlusconi.

Assistés, des membres de l'opposition ont parlé de « Watergate » sans que l'on sache qui pouvait être à l'origine de cette grave atteinte aux règles démocratiques les plus élémentaires et ce viol de l'intimité. Toute la classe politique a

condamné cet acte, et le président du conseil, Romano Prodi, a annoncé qu'une enquête approfondie serait ordonnée. Un débat devrait avoir lieu à l'Assemblée, mercredi ou jeudi, mais l'affaire du « micro caché » survient au moment même où une intense controverse a lieu sur le rôle des juges considérés comme de plus en plus démesurés par les forces politiques.

Ceux-ci ne sont pas directement mis en cause à cette occasion. On voit mal comment des magistrats auraient pu transgresser la demande d'autorisation parlementaire pour écouter Silvio Berlusconi, actuellement au centre d'une enquête judiciaire. Mais alors qui et dans quel but ? Va-t-on bientôt voir apparaître dans la presse le récit détaillé de certaines conversations privées du chef de l'opposition ?

Ce n'est sans doute pas un hasard si le ministre de la Justice, Giovanni Mario Flick, a parlé, lundi 14 octobre, de la possibilité d'instaurer l'aveu des sanctions contre ceux qui facilitent la divulgation de certaines écoutes et des organes de presse qui les publient. Ce durcissement survient après l'apparition dans la presse d'une multitude de conversations téléphoniques

liées au scandale des chemins de fer et l'arrestation, il y a presque un mois, de son président, Lorenzo Nacci, ainsi que de quelques affairistes comme le banquier Francesco Pacini Battaglia par les autorités judiciaires de la Spezia.

Cette nouvelle opération « Mani pulite » (mains propres) provoque un raidissement du responsable de la justice, qui a demandé des éclaircissements sur la façon dont certaines informations avaient pu sortir dans les journaux et sur le comportement de magistrats qui pourraient outrepasser les règles constitutionnelles. Le « micro caché » de Silvio Berlusconi a de nouveau remis à l'ordre du jour la question de la réglementation des écoutes téléphoniques et des rapports entre le pouvoir et la justice pour le moins assez tendus. Cela n'est pas nouveau puisque depuis trois ans, le pool des juges de « Mani pulite » s'est affronté aux différents pouvoirs en place. Il s'agit donc d'un nouvel épisode avec pour toile de fond, cette fois, le chef de l'opposition, Silvio Berlusconi, lui aussi cible d'une enquête judiciaire.

Michel Bâle-Richard

La Croatie entrera en novembre au Conseil de l'Europe

STRASBOURG

(Conseil de l'Europe) de notre correspondant Le régime de Franjo Tudjman est devenu présentable pour le Conseil de l'Europe. A telle enseigne que le comité des ministres de l'Organisation des droits de l'homme devait décider formellement, mardi 15 octobre, que la Croatie deviendrait le quarantième Etat membre de l'institution de Strasbourg le 6 novembre 1996. En mai, les représentants des « trente-neuf » avaient refusé, pour la première fois depuis le début de l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale, d'entendre un vote de l'Assemblée parlementaire qui s'était prononcée, un mois plus tôt, en faveur de l'adhésion de Zagreb.

L'objectif, fixé par les quinze nations de l'Union européenne qui font toutes partie du Conseil de l'Europe, était de contraindre les autorités croates à faciliter l'application des accords de Dayton et à

respecter quelques grands principes relevant des libertés individuelles. Le 4 juin suivant, il avait été adressé au gouvernement de M. Tudjman un mémorandum qui faisait l'inventaire des engagements à honorer en priorité (Le Monde du 6 juin).

Aujourd'hui, Strasbourg considère - hormis les réserves des délégations de pays nordiques qui ne peuvent bloquer la procédure d'adhésion - que les conditions sont suffisamment remplies pour que plus rien ne s'oppose à l'entrée de la Croatie, même s'il reste quelques zones grises, ici et là, qu'on préfère ne pas évoquer au Palais de l'Europe. C'est le cas de la protection des « minorités nationales » comme de l'affaire de la municipalité de Zagreb qui, dit-on maintenant, s'apparente trop à un dossier de politique intérieure pour être traité par une institution européenne.

Marcel Scotto

La CIA n'a pas couvert un trafic de drogue, selon le « Washington Post »

IL N'EXISTE actuellement pas de preuve décisive d'une implication de la CIA dans un trafic de drogue destiné, dans les années 80, à financer les « contras » nicaraguayens, estime, en substance, deux journalistes du Washington Post, Roberto Suro et Walter Pincus, au terme d'une enquête publiée, il y a une dizaine de jours, par le quotidien de la capitale fédérale.

MISE EN CAUSE

En septembre dernier, le San Jose Mercury News, journal de la Côte ouest, avait mis en cause la centrale de renseignement américaine accusée d'avoir couvert, sous l'angle, via des gangs locaux, la distribution et la consommation de crack dans les ghettos noirs et latinos de Los Angeles (Le Monde du 18 septembre).

L'article avait suscité une vive émotion dans les communautés noires, ravagées par la drogue et la violence au point que plusieurs responsables politiques avaient exigé

l'ouverture d'une enquête parlementaire. Une investigation similaire avait été demandée au sein de la CIA, acceptée par la Maison Blanche et le patron de l'Agence, John Deutch. Cette enquête est toujours en cours, mais le Washington Post affirme que « les informations actuellement disponibles ne permettent pas d'affirmer que les « contras », appuyés par la CIA - ni, de façon générale, les Nicaraguayens -, ont joué un rôle de premier plan dans l'apparition et la circulation de plus en plus vaste du crack à travers les Etats-Unis. Les données provenant des dossiers de la police, des hôpitaux, des centres de traitement anti-drogue, comme les études menées sur les consommateurs de drogue, tendent à montrer que le crack est un phénomène dont l'apparition est liée à différentes nationalités, races et groupes ethniques. (...) Les Nicaraguayens ne comptent que pour une petite part dans le commerce de la cocaïne aux Etats-Unis ».

Les Etats-Unis et l'Irak invitent les Kurdes irakiens à s'entendre

LE PORTE-PAROLE de la Maison Blanche, Michael Mac Curry, a invité, lundi 14 octobre, les deux mouvements kurdes dont les troupes s'affrontent dans le Kurdistan irakien à « cesser les combats » et à « s'unir ». L'Irak et la Grande-Bretagne ont également lancé un appel au dialogue après la reprise des combats entre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani. L'UPK a affirmé lundi avoir reconquis tous les territoires perdus dans le nord de l'Irak, le mois dernier, face au PDK, à l'exception d'Erbil. Mardi matin, le PDK tentait d'enrayer la progression de l'UPK, selon des responsables de l'ONU. - (AFP, Reuters.)

Le Quai d'Orsay affirme que l'Afrique ne saurait être « une chasse gardée »

PARIS. « Nous n'avons jamais considéré le continent africain comme une chasse gardée de la France, pas plus qu'aucune autre région du monde ne l'est pour quiconque », a déclaré, lundi 14 octobre, le porte-parole du Quai d'Orsay, Jacques Rummelhardt, en réponse aux accusations des Etats-Unis. Samedi, M. Christopher avait reproché à Paris de considérer le continent noir comme étant quasi exclusivement « sa » zone d'influence.

La veille, Washington avait jugé « scandaleux » les propos de Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération, qui avait affirmé que les Etats-Unis ne s'intéressaient à l'Afrique qu'en période électorale. « Toute manifestation d'intérêt pour l'Afrique de la part des grands pays industrialisés, telle la visite [de M. Christopher], doit être vivement encouragée, surtout si [elle] peut avoir pour effet un accroissement de l'aide à ce continent », a ajouté M. Rummelhardt.

AFRIQUE

■ GABON : la division des maladies émergentes de l'OMS a confirmé, mardi 15 octobre, que l'épidémie de fièvre hémorragique qui sévit actuellement au Gabon était due au virus Ebola. « Cette épidémie est pour l'heure localisée dans la région de Makoua au nord-est du pays. Onze cas ont officiellement été recensés et huit personnes sont décédées », a déclaré au Monde le docteur David Heymann, directeur de cette division. Selon les informations transmises à l'OMS par le ministère gabonais de la santé, le premier cas remonterait au 24 juillet lorsqu'un chasseur qui s'était infecté dans la forêt a été hospitalisé à l'hôpital de Boué, à 200 kilomètres de Makoua.

■ TCHAD : le président tchadien Idriss Deby a été reçu, lundi 14 octobre, par Alain Juppé, au troisième jour de sa visite privée en France, après avoir été reçu par Jacques Chirac samedi. M. Deby a salué « l'importante contribution » de la France à l'économie tchadienne et a réaffirmé un rapport d'amitié internationale défavorable au Tchad paru la semaine dernière. - (AFP, Reuters.)

EUROPE

■ RUSSIE : le général Alexandre Lebed a été nommé, lundi 14 octobre, par le président Boris Eltsine président d'une commission qui doit poursuivre « des négociations détaillées » avec les indépendantistes tchétchènes. Outre le secrétaire du Conseil de sécurité, cette commission comprend également plusieurs responsables d'autres régions russes du Caucase du Nord. - (AFP)

■ UNION EUROPÉENNE : la consommation de viande bovine a chuté de 15 % à 20 % depuis janvier dans les pays de l'Union européenne, a annoncé, lundi 14 octobre, le ministère allemand de l'agriculture. Le gouvernement de Bonn envisage de prendre des mesures pour rétablir la confiance des consommateurs et aider les éleveurs victimes de la psychose de la maladie de la vache folle. - (Reuters.)

ECONOMIE

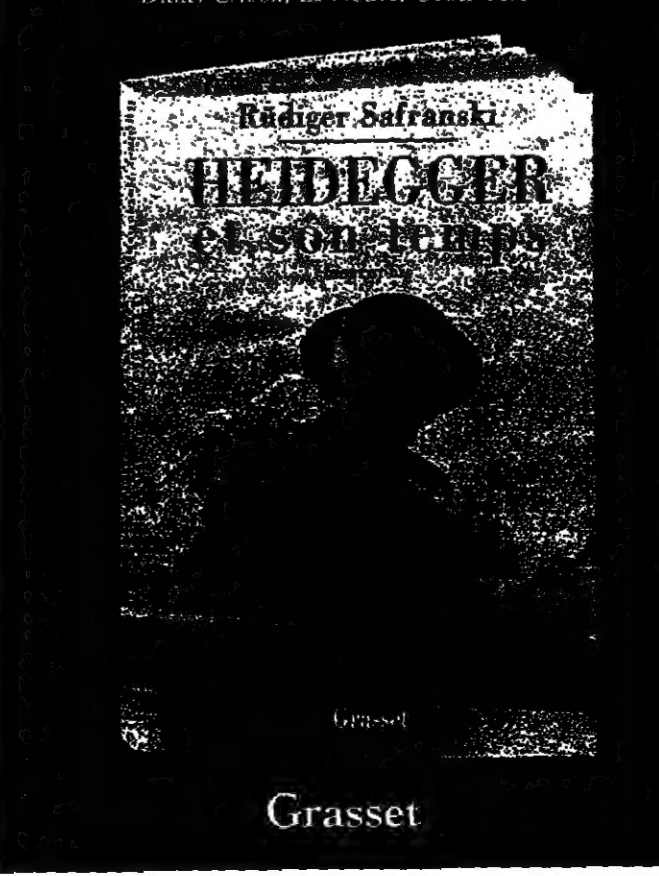
■ ALLEMAGNE : la croissance devrait s'accroître au troisième trimestre, et dépasser nettement le taux de 1,2 % en rythme annuel enregistré au deuxième trimestre, selon le rapport mensuel du ministère de l'économie publié lundi 14 octobre. Le gouvernement table cependant sur une hausse du PIB limitée à 1 % en 1996. - (AFP)

■ CHINE : la Chine se prépare à construire quatre centrales nucléaires dotées de huit réacteurs dans les cinq ans à venir. Elles seront implantées dans les régions côtières de Zhejiang, Guangdong et Liaoning. La production d'électricité d'origine nucléaire est pour l'instant minime en Chine. - (AFP)

■ CORÉE DU SUD : Séoul a été officiellement invitée, vendredi 11 octobre, à rejoindre les rangs de l'OCDE (organisation pour la coopération et le développement économiques) et devenir ainsi le vingt-neuvième membre du « club » des pays industriels. L'accord d'adhésion devrait être signé avant la fin du mois. - (AFP)

“Biographie sereine, claire, définitive. Une réussite totale.”

Didier Erhoun, Le Nouvel Observateur



NT
130-19

Efforts internationaux pour débloquent la négociation israélo-palestinienne

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis l'occupation par Israël de la Cisjordanie, en 1967, le roi Hussein de Jordanie devait se rendre, mardi 15 octobre, dans la ville de Jéricho, en compagnie et à l'invitation du « président » de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, qu'il a reçu lundi à Amman. M. Arafat prévoyait d'organiser un accueil populaire dans la ville, l'une des sept enclaves autonomes de Cisjordanie, située à cinq kilomètres du territoire jordanien, pour lui dire sa « gratitude » pour son soutien aux Palestiniens.

Cette visite hautement symbolique du premier chef d'Etat arabe à se rendre dans les territoires autonomes palestiniens prendrait une dimension plus politique si, comme l'a rapporté lundi la radio israélienne, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, se joignait aux deux hommes à Jéricho.

Le monarque jordanien a eu lundi une conversation téléphonique avec M. Netanyahu, à qui il a proposé son « aide pour tout ce qui concerne les négociations israélo-palestiniennes ». A son retour en Jordanie, dimanche, après des visites aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, le souverain hachémite - qui avait tenu des propos très sévères envers le premier ministre israélien lors du sommet israélo-jordanien-palestinien réuni début octobre à Washington - s'est bien gardé de critiquer M. Netanyahu. Il a au contraire affirmé qu'il attendait « de bonnes nouvelles bientôt », et annoncé une « surprise promise » par Israël.

Quelques heures avant l'annonce par la radio israélienne d'une possible visite de M. Netanyahu à Jéricho, ce dernier avait déclaré qu'une rencontre avec M. Arafat « n'a pas encore été fixée et ne pourra avoir lieu que vers la fin des négociations (sur le redéploiement israélien à Hébron), qui sont pour l'instant à une phase sensible ». Il ne s'agit pas, a ajouté M. Netanyahu, « d'ouvrir l'accord sur la sécurité à Hébron, mais seulement d'y introduire les modifications qui s'imposent ».

Selon Saeb Erakat, le négociateur en chef palestinien, « il n'y a pas eu de progrès [dans les négociations avec l'Etat juif] et il n'est pas certain que les pourparlers qui devaient reprendre mardi, à Taba [en Egypte], aient lieu ». M. Erakat a critiqué le gouvernement de M. Netanyahu, qui, a-t-il déclaré à la télévision israélienne, veut « rouvrir les accords conclus ». « Les Israéliens continuent d'exiger que leur armée ait un droit de poursuite dans Hébron après le redéploiement » de leurs forces, en cas d'attentat commis par des Palestiniens. « Si nous acceptons, nous assènerons un coup aux accords », a-t-il ajouté.

CONVICTIONS D'EZER WEIZMAN
Au terme d'une visite de quelques heures au Caire où il s'est entretenu avec son homologue égyptien, Hosni Moubarak, le président israélien, Ezer Weizman, a assuré que le gouvernement de M. Netanyahu « ne revient pas en arrière. Il a peut-être ralenti [le pas], mais je suis convaincu (...) qu'il continuera à faire tout son possible pour faire la paix avec les Palestiniens ». Interrogé sur la possibilité de rencontrer M. Netanyahu, M. Moubarak, rapporte notre correspondant en Egypte, Alexandre Bucciati, s'est contenté de répondre : « Le problème est actuellement le redéploiement [israélien] à Hébron. Quand ce problème sera résolu, je serai disposé à rencontrer le premier ministre » de l'Etat juif.

Dennis Ross, le coordonnateur américain du processus de paix, qui s'emploie à débloquent les négociations, s'est rendu lundi soir à Amman pour s'entretenir avec le « président » de l'Autorité palestinienne, cependant que le secrétaire général du ministère français des Affaires étrangères, Bertrand Dufourcq, était reçu par le chef de la diplomatie israélienne, David Lévy. M. Dufourcq devait rencontrer mardi M. Arafat.

(AFP/Reuters.)

Un conflit menace l'est du Zaïre, aux frontières du Rwanda et du Burundi

Kinshasa dénonce les agissements des Tutsis

La situation, déjà explosive du fait de la présence de plus d'un million de réfugiés hutus du Rwanda, s'est dangereusement aggravée dans l'est du Zaïre. Les au-

torités zaïroises parlent de « situation de guerre ». Des Tutsis, Zaïrois de longue date, sont soupçonnés de mener une guérilla soutenue par le pouvoir rwandais.



NAIROBI
de notre correspondant en Afrique de l'Est
Quatre morts et 20 000 personnes déplacées lors d'une attaque sur un camp de réfugiés hutus le 13 octobre, un raid contre un hôpital dans un village voisin aurait fait 46 morts le 8 octobre, et des combats quasi quotidiens entre les forces régulières zaïroises et des rebelles banyamulenges : en un mois, la situation dans la province du Sud-Kivu, aux frontières du Rwanda et du Burundi, s'est sérieusement aggravée.

Le chef d'état-major de l'armée zaïroise, le général Eteki Mponga, parle de « situation de guerre » et n'hésite pas à accuser le Rwanda d'avoir « agressé » son pays « avec la complicité du Burundi et du HCR » (Haut Commissariat aux réfugiés), dont des véhicules ont été utilisés, selon lui, pour infiltrer des maquisards. Le président rwandais, Pasteur Bizimungu, a, quant à lui, appelé les Banyamulenges à « défendre leurs droits en tant que Zaïrois », ce qui a été interprété au Zaïre comme une déclaration de guerre. Enfin le vice-gouverneur du Sud-Kivu, à la semaine dernière, donné un délai de six jours aux civils banyamulenges pour descendre des hauts plateaux afin de laisser le champ libre aux forces zaïroises pour « déloger les rebelles », et de les regrouper dans « un couloir humanitaire » situé en plaine.

Les troubles ont commencé début septembre lorsque les soldats zaïrois, alertés par la population, ont interpellé, au-dessus d'Uvira, des Banyamulenges en armes qui se sont défendus. Loin d'en rester aux invectives diplomatiques, la situation a rapidement empiré, au point que les organisations huma-

nitaires ont déjà évacué d'Uvira la moitié de leur personnel. Pourtant, 200 000 Hutus burundais et rwandais sont toujours réfugiés dans les camps de cette région. Selon leur porte-parole, les Banyamulenges se battent pour obtenir la nationalité zaïroise. Cette tribu de pasteurs tutsis, originaires du Rwanda, a émigré au Zaïre au XIX^e siècle pour se fixer sur les hauts plateaux inhabités de la région de Mulenge.

L'interminable débat sur la question de la citoyenneté au Zaïre a refait surface à l'occasion de la guerre civile au Rwanda en 1990. Nombre de Banyamulenges (dont des militaires zaïrois) se sont enrôlés dans la guérilla tutsie rwandaise et, après la victoire de cette dernière en juillet 1994, beaucoup ont choisi d'émigrer avec leurs familles au Rwanda, où le nouveau régime leur accordait facilement la nationalité. Cette attitude de double allégeance leur a attiré la suspicion de la population zaïroise, déjà envieuse de cette tribu « immigrée » et relative-

ment prospère, suspicion facilement exploitée par les politiciens locaux en quête de bouc émissaire pour asséoir leur pouvoir.

Les observateurs dans la région rapportent des renforts du Rwanda et notamment que, les 20 et 21 septembre, entre 500 et 1 000 hommes en armes ont été acheminés de nuit du Rwanda (via le Burundi) jusqu'à un poste-frontière, près d'Uvira. Mais ils s'interrogent sur les raisons du soutien rwandais. Est-ce par solidarité ethnique que Kigali aiderait les Banyamulenges à se défendre ?

Est-ce pour déstabiliser l'est du Zaïre, qui servirait - ou pourrait servir - de base arrière aux maquisards hutus rwandais et burundais ? Ou est-ce pour obliger le HCR à éloigner de la frontière les camps de réfugiés hutus, centres potentiels de recrutement pour la guérilla.

La rébellion hutu burundaise estime que le « pire est à venir » puisque « 3 000 militaires rwandais et burundais » (en majorité tutsis) « s'apprêtent à se ruer sur les camps de réfugiés hutus » et « aussi à s'emparer du Sud-Kivu ». Quant au rapporteur des Nations unies pour les droits de l'homme au Zaïre, en mission dans la région, il estime qu'une « diplomatie d'urgence s'impose ».

Jean Héline

■ **LE BURUNDI** a exigé, lundi 14 octobre, la levée de l'embargo régional qui lui est imposé avant d'entamer des négociations de paix avec la rébellion hutue. Les chefs d'Etat de la région avaient décidé, samedi, de reconduire l'embargo décidé il y a deux mois.

(AFP)

Après avoir obtenu un certain nombre de libertés, les femmes koweïtiennes veulent le droit de vote

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale
Les élections législatives du 7 octobre au Koweït - les deuxième depuis la libération du pays en 1991 - ont été une nouvelle occasion pour les femmes de réclamer leurs droits politiques, promis par les plus hautes autorités de l'Etat lors de l'invasion irakienne (août 1990-février 1991). Sujet phare de la campagne électorale de 1992, lorsque beaucoup de candidats soutenaient l'acquisition du droit de vote par les femmes - qui représentent environ 50 % des 700 000 Koweïtiens -, le thème n'était plus vraiment une priorité cette année, même si quelques candidats avaient ouvert leurs réunions électorales aux femmes.

En 1992, après le rôle reconnu des femmes durant l'invasion irakienne, nous étions sûres que tout allait changer », affirme Masouma El Mubarak, professeur de sciences politiques à l'université de Koweït. Mais les députés ont tout oublié et ont, au contraire, réduit les avantages que nous avions acquis. » M^{me} Mubarak fait allusion à une loi votée par le Parlement qui enjoint au gouvernement de s'engager progressivement à interdire la mixité à l'université. Jusqu'à présent, la ségrégation existe dans les écoles publiques, mais, à l'université, étudiants et étudiantes se côtoient. Comparée à nombre d'universités dans le monde arabe - où la plupart des étudiantes sont voilées et suivent une mode très islamique -, l'université de Koweït est un havre de liberté, où les femmes déclinent toutes les tenues vestimentaires, du jean-T-shirt à la stricte abaya noire, qui ne découvre que les yeux, les mains gantées pour éviter tout contact masculin malaisé.

Les femmes koweïtiennes, qui représentent 51 % de la population active autochtone, bénéficient d'une liberté de comportement inconnue dans les pays du Golfe et même dans d'autres Etats arabes, du fait d'une pression sociale très grande. Toutefois, elles sont soumises, comme dans la quasi-totalité

des pays arabes où l'islam est religion d'Etat, à un code du statut personnel inspiré de la charia (loi musulmane), qui autorise par exemple la polygamie et limite leurs droits en matière de divorce, d'héritage ou de garde d'enfants. Aucune discrimination légale n'est appliquée au niveau de l'emploi, même si, déplore Zainab El Harbi, fonctionnaire, « dans les faits, les hommes accordent plus facilement des promotions à leurs homologues ». Une Koweïtienne est toutefois ambassadrice, le président de l'université est une femme, et beaucoup de femmes sont présentes dans l'industrie pétrolière, la banque ou les affaires.

Entre l'acquisition des droits sociaux et celle des droits politiques, nombre de femmes privilégient la première, et le mouvement féminin koweïtien n'est pas unanime sur ce point, même si les nombreuses organisations féminines préfèrent se limiter aux droits politiques, sans toucher aux tabous religieux. « Si vous donnez le droit de vote aux femmes, elles commenceront à se réveiller et pourront aborder plus facilement la question de l'égalité sociale », affirme, à ce propos, Hind El Adwani, directrice adjointe des projets dans une institution financière. Les candidats devront tenir compte de leurs revendications et il sera plus facile de faire adopter des lois en faveur du droit des femmes.

AUTORISATION DE SORTIE

M^{me} El Adwani, qui vient de terminer ses études aux Etats-Unis, évoque la déception des jeunes quant au peu de progrès du mouvement féministe à Koweït. Les différentes associations féminines, dont certaines, créées en 1963, n'ont cessé de revendiquer les droits politiques, sont en effet l'épave de quelques bourgeoisies qui demeurent peu soucieuses d'étendre le mouvement, en particulier aux couches bédouines plus défavorisées, qui constituent près de la moitié de la population féminine. « C'est difficile de parler avec les bédouines. Quand je vais à Jafra

[localité située à une demi-heure de Koweït-Ville, où vivent beaucoup de bédouins], c'est comme si j'étais dans un autre pays », affirme M^{me} El Harbi, militante d'une organisation féminine.

« Les bédouines n'ont pas les mêmes aspirations que nous, recherchent, sous couvert d'anonymat, une de ses compagnes. Elles ne sortent pas de leurs tentes et doivent avoir une autorisation de leur mari pour le faire. » « Peut-être, rétorque M^{me} El Adwani, mais, quand une femme riche divorce, elle a le même problème qu'une pauvre. Les femmes riches ne feront rien seules, elles ont besoin des autres. »

Cette séparation sert aussi d'alibi à nombre de femmes qui sont hostiles au droit de vote des femmes, sous prétexte que les moins éduquées se prononceraient en faveur des candidats islamistes et aggraveraient la situation. Argument que rejette M^{me} El Adwani, pour qui « la démocratie est la démocratie et le plus important est d'éduquer les jeunes dans un respect égal des sexes ».

Si nombre d'hommes se prononcent en privé pour l'attribution de leurs droits politiques aux femmes, peu le font en public, ou sont prêts à le défendre au Parlement. « Cela viendra, mais pas facilement », déclare l'ancien député Yacoub Hayati, auteur d'un projet de loi en ce sens dans l'ancienne assemblée. L'attitude du gouvernement est ambiguë, les femmes ne sont pas d'accord entre elles, les défenseurs de cette question ne sont pas courageux et l'Assemblée nationale n'ose pas affronter le problème directement.

En attendant le scrutin de l'an 2000, l'espoir pourrait venir d'une jeunesse peu disposée à attendre longtemps et prête à des formes d'action plus directes. Idée neuve, dans un pays où cette forme de revendication est très limitée, la première grève observée par les femmes, le 30 septembre, a été un succès. Elle pourrait faire tâche d'huile.

Françoise Chipaux

L'Angola n'est plus en guerre mais loin d'être en paix

L'Unita, l'ancien mouvement rebelle de M. Savimbi, est considérée comme responsable du gel du processus de normalisation

LUANDA

de notre envoyé spécial
« C'est vrai, la guerre est derrière nous. Mais la paix n'est pas l'absence de guerre. Il faut aller plus loin et cela dépendra d'abord de l'Unita », affirme Blondin Beye, le représentant spécial de l'ONU en Angola, résumant à sa façon la situation du processus de paix dans ce pays, où le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher est arrivé, lundi 14 octobre, y achevant sa tournée en Afrique. Depuis la signature des accords de Lusaka, qui, il y a bientôt deux ans, ont mis fin à deux décennies de guerre civile, l'Angola n'a pas connu de combats. Mais le processus de normalisation, supervisé par les Nations unies, progresse très lentement et demeure fragile.

La communauté internationale comme le gouvernement de José Eduardo Dos Santos rendent responsable de cette situation l'ancien mouvement rebelle de Jonas Savimbi, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita). Le Conseil de sécurité de l'ONU a assorti, vendredi, le renouvellement du mandat de ses 7 000 « casques bleus » en Angola d'une résolution mettant sévèrement en garde l'Unita et le menaçant de sanctions, si des progrès ne sont pas réalisés « avant le 20 novembre ». L'ONU a montré son impatience devant la mauvaise volonté de l'Unita à appliquer les accords de Lusaka. La semaine dernière, les chefs d'Etat de la région, réunis à Luanda, avaient fortement dénoncé l'attitude de l'Unita et pressé l'ONU de sévir contre le mouvement de M. Savimbi.

M. Savimbi avait refusé de se rendre à cette réunion, cherchant à se dérober à la pression internationale qui pèse de plus en plus sur lui. Il réclame toujours l'application des accords que son mouvement a signés en position de faiblesse et qui l'obligent à faire les concessions les plus importantes. Dans le domaine militaire en particulier, le processus traîne en longueur, l'Unita ne s'étant acquittée que partiellement et avec retard de ses obligations.

L'ancien mouvement rebelle a certes procédé au désarmement et au cantonnement d'environ 63 000 de ses soldats dans des camps contrôlés par les « casques bleus ». Mais onze mille d'entre eux ont déjà déserté ces camps. L'Unita est surtout soupçonnée de n'avoir pas « livré » son armement le plus performant et ses meilleures troupes. En plus de la démobilisation de la majorité des soldats de l'Unita, il reste à intégrer une partie dans une nouvelle armée nationale. Cette dernière étape vient à peine de commencer et bute déjà sur la composition du nouvel état-major.

Le gouvernement, lui aussi, se

montre réticent. Ses soldats ne se sont pas retirés partout des lignes de front. De plus, la collecte des armes distribuées à la population civile pendant la guerre ne fait que commencer bien timidement. La méfiance règne dans les deux camps, comme l'illustre l'incapacité de M. Savimbi et Dos Santos à se rencontrer sur le territoire angolais. Les deux hommes se sont vus à plusieurs reprises, mais à l'étranger. M. Savimbi refuse de se rendre dans la capitale, Luanda, estimant que sa sécurité n'y serait pas assurée.

■ **L'OBSTRUCTION POLITIQUE**

De fait, l'Angola demeure partagé entre zones tenues par l'Unita et régions contrôlées par le gouvernement. Les partisans des deux camps ne se déplacent dans la partie adverse que sous protection de l'ONU. On est encore loin de la première étape du volet politique du processus de paix, qui prévoit, une fois la question militaire réglée, la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du pays. Ce volet comprend également la création d'un gouvernement d'union nationale. Mais, là aussi, les discussions sont au point mort, depuis que l'Unita a refusé, fin août, le poste de vice-président proposé à M. Savimbi. L'Unita semble vouloir retarder les discussions jusqu'à l'expiration, fin novembre, du mandat du Parlement actuel, où elle refuse de siéger. Arguant alors de l'absence de légitimité du pouvoir, M. Savimbi pourrait négocier la formation d'un gouvernement de transition où son parti aurait un rôle plus important que celui défini par les accords de Lusaka.

De manière générale, le statut accordé à l'Unita par ces accords est défavorable au mouvement de M. Savimbi, alors qu'il dispose encore actuellement d'une force armée, qu'il contrôle une bonne partie du territoire et en tire des revenus substantiels grâce aux mines de diamant. « L'Unita ne peut plus faire la guerre, alors elle fait de l'obstruction politique », explique M. Blondin Beye. Cette tactique risque de laisser l'ONU, qui est un garde-fou pour les éléments radicaux du gouvernement, prêts à en découdre en cas d'enlèvement politique. La patience et surtout le budget de l'ONU ont des limites. Boutros Boutros-Ghali a déjà déclaré à plusieurs reprises qu'il n'entendait pas prolonger l'opération au-delà du terme prévu de février 1997, jusqu'à présent, le processus de paix n'a progressé que par à-coups, sous la pression internationale. Le chemin vers la normalisation est encore long et les Angolais n'ont pas montré, pour le moment, qu'ils pouvaient y arriver par eux-mêmes.

Frédéric Chambon

Référendum en Algérie le 28 novembre sur la révision de la Constitution

A LA VEILLE de son périple dans le Golfe et dans le Sud-Est asiatique, le président Liamine Zerroual a annoncé que le référendum sur la révision de la Constitution aura lieu le 28 novembre. Dans une allocution radiotélévisée, lundi 14 octobre, le chef de l'Etat a précisé que ses compatriotes seront appelés à se prononcer sur quatre amendements principaux à cette Constitution déjà amendée en 1989 pour y introduire notamment le multipartisme, et a confirmé, dans la foulée, la tenue des législatives « avant la fin du premier semestre » 1997 et d'élections locales « avant la fin » de cette même année.

Le président Zerroual a garanti que l'Etat « prendra toutes les mesures nécessaires pour permettre au peuple d'exprimer son choix en toute liberté, sérénité et transparence ». Une mise en garde à l'adresse des groupes armés islamistes, alors que le pays vient de connaître une semaine particulièrement sanglante, qui a fait au moins 60 morts et plus de 70 blessés.

Le projet de révision constitutionnelle doit, en premier lieu, décider de l'interdiction des partis politiques religieux - tout en confirmant l'islam comme religion d'Etat -, et de l'utilisation des composantes de l'identité nationale - islam, arabité et amazighité (berbère) - à des fins politiques. Les électeurs devront également se prononcer sur la création d'une deuxième chambre au Parlement, sur la mise en place d'un Conseil d'Etat et d'une Cour suprême de l'Etat.

Ce projet de réforme ne fait pas l'unanimité. Le Front des forces socialistes (FFS) l'a rejeté, fin septembre, comme étant « destiné à instaurer une dictature constitutionnelle ». Quant aux deux partis islamistes modérés et légaux, le Mouvement de la société islamique (MSI-Hamas) et le Parti de la renaissance islamique (PRI-Ennahda), ils n'ont guère apprécié le projet d'amendement concernant l'interdiction des partis religieux.

(AFP/Reuters.)

مكتبة القرآن الكريم

Les songes capitalistes d'un apparatchik de Shangyi

Quand un cadre du Parti communiste chinois rêve d'investissements étrangers, s'interroge sur Dieu et fredonne la « Marche nuptiale » de Mendelssohn

Qiao Denggui fait partie de ces nombreux Chinois qui tentent de concilier les dogmes du socialisme dictatorial avec les règles de l'économie de marché. A quarante-cinq ans, il est représentatif de ces chefs de petites unités

administratives qui sont chargés d'assurer la relève des anciens cadres communistes. Son but : attirer les investisseurs étrangers dans son district situé à la lisière de la Mongolie intérieure chinoise et peuplé de moins de

200 000 habitants, qui tirent le principal de leurs revenus de l'agriculture. Qiao Denggui veut que ses collaborateurs apprennent l'anglais. Derrière la langue de bois se cache une réelle curiosité.

SHANGYI (Chine du Nord)

de notre envoyé spécial

A première vue, Qiao Denggui n'a pas précisément le profil que l'on attend d'un cadre du Parti communiste. Il a l'air d'un homme d'affaires, d'un homme d'entreprise, d'un homme d'affaires. Le physique plutôt « mastoc », la chevelure drue, coupée en brosse, il a l'air d'un homme d'affaires. Le physique plutôt « mastoc », la chevelure drue, coupée en brosse, il a l'air d'un homme d'affaires.

Il faut retourner sa carte pour comprendre, en chinois, que cet « économiste » est d'un genre un peu particulier : « Secrétaire du comité du Parti communiste au district de Shangyi », dit-elle, plus honnêtement, avant de préciser : « Professeur d'économie ». Ou, car le terme est ambigu, « Maître ».

C'est en effet de cela qu'il s'agit. M. Qiao est pour ainsi dire le maître de l'économie du district qu'il dirige également sur le plan politique dans un coin perdu de l'ancien pays mongol, Shangyi, à la frontière avec la province du Hebei avec la Mongolie intérieure chinoise. Population : 180 000 habitants, dont plus de la moitié dans la bourgade servant de chef-lieu, vivant avec un revenu essentiellement agricole de 600 à 2 000 francs par an.

A ce titre, à l'âge de quarante-cinq ans, il est assez représentatif d'une nouvelle race de chefs de petites unités administratives chargées d'assurer la relève des cadres communistes ancienne manière à l'heure de la transition d'une économie socialiste sous dictature de gauche vers quelque chose d'indéfinissable.

Lors d'une première rencontre,

il riait encore de cette curieuse dichotomie : « Vous savez, en Chine, nous avons encore un Parti communiste... » Aujourd'hui, il a réconcilié les deux discours : « Le communisme, cela reste le but. Son importance historique est capitale. Il s'agit de le réaliser toujours d'élire le niveau de vie de la population. Cela étant, il n'y avait pas d'erreur dans la théorie, mais il y a eu des erreurs dans la mise en œuvre. A présent, il nous faut combiner les méthodes socialistes de gouvernement avec les méthodes capitalistes de gestion. »

« FERME D'ÉTAT »

La première de ces méthodes a été de décréter Shangyi « district ouvert ». C'est-à-dire accessible aux étrangers, dans l'espoir qu'ils y investissent. Officiellement, le gouvernement central n'est pas au courant, même si la route est ornée d'un grand portique le proclamant. « C'est une manière de nous faire de la publicité à nous-mêmes », dit M. Qiao, les yeux pétillants.

Autre « méthode » : contraindre ses collaborateurs à se mettre à l'anglais, qu'il articule lui-même avec difficulté. Visiblement, l'entière direction de Shangyi est soumise à des cours dans la langue de Shakespeare, dont M. Qiao aime à tester les résultats en recevant ses invités pour un repas improvisé.

Mais d'où vient-il, au juste ? Quel parcours a-t-il effectué ? Là, M. Qiao se fait évasif. Dix ans de service, dit-il, à la tête d'une « ferme d'État », de l'autre côté de la frontière administrative avec la Mongolie intérieure. Le terme suffit pour se comprendre, ou à tout le moins pour s'abstenir de le

presser trop loin, de peur qu'il ne se fasse muet. Les « fermes d'État » font partie intégrante du système du goulag chinois, fixant des populations peu consentantes dans des contrées désertiques sous encadrement paramilitaire.

Comment est-il arrivé à Shangyi ? Mystère. Tout au plus saura-t-on qu'il est originaire de Zhangjiakou (anciennement Kaigou), la ville-casern, à une demi-journée de voiture, qui constitue le verrou stratégique de Pékin ; que son épouse y travaille comme comptable dans une banque ; qu'il y retourne plusieurs fois par mois à bord de son Audi noire à six roues de police. L'« économiste » serait fils de militaire de haut rang qu'il ne faudrait pas en être étonné. Sa manière de décrire l'évolution de la Chine de Deng Xiaoping fait penser à un compte rendu de campagne : « D'abord, il y a eu la réforme. Puis il y a eu le socialisme par des moyens nouveaux. Maintenant, il y a l'introduction des méthodes scientifiques capitalistes : tu gagnes un revenu en fonction du travail que tu fournis. »

VILLAGE DU FAR WEST

Mais derrière la langue de bois, il y a une réelle curiosité d'homme, touchante dans ses doutes. « Comment croit-on en Dieu chez vous ? », demande-t-il, soudain désarmant. « Est-ce général ? » La province du Hebei a été une des plus fortement christianisées de Chine dans le temps, et il en reste manifestement quelque chose. « La prochaine fois, je vous emmènerai à la cathédrale, à une cinquantaine de kilomètres d'ici. Ce que j'aime bien, c'est les grandes orgues pour un mariage ! » Il est, alors, le premier se-

crétaire local du Parti communiste à nous fredonner la « Marche nuptiale » de Mendelssohn, ajoutant : « Ça, ça fait de l'effet... »

Souvent pourtant dans la conversation, M. Qiao en revient à sa mission principale : « Faites venir les investisseurs ! Shangyi est un endroit idéal pour eux. Pas de pollution, des communications qui s'améliorent, un bon emploi de la main-d'œuvre... » Shangyi a en fait peu d'atouts exploités ou exploitables. Une usine relativement moderne de peluche naturelle et synthétique, une usine que M. Qiao espère voir devenir un fournisseur majeur en pulpe de pâte à papier de presse, fabriquée à partir d'un roseau rendant le produit plus de 50 % moins cher que les prix internationaux. Devant les étrangers et à l'intention de la direction, il y martèle son message d'ouverture. « Fuyez un prospectus en anglais, des graphiques intelligibles, vendez-moi votre image pour atteindre le client... »

Dans la grande rue du bourg, aux allures d'allée centrale de village du Far West, le cinéma, que M. Qiao contrôle de par ses fonctions de chef du Parti communiste, projette un film à la gloire d'un héros chinois du travail, Kong Fanchen, mort au Tibet en bon serviteur de l'État « prolétarien » et « multinational ». Sur l'esplanade, des jeunes apparemment découverts jouent au billard américain, cheveux longs et dégaîne de petites frappes, la cigarette au bec dans une mimique se voulant hollywoodienne. On ne voit pas qu'ils s'intéressent au film.

Francis Deron

Un des plus célèbres dissidents chinois s'enfuit aux Etats-Unis

Wang Xizhe a fait seize ans de prison

PÉKIN

de notre correspondant

Une des figures les plus célèbres de la dissidence chinoise, Wang Xizhe, a gagné les Etats-Unis après être passé clandestinement à Hongkong pour échapper à une probable condamnation sur le continent. Le groupe américain de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch Asia, qui dispose d'une antenne à Hongkong, a confirmé son arrivée dans le territoire, le 12 octobre, par une voie inconnue, selon la méthode qui a déjà permis à plusieurs centaines d'activistes de quitter clandestinement leur pays à l'aide de complicités au sein de l'administration chinoise. M. Wang a pris l'avion pour la Californie, lundi 14 octobre, après avoir obtenu un visa prioritaire.

La menace pesant sur M. Wang se précisait depuis l'envoi expéditif, la semaine passée, d'un autre opposant, Liu Xiaobo, en camp de travail pour une période de trois ans. Tous deux avaient cosigné un appel à l'autodétermination du Tibet et à l'instauration d'un plus grand contrôle légal sur les instances dirigeantes ; leur appel, sur des sujets que Pékin considère comme tabous, était assorti d'une demande de voir la Chine durcir sa position face au Japon dans la querelle des îles Diaoyu-Senkaku, autre motif d'embarras pour les autorités du continent. M. Wang avait disparu de son domicile - où demeurent son épouse et leur fils - au moment de l'arrestation de M. Liu.

Agé de quarante-sept ans, Wang Xizhe est un agitateur au long cours. Sa première intervention contre les méthodes autoritaires

du régime remonte à avant même la mort de Mao Zedong. Ouvrier dans une usine de Canton, il avait rédigé avec deux autres activistes, en 1973, le célèbre manifeste de Li Yizhe, premier texte critique envers le régime appelant à l'instauration d'une « légalité sous le socialisme » susceptible de garantir la démocratie. M. Wang a fait quatre ans de prison lors de la transition entre l'ère Mao et celle de Deng Xiaoping puis douze ans sous ce dernier pour « constitution de groupe contre-révolutionnaire » et diffusion de textes de même nature.

OPPOSITION EN EXIL

Les circonstances dans lesquelles M. Wang se retrouve hors de Chine suggèrent que Pékin n'est pas nécessairement mécontent de le voir partir. Les autorités semblent s'être résignées à préférer l'existence d'une opposition en exil, au demeurant peu écoutée, à la constante pression que ses activistes exercent quand ils restent en Chine. Mais il leur faut pour cela convaincre les intéressés de prendre le chemin de la sortie. Après le cas de Wei Jingsheng, celui d'un autre militant pro-démocratie en vue, Wang Dan, vedette du mouvement de Tiananmen en 1989, illustre la difficulté de l'exercice. L'ancien étudiant, âgé de vingt-six ans, va incessamment passer en jugement pour sédition, et sa famille a reçu instruction de préparer sa défense. Sa mère a pu le voir dans le centre de détention où il est depuis plus d'un an. Il paraissait, a-t-elle dit, relativement en bonne santé.

F. D.

Mme le Député, M. le Député, au lieu de donner la frite aux jeunes vous leur coupez l'appétit.

- Multiplier par 4 la TVA sur les ventes à emporter pénalise les jeunes et les revenus modestes en leur ponctionnant 1 milliard de francs (65% de notre clientèle a moins de 25 ans).
- Multiplier par 4 la TVA sur les ventes à emporter pénalise le recrutement des jeunes dans un secteur créateur d'emplois (plus de 7 500 emplois créés en 1995 par la restauration rapide).
- Multiplier par 4 la TVA sur les ventes à emporter pénalise les efforts de revitalisation des centres villes et des quartiers difficiles.
- Multiplier par 4 la TVA sur les ventes à emporter, c'est toucher l'ensemble des professions ayant une activité de vente à emporter : boulangers, charcutiers, traiteurs, cafetiers et restaurateurs.

Relever la TVA à 20,6% sur les ventes à emporter, c'est volontairement enfoncer dans la crise un secteur jeune, populaire et créateur d'emplois.

Mme le Député, M. le Député parlez-en donc à vos enfants.



SNARR

SYNDICAT NATIONAL DE L'ALIMENTATION ET DE LA RESTAURATION RAPIDE.

AFFAIRES Le secrétaire national du Parti communiste français, Robert Hue, et son prédécesseur à la tête du parti, Georges Marchais, et le trésorier du PCF, Pierre Sotura, ont été

mis en examen pour « recel de trafic d'influence » le 10 octobre par le juge d'instruction parisien Laurence Vichnievsky. ● L'ENQUÊTE DU JUGE porte sur les relations entre un bu-

reau d'étude réputé proche du PCF, la Sicopar et la Compagnie générale des eaux. De 1984 à 1994, cette dernière aurait versé plus de 15 millions de francs à cette filiale du Gifco, un

conglomérat de bureaux d'études et de sociétés de service proches du Parti communiste. ● LE PCF a estimé que « ces mises en cause simulta-

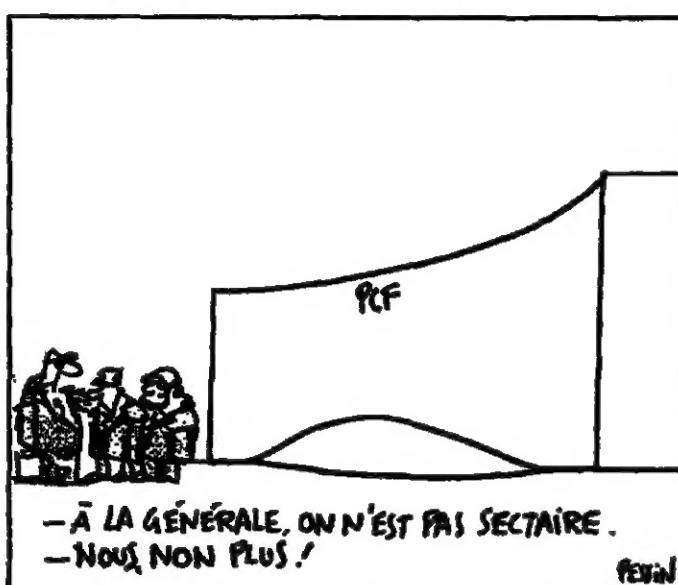
nées constituent à l'évidence une attaque délibérée contre le PCF et sa presse ». Affirmant ses « finances du PCF sont transparentes », le PCF ajoute que l'entreprise Gifco n'a lui a jamais versé « un seul centime ».

Robert Hue et Georges Marchais mis en examen dans l'affaire Sicopar

Le juge d'instruction parisien Laurence Vichnievsky suspecte l'existence d'un financement du Parti communiste par la Compagnie générale des eaux « via » des bureaux d'études. Le PCF dénonce « un amalgame intolérable »

LE SECRÉTAIRE NATIONAL du Parti communiste français (PCF), Robert Hue, et son prédécesseur à la tête du parti, Georges Marchais, ont été mis en examen pour « recel de trafic d'influence » par le juge d'instruction parisien Laurence Vichnievsky. A ces deux mises en examen, notifiées le 10 octobre par lettre recommandée, s'ajoutent celle de Pierre Sotura, trésorier et membre du comité national du PCF, et de Richard Bénigier, l'un des dirigeants associés du quotidien *L'Humanité*. Plusieurs sources judiciaires ont indiqué, mardi matin 15 octobre au *Monde* que les dirigeants communistes ont été mis en examen « à raison de leurs fonctions, passées ou actuelles » et non en raison d'une éventuelle implication personnelle.

Les soupçons du juge concernent notamment « des activités commerciales exercées dans le cadre de la fête de l'Humanité », rapporte le journal communiste, dans son édition du mardi 15 octobre. L'enquête du juge Vichnievsky porte, en fait, de manière plus large, sur les relations financières entre un bureau d'études réputé proche du PCF, la Société d'ingénierie commerciale pour l'aménage-



gement des régions (Sicopar), et la Compagnie générale des eaux (CGE).

De 1984 à 1994, la CGE aurait versé plus de 15 millions à cette filiale du Groupement d'intérêts économiques pour équipement et fourniture des collectivités, le Gifco, conglomérat de bureaux

d'études et de sociétés de services appartenant à la mouvance communiste.

Durant la même période, ainsi que l'attestent une série de documents découverts lors d'une perquisition au siège de la CGE, en juin 1994, l'entreprise industrielle a versé 24,6 millions de francs à sept filiales du Gifco, en contrepartie d'interventions sur des marchés publics situés dans une centaine de communes de France, de Reims à Montpellier, Toulouse, Saint-Denis, Saint-Denis, Saint-Denis, de l'île de la Réunion à l'île de la Réunion... Ce sont ces documents qui ont motivé l'ouverture, le 7 octobre 1994 par le parquet de Paris, d'une information judiciaire, confiée alors au juge Jacqueline Meyson, dont M. Vichnievsky devait prendre la suite. Vingt-huit personnes ont été mises en examen depuis le début de l'instruction, parmi lesquelles figurent la plupart des cadres dirigeants du bureau d'études Sicopar.

Placé en garde à vue le 30 mars 1995, Jean-Dominique Deschamps, directeur général-adjoint de la CGE avait déclaré que le rôle de la Sicopar « consistait à expliquer et à démontrer l'intérêt des propositions présentées par la Compagnie aux élus, techniciens municipaux et représentants syndicaux proches ou en sympathie avec le parti communiste » (*Le Monde* du 15 avril 1995). « Quelles que soient les précautions que j'ai pu prendre, quelle que soit la vigilance des dirigeants régionaux et des dirigeants de filiales de la CGE, il est peu probable que nous soyons arrivés à éviter une certaine forme de racket de la part des sociétés composant le groupe Gifco », avait-il encore indiqué.

CONTOURS FLOUS

L'enquête de M. Meyson, assistée par la section de recherches de la gendarmerie de Paris, avait révélé que, dès 1984, la CGE avait purement et simplement formalisé ses relations commerciales avec le Gifco et toutes ses filiales en signant « un protocole d'accord général » en bonne et due forme. L'accord avait été négocié entre M. Deschamps d'une part, et d'autre part, celui qui présidait alors à ses destinées, l'ancien conseiller général communiste, Jacques Grosman, décédé en 1993. Ce document, aux contours des plus flous, allait jusqu'à donner acte « au prestataire » - le bureau d'études - des informations les plus banales que ce dernier que ce dernier pouvait rappeler à la CGE, « même au titre des règles régissant l'accès des tiers aux locaux ».

Poursuivant ses investigations, M. Meyson s'était interrogée sur une série de factures réglées par la CGE à l'occasion du salon Espace Collectivités, organisé tous les ans durant la fête de l'Humanité, et inauguré en 1990 par Robert Hue, alors président de l'Association nationale des élus communistes et

républicains (ANECR). Cette manifestation, organisée par le Gifco, était destinée à mettre en relations le groupe et ses filiales ainsi que les élus locaux du PCF avec les entreprises auxquelles les collectivités peuvent avoir recours.

Le 15 mai 1995, le juge d'instruction avait ordonné une perquisition au siège de l'Agence centrale de publicité (ACP), dans les locaux-mêmes de *L'Humanité* - dont elle assure la régie publicitaire - à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Cette agence avait bénéficié de substantiels versements de la CGE, semblant correspondre à l'implantation d'un stand du

breuses pièces comptables avaient été saisies à cette occasion.

Au cours des semaines suivantes, une autre perquisition avait été conduite, mais cette fois en toute discrétion, au domicile de Raymond Jeanné, homme-clé du financement du PCF, longtemps réputé comme financier de l'ombre et désormais président de l'association officielle de financement du parti, en même temps que membre de la société civile immobilière qui détient le titre de propriété de l'immeuble de la place du Colonel-Fabien.

Cette dernière perquisition avait été conduite par le conseiller

« Gifco n'a jamais versé un seul centime »

Le Parti communiste a affirmé, lundi 14 octobre, dans un communiqué, que ses finances « sont transparentes et vérifiées ». « Les comptes du PCF sont publics, déposés chaque année auprès de la commission nationale officielle compétente et, contrairement à ce qu'indique l'avis de mise en examen, ils attestent que l'entreprise Gifco ne lui a jamais versé un seul centime », précise le PCF.

Pour la place du Colonel-Fabien, les mises en examen simultanées de responsables du parti et du quotidien *L'Humanité*, que le parti assure de sa « totale solidarité », constituent « un événement grave ». « A l'évidence, [il s'agit d'une] attaque délibérée contre le PCF et sa presse. On cherche à atteindre un parti politique et un journal qui dénoncent le règne de l'argent sur la société française et dont toute l'histoire est là pour prouver qu'ils le font sans faiblesse », affirme le PCF. *L'Humanité* du 15 octobre consacre sa « une » à ces mises en examen, sous le titre « Un amalgame intolérable ».

groupe industriel au sein de l'Espace-Collectivités (*Le Monde* du 16 mai 1995).

Un an plus tard, le juge Laurence Vichnievsky, prenant le relais, avait à son tour perquisitionné dans les bureaux de l'ACR le 25 juin, accompagnée de gendarmes de la section de recherches de Paris, elle avait ensuite mené, pour la première fois dans les annales judiciaires, une perquisition au siège du Parti communiste français (PCF), place du Colonel-Fabien à Paris (*Le Monde* du 27 juin 1996). De nom-

Renard Van Ruymbeke, chargé à Reims de l'enquête sur une autre filiale du Gifco, Bretagne-Loire-Equipement, dont il a été en examen le PDG, Gérard Vourch, pour « trafic d'influence » (*Le Monde* du 22 juin). Certains éléments recueillis par le magistrat rennais et concernant également Sicopar pourraient d'ailleurs être prochainement transmis au juge Vichnievsky, indiquait-on mardi de source judiciaire.

Hervé Gattegno et Roland-Pierre Paringaux

Aveux de Jean-Dominique Deschamps à la Réunion

Mis en examen pour corruption dans le dossier Sicopar, un bureau d'études proche du PCF, Jean-Dominique Deschamps, directeur général de la Compagnie générale des eaux, comparait par ailleurs actuellement devant le tribunal correctionnel de Saint-Denis de la Réunion dans une autre affaire de corruption. Mercredi 9 octobre, il a reconnu, à la barre, avoir versé, entre 1990 et 1993, 4 millions de francs à la municipalité de Saint-Denis afin d'assurer un « financement politique ». Cette somme a été versée à un faux facturier recommandé par la mairie de Saint-Denis, René Gastaldi, qui a ensuite transféré les fonds vers les comptes secrets du Parti socialiste réunionnais. Officiellement, elle était censée rémunérer des « propositions commerciales » à Djiboou mais les dirigeants de la Générale des eaux ont reconnu que M. Gastaldi n'avait rien fait. Au cours du procès, M. Deschamps a expliqué qu'il disposait d'une « ligne annuelle de dépenses commerciales » de 40 à 50 millions de francs qui lui servait notamment à rémunérer des « intermédiaires ».

Deux anciens du Gifco se souviennent...

L'UN ÉTAIT UN PUR MILITANT, l'autre un ingénieur, diplômé d'une grande école. Tous deux furent recrutés pour travailler dans les bureaux d'études du Gifco. Comme beaucoup, ils ont fini par rompre, mais ils ne renient pas leur passé. Aujourd'hui, ils travaillent loin de la politique, loin des idéologies, et ne veulent pas « être identifiés ». Pour parler du PCF, ils disent encore « le parti ».

De la nébuleuse de sociétés finançant le parti de la place du Colonel-Fabien, ils ont tout vu ou presque. « Le mot d'ordre principal, raconte l'un d'eux, c'était la discrétion, le cloisonnement. Personne ne devait pouvoir faire le lien entre les sociétés du Gifco et le parti. C'est pourquoi les cadres des bureaux d'études avaient l'interdiction de se présenter aux élections ou d'avoir en même temps des fonctions dans l'appareil du parti. »

A l'appui de ses dires, il cite l'exemple de ce responsable d'une filiale bretonne du Gifco, qui avait « failli se faire virer parce qu'il voulait se présenter aux législatives ». De même, raconte le second, les permanents du PCF directement payés par le Gifco ne devaient avoir aucune « visibilité » : « C'étaient des secrétaires, des offsetistes, etc. Des gens qui n'avaient aucune responsabilité trop voyante. On les appelait les "biberonnés" ».

« CULTURE DE LA CLANDESTINITÉ »
Outre ces rémunérations directes, versées en lieu et place du parti, le Gifco disposait d'autres « filières » pour faire remonter l'argent. « Tous les cadres du Gifco et des filiales percevaient des salaires de 20 000, parfois 30 000 francs. En réalité, leur vrai salaire était celui d'un permanent : entre 8 000 et 10 000 francs. La différence était reversée au parti. Tous les mois, les responsables locaux des

sociétés du Gifco se rendaient à Paris avec des valises, pour remettre les sommes au parti, place du Colonel-Fabien. L'argent était ensuite réintégré officiellement dans la comptabilité du parti sous forme de souscriptions bidon, parfois de chèques de militants... » Ensemble, les deux anciens « camarades » s'amusaient à l'évocation de la « culture de la clandestinité », toujours en vogue au PCF : nul ne parlait de la place du Colonel-Fabien, ni même ne mentionnait le nom de l'homme de l'ombre du financement du PCF, Jean Jérôme : « On disait JJ, alors qu'il s'agissait déjà d'un pseudonyme ! »

« Après la fin des aides venues de Moscou, raconte l'un, le parti a dû maintenir un train de vie identique. Beaucoup d'hommes du Gifco ont alors créé leurs propres boîtes. La répartition du capital est on ne peut plus discrète : dans les documents officiels, on inscrivait parfois les femmes de ménage parmi les administrateurs ! En réalité, les parts de capital étaient laissées en blanc, et déposées chez un notaire parisien, qui est l'ancien notaire du parti. A mon époque, les réunions d'actionnaires se tenaient chez lui. Mais les dirigeants des filiales n'y avaient pas accès. On ne faisait qu'y envoyer des documents. C'était le secret des secrets. »

« Le PC a aussi hérité de la Résistance cette habitude de dissoudre et de recruter régulièrement ses réseaux, expliquent-ils. On change le nom des sociétés, on remplace les dirigeants, mais l'activité continue. Les anciens de Bretagne Loire Equipement (BLE) ou de Sicopar se sont réinstallés au même endroit, mais sous d'autres enseignes. Et lorsqu'on apprend que la justice s'approche de trop près, les ordres arrivent de Paris : on n'hésite pas à détruire des masses de documents... »

H. G.

Les instructions en cours

● Une information judiciaire a été ouverte le 7 octobre 1994, à Paris. L'instruction menée par Laurence Vichnievsky montre que la Générale des eaux aurait versé, entre 1984 et 1994, près de 25 millions de francs à sept filiales du Gifco.

● Une information judiciaire,

menée à Nancy, concerne une autre filiale du Gifco, la Socof, basée à Nancy. Quatre dirigeants et employés de cette société ont été placés en détention provisoire pendant trois semaines, en 1992.

● Une information judiciaire sur les activités, de 1990 à 1992, d'une filiale du Gifco, Freedom, a été confiée en 1995 à trois juges

d'instruction parisiens. Douze cadres de la société ont été mis en examen en avril.

● Le conseiller rennais Renaud Van Ruymbeke instruit un dossier concernant une filiale du Gifco, Bretagne Loire Equipement, au sujet d'un marché passé avec la Générale des eaux qui aurait fait l'objet d'une commission de 1,8 million de francs.

Le précédent et le choix du moment

LONGTEMPS, le Parti communiste a prétendu être le seul parti français dont les finances étaient parfaitement transparentes. Ses comptes, publiés dans *L'Humanité*,



étaient exclusivement des cotisations de ses militants et de ses élus, ainsi que des souscriptions qu'il lançait lors de grandes campagnes électorales. Quant à sa presse, à l'en croire, elle était maintenue à flot par d'autres souscriptions et par la vente des « vignettes » d'entrée à la fête de l'Humanité. Ainsi vêtus de probité - plus arrogante que candide -, les députés communistes avaient refusé avec hauteur, comme la quasi-totalité de ceux du RPR, le fameux amendement d'amnistie accompagnant, en décembre 1989, la loi Rocard sur le financement des campagnes électorales et des partis.

Il suffisait pourtant de visiter les vestibules des congrès du PCF pour y remarquer, parmi les différents stands des organisations ou entreprises « amies », celui du groupe Gifco, spécialisé dans les prestations de services aux collectivités locales. Les dirigeants communistes ne niaient pas, en effet, l'existence de ce groupe et de ses diverses filiales, mais, à les entendre, ces structures, habilitées à travailler avec des élus de tous bords, ne participaient en rien au financement du PCF.

C'est d'ailleurs ce que ce dernier réaffirme dans le communiqué qu'il a publié, lundi 14 octobre, après l'annonce de la mise en examen de Robert Hue et Georges Marchais.

Ces deux mises en examen indiquent clairement que pour les juges, qui enquêtent sur des dossiers locaux impliquant le Gifco, la connexion entre celui-ci et le Parti communiste est désormais établie. Elle l'est même au point que, pour la première fois, les principaux dirigeants d'un parti sont mis en cause, alors qu'auparavant, les procédures n'avaient concerné au plus que des trésoriers ou anciens trésoriers. C'était le cas d'Henri Emmanuelli, mis en examen en 1992, puis condamné, en sa qualité de responsable des finances du Parti socialiste, dont il n'était devenu qu'ensuite, en 1994, premier secrétaire.

LEMEURS À DROITE

La procédure visant Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste de 1972 à 1994, constitue donc une « première », alors que celle qui met en cause Robert Hue en tant qu'ancien président de la Fédération des élus communistes et républicains - l'organisation d'élus du PCF - s'apparente à la mise en examen de M. Emmanuelli. Il reste, néanmoins, que M. Hue est aujourd'hui secrétaire national du Parti communiste : le fait qu'il soit incriminé en même temps que son prédécesseur à la direction du parti donne à la décision du juge un caractère de gravité exceptionnelle.

La justice crée ainsi un précédent qui pourrait amener, demain, à mettre en cause de la même manière d'autres dirigeants de parti si un lien pouvait être établi entre des marchés publics locaux et un financement national. Les responsables socialistes avaient d'ailleurs fait valoir, lors de la mise en examen de M. Emmanuelli, que le rôle de ce-

lui-ci ne pouvait être dissocié de la responsabilité collective de son parti, incarnée par ses premiers secrétaires successifs. Ainsi Lionel Jospin, Pierre Mauroy et Laurent Fabius avaient-ils symboliquement entouré le député des Landes à la tribune du congrès de Bordeaux en juillet 1992. Si les juges acceptent aujourd'hui la thèse de la responsabilité politique, ils devront l'appliquer sans discrimination.

L'annonce de la mise en examen de MM. Marchais et Hue au lendemain du premier tour d'une élection législative partielle, dans les Bouches-du-Rhône, qui a placé le candidat communiste en position de l'emporter au second tour, le 20 octobre, ne peut pas ne pas retentir, elle aussi, l'attention. Sans doute n'y a-t-il pas de bon moment pour rendre publique la mise en examen d'un responsable politique national, mais les magistrats ont montré dans le passé qu'ils savent utiliser la communication pour frapper l'opinion quand ils le jugent utile à leurs enquêtes.

La question du moment se pose d'autant plus que la célérité avec laquelle sont instruits des dossiers tels que celui du Gifco contraste avec les lenteurs observées dans des affaires concernant les partis de droite aujourd'hui au pouvoir. Tout n'a-t-il pas été fait pour entraver la curiosité de la justice sur les divers comptes bancaires domiciliés à l'étranger et liés au Parti républicain ? Et les affaires parisiennes et d'Île-de-France ne donnent-elles pas lieu à une guérrille épuisante entre les juges d'instruction concernés et le pouvoir politique, via le parquet ?

Patrick Jarreau

Handwritten signature: H. G.

La droite appelle à ne pas choisir entre les deux candidats restant à Gardanne

Le choix de l'abstention provoque des remous au RPR et à l'UDF

Alors que les chefs de file locaux de la majorité avaient manifesté leur préférence pour le candidat communiste, Roger Mei, opposé, au second tour de la législative partielle, à celui du Front national, Damien Bariller, les élus-majors des formations de droite ont opté pour le refus du front républicain.

LE RÉSULTAT du premier tour de l'élection législative partielle de Gardanne a provoqué un certain flottement dans la majorité. Le RPR et l'UDF, qui avaient choisi de ne pas présenter de candidat issu de leurs rangs et de soutenir, du bout des lèvres, Hervé Fabre-Aubrespy, proche de Philippe de Villiers, s'y sont pris à plusieurs fois afin de fixer leur position pour le second tour, qui opposera le communiste Roger Mei au représentant du Front national, Damien Bariller.

Après que Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire et maire (UDF-PR) de Marseille, eut marqué sa préférence, dimanche 13 octobre, pour M. Mei, l'UDF a appelé ses électeurs, lundi, à ne pas choisir « entre la peste et le choléra ». « Pour refuser de voter pour les extrêmes de gauche ou de droite, les électeurs de la majorité auront le choix entre le vote blanc et l'abstention », indique le communiqué du porte-parole de l'UDF, Pierre-André Wiltzer.

Si ce texte est fait au nom de l'UDF tout entière, et notamment en accord avec son président, François Létard, il n'en a pas moins fait grincer quelques dents à la confédération. François Bayrou, président délégué de l'UDF et dirigeant de sa composante centriste, a fait savoir qu'il avait téléphonné à M. Gaudin, lundi matin, pour approuver pleinement ses déclarations de la veille et dire qu'il n'avait pas été associé à la rédaction du communiqué.

Au RPR, les propos de Renaud Muselier, secrétaire départemental

du parti néogaulliste dans les Bouches-du-Rhône et premier adjoint au maire de Marseille, faisant valoir, dimanche, que M. Mei était « plutôt un type bien », ont conduit, le lendemain, Patrick Stefanini, conseiller auprès du premier ministre et secrétaire général adjoint du RPR, à une mise au point couverte. « Il n'est pas envisageable que le RPR appelle les électeurs de la majorité à voter pour le candidat du Front national, notamment au regard de l'actualité politique récente et de notre attachement aux valeurs de la République. Pour autant, nous ne pouvons naturellement pas appeler non plus nos électeurs à voter pour le candidat du Parti communiste puisque cette formation politique combat la politique du gouvernement », a indiqué M. Stefanini. Du coup, M. Muselier a rectifié le tir, en précisant qu'il laissait les électeurs de la majorité « libres de se déterminer en leur âme et conscience ».

« SELON SA CONSCIENCE »

Ce résultat, selon Edouard Balladur, « manifeste une crise morale profonde dans notre pays ». Invité de France 3 lundi, l'ancien premier ministre a estimé que « la majorité doit se ressaisir » car « ce vote est en quelque sorte un appel adressé aux partis au gouvernement. Pour le second tour, M. Balladur considère que « chacun doit se déterminer selon sa conscience. C'est la décision qu'ont prise les partis de la majorité. Je suis membre de la majorité, j'approuve cette décision ».

A gauche, l'ancien ministre so-

cialiste Jack Lang a souligné qu'il « aimerait beaucoup que M. Juppé, qui a condamné le Front national comme un parti xénophobe et raciste, mette ses actes en accord avec ses paroles et appelle à faire parade au FN ». Henri Emmanuel, député des Landes, affirme, dans un entretien au quotidien Le Progrès du 15 octobre, que le résultat du premier tour est « un signal qui indique que, à droite comme à gauche, le centre de gravité se déplace vers les extrêmes ». Aussi appelle-t-il le PS à « se déplacer à gauche sur l'échiquier pour rester le centre de gravité de cette gauche ».

Enfin, Jean-Luc Mélenchon, sénateur (PS) de l'Essonne, a estimé, sur France-Inter, que les électeurs de la 10^e circonscription des Bouches-du-Rhône avaient voté contre Maastricht, et il a appelé le PS à prendre ses « distances avec la logique portée par les critères de convergence » pour « retrouver l'écoute de notre peuple et une capacité à rassembler la gauche ».

Cécile Chambraud

Roger Mei compte sur le « terrain » pour rassembler les voix de la gauche

Arrivé en tête au premier tour de l'élection partielle, le candidat communiste, maire de Gardanne, est convaincu que, dans ce scrutin, « les gens votent l'homme »

MARSEILLE de notre correspondant régional Dans Roger Mei, la bizarrerie, c'est le tréma. Un grand-père toscan et une mère suisse, cela fait un excellent Gardannais, mais n'explique pas ce tréma fort peu italien. Quelqu'un, à l'état civil de Hyères, où naquit Roger en 1935,



l'aurait ajouté pour que l'habitude provençale de prononcer la dernière lettre ait une transcription graphique. Roger Mei a trouvé mieux. Devinette : « Savez-vous ce que moi veut dire en chinois ? - Euh... - Ça veut dire « charbon ». Je l'ai appris lors de la visite d'une délégation chinoise à la mine. »

Roger « Charbon », donc, aborde sereinement le second tour de l'élection législative partielle de la dixième circonscription des Bouches-du-Rhône, car il estime que la situation est bonne et qu'il est l'homme de cette situation. Bonne situation : en l'état actuel des

connaissances, additionner votes communistes et socialistes du premier tour le met autour de 51 %, et il y a une grosse réserve d'abstentionnistes à gauche.

Bonne encore, la situation politique au lendemain du premier tour : le soutien rusé de Jean-Claude Gaudin et de Renaud Muselier est suffisamment marqué pour rassurer, pas trop proche pour ne pas inquiéter. C'est d'ailleurs sous le signe de la discrétion que celui qui est maire de Gardanne depuis 1977 compte jouer le tour décisif. Pas de meeting, à peine quelques tournées ciblées à la rencontre de la population. En langage communiste de second tour, cela se dit : « La candidature de Roger Mei est au service de tous. »

PAS DE DÉBAT AVEC LE FN

Il accueillera donc volontiers tous les soutiens. Michel Vauzelle, socialiste, maire d'Arles, a fait savoir qu'il est à disposition. Il sera utilisé, comme les autres dirigeants socialistes qui volent au secours du succès. Si d'autres aides, venues de plus loin encore, sont proposées, elles seront les bienvenues. Pas question,

pour autant, de construire un front républicain, union de la gauche ou toute autre alliance entre partis. Ce n'est pas la ligne du PCR, qu'approuve largement M. Mei.

A la victoire espérée, il faudra ajouter la manière, c'est-à-dire un endiguement relatif du Front national : les communistes admettent qu'ils seront jugés aussi là-dessus. M. Mei ira donc sur son terrain, dans les communes où le Front national est fort, afin d'expliquer qu'il comprend le désarroi de ces opposants à Maastricht et à la politique d'austérité.

Néanmoins, le Front national, comme parti, est « en dehors du champ démocratique ». M. Mei refuse tout débat avec M. Bariller, le candidat FN. A la raison de fond s'ajoute une dimension tactique : les communistes sont persuadés que petites phrases et insultes feraient le jeu de leur adversaire de second tour. Du « terrain », donc, encore et toujours, pour cet élu local qui, avant le premier tour, disait, parlant de lui : « Les gens votent l'homme. »

Michel Samson

L'enquête sur le réseau Pacary s'étend au conseil général de l'Oise

LE JUGE PARISIEN EDITH BOIZETTE va enquêter sur des opérations financières suspectes impliquant le conseil général de l'Oise, présidé par Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR. Le juge a obtenu du parquet un réquisitoire supplétif, dans le cadre de son enquête sur l'homme d'affaires Michel Pacary, sur les attributions par l'assemblée départementale de certains marchés publics à des sociétés immobilières. M. Pacary, mis en examen depuis juillet 1995, est soupçonné d'avoir servi d'intermédiaire pour le versement de commissions occultes à de nombreux élus de toute la France.

L'ensemble du dossier est cependant menacé par une requête en annulation déposée par l'avocat de l'épouse de Michel Pacary, également mise en examen (Le Monde du 15 octobre). L'entourage de M. Mancel assure que celui-ci n'avait pas été informé officiellement, lundi 14 octobre, de l'existence de ce réquisitoire supplétif.

L'opposition va engager une bataille de procédure sur le budget

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE s'ouvre mardi 15 octobre à l'Assemblée nationale, avec l'examen de la première partie (sur les recettes) du projet de loi de finances pour 1997. Socialistes et communistes useront de tous les moyens de procédure pour retarder la discussion elle-même. Etienne Garnier (RPR, Loire-Atlantique) devrait voter une motion de renvoi en commission. Il a déjà fait savoir qu'il s'abstiendrait lors du vote du budget. Edouard Balladur a estimé, lundi 14 octobre, sur France 3, que l'« on peut et on doit », en tant que parlementaire, « corriger » ce projet. Prônant « d'urgence de baisses d'impôts », il a indiqué que celles-ci pourraient « éventuellement » passer par une réduction de la TVA.

DÉPÊCHES

■ MARSEILLE : la direction régionale des affaires sanitaires et sociales de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur vient de remettre son rapport sur le fonctionnement de l'Association régionale pour l'intégration (ARI) (Le Monde du 25 juillet 1995). Le préfet des Bouches-du-Rhône avait demandé cette enquête à la suite de plaintes de la CGT, qui dénonçait les dysfonctionnements de l'association en mettant notamment en cause Michel Pezet, ancien président du conseil régional. Selon les rapporteurs, aucune pratique délictueuse n'est relevée, mais l'ARI « a beaucoup à faire pour améliorer la gestion des établissements et services ».

■ ISÈRE : le préfet de l'Isère, Jean-René Garnier, s'est rendu au conseil général de l'Isère, lundi 14 octobre, pour la première fois depuis sa nomination à Grenoble, il y a plus d'un an. Le député RPR Michel Hannoun a été élu le 20 septembre premier vice-président du conseil général de l'Isère, assurant l'intérim du président Alain Carignon, mis en prison après le jugement de la cour d'appel (Le Monde daté 22-23 septembre).

■ TAPIE : le Conseil d'Etat examinera mardi 22 octobre le projet de décret du premier ministre prononçant la déchéance du mandat de parlementaire européen de Bernard Tapie. Son avis sera transmis au plus tard le vendredi 25 octobre au gouvernement, qui le transmettra alors au Parlement européen, indique-t-on de sources gouvernementales.

■ FONCTIONNAIRES : le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, a déclaré, lundi 14 octobre, au cours d'une conférence de presse à l'occasion du cinquantième anniversaire du statut général de la fonction publique, qu'il y aurait des négociations sur les salaires des fonctionnaires « d'ici la fin de l'année ».

En 1997
nous n'augmentons pas
nos tarifs d'assurance auto.

En plus, nous remboursons
à tous nos sociétaires

3% du montant de leur cotisation
auto 1996.



Payer moins cher mon assurance auto... Je suis fidèle et j'apprécie !

Ces mesures ne sortent pas de notre chapeau. Elles sont le fruit d'une gestion rigoureuse allée au bon comportement des conducteurs. Car à la GMF, chaque fois que nous améliorons nos performances, nous trouvons normal que nos sociétaires en bénéficient. En 1997, leur assurance auto leur coûtera moins cher qu'en 1996. Pour connaître l'adresse de nos points de vente, téléphonez au 36 636 637 ou, à partir du 18 octobre 1996 à 23 h, appelez le 0801 636 637 (prix appel local) ou consultez le 36 15 GMF (1,01 F la minute).



On a de bonnes raisons d'y être.

*Régime à valeur sur la cotisation 1997. GMF ASSURANCES-Société Anonyme d'Assurance au capital de 1 000 000 000 de francs entièrement versé-P.C.S. Paris B 398 972 901-APE 6402 La Garantie Mutuelle des Fonctionnaires et employés de l'Etat et des services publics et assimilés-Société d'assurance mutuelle-Entreprises régies par le code des assurances-Siège social : 76, rue de Procy-75007 Paris cedex 17.

Les socialistes relancent leur débat sur une politique économique « alternative »

Dominique Strauss-Kahn suggère une « obligation d'insertion » pour les jeunes

Pour préparer sa convention économique des 14 et 15 décembre, le Parti socialiste a mis en place une commission de quatre-vingt-deux membres,

qui se réunira mercredi 16 octobre. Sous la houlette d'Henri Emmanuelli, les rapports de quatre groupes de travail seront examinés, ainsi que des

contributions émanant déjà des rocardiens et de la Gauche socialiste. Un projet sera soumis au conseil national le 9 novembre.

DANS LA PRÉPARATION de la convention des 14 et 15 décembre sur l'économie, Lionel Jospin a deux fers au feu. Le premier secrétaire du Parti socialiste a confié la préparation officielle de cette convention à son prédécesseur, Henri Emmanuelli. En bon tacticien, il a choisi l'homme du congrès de Liévin de 1994, celui d'une orientation « à gauche toute » et de l'appel à Jacques Delors afin d'ouvrir le débat à gauche et d'éviter les débordements.

Le député des Landes s'est mis sérieusement au travail. Avec l'aide d'André Gauron, ancien conseiller de Pierre Bérégovoy, il a présenté, dès la fin août, un document de cinquante-deux pages préconisant « un nouveau contrat social » (*Le Monde* des 3 et 10 septembre). Recourant à un discours assez radical mais à des propositions mesurées, M. Emmanuelli souligne que la lutte contre le chômage « doit devenir le point d'appui et le fil conducteur d'une logique de satisfaction des besoins ».

De son côté, M. Jospin a donné au texte de M. Emmanuelli le statut d'une simple « contribution », tout en le rejoignant sur certains points comme, par exemple, le transfert des cotisations sociales sur une CSG élargie et celui des cotisations patronales sur la valeur ajoutée. Il s'est surtout impliqué plus fortement que lors des précédentes conventions. Le 8 septembre à « 7 sur 7 », sur TF1, il a actualisé ses propositions économiques de campagne. Il a, aussi, invité ses lieutenants à prendre une part plus active à la mise en musique du projet économique.

Ainsi Dominique Strauss-Kahn, qui s'était précocement démarqué de la politique du « franc fort », tout en conservant une bonne coupe auprès des milieux financiers, a-t-il rédigé un texte. Parmi les quatre rapports de groupes de travail, articulés autour du texte de M. Emmanuelli, soumis à la commission nationale d'élaboration à partir du 16 octobre, celui de M. Strauss-Kahn sur « croissance et emploi » bénéficie d'un statut un peu particulier. Sans avoir un

« label Jospin » en bonne et due forme, il est perçu comme reflétant, dans une large mesure, le point de vue du premier secrétaire.

D'emblée, ce document de trente-deux pages souligne que « les socialistes décrètent l'urgence » et dessine une approche présentée comme « le contraire du libéralisme ». Désignant l'extrême droite comme l'« ennemi de la démocratie qui se nourrit de la misère sociale », l'ancien ministre de l'Industrie propose « une nouvelle alliance entre l'Etat et le marché ».

Dans ce « New Deal », l'Etat, « incarnant la volonté nationale », fixerait les règles du jeu, répartirait les risques sociaux et industriels, œuvrerait pour réduire les inégalités, ménagerait « l'acceptation sociale des mutations économiques ». Quant au marché, il devrait « se saisir des opportunités pour les transformer en réalités », « accepter la concurrence pour améliorer la qualité et faire baisser les prix » et, enfin, « rémunérer équitablement les talents » et « couronner les innovations réussies ».

Sur l'emploi, M. Strauss-Kahn affirme que les socialistes doivent être à la fois « audacieux, prag-

matiques et réalistes ». Il pose comme postulat que « dans les entreprises privées et publiques, dans les associations, dans les trois fonctions publiques, tout jeune doit trouver un emploi ». « Cette embauche, indique-t-il, peut prendre des formes variées, mais dans tous les cas une obligation d'insertion sera définie

pour toute structure privée ou publique en même temps que seront précisées par la loi les modalités de sa durée, de son financement et de son débouché. » Dans ce système contraignant, l'Etat devrait « entraîner » les collectivités publiques et privées et répartir entre elles les 65 milliards de francs - correspondant, selon lui, aux exonérations de charges des entreprises - « nécessaires pour réinsérer les six cent mille jeunes au chômage ».

BAISSE DU TEMPS DE TRAVAIL. Remettant en avant « l'objectif des trente-deux heures », M. Strauss-Kahn préconise une loi-cadre, impulsant des négociations dans les entreprises éducatrices par les branches, prévoyant une réduction des horaires « autour d'une moyenne passant par trente-cinq heures, qui deviendront rapidement l'horaire légal ». Cette réduction doit permettre « un retour à un partage des gains de productivité plus favorable aux salariés », tout en maintenant la compétitivité des entreprises. L'ancien ministre fait un clin d'oeil aux propositions de Michel Rocard sur la modulation des cotisations

Solidarité avec les grévistes du 17 octobre

« Le Parti socialiste se retrouve pleinement dans les inquiétudes et les revendications de ceux qui défilent et feront grève le 17 octobre », a déclaré, lundi 14 octobre, devant la presse, François Hollande. Le porte-parole du PS a affirmé sa solidarité avec les fédérations de fonctionnaires qui protestent contre le blocage du pouvoir d'achat et les diminutions d'effectifs, avec les manifestants qui, comme dans l'industrie de l'armement, s'inquiètent des suppressions d'emplois et avec les personnels hospitaliers. « Nos militants, a précisé François Hollande, participeront à leur place, compte tenu de leur statut, à ces manifestations. » Il a affirmé, également, la solidarité du PS avec « toutes les manifestations qui s'opposent aux privatisations en cours, et notamment à celle de France Télécom ».

patronales, mais demande que « l'argent public ne soit octroyé que lorsque l'objectif de création ou de préservation d'emplois a effectivement été rempli ».

M. Strauss-Kahn propose également un soutien de la demande et reprend, en l'aménageant, la proposition de « conférence salariale »

Michel Noblecourt

La Gauche socialiste prône « une révolution fiscale »

SÉRIEUSE au point de paraître austère et bien ancrée à gauche, la contribution de la Gauche socialiste au débat économique - intitulée « Contre l'économie des rentiers, chômage zéro » - a été remise, mardi 15 octobre, par Jean-Luc Mélenchon à Lionel Jospin. « Il n'y a pas de changement possible ni de redistribution sociale sans la rupture avec Maastricht, le retour au plein emploi et la révolution fiscale », soulignent les partisans de la « République sociale ». Ils réitèrent leur demande d'un nouveau traité européen et prônent le rejet du « carcan des critères de convergence », en surbaissant le passage à la monnaie unique « à la mise en place d'un socle durable pour l'Europe sociale et politique (salaire minimum, services publics européens, Parlement souverain) ».

La Gauche socialiste développe largement ses propositions fiscales à travers « la réhabilitation de l'urgence républicaine de progressivité des prélèvements fiscaux ». L'idée est de faire acquitter l'impôt par tous, de réduire les prélèvements les plus inégalitaires et d'augmenter les autres. La TVA devrait être massivement réduite avec un taux zéro pour les produits de consommation courante et un taux de 14 à 16 % pour les autres biens et services. Le prélèvement libérateur devrait être supprimé, et les produits financiers soumis « à l'imposition par le barème progressif ». L'impôt sur les sociétés devrait être harmonisé avec l'Allemand (30 % pour les bénéfices distribués et 45 % pour les bénéfices non distribués). Un impôt de 1 % sur la fortune immobilière serait créé. Une « taxe d'habitation » serait

instaurée pour « frapper les propriétaires de logements laissés vides en zone urbaine ».

Les amis de M. Mélenchon prônent une « société du temps choisi », avec, pour les retraités, le retour aux 37,5 annuités de cotisations pour tous les secteurs professionnels et les 35 heures sans réduction de salaire. Une loi-cadre instituerait ces 35 heures « d'un seul coup, en début de législature, dans un délai de trois mois après la victoire de la gauche ». Un « fonds de transition » aiderait les entreprises « dans l'incapacité de financer de nouvelles embauches », avec un système de crédit d'impôt dégressif et supprimé au bout de cinq ans. Le « choc initial » des 35 heures créerait environ un million et demi d'emplois.

NATIONALISATIONS. La Gauche socialiste réclame aussi une « croissance écologique », conduisant, par exemple, à constituer un service public de l'eau. Le traitement des déchets serait aussi nationalisé. La relance devrait être fondée sur l'investissement public. Un statut pour la jeunesse serait institué, avec l'objectif que « plus un seul jeune de moins de vingt-cinq ans (qui n'est plus scolarisé) ne doit être au chômage ». Les 600 000 jeunes chômeurs seraient embauchés par une agence publique locale de l'emploi des jeunes. Ils bénéficieraient d'un revenu égal au SMIC, pour un coût de 60 milliards de francs, distribué sous forme de chèques-travail. La Gauche socialiste se prononce aussi pour la suppression de la CSG. « Une taxation nouvelle serait créée sur tous les revenus financiers, qu'il s'agisse des ménages, des entreprises ou des institutions financières. »

Les rocardiens de l'Action pour

le renouveau socialiste, dans un texte plus court remis le 9 octobre (*Le Monde* du 11 octobre), plaident au contraire pour la mise en œuvre d'un « système d'assurance-maladie universelle entièrement financée par un prélèvement sur l'ensemble des revenus avec une CSG élargie et assurée à chaque citoyen une prise en charge des soins que son état nécessite dans le cadre d'une harmonisation des prestations ».

Sur les retraites, le texte signé par Michel Rocard préconise la constitution par l'Etat de « fonds de prévoyance de manière contractuelle avec l'ensemble des partenaires sociaux ». Il plaide aussi pour une politique de relance salariale, avec la création d'un « comité consultatif sur les salaires », faisant des recommandations sur le SMIC et la politique salariale dans le public et le privé.

Les rocardiens se prononcent pour des grands travaux, un recentrage de la dépense publique « vers ce qui favorise l'emploi et la croissance », la généralisation d'un « prélèvement proportionnel sur les revenus de placement » et la semaine de quatre jours. Cet objectif est aussi pour le Mouvement des jeunes socialistes, partisan d'un « statut des jeunes en transition vers la vie professionnelle entre dix-huit et vingt-cinq ans », l'axe central d'un projet de société.

Réunis le 13 octobre à Cligny (Hauts-de-Seine), sous la présidence de Laurent Fabius, les fabiusiens n'ont pas arrêté de contribution en bonne et due forme, mais ils ont avancé plusieurs propositions sur les 32 heures, les emplois de proximité, la relance européenne et une politique de soutien favorisant une « croissance forte et durable ».

M. N.

L'allocation dépendance en discussion au Sénat

La priorité donnée à la lutte contre les déficits publics a contraint le gouvernement à modérer une des grandes promesses de Jacques Chirac

APRÈS bien des tribulations, le projet de création d'une allocation dépendance reprend corps, mais dans une version a minima. Le Sénat devait commencer, mardi 15 octobre, l'examen de la proposition de loi des sénateurs RPR et UDF sur la « prestation spécifique » en faveur des personnes âgées dépendantes. Une première mouture du texte, qui avait donné lieu à une réunion d'arbitrage, le 10 juillet, entre Alain Juppé, la majorité sénatoriale et les représentants des présidents des conseils généraux (*Le Monde* du 12 juillet), a été modifiée par la commission des affaires sociales du palais du Luxembourg.

La nouvelle prestation, destinée aux personnes de plus de soixante ans qui ont besoin d'une aide pour effectuer les actes de la vie quotidienne, devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1997. Elle constituerait, selon le gouvernement, « la première étape » d'une réforme plus ambitieuse retardée par la priorité donnée à la réduction des déficits publics. Pour les sénateurs RPR et UDF, ce dispositif n'en comporte pas moins des avancées notables, qui s'appliqueraient « jusqu'à l'intervention d'une loi instituant une prestation d'autonomie ».

On est loin des promesses que le candidat Jacques Chirac avait faites au cours de la campagne présidentielle et assez loin, aussi, du projet de loi approuvé par le conseil des ministres, le 4 octobre 1995, avant de connaître un début d'examen au Sénat. Cette réforme aurait entraîné une dépense totale d'environ 14 milliards de francs par an dans un premier temps, puis entre 20 et 40 milliards à terme, selon des évaluations contradictoires : M. Juppé avait dû annoncer son report sine die.

« UN SIMPLE REDÉPLOIEMENT »

Le projet actuel ne devrait pas entraîner de surcoût puisqu'il repose sur « un simple redéploiement » des sommes versées aujourd'hui au titre de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), selon le groupe socialiste du Sénat, qui a critiqué le recul du gouvernement. Les critiques sont aussi vives chez les retraités, dont les associations (UFR, CNR...) et les fédérations (CGT, CFTD, CGC, CFTC) appellent à manifester à Paris et en province, le 22 octobre, pour réclamer la garantie du pouvoir d'achat et « une véritable prestation » gérée dans le cadre de la Sécurité sociale.

La « prestation spécifique » (4 300 francs maximum par mois)

serait accordée aux personnes vivant à domicile ou en établissement, dont les ressources n'excèdent pas 7 694 francs par mois (y compris la prestation elle-même). Ce plafond est inférieur à celui qui avait été retenu par le gouvernement (9 329 francs) : au lieu de toucher 700 000 personnes, elle en concernerait finalement moins de 300 000. La nouvelle aide remplacerait l'ACTP, aujourd'hui attribuée à 190 000 personnes âgées. Toutefois, elle ne serait pas directement versée aux personnes sous forme d'argent, mais à l'établissement ou aux associations d'aide à domicile dont elles utilisent les services.

EFFET SUR LA SUCCESSION

Seules les actuelles bénéficiaires de l'allocation compensatrice pourront continuer à percevoir directement une allocation. Son attribution sous forme de prestation de services permettra, selon le gouvernement, de créer des milliers d'emplois tout en évitant que cette aide soit utilisée à d'autres fins qu'à la prise en charge des personnes âgées. La prestation serait gérée par les conseils généraux, qui attribueraient sur la base des conclusions d'une équipe médico-sociale chargée de définir les besoins de la personne sur la base d'une grille nationale d'évaluation.

Le rapporteur de la commission des affaires sociales du Sénat, Alain Vasselle (RPR, Oise), a introduit plusieurs modifications dans le texte initial, notamment pour permettre que les classes moyennes ne soient pas totalement exclues du bénéfice de cette réforme. Ainsi, les rentes versées au titre d'une assurance personnelle-dépendance ne seraient pas prises en compte dans le calcul des ressources pour avoir droit à la prestation autonome. Un amendement sénatorial prévoit l'exonération de la taxe sur les assurances des primes versées pour la constitution d'une telle assurance personnelle.

La reprise d'une partie de la succession, après le décès de la personne bénéficiaire de cette allocation, serait effective à partir d'un héritage de 300 000 francs, que l'allocation ait été versée à domicile ou en établissement. La nouvelle prestation pourrait financer certains services (téléalarme, port de repas, etc.), mais ne pourrait pas servir à payer les services du conjoint de la personne dépendante.

Jean-Michel Bezat

CORRESPONDANCE

Une lettre de Bruno Mégret

Après la publication d'un article sur la préparation de la manifestation du Front national à Marseille

après le meurtre d'un adolescent (*Le Monde* du 14 septembre), le député général du Front national, Bruno Mégret, nous adresse la lettre suivante :

Dans un article paru dans *Le Monde* du 14 septembre, je suis mis en cause à propos de la manifestation de Marseille relative au meurtre du jeune Nicolas. On me prête notamment les paroles suivantes : « Nous profitons des circonstances », « Nous nous sommes assurés de l'origine [du jeune garçon recherché] (sic) ». Je tiens à démentir ces propos, qui ont été sortis de leur contexte ou que je n'ai pas prononcés dans les termes exacts qui sont rapportés.

Le Front national ne s'est pas préoccupé de l'origine de l'assassin présumé à la décision de manifester, il a engagé une enquête sur cette identité parallèlement à l'organisation du défilé et en a connu le résultat une fois les premiers mots d'ordre de mobilisation lancés. Quant aux circonstances dont nous profitons, ce n'est pas de la mort du jeune Nicolas, bien évidemment, mais de l'ensemble de la situation politique, comme le montrent le résultat des élections partielles et l'impuissance du pouvoir à résoudre les problèmes des Français.

SEJOURS INTERNATIONAUX LINGUISTIQUES ET CULTURELS

S.I.L.C.

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Déclarée n°16 65 70

Siège : 32 rempart de l'Est - 16022 ANGOULEME CEDEX

AVIS DE CONVOCATION

Les membres de l'association sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire pour le 30 octobre 1996 à 15h15 à l'hôtel Plaza, Plaza Espana 6-8, 08014 BARCELONE, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport d'activité;
- Rapport moral et d'orientation;
- Rapport général du commissaire aux comptes;
- Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/08/96;
- Quitus aux administrateurs;
- Affectation du résultat comptable;
- Renouvellement du tiers sortant des administrateurs.

Un membre ne peut se faire représenter que par un autre membre qui ne peut détenir qu'un seul pouvoir. Des formules de procuration peuvent être demandées au siège. Le vote par correspondance est interdit.

Les rocardiens de l'Action pour

مكتبة الشارقة

SOCIAL Le projet de loi « relatif au renforcement de la lutte contre le travail illégal », promis par le premier ministre au lendemain de l'évacuation de l'église Saint-Bernard,

devait être examiné par le conseil des ministres, mercredi 16 octobre. ● **CE TEXTE VISE** à donner aux policiers le pouvoir de pénétrer sur les lieux de travail pour constater les in-

fractions. Les sanctions seront alourdies et les contrôleurs auront le droit d'accéder aux documents permettant de remonter aux donneurs d'ordre initiaux. ● **LES ÉTRANGERS**,

qui ne constituent qu'une partie du phénomène du travail illégal, continuent à jouer un rôle d'amortisseur des mutations de l'économie, indique une récente étude. ● **DANS**

LA CONFECTION, des migrants clandestins asiatiques et turcs, arrivés par des filières spécialisées, sont attelés à leur machine pour rembourser le prix de leur voyage.

La main-d'œuvre étrangère permet d'amortir les chocs économiques

Un projet de loi renforçant la lutte contre le « travail illégal » devrait être adopté par le conseil des ministres, mercredi 16 octobre. Au même moment, l'étude d'un sociologue permet de mesurer l'apport des étrangers, travaillant légalement ou non, dans l'économie française

PLUS DE VINGT ANS après la « suspension », le 3 juillet 1974, de toute immigration de travailleurs, quelques milliers d'étrangers parviennent encore chaque année à obtenir tout à fait légalement le droit de travailler en France. Parallèlement, et en dépit du chômage généralisé, une partie des « sans-papiers » trouvent à s'employer, la plupart dans les pires conditions de précarité et de clandestinité. Combien sont-ils ? Le flux légal des travailleurs, qui oscillait entre 100 000 et 200 000 par an au début des années 70, a chuté sous la barre des 20 000 en 1994, dont une majorité originaires de l'Union européenne.

Quant aux clandestins, leur nombre reste évidemment inconnu, mais un simple sondage parmi les « sans-papiers » montre que certaines formes d'emploi ne sont pas hors de portée.

Même ou phénomène incompressible dans une société libérale, l'emploi d'étrangers en situation irrégulière n'est que l'une des cibles visées par le projet de loi sur la lutte « contre le travail illégal » que le conseil des ministres devait examiner, mercredi 16 octobre (Le Monde du 24 septembre). Contrairement au sens commun, qui assimile volontiers « emploi illégal » et « étrangers sans papiers », ces derniers ont représenté en 1994 que 10 % des salariés embauchés illégalement, selon les statistiques des inspecteurs du travail. La majorité des travailleurs « illégaux » sont, donc, des Français.

Faible en valeur relative, le travail illégal des étrangers est cependant l'objet de signification politique. Sa persistance dans une économie déprimée apparaît incompréhensible à une opinion tendue par les explications simplistes de l'extrême droite. Ainsi, l'idée d'une possibilité de « substitution » pure et simple de l'emploi de Français au travail des étrangers est battue en brèche par la réalité : certains emplois ne trouvent pas preneurs parmi les nationaux. Mais le cliché ne résiste surtout pas à une remise en perspective du rôle des immigrés dans les mutations de l'économie française de ces dernières décennies.

« Le concours de main-d'œuvre

étrangère aura été (...) déterminant pour répondre aux nouvelles exigences de flexibilité, de fluidité de l'offre globale de travail », écrit, à propos de la période 1975-1995, le sociologue Claude-Valentin Marie. « Le recours à la main-d'œuvre étrangère n'a pas pour premier objet de pallier un manque quantitatif de main-d'œuvre, poursuit-il. Elle sert d'abord à combler une inadéquation structurelle entre demande et offre de travail et à favoriser [la] flexibilité de l'emploi ». Au point que la lutte contre le travail clandestin promise par tous les gouvernements conduirait, si elle était poussée à l'extrême, à remettre en cause partiellement le fonctionnement de

l'économie. A chaque fois que le système productif français a dû réagir au choc de restructurations, les étrangers, et notamment les illégaux, ont contribué à amortir les secousses sociales. Dans les années 60, ils ont, selon M. Marie, accompagné la modernisation économique, « assurant un meilleur ajustement entre l'offre et la demande de travail au coût social et politique le plus bas ». « L'immigration est un moyen de créer une certaine détente sur le marché du travail et de résister à la pression sociale », reconnaissait Georges Pompidou, premier ministre, en 1963 devant l'Assemblée nationale. A l'époque, on ne parle pas d'une

immigration « clandestine » mais d'une immigration « spontanée » qui n'est nullement vécue comme une calamité, au contraire. Les nouveaux arrivants sont facilement régularisés sur place, quand ils n'ont pas été recrutés dans leur village d'origine par de grandes entreprises.

AUX MOINDRES FRAIS

Si la belle époque de l'immigration de travail a pris fin avec les Trente Glorieuses, les « sans-papiers » n'ont pas pour autant cessé de jouer le rôle d'amortisseur des chocs économiques. Dès le milieu des années 70, les étrangers ont été, en proportion, les premières victimes des grandes vagues de licenciements dans l'industrie lourde. En quinze ans (1973-1988), rappelle Claude-Valentin Marie, le nombre d'emplois industriels occupés par les étrangers baisse de 40 % : plus de 500 000 licenciements sont ainsi opérés « aux moindres frais », avec un taux double de celui qui touche les Français.

Us s'adaptent alors aux grandes restructurations industrielles, à l'essor des services et aux contrats à durée déterminée. Le profil des 130 000 clandestins régularisés en 1982-83 est éclairant : ils sont très majoritairement employés dans de petites entreprises, sous des formes précaires. Le temps où l'OS dans l'automobile figurait l'archétype du travailleur immigré est alors dépassé. Dans le secteur du bâtiment, les immigrés jouent un rôle différent, aidant les entreprises à en-

caisser les fluctuations de leur activité. La période la plus récente correspond à la généralisation des contrats à durée limitée et de l'intérim qui se substituent, pour une part, aux rotations d'immigrants. Mais ils restent recherchés dans des secteurs où la généralisation du travail à « flux tendu » contribue vivement au travail illégal par le biais du développement massif de la sous-traitance.

Chassés de l'industrie, les étrangers ont aujourd'hui massivement investi le secteur des services, non seulement dans les entreprises de restauration ou de nettoyage mais aussi à leur compte, comme artisans et commerçants.

Ils anticipent à nouveau de nouvelles pistes contre le chômage, qui les touche massivement : 24,5 % des actifs étrangers n'ont pas d'emploi en 1994 contre 11,6 % des Français. Le taux atteint même le tiers des actifs chez les non-Européens. Quant aux clandestins, ils ne cachent pas la « galère » que constitue la quête permanente d'un « petit boulot ». Mais leur totale flexibilité, allée à l'impossibilité de rentrer au pays, nourrit leur espoir de se fondre dans les contradictions de notre système économique.

Philippe Bernard

★ Le travail illégal entre modernisation et précarité en Migrations (mai-juin 1995) et « En première ligne dans l'élasticité de l'emploi » in *Plein Droit* (mars 1996), par Claude-Valentin Marie.

Le projet de loi confère à la police l'accès aux lieux de travail

PRÉPARÉ depuis plusieurs semaines, le projet du gouvernement visant à renforcer « la lutte contre le travail illégal » devait, dans un premier temps, figurer dans le texte destiné à réformer les lois Pasqua sur l'immigration. Le premier ministre a finalement décidé de dissocier les deux volets : Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, devait défendre le premier lors du conseil des ministres du mercredi 16 octobre, tandis que Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, se chargerait du second, non encore précisément programmé.

La principale innovation prévue par M. Barrot consiste à donner aux policiers et aux gendarmes le pouvoir de pénétrer dans les entreprises, sur réquisition précise et limitée au parquet, pour y effectuer des contrôles d'identité et vérifier l'inscription des travailleurs sur le registre du personnel. Jusqu'à présent, seuls les inspecteurs du travail avaient le droit d'entrer dans les lieux de travail pour y vérifier l'applica-

tion du droit du travail, ce qui supposait une difficile coordination avec les services de police. Le projet de loi étend aussi les compétences des agents des impôts et des douanes, qui pourront désormais « rechercher » des infractions et non seulement les « constater ». L'autre disposition importante du texte concerne la sous-traitance en chaîne.

Elle vise à donner aux agents de contrôle l'accès aux documents commerciaux, leur permettant de remonter jusqu'aux donneurs d'ordre initiaux. Le projet gouvernemental aggrave la panoplie des sanctions possibles en y ajoutant l'interdiction des droits civiques. Il autorise aussi l'administration à refuser le bénéfice d'aides publiques aux employeurs de travailleurs clandestins. Enfin, le projet de loi permet de poursuivre les activités illégales exercées par des associations. Des organismes de formation, et même certaines sectes qui fonctionnent sous cette forme, ne seront plus à l'abri des poursuites.

Quinze heures par jour pour 3 000 francs par mois

« ON PEUT DIRE sans exagérer que la quasi-totalité de la confection féminine made in France vient aujourd'hui des centaines d'ateliers qui emploient des clandestins. D'ailleurs, le secteur n'est concurrentiel que dans ces conditions. » Le policier qui formule ce constat parle d'expérience. Membre de l'Office central pour la répression de l'immigration irrégulière et l'emploi des étrangers sans titre (Orciest), il a participé, cette année, à vingt-quatre opérations de démantèlement.

Dès leur arrivée en France, les migrants clandestins asiatiques et turcs, qui ont cheminé au gré des filières depuis leurs pays, sont placés dans des ateliers de confection. Ils remboursent ainsi les sommes avancées par les passeurs professionnels qui sont en cheville avec les ateliers de sous-traitance : 100 000 francs pour les Chinois, 40 000 francs pour les Sri-Lankais, les Indiens et les Pakistanaï, 20 000 francs pour les Turcs.

Installés dans des bâtiments et des villas de banlieue désaffectées, les ateliers n'ont souvent rien à envier aux « boutiques à suer » asiatiques, longtemps dénoncées par les pays industrialisés pour leurs pratiques esclavagistes et leur concurrence déloyale. Les clandestins y sont employés dans des conditions d'hygiène, de travail et de sécurité minimales, sinon inexistantes. Privés de toute protection sociale ou médicale, les employés travaillent souvent jusqu'à quinze heures par jour, sept jours sur sept, courbés sur une machine à coudre, pour un salaire de 3 000 à 4 000 francs par mois. La nourriture est à leurs frais. L'hébergement se résume le plus souvent à un matelas à même le sol loué au prix fort. Pour éviter les contrôles, on vit en circuit fermé. Les sorties sont rares.

Pour optimiser leurs gains et répondre à la pression des commanditaires sur les prix, les gestionnaires des ateliers ont recours à la dissimulation d'employés (on en déclare trois en règle et on fait travailler trente clandestins), le non-paiement des charges sociales et de la TVA, la double comptabilité et les opérations en argent liquide. Sur ce point, un spécialiste sou-

ligne « la remarquable complaisance des banquiers qui ne s'étonnent guère du recours systématique de certains clients à l'argent liquide ».

Enfin, pour échapper aux poursuites, la plupart des sociétés ont une existence éphémère. Au bout de six mois à un an, elles déposent leur bilan et disparaissent avant la mise en recouvrement. Quitte à remettre de leurs cendres dans les mêmes locaux et avec les mêmes employés, mais sous un nom différent et avec un gérant de paille.

Le coup de filet réalisé, en avril, contre le bastion turc de la tour Europe, à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise), illustre ce phénomène. Selon un responsable de l'opération, la plus grosse réalisation de ce jour, « plus de 130 sociétés s'étaient succédé en quelques années dans les mêmes locaux ». L'intervention avait conduit à l'arrestation de 37 personnes : gérants, chefs d'atelier et comptables, dont vingt ont été écroués. En amont, 70 donneurs d'ordre ont été identifiés.

« Les sanctions à l'encontre des donneurs d'ordre sont si légères que le jeu en vaut largement la chandelle »

Les donneurs d'ordre, essentiellement des grossistes et des boutiques de mode du quartier du Sentier, à Paris, bénéficient de marges phénoménales : ils achètent 8 francs un T-shirt qui sera revendu 40 ou 50 francs, 15 francs un chemisier qui sera proposé à 120 francs - alors qu'il en vaudrait « normalement » 200. Dans une affaire qui s'est réglée, dernièrement, en correctionnelle, une facture montrait que la marque Morgan achetait 30 francs pièce des chemisiers qui étaient revendus 420 francs... Ces commanditaires

sont aujourd'hui dans le collimateur de la police. Un nouveau dispositif permet d'engager leur responsabilité financière dès lors qu'il est établi qu'ils ne pouvaient pas ignorer certaines pratiques illicites de leurs sous-traitants. C'est alors au fisc, à l'Urssaf et aux caisses de mutualités sociales de prendre le relais de la police pour réclamer des comptes et engager les poursuites.

Ce volet du travail est devenu la spécialité de l'Orciest. « On ne peut plus se contenter de traiter ce qui est à la surface, il faut aller au fond des choses », souligne le patron de l'Office, le commissaire Armand Huby, qui ajoute : « Il en va des donneurs d'ordre comme des receleurs pour les objets volés : sans eux, le système de filières et d'ateliers ne serait pas aussi florissant ».

Depuis le début de l'année, une vingtaine d'opérations sont venues, sur le terrain, confirmer cette détermination. Elles ont permis d'épingler plusieurs dizaines de donneurs d'ordre, parmi lesquels Morgan donc, mais aussi Burton, Jennifer ou encore La City, dont le PDG a été mis en examen pour avoir fait travailler des sous-traitants employant des travailleurs clandestins. Parmi les donneurs d'ordre interpellés dans l'opération de Garges-lès-Gonesse, se trouvait le directeur commercial de la société Bem's, une entreprise qui approvisionne de grandes centrales d'achat comme Monoprix, André, La Redoute ou C&A.

Cela étant, les donneurs d'ordre savent se couvrir et les tribunaux, à de rares exceptions près, sont encore peu sévères. « Les contrevenants sont passibles de deux ans de prison au maximum mais les sanctions sont si légères que le jeu en vaut largement la chandelle », estime un policier. Les échappatoires légales ne manquent pas. La marque Kookoi a ainsi créé une société Kookoi pour négocier avec les entreprises sous-traitantes. Dans une affaire de sous-traitant employant des clandestins, les avocats de la marque ont pu soutenir, devant le conseil des prud'hommes de Paris, que Kookoi « n'avait juridiquement rien à voir » avec Kookoi... Et obtenir gain de cause.

Roland-Pierre Paringaux

FACE à FACE
by
Façonnable

EAU DE TOILETTE

pour elle pour lui

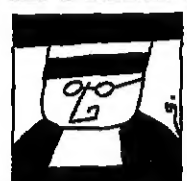
Devant le tribunal, Maurice Arreckx joue le jeu de l'amnésie

Les montages autour de la Maison des technologies restent obscurs

L'ancien sénateur et président du conseil général du Var comparait, depuis lundi 14 octobre, devant le tribunal correctionnel de Toulon. La première journée d'au-

dience n'a pas permis de lever toutes les zones d'ombre entourant le dossier de la construction de la Maison des technologies, à Toulon.

TOULON
de notre correspondant
Retraité... En déclinant sa profession devant M. Gros, qui préside la deuxième chambre du tribunal correctionnel de Toulon, Maurice Arreckx donne la mesure de ce procès dont il est la vedette.



PROCÈS
C'est le procès de l'amnésie, d'une volonté tenace de rompre avec un passé aussi encombrant et lourd à porter que ce bloc de béton qu'est la Maison des technologies, construite entre l'automne 1991 et l'été 1993. L'ancien sénateur et président du conseil général en oublierait presque qu'il est à la barre pour répondre d'un délit de corruption passive et de recel d'abus de confiance. Comment ce petit homme de soixante-dix-huit ans, effacé, malade et vu, pouvait-il être au centre d'un

système qui porte son nom? Qui pourrait voir en lui le « parrain du Var », comme il aimait à se qualifier il y a deux ans à peine? C'est à se demander s'il avait bien reçu un pot-de-vin de 1,7 million de francs dans le cadre de ce chantier de tous les dangers.

Pourtant, les faits sont têtus, même si les montages du dossier de préparation et de construction de cette Maison des technologies ont du mal à passionner, dans l'aridité des chiffres et des dates dont plus personne ne se souvient. Le tribunal s'étonne que le conseil général ait pu être un maître d'ouvrage et le principal financier dans l'édification de cette structure destinée à abriter une école privée d'ingénieurs, alors que l'enseignement supérieur et ses constructions ne sont pas de son ressort... M. Arreckx oppose un échappement perpétuel au président. Qu'il soit passé outre la mise en garde d'un haut fonctionnaire précisant que la construction ne pouvait s'envisager sur un périmètre dont la société Campenon-Bernard avait acquis les droits à bâtir, ce qui la plaçait en position de constructeur potentiel, voilà qui le chagrine beaucoup, sans qu'il puisse apporter la moindre explication, hormis sa volonté d'aider une ville en difficultés financières. « N'avez-vous pas l'impression de favoriser Campenon-Bernard? », lui demande le président. « Ça n'est pas ma faute si une entreprise avait quelques longueurs d'avance », répond-il en haussant les épaules.

Évaluant dans la même logique, le conseil général rachète, dix jours après que la société filiale de la Compagnie générale des eaux les eut acquis, ces droits à bâtir moyennant un surcoût de 3 650 000 francs. Pourquoi François Trucy, le maire (PR) de l'époque, n'a-t-il pas alors fait valoir son droit de préemption? Interrogé sur ce point, il bredouille quelques vagues explications, avant de conclure qu'il avait été mal conseillé par ses services et que « c'était une bonne affaire pour Toulon. Dans la mesure où cette somme était payée par le conseil général, c'était une charge en moins pour les contribuables toulonnais ».

L'actuelle municipalité, dirigée par le Front national, ne l'entend pas de cette oreille; elle s'est portée partie civile en demandant des dommages et intérêts à hauteur de ce surcoût... Elle pourra également avoir ainsi accès au dossier.

CADEAU DE CONTREPARTIE
Comme on n'en est plus à une incongruité près, on apprend que la zone choisie pour la Maison des technologies avait déjà été retenue conjointement par la municipalité et par Campenon-Bernard pour la construction de bureaux et du nouvel hôtel de ville, qui, soit dit en passant, sera abandonné au niveau des fondations, n'en laissant pas moins une facture de 52 millions de francs à la charge des contribuables toulonnais. Pour réparer l'erreur, la municipalité de M. Trucy n'aura pas hésité à trouver des aménagements d'espaces, moyennant 15 millions de francs de « compensation pour préjudice commercial ». Une mesure que M. Germain, représentant l'entreprise, qualifie plus prosaïquement de « cadeau de contrepartie de la part de la ville ».

Les édiles toulonnais et varois de l'époque étaient de piètres aménageurs et des gestionnaires brouillons. Cette journée en a apporté de multiples preuves émaillées de quelques surprises. C'est ainsi que le conseil régional, ayant accepté de participer à hauteur de 9 millions de francs à l'aménagement de la Maison des technologies, fera un premier versement de 6 millions de francs à Toulon Var Technologie, une association qui est à l'origine du projet et dont le président est le député UDF Daniel Collin. La chambre régionale des comptes s'étonnera en son temps que l'association n'ait pas insufflé immédiatement cette somme dans les travaux, qu'elle l'ait placée durant deux ans et en ait retiré 680 000 francs de profits. Mais, pour M. Collin, « ce qui était important, c'était que cette Maison des technologies se fasse ».

Et elle s'est faite, au terme d'un appel d'offres restreint aux résultats truqués. Une certitude s'impose cependant: 127,5 millions de francs sur les 133,2 millions de francs de ce chantier sont allés dans les caisses de Campenon-Bernard, qui a réalisé une marge de 32 millions de francs avec des prix au mètre carré de surface bâtie (14 000 francs) supérieurs de 30 % aux prix de référence. De pot-de-vin, il en fut très peu question au cours de cette première journée. Chiffres, devis, montages financiers complexes et ténébreux ont fait oublier le grand absent de ce procès: Jean-Louis Fargette, le cadé du milieu varois qui, depuis l'Italie, où il était en cavale, « convoquait » Maurice Arreckx et ses lieutenants pour faire les comptes et exiger sa part.

José Lenzini

Le faramineux hold-up de la Banque de France de Toulon jugé par la cour d'assises du Var

Le 16 décembre 1992, une dizaine d'hommes dérobaient 146 150 000 francs

DRAGUIGNAN

de notre envoyé spécial

Un torrent de chiffres astronomiques envahit les comptoirs des cafés, inonde les terrasses et submerge les marchés de Provence et de la Côte d'Azur. Depuis l'ouverture, devant la cour d'assises du Var, lundi 14 octobre, du procès du hold-up de la Banque de France de Toulon commis le 16 décembre 1992, chacun parle du « casse du siècle », sans parvenir à dissimuler une sorte de goumandise face à l'ampleur du butin. Sur le strict plan comptable, il a été dérobé 146 150 000 francs, et, si l'on déduit les sommes récupérées lors de l'arrestation de onze suspects, 135 150 000 francs sont soit cachés quelque part, soit entre des mains inconnues. La somme est si considérable qu'elle constitue sans doute un record. Pour échapper au vertige, l'esprit s'agrippe à des comparaisons et Var-Matin relève que le préjudice subi par la Banque de France représente quatre fois le butin du hold-up commis à Nice, en 1976, par le gang d'Albert Spaggiari.

L'usage est encore insuffisant; alors, ici et là, tout en se défendant de trahir en anciens francs, on parle de 13 milliards de centimes. Même sous ce déguisement le chiffre paraît toujours incommensurable, et loin de fixer les idées, l'évocation de plusieurs siècles de salaire moyen fait encore vaciller la raison. Pour ajouter au trouble, il apparaît que les malfaiteurs auraient pu emporter beaucoup plus. L'interminable arrêt de renvoi lu à l'audience de lundi par la greffière révèle que, pressés par le temps, les accusés ont négligé une partie des coffres, qui contenaient plusieurs dizaines de fois le montant dérobé.

Si ce hold-up est un record, qui suscite une coupable mais irrépressible cupidité, la violence utilisée le place parmi les plus détestables, même si personne n'a été tué ou gravement blessé. Le matin du 16 décembre 1992, Emmanuel Demalmay, un agent de surveillance du comptoir de la Banque de France de Toulon, était agressé à son domicile par plus d'une dizaine d'hommes qui investissaient son appartement et prenaient en otage son épouse et

sa fille de six ans. Après plusieurs heures de préparatifs, les agresseurs plaçaient autour de la taille de M. Demalmay un sac de type « banane » contenant un explosif muni d'un détonateur télécommandé. Sous la menace de cet explosif et de représailles sur sa famille, l'agent de surveillance était contraint d'entrer dans la banque pour convaincre ses collègues chargés de la sécurité d'ouvrir la porte aux malfaiteurs dans un délai inférieur à quatre minutes.

Les employés étaient frappés puis enfermés alors que les caissiers ouvraient les coffres sous la menace

Devant les supplications de M. Demalmay, les gardiens laissaient entrer les agresseurs, dont l'un montrait ostensiblement un boîtier de télécommande muni d'une lampe rouge. Les employés de la Banque de France étaient frappés puis enfermés alors que les caissiers ouvraient les coffres sous la menace. L'un des caissiers entendait cependant la présence d'esprit de dire aux membres du gang que l'alarme se déclencherait si les portes n'étaient pas refermées avant 17 h 45. En fait, l'alarme était programmée à une autre heure, mais cette manœuvre a permis de limiter l'étendue du préjudice. Enfermé dans une pièce avec les employés de la banque, M. Demalmay ne fut libéré de sa ceinture que vers 19 h 30 par les artificiers de la protection civile.

Grâce à un « renseignement », l'enquête a permis l'arrestation rapide d'Hélène Renaux, secrétaire comptable à la Banque de France. C'est elle qui avait renseigné les malfaiteurs en fournissant tous les détails permettant la réalisation du hold-up, dont un plan de la banque et un état comptable faisant apparaître que, certains jours, les coffres contenaient plus de

3 milliards. Avec Jean-Claude Lopiccolo, qu'elle a épousé en prison, elle est accusée d'avoir organisé le hold-up. Ainsi, une première équipe de truands spécialisée avait été contactée au mois d'août 1992. Mais leur chef, qui serait resté cagoulé, avait refusé, en se montrant très sceptique sur le montant du butin envisagé: trop beau pour être vrai.

La surveillance mise en place par les policiers pour arrêter les auteurs du hold-up après les aveux de la secrétaire a été rendue d'autant plus difficile que la deuxième équipe choisie pour l'agression était devenue extrêmement méfiante: plus que l'intervention de la police, elle avait de bonnes raisons de craindre les remords de la première équipe devant une réussite qui pouvait attirer la convoitise. Mais, encore aujourd'hui, l'existence de cette première équipe alimente les rumeurs sur le « renseignement » dont a bénéficié la police et sur la destination de la colossale partie du butin qui n'a pas été retrouvée.

Les enquêteurs ont arrêté onze personnes au moment où certaines d'entre elles tentaient de « blanchir » des sommes dérobées; la plupart n'avaient reçu que des avances allant de 600 000 francs à 1 million de francs. Ainsi, au mois de janvier 1993, deux des agresseurs, suivis par des policiers, ont inlassablement parcouru les routes de la Moselle, en pestant contre la rigueur du climat, pour trouver un tabac susceptible de les diriger vers un gagnant du Loto qui accepterait de revendre son billet.

Il est peu probable que les débats apportent plus de lumière que l'instruction sur les pans de l'affaire qui sont restés obscurs. Mais, d'ores et déjà, M. Demalmay paraît bien être la principale victime de ce hold-up retentissant. Profondément choqué par sa transformation en bombe humaine pendant sept heures, il a dû ensuite subir les soupçons persistants de la police et de la Banque de France. Licencié, M. Demalmay, encore aujourd'hui sous traitement psychiatrique, se débat dans les difficultés financières.

Maurice Peyrot

L'ancien inspecteur général des prisons Solange Troisier est nommée au Comité national d'éthique

LE JOURNAL OFFICIEL du 10 octobre annonce que, « sur désignation du ministre chargé de la santé » — en l'occurrence Jacques Barrot et Hervé Gayraud, respectivement ministre et secrétaire d'Etat en charge de la santé et de la Sécurité sociale —, le docteur Solange Troisier est nommée membre du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé en tant que « personnalité appartenant aux professions de santé ». Agée de soixante-dix-sept ans, M^{me} Troisier s'est notamment illustrée dans ses fonctions de médecin-inspecteur général des prisons. En 1981, elle avait pris la décision, discutable d'un point de vue éthique, d'alimenter de force, par perfusion, plusieurs détenus corsés grévistes de la faim qui devaient alors comparaître devant la Cour de sûreté de l'Etat.

M^{me} Troisier va prendre la place du docteur Louis René, aujourd'hui décédé et ancien président du conseil national de l'ordre des médecins, grande figure de l'humanisme médical (*Le Monde* du 18 avril). Le 16 novembre 1983, alors même que le Comité national d'éthique était porté sur les fonts baptismaux, le docteur Troisier avait été condamnée à six mois de prison avec sursis dans l'affaire dite des « grâces médicales ». Inculpée vedette de ce dossier dévolant un trafic de grâces médicales au bénéfice de détenus de droit commun, M^{me} Troisier avait ensuite bénéficié d'une relaxe prononcée par la 7^e chambre de la cour d'appel de Versailles.

Ancien membre du comité central du RPR, le docteur Troisier avait été chargée, sous la houlette de Albin Chalandon, garde des sceaux de 1986 à 1988, d'une mission visant à améliorer l'hygiène en milieu carcéral. Cette spécialiste de gynécologie obstétricale avait défendu, à cette occasion, une conception très personnelle du pouvoir médical. En avril 1988, lors d'une réunion de soutien à la candidature présidentielle de Jacques Chirac, elle brocardait « la cure d'amaigrissement de Nathalie Mignon » pour évoquer la grève de la faim d'un des membres emprisonnés d'Action directe.

D'AUTRES AFFAIRES

Créé en 1983 par François Mitterrand, et actuellement présidé par le professeur Jean-Pierre Changeux — dont le mandat a été renouvelé pour deux ans par Jacques Chirac —, le Comité national d'éthique demeure l'une des structures officiellement chargées de conseiller les pouvoirs publics dans un domaine très délicat, aux frontières de la réflexion bioéthique et de l'action politique.

Dans le passé, il est arrivé à ce comité d'être « rattrapé » par certaines affaires sans grand rapport avec l'éthique biomédicale. Ce fut notamment le cas du docteur Bernard Bioulac, qui y siégea avant d'être condamné, en 1994, à dix-huit mois de prison avec sursis et à cinq ans d'interdiction par le tribunal correctionnel de Bergerac. Conseiller général et maire d'une commune de la Dordogne,

M. Bioulac était alors accusé d'avoir fait octroyer par le conseil général de ce département une subvention de 335 000 francs au club Léo-Lagrange de la ville de Bergerac, dont une partie — 260 000 francs — avait été versée sur le compte du *Journal de la Dordogne*, hebdomadaire proche du PS dont M. Bioulac était actionnaire. Dans les archives du comité national d'éthique, on retrouve également le nom de Loïc Le Floch-Prigent, qui en fut nommé membre en 1983. Ce proche du PS et de François Mitterrand était alors président du groupe pharmaceutique Rhône-Poulenc. M. Le Floch-Prigent est, depuis juillet dernier, mis en examen, notamment pour abus de bien sociaux, dans l'affaire Elf-Bidessmann.

Paru les nouveaux entrants au Comité national d'éthique, on relève le professeur Etienne-Emile Baulieu, l'un des « pères » de la pilule abortive (RU 486), qui remplace le professeur François Jacob, prix Nobel de médecine; les neurobiologistes Nicole Le Douarin et Nicole Baumann, qui remplacent respectivement la députée (PS) Yvette Roudy et Simone Novaes; le docteur Jacques Montagut, qui remplace Anne-Marie David, et Denis Pellerin, qui remplace Claude Laroche. Plusieurs observateurs font remarquer, pour le regretter, qu'aucun véritable spécialiste des sciences humaines et de la sociologie ne fait dorénavant partie du Comité d'éthique.

Jean-Yves Nau

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Botte-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

75 Vente Palais de Justice de Paris, Jeudi 24 octobre 1996 à 14h30
UN IMMEUBLE à usage d'HOTEL
15, rue Stephen-Pichon à PARIS 13e
MISE A PRIX : 2.000.000 de Frs
Me TOURAILLE, Av. à PARIS 9e, 48, rue de Clichy -
T. : 48.74.45.85 - Mes MIZON et THOUX, Mand. Jud. à Paris 3e, 60, bd Sébastopol - Visites : les 15 et 19 octobre 1996 de 14h à 16h

75 Vente au Tribunal de Grande Instance de PARIS
le Jeudi 31 octobre 1996 à 14h30 - en un lot
DIVERS LOCAUX à PARIS 10e
à usage de bureaux
au rez-de-chaussée, 1er, 2e et 3e étages
6 EMPLACEMENTS de VOITURE au sous-sol
16 à 22, rue d'Enghien et
24, Passage des Petites-Ecuries
MISE A PRIX : 12.000.000 de Frs
S'adr. à Me CHEVROT, Avocat 8, rue Tronchet à PARIS 8e
T. : 47.42.31.15 - Me FRECHOU Mand. Judiciaire
18, rue Séguier PARIS 6e - T. : 46.33.54.17
Visites les 16 Octobre 1996 de 15h à 17h - 21 Octobre 1996
de 14h à 16h - 25 Octobre 1996 de 9h à 11h.

75 Vente au Palais Justice PARIS, Jeudi 24 octobre 96 à 14h30
à PARIS (8ème) - 24, rue Jean Mermoz
APPARTEMENT de 5 PIECES PRINCIPALES
au 1er étage - (LIBRE - 140 m² environ, à rénover)
UNE CHAMBRE et UN DEBARAS au 5ème étage
CAVE au sous-sol
MISE A PRIX : 1.450.000 Frs
S'adr. à Me Daniel PAQUET, Avocat à PARIS (7ème), 27, boulevard Raspail -
Tél : 45.44.52.98 - Minitel 3616 AVOCAT VENTES
Visite le lundi 21 octobre 96 de 12h à 15h.

75 Vente au Palais de Justice de PARIS
le Jeudi 24 octobre 1996 à 14h30 - en un lot
APPARTEMENT à PARIS 16e
2, avenue Rodin et 5/bis, rue Mignard
de 7 P.P. (304,50 m² env.) au rez-de-chaussée et CHAMBRE de
SERVICE de 12 m² env. attenante à l'appartement
MISE A PRIX : 3.000.000 de Frs
S'adresser : Maître Danielle BEAUJARD, Avocat 75008 - PARIS
42, Avenue George V - T. 47.20.51.10
Sur les lieux pour visiter le 21 octobre 1996 de 10h à 11h

75 Vente Palais de Justice Paris, Jeudi 24 octobre 1996 à 14h30 - 1 lot
APPARTEMENT et Ch. à PARIS 16e - 9 et 11 r. Th. Gautier
Mise à Prix : 800 000 F - Rens. : Me TINAYRE-TARDIEU-NAUDET,
Ass., Avts, 7, rue Moncey 75009 PARIS - T. : 45.26.35.81 -
Au Greffe du TGI de PARIS - Visite le 17 octobre 1996 de 12h à 13h

78 Vente sur subrogation après saisie immobilière, Palais de Justice de Versailles
Mercredi 23 Octobre 1996 à 9h - En un lot
UN APPARTEMENT de 2 P. + STUDIO
UN APPARTEMENT de 3 P. + 4 REMISES et 2 WC.
sis à VERSAILLES - 10/12, rue Bernard de Jussieu
MISE A PRIX : 430.000 Frs
Rens. : SCP d'Avocats JEAN & LEDUC, 11 bis, Place Hoche VERSAILLES
Tél : 39.50.27.12 et 2, avenue Foch RAMBOUILLET - Tél : 34.83.06.17
Greffe du TGI de VERSAILLES où le cahier des charges est déposé.

مكتبة الشارقة

La rentrée universitaire est perturbée par les inscriptions dans la filière sportive

Premier branché, premier servi : les tribunaux contestent les inscriptions par Minitel

Les inscriptions des bacheliers de la section activités physiques et sportives sont toujours perturbées. Saisis de près de neuf cents requêtes,

les tribunaux administratifs contestent la pratique des inscriptions par Minitel et le système dit du « premier branché, premier servi ».

Le ministère de l'éducation nationale préparait une nouvelle procédure d'inscription pour la fin du mois de décembre.

ALORS QUE la rentrée universitaire peine à démarrer, la confusion continue de régner dans les inscriptions des bacheliers de la section activités physiques et sportives (Staps), dont les effectifs sont passés en un an de 7 000 à 11 000 étudiants. Comp sur coup, plusieurs tribunaux administratifs, saisis de près de 900 requêtes, ont rendu leur verdict sur la procédure de sélection télématique mise en œuvre dans certaines universités avec l'accord du ministère. Premier branché, premier inscrit : le système retenu par les présidents « pour réguler les flux d'entrée » avait les apparences de la simplicité. Résultat : des milliers de candidats ont été recalés faute de pouvoir se connecter à temps sur des serveurs embouteillés. Les mouvements de gène et de protestations (Le Monde du 24 juillet) trouvent aujourd'hui leur prolongement devant les juridictions, dont les jugements apparaissent pour le moins contradictoires.

Après celui de Nancy récemment, le tribunal administratif de Lyon a qualifié de « jeu de hasard » un système parfaitement légal au regard de la loi Savary de 1984 sur l'entrée à l'université. A la suite d'une enquête auprès de France Télécom, les magistrats ont obtenu la confirmation que, en cas de saturation du réseau, la machine procédait par choix aléatoire. Comme l'indique la décision rendue le 11 octobre, ce système « a privé les candidats de toute possibilité de s'inscrire dans l'ordre chronologique de présentation des demandes en permettant de rejouer celles formulées à un moment où les lignes d'accès étaient toutes occupées ».

Il est vrai que...

PROCÉDURE ASSURÉE : A Rennes, les magistrats se sont bien gardés d'entrer dans ces détails techniques et ont préféré solliciter l'avis du Conseil d'Etat. Saisis de 94 requêtes, ceux de Bordeaux, en revanche, ont tranché différemment. Ils ont, dans un premier temps, admis 32 candidatures de bacheliers des années antérieures, dont les dossiers avaient été traités après le début des inscriptions. Pour les autres, ils n'ont fait qu'une exception en faveur d'un jeune ma-

rocin privé de Minitel dans son pays. Cette inégalité de traitement continue de provoquer des remous parmi près de 170 recalés qui, durant la semaine, vont être reçus individuellement pour une éventuelle « réorientation ».

« J'ai toujours dit que la procédure

1994 puis à 6 905 en 1995, devrait dépasser les 11 000 cette année.

Cette situation inquiète particulièrement les directeurs, dont certains, sous la pression de leurs enseignants, ont reculé l'échéance de la rentrée. Réunis récemment à Paris, ils ont dénoncé ces « implan-

Application stricte de la loi de 1984, à condition que l'on nous accorde les moyens de fournir un enseignement de qualité », souligne André Meunier, le président de la conférence des directeurs de Staps.

Ses craintes semblent se confirmer. La nomination, en majorité, de professeurs du second degré continue de déséquilibrer cette « jeune filière universitaire » menacée par le risque de « secondarisation et de banalisation ».

A Toulouse, le département est en conflit avec le conseil d'administration de l'université, qui réclame à lui réserver une partie des moyens d'urgence et des postes débloqués pour la rentrée.

Pour l'heure, resté sourd à la demande des directeurs, le ministère préparait une nouvelle procédure d'inscription pour la fin du mois de décembre. Dans l'entourage de François Bayrou, on souligne que, face à un phénomène répété, « il n'est plus possible de parler sur la lassitude des candidats ». Entre la modification de la loi Savary et la création d'instituts spécialisés, refusés tant par les étudiants que les directeurs, M. Bayrou avance la mise en œuvre du semestre d'orientation, première étape de la réforme des Deug.

Michel Delberghe

Mouvement de grève chez les agrégés du supérieur

La rentrée universitaire s'effectue progressivement pour les quelque 1 592 000 étudiants attendus dans les universités, sur un effectif total de 2 195 000 étudiants, selon les estimations du ministère. Outre les perturbations dans la filière activités physiques et sportives, un mouvement de grève illimité a été décidé, à partir du 14 octobre, par un collectif regroupant les agrégés et professeurs certifiés du supérieur (PRAG-PRCE).

Avec le soutien du syndicat SUD-éducation, ces enseignants demandent l'abrogation du décret Lang de 1992, qui a porté leur charge à 394 heures annuelles. Ils souhaitent un retour aux 288 heures, compatibles, selon eux, avec les nécessités du suivi personnalisé des étudiants ou à 192 heures pour ceux qui sont engagés dans un travail de recherche. Lors des états généraux de l'enseignement supérieur, François Bayrou avait laissé entendre une modification du statut des quelque 14 000 enseignants de cette catégorie qui fournit l'essentiel des nouveaux recrutements à l'université.

d'inscription sur le Minitel était absurde : interrogé samedi 12 octobre, à l'issue d'une réunion avec les jeunes de Force démocrate, François Bayrou a confirmé son appréciation sur un système qu'en juillet il qualifiait déjà de « scandaleux ». Peu après avoir rejeté toute idée de sélection à l'entrée de l'université lors de son discours de clôture des états généraux à la Sorbonne, le ministre de l'éducation s'est trouvé confronté à un cas concret d'application de ses principes. Pourtant, en réponse à une question posée le 8 mai par le député du Nord Bernard Derostier, il estimait qu'« il n'est pas possible de généraliser les demandes d'inscription en Staps ».

Peute d'avoir mis en place une solution pour faire face à un nouvel afflux des demandes, le ministère a été contraint de céder en ouvrant d'urgence trois nouveaux départements de Staps, à Brest, Mame-la-Vallée et Toulon, ainsi qu'une dizaine d'antennes à Saint-Brieuc, Saint-Etienne, Soissons, Poissy, Epinal, Longwy, Tarbes... Au total, l'effectif des premiers inscrits en Staps, passé de 2 959 en 1992 à 3 891 en

tations d'urgence réalisées dans la plus totale improvisation. Surtout, ils s'inquiètent du déficit de postes, tant en professeurs qu'en personnel non-enseignant, dans une filière qui souffre déjà d'un retard chronique.

« Nous ne sommes pas hostiles à



LONDON

Londres c'est plein d'idées géantes à vivre en famille.

1 PARIS GARE DU NORD 8 H 13 Tout le monde est là ?

LONDRES GARE DE WATERLOO 10 H 13 On a déjà gagné une heure

MOVING IMAGE Du cinéma plein la rue !

Bank, Waterloo, SE1 1 SHERLOCK

M' CHARING CROSS 10 6 11 Northumberland Street, WC2 5 SIGAWORLD

vraiment plus fort que 101 ! M' PICCADILLY CIRCUS The Trocadero, Piccadilly

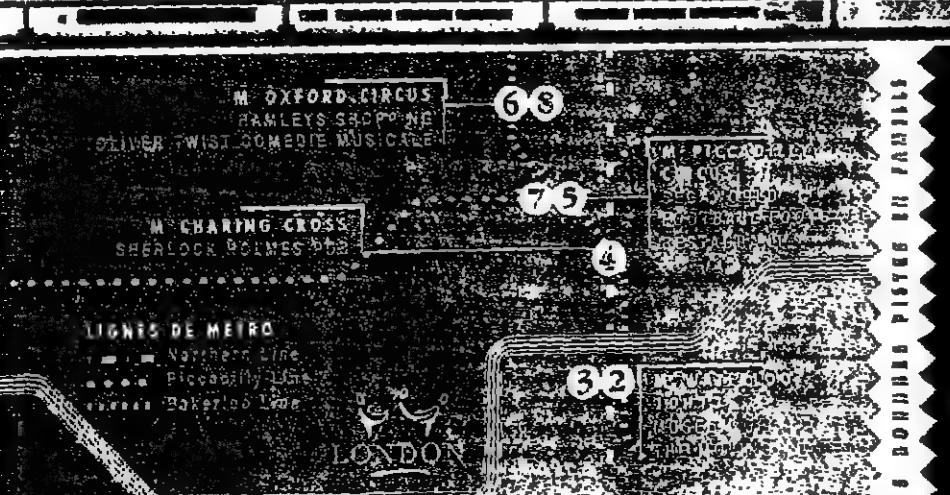
W1 1 HAMLEYS SHOPPING La maison du père Noël

CIRCUS 188-196 Regent Street, W1

Une mi-temps bien méritée

SW1 1 OLIVER TWIST COMEDIE MUSICALE Un copain pour les rêves

CIRCUS Palladium Theatre, Argyll Street, W1 Réservation téléphonique 01 42 65 39 21 ou 01 49 95 08 06



euroworld

PROMOTION PARIS-LONDRES A/R A PARTIR DE 490F EN 2^{ème} CLASSE

En vente jusqu'au 19.12.95

Prix soumis à conditions : information et réservation dans les gares SNCF, les agences de voyages et au 08 36 36 36 36 (2.23F la min.)

LES BONNES PISTES DE LONDRES SUR 36.15 LONDRES (2.23F la min.)

Le « transit » planifié de l'Ordre du temple solaire

« DÉPART », « mission », « transit », « retour », Joseph Di Mambro et Luc Jouret, les responsables de l'Ordre du temple solaire (OTS), avaient le sens de la métaphore. Ils savaient jouer avec les mots : pour évoquer poétiquement l'ultime étape de leurs délires : la mort. Ils y voyaient le passage obligé vers un « monde merveilleux » où ils pourraient « naître de nouveau ». Volontairement ou non, soixante-sept personnes les ont suivis dans cette voie, lors de « suicides collectifs » organisés en Suisse et au Canada (octobre 1994), puis en France (décembre 1995).

Dans les médias, les enquêtes sur l'OTS n'ont pas manqué. Mais de nombreux aspects sont restés mystérieux, laissant la porte ouverte à toutes les rumeurs sur les « protections » dont aurait bénéficié cette organisation. C'est justement pour en finir avec les soupçons et rétablir quelques vérités qu'un spécialiste a écrit un livre sur Les Mythes du Temple solaire.

L'historien suisse Jean-François Mayer a participé en qualité d'expert à l'enquête judiciaire menée dans son pays. De ce fait, il a eu accès aux textes, disquettes informatiques, cassettes audio et vidéo, saisis dans les demeures de la secte. Ces archives, ajoutées à une excellente connaissance personnelle du passé de l'OTS, lui ont permis de rédiger le premier véritable ouvrage de référence sur ce sujet. Un livre bref, concis, en for-

mat « poche », dont la lecture s'impose.

En s'appuyant sur des textes et des témoignages inédits, l'auteur prouve que le « transit » était planifié de longue date par Jo Di Mambro. Même s'il est parfois difficile de s'y retrouver dans l'histoire de cet Ordre aux multiples ramifications, le rôle de Di Mambro est parfaitement mis en évidence. Cet ancien bijoutier, né dans le Gard en 1924, était au cœur des manœuvres financières et des activités temporelles de l'OTS. Si l'homme belge Luc Jouret avait le charisme indispensable pour séduire de nouveaux adeptes, Di Mambro avait, lui, l'art de manipuler son monde en restant dans l'ombre.

L'auteur montre bien comment ce mythomane, convaincu d'appartenir à une « élite » spirituelle, a voulu mourir en laissant derrière lui un mythe. D'un certain point de vue, il y est parvenu. Aujourd'hui encore, écrit M. Mayer, on ne peut pas garantir que l'affaire soit terminée. Certes, l'OTS en tant que tel n'existe plus, contrairement à ce qu'on imagine parfois, sans qu'une reconstitution un jour sous une forme ou une autre soit absolument exclue. Mais il reste un milieu - heureusement restreint numériquement - de gens toujours attachés aux doctrines prêchées par Jo Di Mambro et impressionnés par l'acte de ceux qui sont partis.

Philippe Broussard

★ Les Mythes du Temple solaire, de Jean-François Mayer, Georg éditeur, 126 pages, 80 francs.

DISPARITIONS

Paul Fraise

Un renouvreur de la psychologie expérimentale

C'EST UN PROCHE d'Emmanuel Mounier qui vient de mourir, le 12 octobre à Châtenay-Malabry, en même temps qu'une des grandes figures de la psychologie expérimentale en France. Paul Fraise était né le 20 mars 1911 à Saint-Etienne. Après un noviciat chez les jésuites, de 1928 à 1930, il a suivi les cours de philosophie des facultés catholiques de Lyon. C'est alors que Paul Fraise s'oriente vers la psychologie expérimentale qu'il ira étudier deux années durant, à Louvain, dans le laboratoire du professeur Albert Michotte.

Paul Fraise publie ses premières recherches, sur la mémoire immédiate, avant-guerre. Capturé par les Allemands au cours de la débâcle de juin 1940, il parvient à s'échapper à la deuxième tentative. Au tournant de 1944-1945 on le retrouve, un temps, au ministère des prisonniers et déportés, chargé de la réinsertion. A cette époque, sa discipline est enseignée à l'Institut de psychologie créé par Henri Piéron en 1921, dont il est l'adjoint. Il commence en 1948 à s'intéresser aux structures rythmiques, et à la perception du temps, études qu'il poursuivra tout au long de ses recherches. C'est en 1952 qu'il prend la direction du laboratoire de psychologie expérimentale et comparée, charge qu'il assume jusqu'en 1979. Au cours de ces vingt-sept ans, Paul Fraise fera beaucoup pour intégrer la psychologie dans le cursus universitaire, notamment par la création d'une licence puis d'une maîtrise. Pour lui, la constitution de la psychologie en science à part entière passait par deux ruptures dont il a été l'artisan : rupture avec la psychanalyse - c'est fait dans les années 50 - et rupture avec la philosophie, qui est consommée dans les années 60. Autre domaine où Paul Fraise a été pionnier : la « psychologie cognitive », dès les années 50, qui concerne les questions de « traitement de l'information » (*information processing*).

UN HOMME DE GAUCHE

Paul Fraise a assuré la direction de la revue *L'Année psychologique*, jusqu'en 1994. Il enseigne la psychologie expérimentale à la Sorbonne à partir de 1957, et dirige aux Presses universitaires de France deux collections. Ses principaux ouvrages ont tous été publiés aux PUF, comme *Psychologie du temps* (1957), *Des Choses et des mots* (1992). Paul Fraise a en outre dirigé avec Jean Piaget le *Traité de psychologie expérimentale* en neuf volumes, traduit en une dizaine de langues. Cependant, l'action de Paul Fraise a dépassé le strict cadre universitaire ou professionnel. Son activité de militant étudiant d'abord, syndical ensuite a commencé dès sa période lyonnaise, à la jeunesse étudiante chrétienne (JEC) dont il a été responsable régional. Paul Fraise n'a jamais renoncé à intervenir dans la vie de la cité, et cet engagement a toujours été celui d'un homme de gauche. Il est ainsi, de 1948 à 1950, l'un des dirigeants du Rassemblement démocratique révolutionnaire, puis de l'Union de la gauche socialiste, jusqu'en 1960, qui sera l'une des composantes du futur PSU. En 1974 comme en 1981, il appartient au comité national de soutien à la candidature de François Mitterrand.

Mais la véritable famille spirituelle et politique de Paul Fraise, celle à laquelle son nom demeure attaché, hors des cercles universitaires, c'est celle de la revue *Esprit* et de son fondateur, Emmanuel Mounier. Il fera partie de ces couples - ces « ménages », disait-on alors - qui se sont rassemblés dans une grande propriété au sud de Paris, « Les Murs blancs », en une sorte de communauté avant l'heure.

Entre l'engagement professionnel et la vie philosophique, quel était le lien ? Juan Seguí, du Laboratoire de psychologie expérimentale, tente de l'esquisser ainsi : « Paul Fraise a lutté pour ce qu'il a nommé une "psychologie complète". Celle-ci se caractérise par l'importance accordée à la personnalité du sujet comme facteur du comportement humain. L'engagement de Paul Fraise auprès du mouvement personneliste et de son initiateur Emmanuel Mounier, dès la fin des années 30, n'est peut-être pas étranger à cette conception de la psychologie. »

Nicolas Weil

AU CARNET DU « MONDE »

Fiançailles

M. Philippe BAUCHET et M^{me}, née Marie-Christine GROS, M. Jean-François PÉRON et M^{me}, née Danièle LARRE (†)

sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants

Valérie et Benoît.

Décès

M. et M^{me} Pierre Cazaudehore, M. et M^{me} Ricardo Franssowicz, ses enfants, M. et M^{me} Philippe Cazaudehore et leurs enfants, M. et M^{me} Gérard Langlade et leurs enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Toute la famille, Les collaborateurs et le personnel du restaurant de la Forêt.

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Baptiste CAZAUDEHORE, née Yvette LÉLUI, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 14 octobre 1996, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse, célébrée le vendredi 18 octobre, à 9 heures, en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye, sera suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Saint-Germain-en-Laye.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, avenue du Président-Kennedy, 78100 Saint-Germain-en-Laye, 42, Paroisse Wambledon, London SW 19 5NB.

M. et M^{me} Bruno Chemama, M^{me} Marcelle Chemama, M. et M^{me} Roland Chemama et leurs enfants, Toute sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Armand CHEMAMA,

survenu le 11 octobre 1996, à Paris, à l'âge de cinquante-huit ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 18 octobre, à 10 h 45, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris.

6, rue Sévero, 75014 Paris.

M^{me} Jacques DENOISE, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques DENOISE,

survenu dans sa quatre-vingt-troisième année.

La messe de funérailles sera célébrée le vendredi 18 octobre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Rosaire, place des Maronniers, Saint-Maur (Val-de-Marne).

Ni fleurs ni couronnes.

Don au Secours catholique.

Les familles Falgarone, Bonnard, Cazin, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Georgette FALGARONE, DELVOYE,

chevalier de la Légion d'honneur,

le 11 octobre 1996, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les familles Frager ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel FRAGER,

survenu à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Paul FRAISSE, professeur émérite de psychologie expérimentale à l'université Paris-V - René-Descartes, ancien président de l'Union internationale de psychologie scientifique, membre de l'Académie nationale des sciences des États-Unis,

survenu aux Murs blancs, le 12 octobre 1996, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 16 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Germain-Auxerrois, à Châtenay-Malabry.

19, rue Henri-Marron, 92290 Châtenay-Malabry.

Le directeur et les membres du comité de rédaction de *L'Année psychologique* ont le regret d'annoncer le décès de son ancien directeur,

Paul FRAISSE,

survenu le 12 octobre 1996.

Il s'associe à la douleur de sa famille.

L'Année psychologique, 28, rue Serpente, 75006 Paris.

Le président de l'École pratique des hautes études (EPHE), Le président de la section des sciences de la vie et de la terre (3^e section) de l'EPHE, Le directeur et les membres du Laboratoire de psychologie cognitive et de la communication et l'ensemble des personnels de l'EPHE (3^e section), ont la douleur de faire part du décès de

Paul FRAISSE, directeur d'études honoraire à l'EPHE, ancien président de la 3^e section de l'EPHE, ancien directeur du Laboratoire de psychologie expérimentale et comparée de l'EPHE,

survenu le 12 octobre 1996.

Il présente à M^{me} S. Fraise et à sa famille leurs condoléances attristées.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 16 octobre, à 14 heures, en l'église de Châtenay-Malabry (Seine-et-Marne).

École pratique des hautes études, Section des sciences de la vie et de la terre, 46, rue Saint-Jacques, 75006 Paris.

Le directeur et les membres du Laboratoire Cognition et Développement de l'université René-Descartes, URA CNRS 2143, ont le profond regret de faire part du décès de

Paul FRAISSE,

survenu le 12 octobre 1996.

Pour beaucoup d'entre eux, les membres de ce laboratoire ont été ses élèves et ses collaborateurs pendant de nombreuses années. Il s'associe à la douleur de son épouse et de sa famille.

Laboratoire Cognition et Développement, 28, rue Serpente, 75006 Paris.

Le Comité d'aide exceptionnelle aux intellectuels réfugiés (CAIER) a l'immense tristesse de faire part du décès de

M^{me} Hélène GORIÉLY, née PROUBERT,

secrétaire générale de 1952 à 1995, survenue le 15 septembre 1996, à Oloron (64).

Une messe à sa mémoire sera célébrée le samedi 26 octobre 1996, à 11 heures, en la chapelle Notre-Dame-de-Grâce, 6, rue Faudry, Paris-15^e.

Hélène Goriély a consacré sa vie aux rescapés des camps de concentration, puis à l'accueil et l'intégration des réfugiés politiques en France.

CAIER, 43, rue Cambes, 75013 Paris.

M^{me} Jacques Lucius, née Hélène Denry, son épouse, Ses neveux et nièces, Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques LUCIUS,

membre du conseil d'Etat honoraire, commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le samedi 12 octobre 1996, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La bénédiction religieuse ainsi que l'inhumation auront lieu le vendredi 18 octobre, à 14 heures, au cimetière ancien de Louvain (Vauxcelles).

Cet avis tient lieu de faire part.

60, quai Blérier, 75016 Paris.

- Simone Fraise,

son épouse, Jean Fraise et Catherine Blanc, Claire et Patrick Naudet, Geneviève Fraise et Daniel Deshayes, Agnès Fraise, ses enfants, Laurent, Emmanuel, Grégoire, Benoît, Simon, Chloé, Virgile, ses petits-enfants, Le Père Lucien Fraise, s.j., son frère,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Paul FRAISSE, professeur émérite de psychologie expérimentale à l'université Paris-V - René-Descartes, ancien président de l'Union internationale de psychologie scientifique, membre de l'Académie nationale des sciences des États-Unis,

survenu aux Murs blancs, le 12 octobre 1996, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 16 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Germain-Auxerrois, à Châtenay-Malabry.

19, rue Henri-Marron, 92290 Châtenay-Malabry.

Le directeur et les membres du comité de rédaction de *L'Année psychologique* ont le regret d'annoncer le décès de son ancien directeur,

Paul FRAISSE,

survenu le 12 octobre 1996.

Il s'associe à la douleur de sa famille.

L'Année psychologique, 28, rue Serpente, 75006 Paris.

Le président de l'École pratique des hautes études (EPHE), Le président de la section des sciences de la vie et de la terre (3^e section) de l'EPHE, Le directeur et les membres du Laboratoire de psychologie cognitive et de la communication et l'ensemble des personnels de l'EPHE (3^e section), ont la douleur de faire part du décès de

Paul FRAISSE, directeur d'études honoraire à l'EPHE, ancien président de la 3^e section de l'EPHE, ancien directeur du Laboratoire de psychologie expérimentale et comparée de l'EPHE,

survenu le 12 octobre 1996.

Il s'associe à la douleur de sa famille.

L'Année psychologique, 28, rue Serpente, 75006 Paris.

Le président de l'École pratique des hautes études (EPHE), Le président de la section des sciences de la vie et de la terre (3^e section) de l'EPHE, Le directeur et les membres du Laboratoire de psychologie cognitive et de la communication et l'ensemble des personnels de l'EPHE (3^e section), ont la douleur de faire part du décès de

Paul FRAISSE, directeur d'études honoraire à l'EPHE, ancien président de la 3^e section de l'EPHE, ancien directeur du Laboratoire de psychologie expérimentale et comparée de l'EPHE,

survenu le 12 octobre 1996.

Il présente à M^{me} S. Fraise et à sa famille leurs condoléances attristées.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 16 octobre, à 14 heures, en l'église de Châtenay-Malabry (Seine-et-Marne).

École pratique des hautes études, Section des sciences de la vie et de la terre, 46, rue Saint-Jacques, 75006 Paris.

Le directeur et les membres du Laboratoire Cognition et Développement de l'université René-Descartes, URA CNRS 2143, ont le profond regret de faire part du décès de

Paul FRAISSE,

survenu le 12 octobre 1996.

Pour beaucoup d'entre eux, les membres de ce laboratoire ont été ses élèves et ses collaborateurs pendant de nombreuses années. Il s'associe à la douleur de son épouse et de sa famille.

Laboratoire Cognition et Développement, 28, rue Serpente, 75006 Paris.

Le Comité d'aide exceptionnelle aux intellectuels réfugiés (CAIER) a l'immense tristesse de faire part du décès de

M^{me} Hélène GORIÉLY, née PROUBERT,

secrétaire générale de 1952 à 1995, survenue le 15 septembre 1996, à Oloron (64).

Une messe à sa mémoire sera célébrée le samedi 26 octobre 1996, à 11 heures, en la chapelle Notre-Dame-de-Grâce, 6, rue Faudry, Paris-15^e.

Hélène Goriély a consacré sa vie aux rescapés des camps de concentration, puis à l'accueil et l'intégration des réfugiés politiques en France.

CAIER, 43, rue Cambes, 75013 Paris.

M^{me} Jacques Lucius, née Hélène Denry, son épouse, Ses neveux et nièces, Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques LUCIUS,

membre du conseil d'Etat honoraire, commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le samedi 12 octobre 1996, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La bénédiction religieuse ainsi que l'inhumation auront lieu le vendredi 18 octobre, à 14 heures, au cimetière ancien de Louvain (Vauxcelles).

Cet avis tient lieu de faire part.

60, quai Blérier, 75016 Paris.

Le professeur Paul Fraise a été pendant de longues années directeur de l'Institut de psychologie et de l'ancienne UFR de psychologie. A ce titre, son œuvre pour le développement de l'enseignement de la psychologie à la Sorbonne, puis à l'université René-Descartes, dont il a été l'un des fondateurs, a permis le rayonnement national et international de ces institutions, du point de vue tant de l'enseignement que de la recherche.

Le professeur Paul Fraise a également exercé de très hautes fonctions nationales et internationales. Dans ces fonctions, il a été un défenseur acharné de la psychologie scientifique, et toute la psychologie française lui est redevable de son œuvre.

Beaucoup d'enseignants-chercheurs, pour qui il a été un véritable maître, ont fait profiter de la psychologie française de ses enseignements. Ils s'associent à la douleur de son épouse et de sa famille.

Institut de psychologie, 28, rue Serpente, 75006 Paris.

Le directeur et l'ensemble des membres du Laboratoire de psychologie expérimentale de l'université René-Descartes, URA 316 du CNRS, ont la grande tristesse de faire part du décès de leur ancien directeur,

Paul FRAISSE, professeur émérite de l'université René-Descartes, directeur du Laboratoire de psychologie expérimentale (1952-1979),

survenu le 12 octobre 1996.

L'œuvre de Paul Fraise à la direction du laboratoire a marqué de manière déterminante le devenir de la psychologie en France.

Il s'exprime à M^{me} S. Fraise et à ses enfants leurs profonds regrets.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 16 octobre, à 14 heures, en l'église de Châtenay-Malabry.

LPE, 28, rue Serpente, 75006 Paris.

(Lire ci-contre).

Le Comité d'aide exceptionnelle aux intellectuels réfugiés (CAIER) a l'immense tristesse de faire part du décès de

M^{me} Hélène GORIÉLY, née PROUBERT,

secrétaire générale de 1952 à 1995, survenue le 15 septembre 1996, à Oloron (64).

Une messe à sa mémoire sera célébrée le samedi 26 octobre 1996, à 11 heures, en la chapelle Notre-Dame-de-Grâce, 6, rue Faudry, Paris-15^e.

Hélène Goriély a consacré sa vie aux rescapés des camps de concentration, puis à l'accueil et l'intégration des réfugiés politiques en France.

CAIER, 43, rue Cambes, 75013 Paris.

M^{me} Jacques Lucius, née Hélène Denry, son épouse, Ses neveux et nièces, Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques LUCIUS,

membre du conseil d'Etat honoraire, commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le samedi 12 octobre 1996, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La bénédiction religieuse ainsi que l'inhumation auront lieu le vendredi 18 octobre, à 14 heures, au cimetière ancien de Louvain (Vauxcelles).

Cet avis tient lieu de faire part.

60, quai Blérier, 75016 Paris.

- M. Edouard Brézin, président du conseil d'administration du CNRS,

M. Guy Aubert, directeur général du CNRS,

Pierre Tambourin, directeur du département des sciences de la vie,

Les membres de la section 29 du Comité national de la recherche scientifique,

ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu le 12 octobre 1996, de

Paul FRAISSE, ancien président de la commission de psychologie du CNRS.

Paul Fraise a contribué, par ses multiples initiatives, au développement de la psychologie au plan national et international.

La présidence de l'université René-Descartes, Le vice-président du groupe Sciences humaines de l'université René-Descartes, Le directeur et les personnels de l'Institut de psychologie de l'université René-Descartes, ont le profond regret de faire part du décès de

Paul FRAISSE, professeur émérite à l'université René-Descartes, ancien directeur de l'UFR de psychologie, ancien directeur de l'UFR de psychologie,

survenu le 12 octobre 1996.

Le professeur Paul Fraise a été pendant de longues années directeur de l'Institut de psychologie et de l'ancienne UFR de psychologie. A ce titre, son œuvre pour le développement de l'enseignement de la psychologie à la Sorbonne, puis à l'université René-Descartes, dont il a été l'un des fondateurs, a permis le rayonnement national et international de ces institutions, du point de vue tant de l'enseignement que de la recherche.

Le professeur Paul Fraise a également exercé de très hautes fonctions nationales et internationales. Dans ces fonctions, il a été un défenseur acharné de la psychologie scientifique, et toute la psychologie française lui est redevable de son œuvre.

Beaucoup d'enseignants-chercheurs, pour qui il a été un véritable maître, ont fait profiter de la psychologie française de ses enseignements. Ils s'associent à la douleur de son épouse et de sa famille.

Institut de psychologie, 28, rue Serpente, 75006 Paris.

Le directeur et l'ensemble des membres du Laboratoire de psychologie expérimentale de l'université René-Descartes, URA 316 du CNRS, ont la grande tristesse de faire part du décès de leur ancien directeur,

Paul FRAISSE, professeur émérite de l'université René-Descartes, directeur du Laboratoire de psychologie expérimentale (1952-1979),

survenu le 12 octobre 1996.

L'œuvre de Paul Fraise à la direction du laboratoire a marqué de manière déterminante le devenir de la psychologie en France.

Il s'exprime à M^{me} S. Fraise et à ses enfants leurs profonds regrets.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 16 octobre, à 14 heures, en l'église de Châtenay-Malabry.

LPE, 28, rue Serpente, 75006 Paris.

(Lire ci-contre).

Le Comité d'aide exceptionnelle aux intellectuels réfugiés (CAIER) a l'immense tristesse de faire part du décès de

M^{me} Hélène GORIÉLY, née PROUBERT,

secrétaire générale de 1952 à 1995, survenue le 15 septembre 1996, à Oloron (64).

Une messe à sa mémoire sera célébrée le samedi 26 octobre 1996, à 11 heures, en la chapelle Notre-Dame-de-Grâce, 6, rue Faudry, Paris-15^e.

Hélène Goriély a consacré sa vie aux rescapés des camps de concentration, puis à l'accueil et l'intégration des réfugiés politiques en France.

CAIER, 43, rue Cambes, 75013 Paris.

M^{me} Jacques Lucius, née Hélène Denry, son épouse, Ses neveux et nièces, Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques LUCIUS,

membre du conseil d'Etat honoraire, commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le samedi 12 octobre 1996, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La bénédiction religieuse ainsi que l'inhumation auront lieu le vendredi 18 octobre, à 14 heures, au cimetière ancien de Louvain (Vauxcelles).

Cet avis tient lieu de faire part.

60, quai Blérier, 75016 Paris.

Le professeur Paul Fraise a été pendant de longues années directeur de l'Institut de psychologie et de l'ancienne UFR de psychologie. A ce titre, son œuvre pour le développement de l'enseignement de la psychologie à la Sorbonne, puis à l'université René-Descartes,

RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 16 OCTOBRE 1996

RESTRUCTURATION L'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) s'apprête à remettre aux élus de la municipalité un rapport destiné à alimenter une réflexion sur les « schémas

commerciaux d'arrondissement », promus par le maire (RPR) Jean Tiberi. ● EN DIX ANS, plus de 3 000 boutiques ont disparu. Les arrondissements les plus pauvres de la capitale

sont les plus touchés. En outre, les commerçants des arrondissements périphériques subissent, dans le domaine de l'alimentaire, la concurrence des grandes surfaces de très

proche banlieue. ● DANS LE SECTEUR NON ALIMENTAIRE, le développement récent des grandes enseignes bouleverse les données traditionnelles de l'activité dans les

rues commerçantes. ● EN SEINE-ET-MARNE, des petits commerçants se révoltent contre un projet d'immense complexe commercial, dans le cadre du développement d'Euro Disney.

Une boutique sur dix a fermé à Paris depuis 1986

50 000 emplois ont été perdus dans le petit commerce en quatre ans. Les élus de la capitale veulent insuffler un dynamisme nouveau aux magasins traditionnels. La loi Raffarin peut les aider à soutenir une activité menacée par l'irruption récente des grandes enseignes

DÉCLIN OU ÉVOLUTION ? 9 253 fermetures en dix ans, des rues sans âme et sans vie : le commerce parisien semble en pleine déshérence. Mais, derrière les rideaux baissés et la déprime de certains commerçants, se cache une vaste restructuration géographique et économique. Pour la capitale, qui a perdu 200 000 emplois entre 1990 et 1994 - dont 50 000 dans le commerce -, l'enjeu est d'importance.

La chambre de commerce et d'industrie de Paris est en train de dresser une carte des 35 000 boutiques parisiennes. L'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) a fait réaliser une étude sur cinq artères (les rues d'Avron, du Commerce, de Passy, de Charenton et l'avenue du Général-Leclerc) pour examiner les transformations apparues ces dernières années. Ce document, prochainement remis aux élus de la capitale, devrait permettre d'engager une réflexion sur les « schémas commerciaux d'arrondissement », promus par le maire (RPR) Jean Tiberi.

Première constatation : la carte du chiffre d'affaires du commerce de proximité recouvre celle du pouvoir d'achat des habitants. Epiciers et bouchers se portent plus mal à l'est et au nord de la capitale qu'au centre et à l'ouest. D'autant qu'ils sont confrontés à la concurrence d'hypermarchés, installés au pied du boulevard périphérique, où les habitants des arrondissements limitrophes se rendent en métro pour faire leurs courses. Une enquête menée en 1993 a montré que 60 % des ménages parisiens font leurs courses dans une grande surface. « L'OPAC (Office public d'HLM de Paris) n'a aucune politique commerciale et ne fait rien pour nous aider. Ils augmentent les loyers et ils dissolvent les logements des boutiques. Ce qui rend plus difficile les existences »,

proteste Karl Beikema, président de l'Association des artisans commerçants de Paris, qui a bataillé pour faire enlever une publicité vantant les mérites du magasin Leclerc de Saint-Ouen, apposée sur le mur d'un bâtiment de l'OPAC. « Le chiffre d'affaires que nous avons réalisé en location de bureaux commerciaux est inférieur en 1995 à celui réalisé en 1994. Et nous ne faisons aucune spéculation sur les loyers », rétorque-t-on à l'OPAC, propriétaire de 3 000 locaux commerciaux.

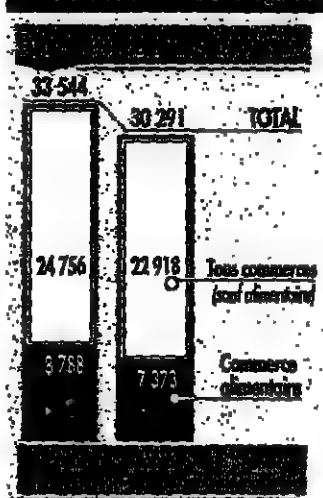
TROIS PÔLES DOMINANTS

Parallèlement à un relatif marasme, notamment dans le secteur alimentaire, le petit commerce est en train de subir une vaste restructuration, liée à l'« impérialisme » de certaines rues et à l'irruption des grandes enseignes dans la capitale. « Il y a à Paris trois secteurs dominants : Haussmann-Saint-Lazare, Rivoli-Les Halles et Montparnasse-rue de Rennes. Ensuite, il y a des

zones comme Passy, avenue du Général-Leclerc, République, Italie, qui se développent autour d'artères exerçant une grande attraction », diagnostiquent les responsables du cabinet Bérénice, spécialisé en urbanisme commercial : une manière de dire que certaines rues sont condamnées à rester des déserts commerciaux. A l'inverse, la présence d'une moyenne surface généraliste, à condition qu'elle travaille en bonne intelligence avec les petits commerçants, peut servir de locomotive à une zone de chalandise.

Longtemps tenues à l'écart par Jacques Chirac, maire de Paris, les grandes enseignes ont fini par réussir leur entrée dans la capitale. En 1996-1997, 50 000 mètres carrés devaient ouvrir, répartis entre Castorama à la Nation, la Fnac, le gauchetier Truffaut et la restructuration de la Belle Jardinière, qui accueillera, notamment, Go Sport et Habitat. En outre, depuis le début des an-

La baisse du nombre de magasins



Les données sont issues de l'étude de l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) sur le commerce de proximité à Paris, réalisée en 1995.

nées 90, les Promod, Cello ou autres chaînes de distribution spécialisées dans l'équipement de la maison ou les produits d'hygiène et de beauté, jettent leur dévolu sur les rues les plus fréquentées, où ils sont prêts à payer des loyers élevés. Au risque de mettre en péril leurs comptes d'exploitation, tout en faisant disparaître les moins fortunés de leurs collègues.

En pesant ainsi sur les loyers, ces entreprises contribuent à redessiner la carte du commerce parisien. En quelques années, la rue du Commerce, dans le 15^e arrondissement, a complètement changé de physionomie : cette artère, où le prêt-à-porter voisinait avec l'alimentaire, s'est diversifiée vers les produits d'équipement de la maison, d'hygiène et de santé. 16 nouveaux magasins ont repris les emplacements des 18 boutiques qui avaient fermé. Le projet d'installation d'un McDonald's, rue Vavin dans le 6^e arrondissement, qui avait

déchaîné la colère des riverains cet été, s'explique par le fait que l'entreprise américaine était la seule à accepter le loyer exigé par le propriétaire.

Pour la ville de Paris, la mauvaise situation du commerce a deux conséquences. Elle est déplorable pour les recettes de la ville et funeste pour l'ambiance, dans les rues dont les rez-de-chaussée restent désespérément vides. Certains responsables ont déjà évoqué la possibilité d'y installer associations ou activités à but social. De plus, ils réfléchissent à l'utilisation des outils dont dispose une collectivité locale - parkings, aménagements de la voirie, etc. - pour tenter de redonner un peu de dynamisme aux échoppes. La nouvelle loi sur le commerce et l'artisanat, dont les décrets d'application doivent sortir d'ici à début novembre, devrait les y aider.

Françoise Chivot

Fronde en Seine-et-Marne contre le gigantesque projet de Disney

LE PRÉSIDENT de la chambre de commerce et d'industrie de Meaux (Seine-et-Marne), Jean-Jacques Ivain, n'est plus en odeur de sainteté auprès des commerçants du nord du département : ils viennent de lui faire connaître leur mécontentement en demandant sa démission et en brûlant un panthéon à son effigie, après avoir cadencé les grilles de la CCI.

La colère des commerçants couvait depuis le début de l'été. Elle a éclaté après l'abstention de M. Ivain, le 30 septembre, lors de l'examen par la commission départementale d'équipement commercial (CDEC) du projet de centre commercial du « Val d'Europe » annoncé par Disneyland Paris et la

CGC-Segece, une filiale de la Compagnie bancaire. Le vote favorable de la CDEC a ouvert la voie à la réalisation d'un nouvel et énorme ensemble commercial à Senlis, au lieu-dit le « Val d'Europe », sur le territoire de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, à moins d'un kilomètre du parc d'attractions. Le projet, inscrit dans la convention signée en 1987 entre le gouvernement français et Disney, prévoit l'ouverture dès le premier semestre de l'an 2000 d'un complexe commercial de 90 000 m² ainsi que la construction de 1 000 logements, d'un pôle universitaire, d'une nouvelle gare RER et de diverses infrastructures routières. Coût : 5 milliards de francs,

dont un peu moins de 2 milliards pour le seul centre commercial. Disney annonce la création de 2 500 emplois.

POUDRE AUX YEUX

« L'Espace commercial international n'est que l'ossature d'une ville à venir. Pendant cinq ans, nous nous sommes concentrés sur notre mission touristique. Aujourd'hui, il est temps de passer à la seconde phase : la constitution d'un véritable pôle urbain », estime Philippe Ravanas, l'un des porte-parole de Disney. Ces dernières semaines, les deux promoteurs ont tenté d'amadouer les commerçants avec la promesse de mesures compensatoires. De la « poudre aux yeux » pour Michèle

Wellnski, présidente de l'association Lagny Commerces : « Nous sommes déjà cernés par les grandes surfaces de Pontault, Torcy, Chelles et Meaux. L'ouverture du « Val d'Europe » signera l'arrêt de mort du commerce indépendant. Les prêts bonifiés pour refaire nos façades et les aides pour revitaliser les centres-villes n'y changeront rien. »

D'autres voix se sont élevées, notamment celles de sept députés RPR regroupés derrière le ministre des sports et maître de Coulommiers, Guy Druet. « Ce projet, dans sa conception actuelle, est contradictoire avec la politique gouvernementale de préservation des commerces de proximité et des centres-villes », ont-ils déclaré dans un communi-

qué publié au lendemain de la CDEC. Le ministre des sports sait que la loi Raffarin ne s'applique pas aux villes nouvelles. Mais il n'est sans doute pas mécontent de s'opposer à un projet - certes signé en son temps par un premier ministre nommé Jacques Chirac - aujourd'hui approuvé par le président du conseil général de Seine-et-Marne et sénateur (UDF-R1) Jacques Larché. Or, Guy Druet a déjà déclaré publiquement qu'il tenterait de conquérir, au renouvellement prévu pour 1998, l'assemblée départementale aujourd'hui détenue par un UDF, mais où le RPR, sur le papier, est majoritaire.

Roland Putg

Pilule antinucléaire dans la vallée du Rhône

LYON

de notre correspondant régional
C'est un comprimé blanc et rond, anodin, présenté en plaquette de dix. Sur la boîte, il est stipulé, en gros : « A ne prendre que sur instruction des autorités ». Le mode d'emploi s'ouvre par cet avertissement : « Ce médicament est destiné à être utilisé dans des circonstances exceptionnelles ». Toutes ces précautions de prescription ne concernent pourtant que de banales pilules d'iode que, depuis lundi 14 octobre, les habitants de Saint-Maurice-Fixil et de Saint-Alban, dans la vallée du Rhône, peuvent se procurer gratuitement.

Car, à un battement d'ailes des mairies de ces villages de l'Isère, trônent les domes de béton d'une centrale nucléaire : deux réacteurs de 1 300 mégawatts. Cinq mille personnes sont concernées par cette opération de prévention, la première organisée de cette manière en France, à l'initiative du ministère de la santé, et qui devrait s'étendre à l'ensemble des centrales.

L'objectif de cette distribution est d'empêcher la naissance de cancers de la thyroïde en cas d'accident nucléaire majeur : « La thyroïde est avide d'iode. On sait qu'avec un comprimé d'iode stable, on peut saturer la glande pour 24 heures. Ainsi l'iode radioactif ne pénètre pas dans la thyroïde », explique le docteur Yves Gardier, médecin de la centrale de Saint-Alban.

La Suisse a déjà procédé à de telles distributions et les résidents aux alentours de la centrale de Fessenheim, dans le Haut-Rhin, ont reçu, chez eux, des plaquettes d'iode. A Saint-Alban et à Saint-Maurice-Fixil, les autorités ont voulu que la population soit « acteur de la prévention ». Aux habitants de venir quérir la petite boîte dans les mairies, chez les pharmaciens et les médecins. Un taux de réponse de l'ordre de 80 % est espéré.

Du côté des écologistes, on rappelle avoir fait campagne pour de telles opérations. Mais le périmètre retenu pour la distribution (5 kilomètres) paraît « ridicule » : « On sait très bien

que les vents emporteront bien plus loin l'iode radioactif », regrette Philippe Brousse, porte-parole du Collectif lyonnais des associations contre Superphénix.

Lundi, premier jour de la distribution, on ne se bousculait guère pour demander les comprimés. C'est que cela fait dix ans qu'on vit ici aux côtés de la centrale et qu'on est habitué à cette proximité. N'empêche, « c'est une bonne initiative », explique une étudiante qui rangera la boîte dans sa pharmacie. Devant la mairie de Saint-Maurice, quatre jeunes tiennent le temps, entre ironie et amertume. « Cela fait dix ans qu'on vit sans panique. Je n'ai pas la chercher, soutient Omar, 24 ans et chômeur. Si j'ai pas d'avenir, à quoi cela va me servir une pilule d'iode ? » Ces quatre-là attendent de la mairie un local. « Avec l'argent que rapporte la centrale, on ne devrait pas être trop compliqué », s'insurge Omar.

Bruno Caussé

DÉPÊCHES

■ **ALSACE** : l'association TGV Est européen, présidée par Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, lance à partir du mercredi 16 octobre une campagne de communication pour rappeler l'« urgence de la décision » sur la réalisation d'une liaison à grande vitesse entre Paris et la capitale alsacienne. (Corresp. rég.)

■ **LIMOUSIN** : huit régions européennes ont rendez-vous les 21 et 22 octobre à Pompadour (Corrèze), à l'invitation de l'Agence régionale de développement (ARD) et de la chambre régionale de commerce et d'industrie limousine, pour des rencontres consacrées à la transformation des produits forestiers. (Corresp.)

■ **ILE-DE-FRANCE** : le syndicat des transports parisiens (STP) va expérimenter un « billet social » du samedi, sur le trajet Mantes-Paris-Mantes, à destination des jeunes de 12 à 18 ans socialement défavorisés. Il coûtera 20 francs au lieu de 90 francs.

■ **YVELINES** : opposition à l'autoroute A104. 4 532 habitants d'Achères (Yvelines) sur les 10 649 inscrits ont dit « non » au passage de l'autoroute A 104 (Orgeval-Cergy-Pontoise) dans leur commune, lors d'un référendum organisé par la municipalité, le 13 octobre.

■ **MAIRIES** : une enquête parue dans le numéro d'octobre du mensuel La Lettre du cadre territorial indique que, « dans les douze mois qui ont suivi les élections municipales de 1995, plus de 67 % des villes de plus de 20 000 habitants ayant changé de maires se sont dotées d'un nouveau secrétaire général ». Ces chiffres traduisent une « évidente politisation de la fonction ».

bleu pour réussir

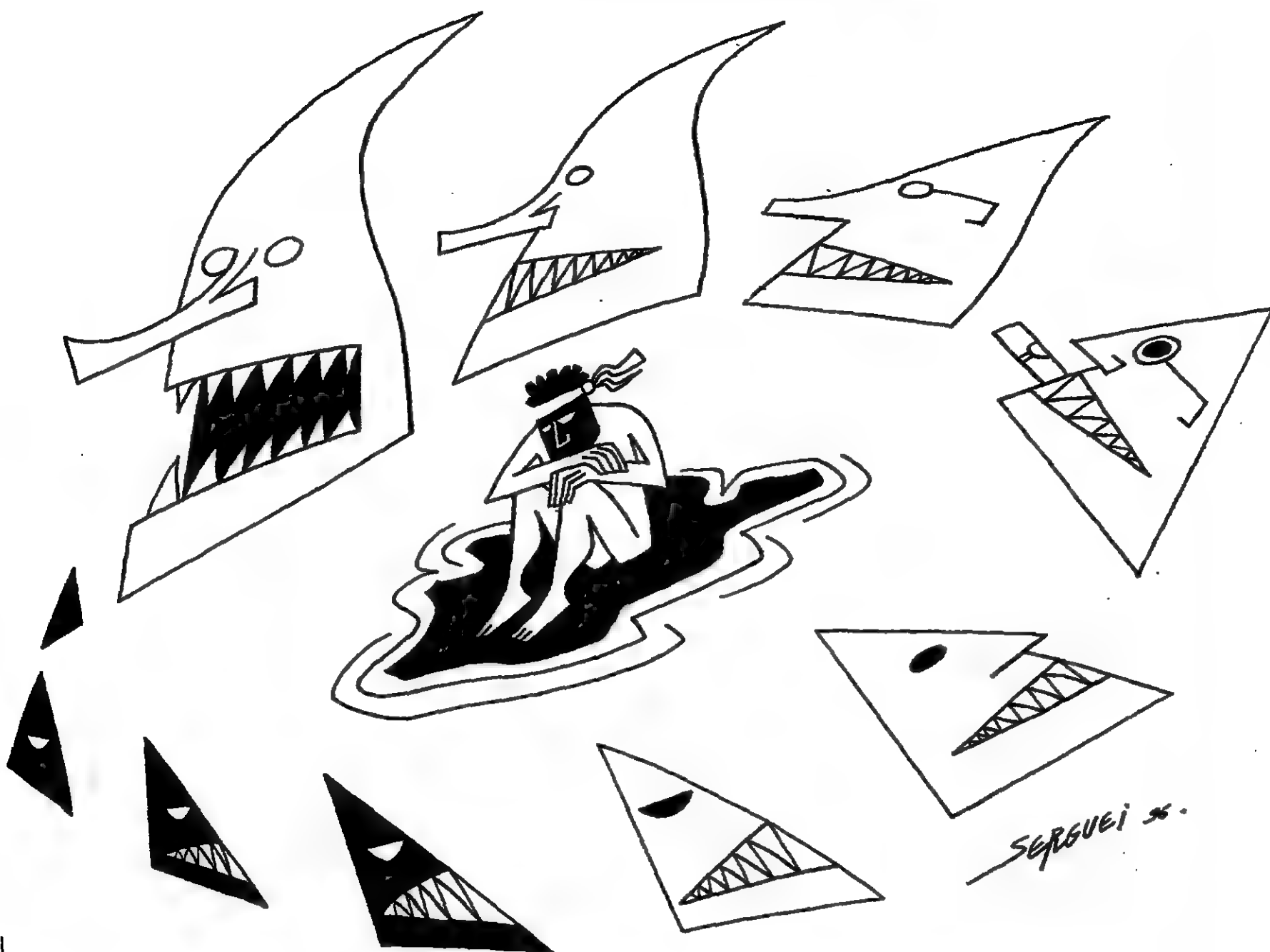
itec

venez chez votre Itec

- Jurisprudence riche et complète.
- Grande sélection de textes complémentaires.
- Nouvelle présentation plus pratique.

HORIZONS

ENQUÊTE



La Corse en mal de justice

Amnistie de fait des poseurs de bombes, enquêtes entravées, procédures « dépayssées », la Corse s'enfoncé chaque jour dans l'Etat de non-droit. La fin de la trêve des attentats, théoriquement fixée au 12 octobre, n'y devrait rien changer

DANS son bureau du tribunal de Bastia, le magistrat tourne en rond. Un dimanche, alors qu'il se promenait sur une plage, il s'est surpris à dialoguer imaginairement avec le garde des sceaux, Jacques Toubon. Lui, l'homme de loi - accessoirement électeur de droite -, s'est senti devenir « un peu fou ». Il était seul et il racontait silencieusement son dégoût, il était même prêt à crier au ministre : « Ici, on peut crever debout, vous vous en foutez. » Dans un village, au petit matin, une femme a regardé partir son fils, entouré de gendarmes. Celui-ci venait de commettre un ou deux plasticages. Les voisins ont entendu la mère s'exclamer : « Et, surtout, que personne n'aille le défendre ! » La rumeur est descendue du village : une mère veut que son fils soit jugé et sanctionné. Une autre femme d'Alajaccio regarde un jeune de la cité des Salines, le quartier défavorisé de la ville. Elle sait que le garçon, engagé dans un groupe nationaliste, a tué. Elle le vérifie à chaque fois qu'elle croise son regard : « Il a quelque chose de brisé, de vidé. » Le jeune homme est en liberté.

Persone, en tout cas pas grand monde, ne croit aux « déclarations de guerre » du premier ministre, Alain Juppé, après l'attentat perpétré contre la mairie de Bordeaux. Dans son bureau du tribunal de Bastia, le magistrat ne décolère pas contre « le coup de menton » d'Alain Juppé. « Quand on connaît l'attitude de l'Etat avec les dirigeants du Canal historique ces dernières années, on croit rêver. » Lors de son arrivée en 1993, Charles Pasqua choisit de changer radicale-

ment d'interlocuteurs. Son prédécesseur, socialiste, Pierre Joxe, avait misé sur les nationalistes plutôt modérés et « modernistes » du FLNC-Canal habituel, prêts à s'engager sur un abandon « progressif » de la lutte armée, persuadés de prendre bientôt leur part d'influence sur le pouvoir politique et économique insulaire après, pour certains, s'être enrichis personnellement.

Charles Pasqua, lui, choisira les autres, réputés les plus extrémistes, rassemblés au sein du Canal historique. On les dit « archaïques », fermement attachés à l'action militaire et à la surenchère nationaliste : les militants forment un mouvement idéologiquement hétérogène où se croisent les sensibilités d'extrême droite et d'extrême gauche. Ils dénoncent le « néo-clan » d'Alain Orsoni et du FLNC-Canal habituel, ils poursuivent les campagnes d'attentats. La structure militaire est prépondérante. Les jeunes RMistes des quartiers pauvres des villes et les derniers à rester dans les villages à l'agonie sont tentés par l'action clandestine, le mythe des aînés, une nouvelle manière d'exister. Charles Pasqua est à l'aise avec François Santoni, un parfait connaisseur des réseaux locaux du RPR, qui parvient à régner sur cette mouvance A Cucicola et des encagoulés du FLNC-Canal historique.

L'avantage pour le nouveau pouvoir de privilégier le Canal historique est aussi d'attiser les divisions, la haine et bientôt une logique de guerre entre les « habituels » et les « historiques », puisque les uns et les autres commencent à s'entre-tuer par dizaines (aucun assassinat « politique » n'a été pour l'instant élucidé). Parallèlement, les nouveaux interlocuteurs de l'Etat, les « po-

listes » d'A Cucicola, qui dénonçaient autrefois ce qu'ils appelaient la logique affairiste du mouvement nationaliste concurrent, ne sont pas loin, eux non plus, de constituer un nouveau clan. Il y a, bien sûr, l'argent du racket, la proximité du Sporting club de Bastia, le contrôle de Bastia sécurité, l'entreprise de transport de fonds bancaires, une « influence » sur d'autres entreprises,

Charles Pasqua et son conseiller aux affaires corses, le fonctionnaire de police Daniel Léandri. A Cucicola, avec sa branche armée, est devenue sur l'île une machine, « sans débat démocratique, exerçant la terreur dans ses propres rangs, disant aujourd'hui les dissidents. Les paumés, on en a fait des soldats capables de dessouder des militants. »

« Le problème, c'est que les négoc-

« Ce qui nous manque, c'est une opération « Mains propres ». En France [NDLR, sur le continent], on a admis l'idée qu'un grand patron ou qu'un ministre soit en prison et jugé. Ici, un conseiller général est intouchable. »

enfin des appétits sur le sud de l'île où le développement touristique continue de prospérer sans problème. La catastrophe de Furiani, la double billetterie et les révélations sur le fonctionnement du Sporting ont été décisives.

Des militants d'A Cucicola ont commencé à s'inquiéter, à dénoncer au sein de leur organisation les dérives qu'ils ne croyaient possibles que dans le camp des frères ennemis du Canal habituel. Certains d'entre eux ont été physiquement éliminés. Robert Sozzi, par exemple, le premier à s'insurger, a été tué grâce à un nouveau concept revendiqué par A Cucicola, la « légitime défense préventive ». Franck Muzzi faisait partie des militants d'A Cucicola qui se sont révoltés contre l'exécution « par le parti » de Robert Sozzi. Il a été, lui aussi, assassiné. Négociant à Paris avec l'Etat - le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, a hérité du système mis en place par

clatons avec les gens du Canal historique ne nous ont pas fait entrer dans un processus de paix, mais dans un processus de peur », dit d'une autre manière le magistrat de Bastia. « L'amnistie de droit était impossible pour ces gens du Canal historique, l'Etat a négocié avec eux une amnistie de fait que, nous, nous vérifions tous les jours dans notre travail. L'amnistie est totale et elle continue ! Et qu'on ne vienne pas dire après l'attentat de Bordeaux que la police a découvert une cache d'armes. C'est une action policière sur des lampistes ! »

UN autre magistrat confesse que, « dans les affaires de meurtre ou d'attentat, cela arrive d'entendre un chef d'enquête gendarme ou policier dire : on est désolé, on est même un peu écoeuré, mais on n'arrivera pas plus loin car, si on poursuit, on touche à X, Y, Z, et là, c'est politique, on ne peut pas ». Un policier confie que ses en-

leurs yeux que la politique de la co-goule, ça paie », explique une ancienne nationaliste. Désormais absente de la vie publique, son siège fermé à Bastia, A Cucicola s'exprime par communiqués. Certains experts du nationalisme corse pensent qu'il n'est pas exclu que le premier cercle des dirigeants du Canal historique ait été débordé par un deuxième cercle, plus radical. « Il est facile de déséquilibrer un Etat. Il suffit d'être cinq bons hommes, entraînés, avec des objectifs bien ciblés », dit un connaisseur. D'autres observateurs restent persuadés que, à l'instar d'Alain Orsoni avec ses négociateurs socialistes, François Santoni et les siens ont été grisés par cette faimeuse « amnistie de fait », voulant plus et plus vite, « allant loin dans la demande d'une part d'influence sur l'île que le RPR n'était pas prêt de lâcher ».

« Avec cet attentat de Bordeaux, ces menaces du Canal historique, on ne doit jamais perdre de vue qu'il existe une corruption liée au système politique traditionnel. Dans quelques régions de Corse, on sait, tout le monde le sait, que des hommes politiques sont des marionnettes d'organisations criminelles autrement plus puissantes et professionnelles que tel ou tel groupe armé nationaliste, explique un magistrat. Les enjeux financiers sont incompréhensibles, et leur puissance pour faire disparaître des preuves aussi, il nous faudrait dix Van Ruymbekes ! » Les magistrats, les policiers, confirment qu'aucune investigation financière sérieuse n'est possible sur l'île. « Dans les années 80, alors que la répression de l'Etat était centrée sur le nationalisme, on a laissé les voyous investir de l'argent. Maintenant, c'est trop tard. Quand j'enquête sur des complexes immobiliers, des bars, des boîtes de nuit, je sais avec quel argent ils ont été acquis, mais je ne peux rien prouver. Aujourd'hui, ces établissements sont bien gérés, la comptabilité est impeccable », raconte un autre juge.

LES services fiscaux corses sont réputés pour ne faire remonter aucune information. L'installation d'une zone franche ne permettra même aucune action préventive. « Les investissements à venir seront tout aussi incontrôlables, tout simplement parce que nous n'en aurons pas les moyens, déclare un juge. Par exemple, ça fait un an qu'une société immobilière a été recapitalisée de dix millions de francs par une société italienne, que je soupçonne d'être liée à la Mafia. Cela fait un an que j'ai saisi un service d'enquête : je n'ai rien. »

Paradoxalement, la Corse, l'une des régions les plus aidées de France par rapport au nombre d'habitants, connaît une situation sociale terrible. On estime qu'un salarié du privé gagne entre 30 % et 50 % de moins que sur le continent. 30 % de la population serait en situation de marginalité. « Il est clair que l'argent public est détourné », soulignent les magistrats. La Caisse de développement de la Corse (Cades) souffre d'un déficit de 165 millions de francs, mais la liste des attributaires des prêts n'a toujours pas été rendue publique. « Ce qui nous manque, c'est une opération « Mains propres », dit un ancien nationaliste. En France [NDLR : sur le continent], on a admis l'idée qu'un grand patron ou qu'un ministre soit en prison et jugé. Ici, un conseiller général est intouchable. »

La dérive criminelle d'une partie des organisations armées clandestines avec la complicité ou la manipulation des clans traditionnels ne rend pas vraiment optimistes ceux qui avaient espéré en la cause nationaliste : « Avec la zone franche, ce sera ça l'avenir : des organisations pseudo-nationalistes aux côtés d'un monde de casinos, de camps de vacances, qui sera d'ailleurs prêt à les éliminer quand elles seront trop gênantes. Pour l'instant, elles sont utiles, ces organisations, elles sèment la confusion, offrent toutes les possibilités de manipulations. D'une certaine manière, elles préservent l'ordre », affirme un ancien nationaliste. Les magistrats ne sont pas loin de penser la même chose. « Ceux qui tirent les ficelles dorment tranquilles », disent-ils, persuadés que le rideau de fumée qui oppose l'Etat à quelques groupes nationalistes masque un jeu d'ombres aux enjeux autrement plus déterminants pour l'avenir de l'île.

Dominique Le Guillaudoux
Dessin : Serguei

مكتبة المصطفى

Framatome : l'ère du mépris et du doute

par Michel Rocard

Nous sommes en train d'assister à une des grandes restructurations industrielles des dix dernières années, avec, dans un premier temps, la fusion projetée de l'entreprise franco-britannique GEC-Alsthom et de Framatome, et, dans un deuxième temps, la redistribution des activités de Thomson dans un ensemble plus vaste. A l'évidence, et quoi qu'on en dise, les deux affaires semblent liées.

En d'autres termes, une telle opération aura fait l'objet d'un large débat public, tant les entreprises concernées sont emblématiques des grandes réussites industrielles françaises. Mais voilà le mois d'août aidant, un silence assourdissant a entouré l'opération, sinon anglo-saxonne admet pour vérité révélée les rares informations et les rares commentaires distillés sur le sujet.

Ayant eu la connaissance, lorsque j'étais premier ministre en 1990, un des épisodes de la singulière saga de Framatome, ayant eu à trancher, après débat public, sur le problème de l'actionnariat de cette entreprise et sur l'équilibre, qui a d'ailleurs été également préservé par M. Balladur en 1994, entre actionnaires publics et privés, je souhaite ouvrir le débat sur une décision de principe, à mon avis mal instruite et qui pose de redoutables problèmes si on élargit la réflexion, au-delà d'un simple arrangement financier, en considérant les enjeux du nucléaire civil en France.

J'observe d'abord que ce sont deux firmes privées, GEC et Alcatel-Alsthom, qui se mettent d'accord, le matin du 30 août, pour engager la fusion de leur filiale commune GEC-Alsthom avec une entreprise publique à 51 %, Framatome. Un communiqué ministériel suit, qui annonce que le gouvernement donne son accord à l'étude du rapprochement. On ne saurait attacher de manière plus symbolique que ce qui est bon pour Alcatel-Alsthom, firme au demeurant prestigieuse et qui est l'un des fleurons industriels du pays - est bon pour la Nation !

Et la presse d'embrayer sur le thème du grand groupe, des synergies industrielles, de l'ouverture internationale, sur le thème du « Enfin, ce n'est pas trop tôt ».

Tous nos lecteurs connaissent ainsi diagnostic et traitement du « grand malade » Framatome ! Mais quelle est la maladie et quel est le problème ? Je cherche et je trouve une entreprise qui a remarquablement réussi dans sa mission de constructeur de centrales nucléaires, qui dégage des résultats au profit de ses actionnaires publics et privés, qui a engagé des diversifications patientes pour se préparer à un futur diffi-

cile du fait du ralentissement des commandes de centrales en France, qui dispose d'un bon réseau international, qui a fait sa percée aux Etats-Unis (le plus grand parc électronucléaire du monde) et en Chine (les plus grands besoins identifiés pour le futur), qui a su nouer une bonne alliance avec l'Allemagne de manière à définir une norme européenne pour les réacteurs du futur et à maintenir un ancrage allemand dans le nucléaire civil, qui a fait son devoir pour préserver une part des activités de Creusot-Loire après l'éclatement de l'empire. C'est donc une entreprise disposant de ressources humaines, techniques, financières, qui lui permettent de préparer son avenir et d'être un acteur industriel majeur.

L'Etat va-t-il enfin cesser de gérer de grandes entreprises publiques par des oukases en privilégiant l'allégeance de leurs dirigeants ?

Je veux bien admettre les termes du débat entre l'« adossement » de cette entreprise, surtout nucléaire, à un groupe plus vaste comme GEC-Alsthom, et, d'autre part, l'autonomie du nucléaire. Ce n'est certes pas un débat manichéen où tout serait blanc d'un côté, noir de l'autre. Pour Framatome, pourquoi la structure d'accueil d'Alcatel-Alsthom, refusée en 1990 parce que je ne voyais pas clairement la stratégie de cette grande entreprise de télécommunications pour le maintien de l'offre nucléaire au-delà de l'an 2000, est-elle aujourd'hui acceptée, alors que cette échéance de l'an 2000, qui correspond à un arrêt temporaire des commandes de centrales, se rapproche ?

Je voudrais être convaincu que les activités d'ingénierie et de fabrication de Framatome, très spécifiques du nucléaire, se combinent harmonieusement avec celles d'un GEC-Alsthom spécialiste reconnu des centrales conventionnelles. Or que le poids revendiqué, après la fusion projetée, par le britannique GEC (à peu près la moitié des intérêts français), ne sera pas un handicap pour le nucléaire français, alors que chacun sait que le nucléaire

civil n'est pas un enjeu pour la Grande-Bretagne, pays qui dispose, contrairement à la France, de ressources pétrolières abondantes.

Sur la méthode, enfin, j'émet quelques doutes. Dans une société avancée comme la nôtre, peut-on admettre qu'une coalition d'actionnaires (ici, publics et privés) dispose avec arrogance d'une entreprise dont on sait que la ressource est comme un « bien national », née d'un grand programme public d'équipement nucléaire du pays ? Peut-on admettre que les hommes et les femmes qui ont fait cette entreprise, avec cet engagement personnel de ceux qui ont su se mobiliser au service d'une grande ambition, soient passés par pertes et profits, et même pas consultés ? Au-delà de cette affaire particulière, toutes les réflexions sur le gouvernement d'entreprise, qui mettent en avant une exigence « démocratique », à la fois visible des actionnaires et du personnel des entreprises, n'auraient-elles pour seul objectif que de modifier le code sur l'abus de biens sociaux ? L'Etat va-t-il enfin cesser de gérer de grandes entreprises publiques par des oukases, en privilégiant l'allégeance de leurs dirigeants qu'on engage dans de mauvais combats extérieurs à leur mission ? Est-ce que l'Etat, qui, dans la fusion projetée, va voir les intérêts publics devenir minoritaires, sans pour autant récupérer quoi que ce soit de la privatisation d'une entreprise très prospère, peut définir une ligne claire dans sa gestion du patrimoine de la Nation ? S'agit-il d'une opération au service de l'emploi, pour protéger le long terme ?

Le nucléaire civil est un grand enjeu pour la France et pour le monde. Ceci doit être rappelé à un moment où la dernière crise autour de l'approvisionnement pétrolier, qui a correspondu à la guerre du Golfe en 1991, a tendance à s'estomper. Par le développement du nucléaire en France, nous avons gagné une relative indépendance par rapport aux turbulences toujours possibles du marché pétrolier : la production d'électricité nucléaire est équivalente en France à la production pétrolière du Koweït. C'est dire que le nucléaire représente une sorte d'assurance contre des crises toujours possibles.

Par ailleurs, depuis la Conférence sur l'environnement et le développement durable de Rio, en 1992, tous les gouvernements de la planète sont convenus de prendre les mesures appropriées pour limiter les émissions de gaz carbonique, essentiellement dues à la combustion des énergies fossiles, de manière à prévenir les

risques d'un changement du climat aux conséquences cataclysmiques lorsqu'il se produira.

Certes, le nucléaire n'est pas la seule réponse au problème posé à Rio, mais c'est déjà une réponse consistante, et la réaffirmation de l'option nucléaire correspond à une sorte d'« éthique de responsabilité » des pays qui, comme la France, ont les moyens techniques et financiers de développer la production nucléaire, dans de bonnes conditions de sûreté.

L'affaire Framatome doit être située dans ce contexte d'une bonne préparation de l'avenir. Et puisque la majorité du capital de cette entreprise, par le hasard de l'histoire, après la faillite de Creusot-Loire, est publique, posons d'abord, avant tout montage répondant à des arguments situés en dehors de la sphère du nucléaire, les conditions nationales et internationales pour un développement « durable », au sens de Rio, du nucléaire civil, en France, en Europe (et tout particulièrement en Allemagne), et dans le monde.

On assiste aujourd'hui, peut-être, à la fin d'une histoire. Celle d'un Etat, qui, à travers de politiques publiques conduites avec continuité, a contribué à construire de belles entreprises, présentes sur la scène mondiale, dans des secteurs aussi divers que le spatial, le nucléaire civil, le paratransport, l'aéronautique, le transport.

Tout d'un coup, on entre dans une période d'états d'âme et de doutes. Le discours politique est en panne de vision à long terme. Une entreprise comme Electricité de France, qui a construit sa puissance sur une telle vision à long terme, est télescopée par le débat sur la dérégulation, selon le cadre fixé par la Commission européenne, et elle borne aujourd'hui son horizon à se mesurer, dans une confrontation incertaine, avec des sociétés de services aux communes, qui sont le « modèle » français de la dérégulation à la mode bruxelloise.

Dans le domaine des grandes politiques publiques, la France a toujours fait preuve d'un certain « messianisme », ce qu'on appelle souvent l'exception française. Que nous ayons besoin d'adapter nos modes de pensées et d'intervention à la nouvelle donne européenne est une évidence qui s'impose. Faut-il pour autant renoncer à ce qui fait notre force, au gré d'un débat de privatisation mal engagé ou d'une « financiarisation » de l'économie qui est le fin mot de toutes les réflexions sur la mondialisation ?

Michel Rocard, ancien premier ministre, est sénateur (PS) des Yvelines.

L'électronique de défense française à l'heure du choix

par Henri Martre

Pour conserver un certain degré d'autonomie, une politique de défense doit pouvoir s'appuyer sur une industrie capable de maîtriser les « technologies de supériorité » : celles qui sont difficiles à acquérir et donnent un avantage significatif sur l'adversaire. Ce furent autrefois l'artillerie, la construction navale, puis, récemment, l'aéronautique et l'espace et, enfin, l'électronique.

Ses applications se sont développées et occupent maintenant une place prépondérante dans les programmes militaires. Elles constituent le système nerveux des forces, qu'il s'agisse des réseaux de détection, de communication et de commandement, ou de l'équipement des vecteurs et des armes. Progressivement, l'évolution scientifique et industrielle rassemble l'ensemble des technologies correspondantes dans un domaine commun, celui des « technologies de l'information », caractérisé par d'énormes capacités de stockage, de traitement, de transmission et de mémorisation des données, grâce en particulier à la numérisation des informations et à l'extrême miniaturisation des composants.

Dans ce domaine, les applications civiles se développent en parallèle avec les applications militaires à un rythme encore plus rapide : réseaux de télécommunication, ordinateurs de conception, de conduite des processus ou de gestion, équipements domestiques... la course au progrès est haletante et déterminante dans la compétition des économies.

Un moment supplanté par les Japonais, les Américains se sont ressaisis. Grâce au saut technologique induit par le programme de la guerre des étoiles et au dynamisme de leur marché civil, ils ont nettement pris la tête dans les technologies de l'information et ont pour politique d'en faire le tremplin de leur hégémonie à la fois militaire et économique. Les Japonais redoublent d'efforts pour gagner une supériorité dans certains secteurs. Les Coréens témoignent d'ambitions significatives.

Dans cette gigantesque compétition, l'Europe a réussi à rester dans la course dans des activités comme les télécommunications, l'électronique professionnelle et grand public, mais elle est distancée dans les composants et l'informatique. Quant à la France, elle est encore au premier rang en Europe grâce à sa politique de développement des hautes technologies et à sa stratégie industrielle.

La situation est néanmoins en train de se dégrader pour des raisons multiples :

- l'assèchement des ressources de recherche et développement, avec la réduction des crédits militaires et la déréglementation des télécommunications civiles, qui ôte à France Télécom son rôle traditionnel de promoteur d'innovation ;
- la stagnation relative du marché intérieur ;
- la segmentation relative entre activités civiles (Alcatel) et activités militaires (Thomson-CSF), héritée des accords Gomez-Péberau ;
- la sévérité de la compétition internationale, attisée par la globalisation des affaires, les ambitions stratégiques et les distorsions de concurrence monétaires et sociales ;
- l'évolution technique, caractérisée par l'effacement des frontières technologiques entre secteurs d'activité, le fort accroissement des coûts d'investissement et l'obsolescence rapide des générations successives.

Le problème de la dimension optimale des entreprises et de leur autonomie se pose donc avec une nouvelle acuité, malgré les concentrations antérieures, et devient une contrainte importante de notre politique de défense. Il y a place pour des entreprises de toutes dimensions, pourvu que leur taille soit adaptée à leur spécialité. Mais seule la très grande entreprise de dimension mondiale est capable de développer une base technologique significative et autonome, de contracter les alliances complémentaires nécessaires sans perte de contrôle, d'en tirer une gamme de produits suffisamment large pour

amortir les coûts fixes et de les distribuer sur l'ensemble des marchés.

Pour assurer son autonomie et contribuer à l'indépendance de la défense européenne, la défense française a donc besoin d'une entreprise électronique multinationale dont le contrôle soit suffisamment assuré et qui réponde aux critères ci-dessus. Cela est d'autant plus nécessaire que des applications de plus en plus nombreuses seront, comme le nucléaire, considérées comme stratégiques et sensibles et ne feront pas l'objet d'échanges internationaux. C'est déjà le cas pour la guerre électronique et la détection sous-marine.

Il n'y a plus place pour deux pôles électroniques majeurs en France. Il faut les fusionner

Compte tenu de l'importance des coûts d'innovation pour développer une base technologique électronique significative, de la difficulté de l'amortir sur une masse de ventes suffisante et d'obtenir des crédits publics, le facteur structurant est la capacité de financement de recherche et développement dans le métier électronique. Dès maintenant, cette capacité dépasse le cadre national et impose une concentration à l'échelle française et une politique d'alliances à l'extérieur, de façon à rassembler des ressources pour l'innovation.

L'enjeu est de rester dans la course par rapport aux Américains, qui ont maintenu leurs crédits de recherche et développement militaires à un niveau très élevé, et par rapport aux Japonais, qui sont en train de doubler leur budget public de recherche.

Compte tenu de la situation française, il est clair que cette concentration doit être :

- significative, car la dimension électronique de Thomson n'est plus suffisante ;
- horizontale, car il s'agit bien d'une dimension dans le métier électronique plus que d'une dimension financière ou commerciale ;
- duale : la synergie entre applications civiles et militaires, et même entre secteurs professionnel et domestique, est de plus en plus importante ; d'autre part, la croissance, nécessaire à toute industrie, ne peut venir que du marché civil.

Dans le paysage industriel français, il n'y a que deux grandes entreprises électroniques sous contrôle national, Alcatel et Thomson, dont le chiffre d'affaires « électronique » dépasse pour chacune 50 milliards de francs. Un certain nombre d'autres, nécessaires pour l'équilibre du tissu industriel, peuvent être qualifiées d'équipementières et de moyennes et se situent à un niveau très largement inférieur. Elles ont leur raison d'être et ont un avenir pourvu qu'elles conduisent une stratégie habile d'adaptation, mais elles ne peuvent prétendre jouer dans la cour des grandes.

Dans une perspective historique, on peut considérer que la logique de concentration est implacable. Les « grands » électroniciens français, qui étaient relativement nombreux après la deuxième guerre mondiale, se sont peu à peu rassemblés, à l'instar de ce qui s'est passé dans la plupart des industries. Cette évolution a été marquée il y a une trentaine d'années par la fusion entre Thomson et CSF, puis par des consolidations autour des deux pôles Thomson et CGE. La compétition planétaire autour du téléphone a conduit ces deux acteurs à une entente stratégique de spécialisation il y a une douzaine d'années. Il est inéluctable maintenant de passer au stade suivant pour constater qu'il n'y a plus place pour deux pôles électroniques majeurs en France et qu'il faut les fusionner.

Henri Martre est président d'honneur d'Aérospatiale et ancien délégué général pour l'armement.

Thomson : une privatisation de trop

par Pierre Grou et François Morin

Les arbitrages touchant à la privatisation de Thomson sont sur le point d'être pris au sommet de l'Etat. On ne peut manquer d'être frappé par l'absence de débats publics (dans l'opinion ou au Parlement) sur les conditions qui entourent cette privatisation, mais aussi, plus essentiellement, sur ses conséquences stratégiques probables pour l'ensemble du tissu industriel français, voire européen.

Un groupe industriel comme Thomson, avec ses trois branches - Thomson-CSF, spécialisé en électronique professionnelle et de défense ; Thomson Multimédia, centré sur l'électronique grand public, et SGS Thomson comme producteur de composants électroniques - est le prototype même de l'acteur-pivot des grandes transformations industrielles de ce siècle qui vont enfanter, dans la douleur certes, le monde économique de demain.

Face aux grands groupes asiatiques, coréens entre autres (Daewoo, Samsung, Hyundai), Thomson est aujourd'hui le seul groupe européen, avec Philips, à tenir le rang européen dans la compétition internationale qui oppose les groupes industriels d'électronique

grand public. Thomson Multimédia détient même aujourd'hui une avance certaine dans la technologie numérique, tout en étant bien placée dans celle des écrans plats.

Or, si l'on comprend bien, les projets industriels des groupes repreneurs français, Matra ou Alcatel, prévoient tous les deux une cession de Thomson Multimédia : cette vente est envisagée avec une forte probabilité dans un cas (Matra), et sans doute avec une moindre probabilité dans l'autre (Alcatel). Ce démembrement se ferait, dit-on, au profit de l'un des groupes coréens (Daewoo). Pour quels motifs ? Des raisons purement internes tenant à la volonté de chacun de ces groupes de recentrer leurs activités.

Ainsi la privatisation qui nous est proposée aboutirait à casser un outil industriel resté jusqu'à présent très cohérent. Même si Thomson Multimédia est aujourd'hui endetté et faiblement capitalisé, sa force concurrentielle est très directement liée à la synergie qui a été créée entre les diverses branches du groupe et à la vision stratégique de long terme qui a pu être forgée, en partie grâce aux capitaux publics.

Faut-il alors vraiment privatiser cet outil exceptionnel ? Le casser

technologiquement ? Le vendre partiellement à des capitaux étrangers ? Le dissoudre dans des groupes ayant des logiques totalement différentes ? Tout cela au nom - évidemment - d'une bonne logique libérale. Ou sans doute, plus prosaïquement, pour renflouer les caisses de l'Etat. Peut-on croire sérieusement que cette privatisation soit absolument nécessaire ?

Le doute se renforce lorsque l'on examine de plus près la méthode de privatisation retenue : un appel d'offres ouvert à deux groupes français, et à ces deux groupes seulement. Il s'agit de faire de l'un de ces deux groupes un « actionnaire de référence », ayant donc les moyens d'un contrôle total de l'activité du groupe privatisé. On est loin de la privatisation avec appel à l'actionnariat populaire et constitution d'un nouveau dur. Cette dernière méthode, critiquable en bien des points, aboutissait cependant à une stabilité de la direction en place et à la préservation de l'identité du groupe en raison, notamment, de l'actionnariat bouclé du noyau dur.

La méthode retenue ici est bien différente. Elle vise à changer d'actionnaire de référence, et

donc à détruire l'identité originelle du groupe. Devenu sous-groupe d'un groupe plus large, Thomson ne serait plus qu'une pièce parmi d'autres dans un échiquier plus vaste. Pis, ses filiales et sous-filiales sont destinées naturellement à être « restructurées », c'est-à-dire vendues, ou apportées à d'autres actifs du groupe. Bref, c'est la mort programmée d'un acteur économique qui avait su, jusqu'à présent, conserver une identité patrimoniale, une ligne stratégique de développement à part entière, et une place respectée face à ses concurrents internationaux.

L'ouverture internationale aurait pu passer par la conclusion d'alliances stratégiques, par joint-venture, par exemple, sans privatiser pour autant la totalité du groupe. A la limite, et pour renforcer Poulit, une ouverture limitée du capital aurait pu être proposée. Mais est-ce encore envisageable ?

Pierre Grou est professeur à l'université Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines. François Morin est professeur à l'université Toulouse-L.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldon, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Frenay
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fournier, Jean-Yves Lemaire, Robert Solé
Rédacteur en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Cans, Pierre Georges, Laurent Gribouss, Michel Tesson, Bertrand Le Goff
Directeur artistique : Dominique Boyette
Rédacteur en chef technique : Eric Adam
Secrétaire général de la rédaction : Alain Tourment
Directeur technique : Eric Vialon ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Buis ; directeur des relations internationales : David Verret
Médiateur : André Lantier
Conseil de surveillance : Alain Buis, président ; Gérard Courlet, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1982), Jacques Fauriol (1982-1985), André Lantier (1985-1991), Jacques Lecaillon (1991-1996)
Le Monde est fondé par la SA LE MONDE
Durée de la société : 100 ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Miro Press, Le Monde Prévisions
Siège social : 21, rue Claude-Bernard - 75006 PARIS CEDEX 12
Tél. : (01) 47-37-38-39. Télécopieur : (01) 47-37-38-39. Fax : 47-37-38-39

Une papauté devenue surhumaine

Suite de la première page

Ainsi, à deux reprises en moins d'un mois, le pape a-t-il spectaculairement retourné l'opinion. En septembre, le succès imprévu de sa visite en France était déjà apparu comme une embellie dans un pontificat contesté et déclinant. Le pape ne cesse de s'en féliciter et l'observateur romain remplit des colonnes à ce sujet. Aujourd'hui, c'est de la rumeur insidieuse qu'il a triomphé. Amplifié par la « valeur éditoriale de la souffrance » (Vittorio Messori), le culte de sa personnalité – il est décrit comme « le grand homme du vingtième siècle » ou le « dernier leader moral de l'humanité » – risque d'attirer des sombres inégalités depuis le XII^e siècle, de son vivant. La presse italienne s'est même interrogée gravement sur le sort des 5 centimètres d'appendice coupés, dont certains voudraient déjà faire une relique.

Jean Paul II a trop bien connu les pièges des régimes totalitaires pour laisser se développer un quelconque phénomène d'idolâtrie. Néanmoins, l'actuelle euphorie ne dispense pas d'une réflexion sur l'avenir. Son entourage et son équipe médicale rappellent que l'hospitalisation du pape, âgé de soixante-seize ans, n'était pas une cure de jouvence. S'il est vrai qu'il n'a pas de cancer, plus personne ne dément qu'il soit atteint d'une maladie neurodégénérative grave (Parkinson). Les médecins affirment même que, s'il a une robuste constitution, il devra se ménager pour poursuivre sa mission. Mais l'en persuader, convient l'un d'entre eux, « sera une tâche bien plus difficile que de l'opérer de l'appendice ».

Dans quelques jours, il recevra, pour la première fois, Fidel Castro, qui l'invitera à Cuba. Il compte se rendre avant Noël à Sarajevo, ville dont il fait le symbole, depuis 1914, de tous les maux du siècle. Quatre autres voyages sont programmés pour 1997 : à Prague, en Pologne, à Paris et au Brésil. Sans oublier la visite qu'il doit faire à Beyrouth, pour présenter les conclusions du synode des évêques du Liban. Nouvel Herculé, Karol Wojtyła entend s'engager enfin dans les travaux préparatoires au jubilé de l'an 2000, qui va devenir la grande affaire de son pontificat.

Sera-t-il physiquement apte à tenir un tel agenda ? A répondre aux urgences imposées par la conception universelle de sa mission qu'il défend depuis dix-huit ans ? La papauté n'est pas une fonction à mi-temps et la Curie romaine a déjà tracé une ligne de défense.

Elle rappelle que Roosevelt a gouverné les États-Unis de son fauteuil roulant et dans une situation internationale autrement critique. Dans la République, le cardinal Castillo Lara répond à Marco Pannella : « Le ministère du pape n'exige pas qu'il prenne chaque jour des décisions importantes. Il n'y a que deux domaines où il ne peut pas déléguer : les nominations d'évêques et les questions de foi ».

Les circonstances n'ont jamais été

aussi favorables pour réfléchir à la surcharge de sa fonction, voire à la réforme d'une papauté devenue « it-tanque » (Giancarlo Zinola, dans la revue *Actualité religieuse* d'octobre 1996).

Même tempérée par une décentralisation qui, sous le nom de « collégialité », a beaucoup progressé depuis Vatican II (1962-1965), le système monarchique qui gouverne l'Eglise catholique (un milliard de fidèles) conduit à une paralysie, désormais déplorée à haute voix – c'est une nouveauté – par des membres éminents de la hiérarchie. Après le scandale provoqué par l'évêque écossais qui a « plaqué » son diocèse, avec femme et enfant, pour une autre maîtresse, l'archevêque de Westminster (Londres), le cardinal Hume, vient de dire tout haut ce que pensent tout bas un nombre croissant de ses confrères : « Le célibat des prêtres n'est pas une loi divine, mais une loi de l'Eglise qui nous fait perdre d'excellents éléments ».

L'humanité est forte pour sauter en Jean Paul II l'homme qui a contribué à la déstabilisation du communisme, qui a redonné au catholicisme son identité et son autorité, qui a scellé des liens irrévocables avec les autres confessions chrétiennes et non chrétiennes – on fêtera bientôt le dixième anniversaire de la rencontre d'Assise – et ouvert, par ses multiples voyages, des perspectives missionnaires à un christianisme essouffé. Mais les langues se délient aussi pour déplorer les blocages de l'institution, l'exercice de centralisme, le poids de la Curie, les pannes du dialogue œcuménique (un accord avec les liturgistes vient encore d'être repoussé d'un an), la crise des vocations, l'entente difficile avec la culture moderne et la société sécularisée.

DÉBALLAGE OU DÉBAT ?

Quelques « témoins » de l'Eglise viennent de crier danger, comme le cardinal Bernardini, de Chicago (condamné par un cancer) ou le cardinal Arns, de Sao Paulo, figure légendaire de l'Eglise latino-américaine, dont le Vatican a découpé le diocèse pour réduire l'influence, aujourd'hui démissionnaire. Un ancien président de l'épiscopat américain, Mgr John Quinn, vient de publier un mémorandum pour une réforme de la Curie romaine et de la papauté. Il y souhaite un nouveau concile à l'aube du troisième millénaire, en vue d'assumer l'« unité » et une plus grande « efficacité ». Le pape a certes convoqué pour la fin du siècle des synodes continentaux d'évêques, mais chacun connaît les limites de ce type de concertation où Rome a toujours le dernier mot.

Déballage ou débat ? Il faudrait être sourd pour ne pas s'interroger sur le devenir d'une Eglise qui désertera et contestera nombre de fidèles dans ses fiefs d'Europe ou d'Amérique, qui est concurrencée dans le tiers-monde par la prolifération des sectes et des synchrismes, qui demeure la religion de l'étranger dans l'océan des sagesse asiatiques et peine à décoller en Afrique. Le catholicisme ne peut plus éviter de s'interroger sur la tâche du pape, devenue surhumaine, sur sa place dans le monde, ses modes de présence et de gouvernement.

Henri Tincq

RECTIFICATIFS

LA RÉUNION

Contrairement à ce que nous indiquions dans *Le Monde* du 8 octobre, Paul Vergès, sénateur et président du Parti communiste réunionnais, n'a pas été mis en cause par la cellule offensive qui aurait été créée par l'ancien préfet de la Réunion, Jacques Dewatre, afin de coordonner les moyens de lutte anticorruption. Il n'a pas non plus été poursuivi par la justice. C'est son fils Pierre qui aurait été visé par les activités de cette cellule. Condamné à dix mois de prison et cinq ans de privation de

droits civiques et civils par le tribunal correctionnel de Saint-Pierre pour une affaire d'attribution de marché, Pierre Vergès est entré en clandestinité le 3 avril 1993.

BELGIQUE

Nous avons présenté par erreur, dans *Le Monde* du 12 octobre, l'université catholique de Louvain comme « celle des francophones de Bruxelles ». La principale université francophone à Bruxelles est l'université libre de Bruxelles, nous précise Pascal Delwit, vice-président de son conseil d'administration.

Le Monde

ÉDITORIAL

Justice et lynchage en Belgique

La Belgique, depuis deux mois, vit un psychodrame. La découverte au mois d'août des crimes abominables commis par un réseau de pédophilie organisé a déclenché, dans tout le pays, une vague d'indignation immense. Comment cela a-t-il pu se passer dans un pays réputé civilisé ? Qui sont les responsables ? Que font la police, la justice, le gouvernement pour protéger les citoyens, et singulièrement les plus faibles d'entre eux, les enfants, d'agissements criminels inouïs ? A ces questions légitimes le pouvoir judiciaire comme politique, n'avait jusqu'à pas sa réponse, ou trop tard.

An fil des jours se révélait un appareil judiciaire déficient, désinvolte avec les familles des victimes et miné par la guerre des polices et des conflits de juridiction. Les gouvernants, au cœur de l'été, ne prenaient pas la mesure de l'émotion qui s'était emparée du pays et le premier ministre, Jean-Luc Dehaene, ne jouait pas utile d'interrompre ses vacances en Sardaigne pour venir apporter son réconfort aux familles endeuillées. Comment s'étonner alors que se développent dans le public des sentiments poussant à une justice expéditive, incitant à passer outre les normes d'un Etat de droit au nom

de la monstruosité des crimes imputés aux deux suspects, Marc Dutroux et Jean-Michel Nihoul ?

C'est dans ce contexte qu'il convient de saluer l'arrêt de la Cour de cassation, la juridiction suprême du pays. Elle vient de dessaisir le juge Jean-Marc Commette, excellent magistrat, mais qui, en cours d'enquête, avait en le tort de participer à un dîner avec certaines des victimes du réseau. La décision de la Cour rappelle ainsi, car il en était besoin, que la Belgique reste un Etat de droit, et n'est pas devenue une sorte de Far West de l'époque pionnière où le lynchage précédait le procès. Ainsi ignobles soient les crimes des accusés, ils ont droit à un procès équitable, à des avocats autorisés à faire usage

de la procédure dans l'intérêt de leur client, à des juges non soupçonnables de partialité.

Cette affaire est révélatrice également des faiblesses de la classe politique belge dans son ensemble, à la notable exception de quelques personnalités du Royaume, qui sont malheureusement trop souvent éloignées des centres de décision.

Ces derniers avaient simplement rappelé les règles élémentaires de l'Etat de droit, alors que nombre de leurs collègues, soucieux de « coller » aux sentiments populaires, faisaient de la surenchère démagogique, oubliant que le rôle d'un homme politique ne se limite pas à épouser les passions des foules. Ce qui vaut pour l'affaire Dutroux convient également pour le lancement d'un débat communautaire, où l'on escompte, au nord comme au sud du pays, des bénéfices électoraux de la flatterie des passions électorales.

On aurait tort de ne voir dans ce drame belge qu'une péripétie provinciale de plus dans un pays qui est si proche de la France par la langue, la culture et un système judiciaire hérité de l'époque napoléonienne. Toute entorse au droit officiellement sanctionnée en Belgique serait une mauvaise chose pour la France et pour l'Europe.

Les gens par Kerleroux



DANS LA PRESSE

LIBÉRATION

Serge July

On peut être droit dans ses bottes, et à côté de ses pompes. Le gouvernement Juppé en donne une nouvelle démonstration avec l'annonce de la suppression de l'abattement fiscal de 30 % dont bénéficient les journalistes. La mesure est logique dans son inspiration mais aveugle dans son application et, à ce titre, terriblement pénalisante. Sans compensation pour les entreprises de presse, et elles seules, cette décision mettra tout simplement, une nouvelle fois, les journaux en péril. D'ailleurs, la compensation est un mécanisme que les députés connaissent bien : lorsque le gouvernement a décidé que ceux-ci paieraient désormais des impôts comme tout le monde, il leur a été accordé des frais supplémentaires, en principe destinés à leur secretariat. Messieurs les députés savent très bien ce qu'il en est : ceci compense cela.

THE NEW YORK TIMES

La querelle nationale entre la Hongrie et la Roumanie est typique de ces conflits ethniques qui ont émergé en Europe centrale après la chute du communisme. Rarement violentes, ces batailles étaient le fruit de haines anciennes produites par l'histoire. Aujourd'hui ces deux nations ont signé un traité qui pourrait aider à mettre fin à cette guerre. Le soutien accordé dans chacun des deux pays à ce traité traduit un renouveau bienvenu à ces oppositions ethniques. Alors que les politiciens racistes gagnent

de l'influence dans les pays d'Europe occidentale, s'en prendre à des minorités ethniques n'est plus un moyen pour gagner des voix en Hongrie et en Roumanie (...). Ces deux pays doivent cependant maintenant mettre en application ce traité dans un climat de confiance renouvelé et étendre leur esprit de tolérance à d'autres minorités opprimées, comme les Tsiganes. Il finira aussi que l'Europe occidentale, menacée d'une inquiétante montée du nationalisme, s'inspire de l'exemple des Hongrois et des Roumains.

EUROPE 1

La question européenne a été omniprésente à Gardanne. Elle l'a été à son déclin. Bernard Kouchner a stoïquement défendu la logique de l'Union européenne. Pour beaucoup d'électeurs de cette circonscription sinistrée, cela a accentué son image de candidat venu de loin et appartenant à un autre univers. Dans les Bouches-du-Rhône, l'Europe est vécue comme une contrainte et non comme une chance. Elle n'est jugée viable que des candidats qui, sur ce sujet, ont rivalisé de démagogie, faisant attribuer à l'Europe les effets de la mondialisation et présentant Bruxelles comme une sorte de Grand Satan satanique. La monnaie européenne sera inévitablement au centre de la campagne législative générale, puisque son étape décisive coïncidera exactement avec l'évolution des familles politiques à son sujet n'est pas très encourageante.

Seconds rôles

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

SI J'ÉTAIS éditeur, et si je croyais aux bilans d'anniversaires, je commanderais en vitesse, pour paraître avant fin 2000, une collection de biographies sur le thème « Le vingtième siècle des seconds rôles ». Je confierais la série, par exemple, à Jean-Paul Enthoven, qui vient d'écrire des pages somptueuses d'intelligence et de chance autour de certains écrivains injustement classés « du second rang », tels Balzac, Diderot ou Gide, *Les Enfants de Saturne* (Grasset), un des grands essais de la rentrée, avec le *Signé Malraux* de Jean-François Lyotard (Grasset).

Attention : rien ne devrait apparaître cet inventaire à une opération de rattrapage, de révision posthume. L'histoire ne sert qu'accidentellement à juger en appel les aveuglements des contemporains. Même si la notoriété se fabrique plus artificiellement que jamais, ne pas en bénéficier selon son mérite n'a rien d'une malchance que la postérité se devienne de réparer. C'est ainsi : il y a des créateurs-phares ou d'habiles à capteurs de lumière, et d'autres que l'époque place en retrait, ou qui s'y placent.

Autre écueil : suggérer que les vedettes ont usurpé leur éclat, qu'elles n'auraient pas existé sans les soutiens de l'ombre. Sans X, pas d'Y, etc. Ouvrir à d'autres la route du nouveau et du succès n'est pas affaire d'avance sur son temps ou de modestie. Il peut avoir manqué au précurseur le presen-

rien de plus qui assure au message repris par un artiste plus accompli l'audience et la reconnaissance nécessaires, sinon suffisantes, pour laisser une trace durable. C'est un fait, parfois irritant mais « bon ! » au sens moderne de « qu'est-ce qu'on y peut ! », que le mérite des exploits soit enlevé à leur auteur véritable au profit de qui les raconte mieux. Lors des maux de Malraux vers la reine de Saba, l'aventurier intrépide était moins l'auteur de l'Esprit, il l'a admis, que son pilote, dont le grand public ignore le nom : Cornélius Molinier. L'invention qui aura dominé le siècle, l'automobile, se voit plus facilement passée de l'illustrissime Fiat qui de l'ingénieur Grégoire, connu des seuls spécialistes.

C'est dans les performances de l'esprit que les vrais mérites se découvrent le moins. Il y a d'abord les « seconds rôles » de profession, initiés par leur tempérament. Leur rôle dépasse l'homme que leur rendent les disciples groupés en pinnacles, avec la condescendance des artistes de variétés présentant leur cher pianiste juste avant de clore leur tour de chant. Parmi les « accompagnateurs » des grands témoins du siècle, il y eut Lucien Hen, le moine-bibliothécaire de la rue d'Ulm au début du siècle ; Grothuyen, l'éveilleur des écrivains NRF à la philosophie politique ; Balzac Parin, le maître des mêmes auteurs en matière de langage ; Althusser, le gourou des années Marx

au Quartier latin. Jean Grenier savait plus de philosophie que son élève Camus, bientôt Nobel. Maurice Sachs a vécu plus follement les maux de l'entre-deux-guerres que Cocteau en personne. Des deux camarades Nizan et Sartre, le premier aura été le plus authentiquement révolutionnaire, et le plus honnêtement floaté.

Chacun des « seconds rôles » de la collection pourrait être présenté par un parrain, comme naguère les « Tableaux » de littérature conçus par Gallimard. Des experts fouisseurs du second rayon rendraient justice à un génie méconnu de leur choix. Le cinéaste Jean-Luc Godard est un bel exemple d'enthousiasme. Il a su dénicher des auteurs négligés et leur assurer une survie certaine par des interviews inopinées ou des lectures sur fond de bisbille amoureuse et de balnéaire qui retentit. Grâce à ses films des années 60-70, on garde en mémoire des propos de Balzac Parin, des pages d'Elie Faure, qui n'auraient pas survécu autrement.

Parmi les auteurs demeurés dans l'ombre – ce qui ne veut pas dire au second plan –, il y aurait Tardieu et Vitrac, annonciateurs de Jounco ; Pierre Herbert et Pascal Pia, érudits facétieux qui ont compté dans la vie et l'œuvre de Gide, de Malraux, de Camus ; Roger Stéphane, qui a illustré un talent presque perdu, en nos temps de suffisance ; celui d'admirer.

Encore une fois, l'entreprise ne serait pas de réhabilitation ge-

garde – justice pour les petits, les obscurs –, mais d'explication. La généalogie des idées s'en trouverait éclairée, ainsi que la maturation des styles, les mécanismes de la gloire, l'air du temps. Le domaine le plus ingrat à explorer serait celui des filiations de pensées. Le siècle a embrouillé les réputations en majorant le travail sur les concepts selon que ce travail s'accompagnait d'œuvres romanesques, théâtrales, ou d'engagements spectaculaires. Si Sartre a été crédité de plus d'importance qu'Aron, c'est que le philosophe de l'Être et le Néant se doublait d'un artiste pour le moins foisonnant.

L'essor de l'audiovisuel a imposé un critère de notoriété plus frivole : la prime à qui « passe bien » à l'antenne, ou qui s'est lié à telle chaîne, et dont le visage devient forcément familier au public. Autre atout maître, dernière recette en date pour monopoliser les premiers rôles et prendre des options sur une possible survie : s'être fourvoyé dans le nazisme, le stalinisme ou le machisme. Avoir échappé à ces grandes aberrations idéologiques du siècle offre moins de chances, à la loterie de la postérité, que d'y avoir cédé, sans s'en expliquer.

La définition de l'intellectuel, remise périodiquement en débat par le milieu concerné, pourrait bien être tout simplement : quelqu'un qui s'est beaucoup trompé et qui bat sa coulpe sur la poitrine du voisin.

مكتبة النخيل

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 16 OCTOBRE 1996

TRANSPORT FERROVIAIRE. Heinz Dürr, président de la Deutsche Bahn - les chemins de fer allemands - appelle de ses vœux la concurrence. Elle s'est déjà ouverte sur son marché

domestique, avec la création de sociétés privées de fret et de services régionaux. Il la verrait d'un bon œil s'instaurer sur certaines liaisons internationales. ● LA RÉFORME du

transport ferroviaire a permis, outre Rhin, d'augmenter la productivité des chemins de fer et de retrouver les bénéfices. Heinz Dürr estime que, dans quelques années, la Deutsche Bahn

pourra se passer de l'aide de l'Etat. ● L'ÉCLATEMENT de l'entreprise en plusieurs sociétés, l'une chargée de l'infrastructure et les autres chargées du trafic, n'est plus à l'ordre du jour,

contrairement au projet français présenté en conseil des ministres le 16 octobre. Heinz Dürr souhaite le maintien d'une holding de tête, pour garder la cohérence de l'ensemble.

Le train à grande vitesse allemand doit arriver jusqu'à Paris

Dans un entretien au « Monde », Heinz Dürr, président du directoire de la Deutsche Bahn, dresse le bilan de la réforme des chemins de fer allemands. Il estime que la concurrence, nationale et internationale, augmentera le nombre des voyageurs



HEINZ DÜRR

HEINZ DÜRR préside aux destinées de la Deutsche Bahn, la compagnie ferroviaire allemande issue de la fusion des deux sociétés des ex-Allemagnes de l'Ouest et de l'Est, depuis sa création le 1^{er} janvier 1994. Originaire du secteur privé - il a dirigé le groupe d'électronique et d'électromécanique AEG de 1980 à 1990 -, Heinz Dürr a joué un rôle central dans la révolution ferroviaire.

« Trois ans après le démarrage de la réforme des chemins de fer allemands, quel est votre bilan ? » Notre trafic passagers a augmenté de 10 % au cours des trois dernières années. Mon objectif est qu'il progresse encore de 10 % au cours des trois suivantes. En matière de fret, la situation économique continue de nous pénaliser. Nous avons perdu 5,1 % de trafic au cours des six premiers mois de l'année. Mais nous avons enregistré une augmentation de 6,5 % en tra-

fic combiné. Nous subissons de plein fouet la très forte concurrence du transport routier. Contrairement à nous, par exemple, les camions étrangers ne paient pas de taxes d'utilisation de l'infrastructure.

Sur le plan financier, nous avons dégagé des bénéfices en 1995 pour la seconde année consécutive, avec un résultat net avant impôts de 553 millions de deutschemarks (1,8 milliard de francs). La priorité politique accordée au chemin de fer nous a fourni une perspective nouvelle.

Comment parviendrez-vous à faire monter davantage de personnes dans les trains ?

Toutes les entreprises ferroviaires européennes se voient confrontées aux mêmes problèmes. Les clients ne sont pas satisfaits de nos prestations. Nous devons donc leur consacrer tous nos efforts. Nos employés sont progressivement sensibilisés au service qu'ils fournissent et nous avons engagé un programme de modernisation de notre matériel roulant et de nos gares. Un effort considérable va ainsi être entrepris dans nos 6 000 gares. Au total, nous allons investir 25 milliards de marks sur sept ans. Dans les 250 principales gares, nous allons créer des filiales, dans lesquelles des partenaires privés détiendront la majorité du capital.

Allez-vous faire un effort d'investissement particulier pour la grande vitesse ?

La grande vitesse n'a jamais été notre seule priorité. Le trafic régional représente 50 % de notre activi-

té alors que le trafic des grandes lignes n'en représente que le quart. Avec une répartition des centres économiques sur l'ensemble du territoire, la géographie allemande ne milite pas en faveur d'un réseau à grande vitesse en étoile, mais en faveur d'un réseau intégré. Pour le passager des grandes lignes, seul compte le temps de parcours. Nous avons donc construit 427 kilomètres de lignes à grande vitesse, là où c'était utile, par exemple entre Hanovre et Würzburg, et entre Mannheim et Stuttgart. Grâce à des lignes à grande vitesse supplémentaires, nous allons pouvoir gagner une heure entre Hanovre et Berlin en 1997, et en 2000, relier Cologne et Francfort en une heure seulement. Pour les liaisons internationales, la technologie pendulaire fera l'objet d'une mise en œuvre renforcée qui permettra aussi de réduire le temps de trajet.

Parallèlement à ces programmes d'investissements, vous cherchez aussi à réduire vos coûts d'exploitation.

Oui, car il s'agit de deux choses différentes. Nous devons investir pour l'avenir, mais nous devons en même temps réduire nos charges courantes si nous voulons être compétitifs par rapport aux autres modes de transport. En trois ans, notre productivité par salarié a aug-

menté de 50 %. Nous avons réduit nos effectifs de 372 000 début 1994 à 290 000 aujourd'hui. Mon objectif est désormais de concentrer nos efforts sur le meilleur remplissage de nos trains et sur une réduction de 30 % de leurs coûts d'exploitation.

La concurrence est ouverte sur le réseau allemand. Quelles en sont les conséquences ?

Nous avons besoin de concurrence pour attirer plus de trafic sur le rail. Pour le moment, quelques concurrents seulement ont pris pied dans le trafic régional et le fret. Il leur faut encore recevoir l'agrément de l'Office fédéral du chemin de fer. Ils auront en outre à investir des sommes considérables dans le matériel roulant. Je ne suis pas mécontent de la lenteur de cette montée en puissance. Un concurrent qui se présenterait sans les obligations sociales que la Deutsche Bahn a vis-à-vis de son personnel et sans charges héritées du passé nous poserait certainement quelques problèmes.

Vous créez aussi une concurrence interne, par exemple avec le Metropolitain, entre Cologne et Hambourg.

L'année prochaine, le Metropolitain reliera directement ces deux villes, avec un seul arrêt intermédiaire dans la région de la Ruhr.

Cette filiale nous permettra d'une part de nous affranchir de la pression politique qui nous oblige à desservir certaines villes. D'autre part, nos homologues seront motivés lorsqu'ils se verront confrontés à une nouvelle société et aux exigences qui en résultent.

Dans le domaine du fret également, nous avons créé des filiales plus flexibles, par exemple en commun avec la néerlandaise NS Cargo et l'américain CSX. Cette société, qui porte le nom de NDK, fera circuler des navettes à partir des ports maritimes européens à destination, par exemple, de Munich et de Milan.

Comment réagirez-vous à l'arrivée d'un concurrent étranger ?

En matière de concurrence étrangère, la réciprocité est quelque chose de normal. Cela dit, je suis tout à fait favorable à une concurrence des offres de services en trafic international. Pour la future ligne à grande vitesse entre Paris et Cologne-Francfort, via Bruxelles, je pourrais tout à fait imaginer qu'il y ait plusieurs offres, par exemple une offre française et une allemande, entre lesquelles les clients pourraient choisir en fonction du niveau de service qu'ils souhaitent. C'est préférable à une offre de services unique, comme c'est le cas

pour l'Eurostar, entre Londres et Paris, ou le Thalys, entre Bruxelles et Paris. Pour le dire clairement, je souhaiterais que l'ICE, le TGV allemand, aille jusqu'à Paris, et que le TGV français aille à Berlin ou à Francfort. Avec l'ICE de la troisième génération, ce sera techniquement possible à partir de l'an 2000.

La réforme ferroviaire prévoit trois sociétés distinctes (transport de voyageurs, fret et infrastructure), cofinancées par une holding. Quand celle-ci va-t-elle disparaître ?

La loi ne donne aucune consigne à ce sujet, mais je pense que la holding doit subsister. Le transport ferroviaire et l'infrastructure sont étroitement imbriqués et il est plus efficace de maintenir un lien et des synergies entre les deux. Contrairement aux apparences, la solution française, avec la création de deux sociétés distinctes et indépendantes, n'est pas si différente de la solution allemande. Elle préserve la coopération entre les deux sociétés puisque la SNCF restera, si j'ai bien compris, responsable de la maintenance et de l'exploitation, pour le compte du second établissement.

Le chemin de fer est-il condamné à rester une activité largement subventionnée par l'Etat ?

Non. Lorsque l'administration fédérale aura épuisé la dette héritée du passé et que le programme d'investissement, largement consacré à la remise à niveau du réseau ferré de l'est de l'Allemagne, sera parvenu à son terme, nous devrons nous débrouiller sans l'Etat, et nous y parviendrons. Seul le trafic régional, que les Etats fédéraux commandent chez nous ou chez d'autres transporteurs, continuera à avoir besoin de fonds publics pour remplir des missions non marchandes. Le modèle japonais constitue ma référence : c'est un système parfait, dans lequel le train est ponctuel et efficace et ne coûte pas un yen à l'Etat.

Propos recueillis par
Christophe Jakubyszyn

Une réforme d'un coût colossal

POUR METTRE FIN au déclin du rail, les autorités allemandes n'ont pas pris de demi-mesure. Tirant un trait sur le passé, elles ont débarrassé la Deutsche Bahn AG de la totalité de la dette des deux compagnies ferroviaires des anciennes RFA et RDA, auxquelles elle avait succédé le 1^{er} janvier 1994, soit 67 milliards de deutschemarks (227 milliards de francs), à comparer aux 125 milliards de francs d'allègement de dette consentis par le gouvernement français à la SNCF.

Le gouvernement fédéral a, d'autre part, déchargé la Deutsche Bahn des 220 000 fonctionnaires des chemins de fer en créant une structure ad hoc chargée de les payer et d'honorer l'ensemble de leurs droits spécifiques (retraites), et de les mettre à disposition de la nouvelle société ferroviaire de droit privé au prix du marché. Enfin, l'Etat et la Deutsche Bahn se sont engagés pour les cinq prochaines années sur un colossal

programme d'investissement. Cinquante et un milliards de deutschemarks seront consacrés aux infrastructures (173 milliards de francs), dont la moitié grâce à un prêt à taux zéro sur 25 à 40 ans consenti par le gouvernement à la Deutsche Bahn. Vingt-six milliards de deutschemarks seront consacrés, avec les ressources propres de la société ferroviaire, à de nouveaux trains, de nouvelles gares et de nouveaux services.

L'effort budgétaire total de l'Etat, qui a décidé de faire du ferroviaire l'une des priorités nationales, est évalué à 25 milliards de deutschemarks par an sur les sept prochaines années. « A l'issue de la réforme en cours, nous n'aurons plus besoin de l'aide de l'Etat », promet Heinz Dürr.

C. J.

La gestion des entreprises de service public en Europe se rapproche de celle du secteur privé

A L'HEURE où les syndicats remobilisent les agents des services publics, Yannick Moreau s'apprête à publier un ouvrage consacré aux « entreprises de service public européennes et relations sociales » (Editions Aspe), dont les leçons méritent d'être méditées. Aujourd'hui conseiller d'Etat, elle fut, directeur général adjoint de la SNCF chargée des relations sociales, de janvier 1992 à l'automne 1994 et présidente de la commission sociale du Centre européen des entreprises publiques (CEEP).

Après avoir minutieusement décrit la situation de cinq secteurs d'activité (chemins de fer, transport aérien, électricité, postes et télécommunications) puis de six pays (Allemagne, Suède, Grande-Bretagne, Espagne, Italie et France), Yannick Moreau analyse les convergences et les divergences entre les différentes situations.

L'abandon du statut d'administration est général et de nombreux opérateurs sont transformés en sociétés anonymes. Mais la privatisation n'apparaît pas toujours comme la meilleure solution : celle des postes britanniques, françaises ou de la SNCF n'est plus envisagée. L'ancienne conseillère de Jean-Pierre Chevènement au ministère de l'Industrie note que l'Etat reste omniprésent. « Le changement de statut s'accompagne toujours de mutations dans l'organisation du secteur qui demandent une forte implication de l'Etat. La transposition des directives, la mise en place d'autorités

chargées de la régulation et qui peuvent revêtir des formes diverses, l'élaboration de nouvelles réglementations font largement intervenir l'Etat. »

Face à la perte de leur monopole, et donc de parts de marché, les entreprises réagissent en passant des accords internationaux et en se diversifiant. Seul le transport aérien, encore en pleine restructuration, reste centré sur son métier de base.

CHANGEMENT DE STRUCTURE

En changeant de statut, les entreprises changent également de structure. Pour se rapprocher du client, elles multiplient les filiales et passent d'une organisation par métiers à une organisation par produits. Les équipes commerciales sont étoffées, la tarification diversifiée et les horaires adaptés. Cela n'est pas sans répercussions pour les salariés. « La segmentation peut avoir des conséquences importantes sur les conditions d'emploi des personnels ou pousser à faire le choix de la sous-traitance », souligne M^{me} Moreau. Même si elles restent publiques, les entreprises adoptent les mêmes critères de « management » que le secteur privé.

Très souvent, le statut est mis à mal. « Soit le personnel a changé de statut (c'est le cas en Grande-Bretagne ou en Suède), soit les fonctionnaires ont gardé leur qualité, mais il n'y a plus de nouveaux recrutements de fonctionnaires (c'est le cas en Allemagne). » Pour M^{me} Moreau, « lorsque le personnel

a changé de statut, les conséquences n'ont pas toujours été négatives car il y a eu parfois des augmentations de salaires. Les économies de masse salariale ne paraissent pas résulter d'abord de changements de statut mais de diminutions d'emplois et de remises en cause à l'intérieur d'un même statut. Selon elle, « les changements de statut paraissent bien davantage motivés par le souhait d'introduire une culture différente, de réformer le management, de modifier les règles d'emploi et de revenir sur la garantie de l'emploi que de réduire directement la masse salariale ».

Pour l'avenir, quatre tendances paraissent irréversibles : la recherche de la maîtrise des coûts ; une meilleure prise en compte du client ; le développement de la concurrence et un équilibre complexe de décentralisation et de centralisation. Si elle pose une question tabou - « le particularisme des relations sociales tient-il, du moins partiellement, à la nature du service, ou résulte-t-il essentiellement de droits acquis ? » - M^{me} Moreau se garde bien de trancher. De même se contente-t-elle de « se demander si la tendance à une certaine fragmentation sociale qui accompagne la segmentation des marchés, la sous-traitance, la filialisation, peut être durablement acceptée dans des sociétés dans lesquelles l'emploi n'est, par ailleurs, pas du rendez-vous ». Une question particulièrement pertinente en France.

Frédéric Lemaître

Nouvelles Frontières se propose de constituer un pôle aérien privé français

JACQUES MAILLOT, PDG du voyageur Nouvelles Frontières et de la compagnie aérienne Corsair, sera-t-il le « chevalier blanc des ailes françaises » ? Il a déposé une « offre de continuation » de l'activité d'Air Liberté, lundi 14 octobre, date limite fixée par le tribunal de commerce de Créteil pour le dépôt des plans de reprise de la compagnie aérienne, en redressement judiciaire depuis le 26 septembre. Dans la foulée, il s'est officiellement déclaré intéressé par AOM, la compagnie aérienne figurant parmi les anciens actifs du Crédit lyonnais que le Consortium de réalisation (CDR) est chargé de vendre. L'arrivée des candidatures britanniques sur le dossier Air Liberté m'a incité à rechercher une solution française pour constituer le second pôle du transport aérien en France », explique Jacques Maillot au Monde.

Reconnaissant que « les pouvoirs publics ont accueilli cette candidature de manière positive », il bénéficiait dans la soirée d'un sursis de la CDR. « Prenant acte de la présen-

tion d'un plan de redressement d'Air Liberté », ce dernier annonçait qu'il ne présenterait pas d'offre de reprise.

Le tour de table, « constitué sous l'égide de Vincent Bolloré », comprend, à hauteur de 75 à 80 %, la financière Money, dont les principaux actionnaires sont le groupe bancaire Rivaud (50 %), banquier et actionnaire d'Air Liberté, et la Compagnie générale des eaux (10 %). Les autres partenaires sont la Société de participation aérienne (SPA), filiale de Nouvelles Frontières et du groupe réunionnais Sucreries de Bourbon, ainsi que la compagnie aérienne Royal Air Maroc.

DISCUSSIONS

Le groupe Nouvelles Frontières ne sera donc engagé qu'à hauteur de 10 % dans le capital d'Air Liberté. Jacques Maillot explique toutefois que, dans le cadre d'un plan de continuation de l'activité, « des discussions avec l'ensemble des anciens actionnaires et des créanciers vont

s'engager pour déterminer le sort des 1,5 milliard de francs de passif de l'entreprise ».

British Airways a, pour sa part, précisé son offre de redressement « par voie de cession » (Le Monde du 10 octobre). La compagnie britannique prévoit de créer une société de droit français baptisée « Nouvelle société Air Liberté » qui reprendrait la compagnie aérienne et détiendrait aussi TAT, filiale française à 100 % de la compagnie britannique. Cette nouvelle société détiendrait 22 % du marché aérien français.

British Airways propose de reprendre Air Liberté pour 25 millions de francs, en abandonnant le passif aux anciens actionnaires et créanciers de la compagnie, qui perd actuellement 75 millions de francs par mois. Marc Rochet, patron de TAT, a précisé au cours d'une conférence de presse à Paris que British Airways reprendrait 1 250 des 1 400 emplois d'Air Liberté. Toutes les liaisons domestiques seraient maintenues. Virgin, la société de Richard Branson, s'est également portée candidate à la reprise d'Air Liberté, mais n'a pas formalisé son offre dans le détail.

« Nous avons écrit à l'administrateur judiciaire d'Air Liberté pour proposer de plus de temps afin d'examiner certains créanciers horaires », a déclaré au Monde un porte-parole de Virgin Express. Contrôlée à 90 % par Richard Branson, Virgin Express a été formée au printemps dernier.

Christophe Jakubyszyn et Marc Roche (à Londres)

Retour aux augmentations salariales à Air France

« En 1997, nous reprendrons une politique d'augmentation des salaires », a annoncé Christian Blanc, président du groupe Air France, dans un entretien à France Aviation, le journal interne du groupe, daté du 9 octobre. Cette politique salariale devra être « maîtrisée, raisonnable, compatible avec la poursuite du redressement et avec le développement ». Les salaires sont bloqués depuis la mise en place du plan de redressement, au printemps 1994. Les négociations, qui devraient s'ouvrir début janvier, fixeront « les orientations pour deux ans », selon M. Blanc, qui souhaite, pour les salariés d'Air France, si l'objectif de retour à l'équilibre est atteint, « une prime exceptionnelle de 2 500 francs » au premier trimestre 1997 pour « les efforts importants » consentis.

Le secret autour de la fusion entre Framatome et GEC Alsthom suscite des critiques

Les acteurs devaient se retrouver en conseil d'administration le 16 octobre

Le conseil d'administration de Framatome devait se réunir mercredi 16 octobre. C'est la première fois que les acteurs de la future fusion se

retrouvent. Mais ce sujet n'a pas été inscrit à l'ordre du jour. Les parlementaires continuent à s'inquiéter d'un projet qui aboutirait à une privatisation du fabricant de chaudières nucléaires, dont Alcatel Alsthom ne détient actuellement que 44 % du capital.

Le conseil d'administration de Framatome devait se réunir mercredi 16 octobre. C'est la première fois que les acteurs de la future fusion se

« A EN CROIRE l'ordre du jour, rien ne devrait troubler la quiétude de la réunion. » Comme le constate avec étonnement Jean-Claude Le Coas, représentant des salariés de Framatome, le conseil d'administration du 16 octobre n'abordera pas le projet de fusion avec GEC Alsthom annoncé le 30 août. Seul le chapitre « questions diverses » permettra d'évoquer le sujet, d'autant que les syndicats ont déclenché une procédure d'alerte.

Curieuse situation, s'agissant d'une opération qui vise à rapprocher deux poids lourds de l'industrie : Framatome, une entreprise publique affichant un chiffre d'affaires de 18 milliards de francs, et un groupe privé franco-britannique, GEC Alsthom, réalisant 59,4 milliards de ventes. Ce sera pourtant la première fois depuis l'annonce de ce projet que tous les acteurs se retrouveront autour de la même table.

Actionnaire privé de Framatome avec 44 % des parts, Alcatel souhaite fusionner cette entreprise avec GEC Alsthom. Il a pour cela le soutien du CEA Industrie, premier actionnaire public de Framatome (36 %), qui compte emporter l'adhésion des autres actionnaires publics, EDF (10 %) et le Consortium de réalisation (CDR), structure chargée de vendre les actifs du Crédit lyonnais (5 %). Les salariés, dont les inquiétudes concernent l'emploi et l'avenir du nucléaire, seront représentés par leur fonds de placement Framaparc, détenteur de 5 % du capital. Quant au conseil, il sera présidé par Jean-Claude Lery, le charismatique patron de l'entreprise, totalement

tenu à l'écart de ce projet, qui doit partir à la retraite le 4 décembre. Les initiateurs du projet entendent boucler la fusion avant la fin de l'année, mais le dossier Thomson semble, ne serait-ce que pour des raisons de calendrier, avoir ralenti le processus. Même si, chez Alcatel, on dément tout lien entre les deux opérations, la concomitance des deux dossiers ne peut que susciter des interrogations. Celles-ci sont exploitées par les opposants au projet ou par les partisans de Matra, autre candidat à la reprise de Thomson. Les parlementaires, après un long silence, commencent à réagir. Dernier en date, le porte-parole du Parti socialiste, François Hollande, a dénoncé le 14 octobre cette « opération industrielle inconnue ». Elle vise selon lui « à privatiser Framatome, en secret, en catimini, et au mépris de toute transparence ».

ASSURANCES DE M. THOMSON
Critiquant cette fusion, un faux « collectif Pierre Guillaumat » regroupant de soi-disant hauts fonctionnaires a écrit au président de la République, accusant Alcatel de mettre la main sur Framatome uniquement pour « siphonner » sa trésorerie. « On ne touchera pas à un centime de la trésorerie de Framatome », réplique Serge Tchuruk (Le Monde du 27 septembre).

Chef Alcatel Alsthom, on rappelle que la prise de contrôle de Framatome est un vieux rêve des présidents de cette entreprise. La fusion avec GEC Alsthom permettrait de constituer un ensemble industriel présentant une gamme complète de

centrales nucléaires et conventionnelles, sur le modèle de tous les grands industriels mondiaux. Il a fallu pour cela convaincre le président du CEA Industrie : « Philippe Rouvillois a minutieusement réfléchi au projet. Puis il y a pleinement adhéré », raconte Serge Tchuruk.

Les détracteurs estiment pourtant qu'il existe un rapport de cause à effet entre l'acrobatisation de ce dossier et la grogne des petits actionnaires à l'issue de l'assemblée générale de juin, devant la contre-performance de leurs titres. Mais Alcatel Alsthom veut couper court à la rumeur qui veut que, quelques jours plus tard, deux des plus importants détenteurs de parts, Marc Vénot pour la Société générale et Rand Araskog pour ITI, aient réclimé un geste faisant monter les cours en échange de leur soutien au projet de reprise de Thomson. « Nous avons toujours soutenu Serge Tchuruk dans ce projet », déclare au Monde Marc Vénot, rétorquant ainsi cette thèse.

À l'été du mois de juillet, l'Élysée, par le biais de son secrétaire général adjoint et conseiller industriel, Jean-Pierre Denis, est saisi du dossier de rapprochement de Framatome avec GEC Alsthom. Le 5 juillet, Philippe Rouvillois remet une note au président de la République intitulée « Éventualité d'une fusion GEC Alsthom-Framatome à l'occasion de la privatisation de Thomson ». Cette note de trois pages détaille les modalités de la fusion, évoquant l'adhésion de Jacques Chirac, dont il fut le commandeur de promotion à l'ENA.

Après l'accord du chef de l'État, le dossier est transmis à Matignon, où

les conseillers du premier ministre se sont montrés au départ peu favorables. L'annonce initialement prévue le 6 août doit, de ce fait, être repoussée. Jacques Chirac et Alain Juppé seraient épuisés le dossier au fort de Bregançon pendant leurs vacances. Le ministre de l'Industrie, Franck Borotra, informé ensuite, se montre hostile au projet. Les derniers arbitrages ont lieu le jeudi 29 août dans la soirée chez le premier ministre. L'annonce est faite le lendemain matin.

Si EDF, autre actionnaire de Framatome, est prévenu de la tournure du dossier vers la fin du mois de juillet, le président de Framatome, Jean-Claude Lery, tout comme les salariés, est totalement écarté des discussions. On le prévient quelques instants avant la publication des communiqués. Farouche défenseur de l'indépendance de sa société, M. Lery s'est battu avec succès durant toute sa carrière pour cet objectif, déjouant de nombreuses tentatives de prise de contrôle. M. Lery n'a cette fois pas vu le coup venir. Mis devant le fait accompli et en total désaccord, il n'a cependant pas voulu démissionner, espérant, en restant à son poste, pouvoir influencer sur les négociations. Il s'est imposé en contrepartie un silence absolu. « Ce devoir de réserve lui coûte beaucoup », entend-on chez Framatome, où l'entreprise n'a jamais connu son patron aussi discret. Elle s'y habitue, sachant que toute rupture de ce silence sera synonyme de départ immédiat.

Dominique Gallois

L'économie américaine dope Wall Street

Le Dow Jones s'est inscrit en clôture, lundi 14 octobre, pour la première fois de son histoire, au-dessus des 6 000 points

« LORSQUE la tendance d'un marché est à la hausse, la hausse est toujours, c'est une loi, plus rapide et plus forte que prévu », observait, lundi 14 octobre, Chet Needeelman, un gestionnaire américain interrogé par l'agence Bloomberg, à l'issue de la séance qui a vu l'indice Dow Jones de la Bourse de New York s'inscrire en clôture, pour la première fois de son histoire, au-dessus de la barre des 6 000 points. Il a terminé à un niveau de 6 010 points, en hausse de 0,68 %.

Lundi 7 octobre, Wall Street avait brièvement franchi ce cap, mais il s'était replié par la suite. Le camp des *bullish* - qui parient sur une hausse des cours - triomphe alors que celui des *bearish* - qui misent sur une baisse - tente de comprendre les raisons de sa défaite.

DÉBATS ANIMÉS
Depuis plusieurs mois, la question de savoir si la Bourse de New York dépasserait le cap des 6 000 avant la fin de l'année divisait les experts et alimentait les paris. Le magazine *Fortune* a même récemment révélé qu'elle avait été l'origine de débats animés entre éparpillés américains, sur le réseau Internet, les adversaires des deux camps échangeant des arguments économiques et financiers, mais aussi des insultes.

Dans leur majorité, les investisseurs sont aujourd'hui persuadés que l'économie américaine s'orientera vers un atterrissage en douceur, susceptible d'apaiser spontanément les tensions inflationnistes. À cet égard, l'annonce, vendredi 4 octobre, de 40 000 pertes d'emplois aux États-Unis au mois de septembre, alors que les analystes prévoyaient au contraire 166 000 créations de postes a constitué un signal très important. Cette statistique a également donné raison, a posteriori, à la Réserve fédérale américaine, qui avait choisi, fin sep-

tembre, à la surprise générale, de ne pas resserrer sa politique monétaire. La crédibilité d'Alan Greenspan, son président, sur les marchés financiers, s'en est trouvée accrue. Wall Street se retrouve placée à l'intérieur d'un cercle vertueux : le ralentissement de la croissance devrait être suffisant pour éviter l'apparition de tensions sur les prix et une hausse des taux, mais ne pas être assez prononcée pour mettre en danger les profits des entreprises.

Pour le candidat Bill Clinton, l'excellente santé de Wall Street constitue un argument électoral de poids. Depuis le début de son mandat, l'indice Dow Jones a presque doublé, contribuant largement au sentiment de richesse et de bien-être économique qui prévaut aujourd'hui aux États-Unis. Reflet de l'engouement intact des ménages américains pour Wall Street, le montant net des liquidités investies en août dans les fonds de placements américains en actions a plus que triplé par rapport à juillet, à 17,93 milliards de dollars (contre 5,76 milliards).

Mais les actions américaines séduisent également les investisseurs hors des États-Unis. Les compagnies d'assurances et les caisses de retraite japonaises, en particulier, qui disposent d'importants fonds à investir, lassées par les perspectives médiocres que leur offre leur propre marché (l'indice Nikkei a modestement progressé de 7,86 % depuis le début de l'année, tandis que les rendements s'établissent à 0,5 % à trois mois et à 2,8 % à dix ans au Japon), choisissent de placer leurs capitaux à Wall Street. À l'espoir de dégager des profits grâce à la hausse des cours des actions, s'ajoute pour elles la perspective de réaliser des gains de change, le dollar étant orienté à la hausse face au yen.

Pierre-Antoine Delhommaux

La Générale des eaux remet à plat toute son organisation interne

JEAN-MARIE MESSIER poursuit à toute vitesse la réorganisation de la Générale des eaux. Après s'être attaqué à l'immobilier, qui aura coûté plus de 15 milliards de francs au groupe, le PDG de la compagnie a décidé de remettre à plat toute l'activité BTB à l'origine elle aussi d'importantes pertes.

À défaut de pouvoir sortir de ces mémoires, entrés dans une crise profonde, la compagnie a tenté d'en limiter l'influence néfaste sur ses comptes. Désormais l'ensemble du BTB sera regroupé sous la seule enseigne de la Société générale d'entreprise (SGE). Cette société cotée, « et qui le restera » selon M. Messier, va reprendre, dans un premier temps, 40 % de CBC, autre filiale de la Générale des eaux. Elle devrait intégrer par la suite la Sogea, troisième filiale de BTB du groupe. Les sociétés de travaux électriques (GTE, Sandel, SDEL) vont être regroupées au sein d'un même pôle,

placé sous la tutelle de la SGE. Les activités routières (Viafrance, Cochery, SGE-VBU) seront réunies au sein d'un même ensemble économique Eurovia, lui aussi dans l'orbite de la SGE.

Cette restructuration, qui va se traduire par 700 millions de francs de provisions cette année, vise à construire un groupe de BTB de 52 milliards de francs de chiffre d'affaires, moins sensible à la conjoncture du secteur. Contrôlant toutes les filiales, jusqu'alors très indépendantes, la SGE devrait être capable de mettre un terme à la guerre interne.

NOUVELLE DISCIPLINE

Alois Guy Dejournay, l'ancien PDG, appréciait ces mises en concurrence au sein de la compagnie, qui lui permettaient d'asseoir son pouvoir. M. Messier juge cette politique trop dispendieuse pour le groupe. Pour imposer cette nouvelle

discipline, il a décidé de procéder à des regroupements partout. Dans la branche propriété, une filière globale pour le traitement des déchets est en voie de création, qui reprendra des activités autrefois dispersées au sein de trois entités. Dans l'énergie, des rectifications de frontières ont été effectuées entre la Générale de chauffage et Esys-Montenay. L'activité transports, qui coexistait avec le traitement des déchets dans la CGEA, deviendra une entité autonome.

Même la branche eau, jusqu'alors protégée, n'échappe pas à cette réforme. L'ensemble des contrats seront gérés, à l'avenir, au sein de structures régionales soumises à un plus fort contrôle. « La chute de la consommation de 1 % par an, voire de 3 % dans certaines zones, nous impose de trouver une meilleure productivité. En cinq ans, notre marge dans ce secteur a diminué de 2 % à 3 % », explique Jean-Marc Espalloux, directeur financier de la Générale, sur le point de prendre la présidence du groupe hôtelier Accor.

Cette refonte interne s'accompagne d'un profond changement dans le management. Si le comité exécutif a été peu modifié - à l'exception du départ tonitruant

de Bernard Forterre, chargé de l'énergie, adversaire de M. Messier - les directions opérationnelles, elles, ont été remaniées. M. Messier a mis aux commandes en quelques mois une génération de « quadras » aux postes-clés : Stéphane Richard (immobilier), Denis Casquet (propriété), Philippe Comond (néocommunications), Antoine Révot (transports), Jean-François Collin (ressources humaines).

Si ces transformations ont bousculé la vie à l'intérieur du groupe, elles n'ont changé en rien son empire. À l'exception des activités santé et restauration, appelées à quitter la compagnie, toutes les autres ont été maintenues. Le groupe, qui supporte un endettement net de 56,2 milliards de francs, a-t-il les moyens d'assurer un développement de toutes ? M. Messier s'en dit convaincu. Après un exercice 1996, qui restera marqué par d'importantes provisions sur l'immobilier (3 milliards), il affirme que la Générale des eaux réalisera en 1997 un bénéfice proche de 3,4 milliards de francs, le meilleur résultat jamais atteint par la compagnie.

Martine Orange

Le franc cède du terrain avant la grève des fonctionnaires

L'EUPHORIE qui régnait depuis plusieurs semaines sur les marchés financiers français est retombée, lundi 14 octobre. Les taux d'intérêt sont remontés, les rendements à dix ans passent de 5,90 % à 5,99 % tandis que les échéances à trois mois progressaient de 3,40 % à 3,48 %. Le franc, de son côté, a cédé du terrain face à la monnaie allemande. Il est tombé jusqu'à un cours de 3,3875 francs pour un deutschemark, soit une baisse d'un demi-centime par rapport à ses cotes de clôture de vendredi. Mercredi matin, le franc s'inscrivait à 3,3865 francs pour un mark.

La devise française n'a guère bénéficié de l'annonce de l'entrée de la monnaie finlandaise dans le système monétaire européen (SME), qui a pourtant eu pour effet d'affaiblir le deutschemark face à la plupart des monnaies européennes. Cette nouvelle a été interprétée par les investisseurs comme un nouveau progrès accompli dans la construction monétaire européenne. L'adhésion de la devise finlandaise a renforcé leur conviction selon laquelle l'euro verra le jour le 1^{er} janvier 1999, ce qui aura pour conséquence d'enlever au deutschemark son statut de monnaie refuge en Europe.

De la même façon, les marchés financiers français n'ont pas tiré bénéfice des déclarations de Hans-Jürgen Krupp, membre du conseil de la Bundesbank, plaçant pour une interprétation souple du critère de dette publique imposé par le traité de Maastricht. « Le ratio dette sur produit intérieur brut de 60 % est à peine justifiable en théorie, car la dette est avant tout le fruit de développements historiques », a-t-il affirmé lors d'une conférence des caisses d'épargne allemandes, à Hambourg. « Comme le montre l'exemple de la Belgique, le niveau extrêmement élevé de l'endettement n'empêche pas une relation forte avec le deutschemark et une faible inflation. » Cette prise de

position marque un infatigable retour de la position de la banque centrale allemande, qui, jusqu'à présent, avait toujours défendu, avec la plus grande fermeté, l'idée selon laquelle les critères devaient être examinés au sens strict.

VENTES DE PRÉCAUTION

Les valeurs françaises, selon les professionnels, ont été victimes de ventes de précaution de la part des investisseurs étrangers à l'approche de la grève dans la fonction publique du jeudi 17 octobre. Après dix mois de trêve, les opérateurs anglosaxons craignent aujourd'hui le retour de troubles sociaux et politiques en France. Ils s'interrogent en particulier sur l'avenir du premier ministre, dont la cote de popularité ne cesse de baisser dans les sondages d'opinion et dont la politique économique fait l'objet de vives critiques au sein même de la majorité parlementaire. Vendredi 11 octobre, des rumeurs - rapidement démenties par l'Hôtel Matignon - de démission d'Alain Juppé avaient circulé sur les places financières internationales.

Les emprunts d'État français ont également souffert, lundi, de l'annonce d'une forte progression (+30 %) des besoins de financement - en montants bruts - de l'État français en 1997. Selon le rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale, le Trésor devra lever l'année prochaine 689,7 milliards de francs, un montant record lié au remboursement des 100 milliards de francs de l'emprunt Balladur, qui arrivera à échéance. Les opérateurs craignent que cette offre massive de titres, compte tenu d'un ralentissement prévisible des flux en provenance des contrats d'assurance-vie, dont la fiscalité va être durcie, ne pèse sur les cours.

P.-A.D.

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILE** : le marché européen a enregistré une hausse de 12,2 % en septembre, avec 971 600 voitures immatriculées dans les dix-sept pays d'Europe de l'Ouest, selon les chiffres provisoires publiés, mardi 15 octobre, par l'Association des constructeurs européens. Cette croissance est due pour l'essentiel au quasi-doublement du marché français le mois dernier, sous l'impulsion de la fin des primes Juppé. Le groupe PSA a pris la deuxième place des constructeurs européens avec 13,2 % de part de marché.

■ **MONOPOLIS** : la chaîne de distribution veut fermer son magasin de Lisses (Calvados) et céder six autres magasins, a annoncé la direction de cette filiale du groupe Galeries Lafayette au comité central d'entreprise, lundi 14 octobre. 350 emplois sont concernés par ces décisions.

■ **KINDY** : le fabricant de chaussettes a annoncé, lundi 14 octobre, qu'il allait reprendre Mariner, marque de sous-vêtements masculins, pour plus de 100 millions de francs, un an après avoir failli racheter les caleçons Arthus.

■ **PHILIPS** : le groupe néerlandais n'attend plus le retour aux bénéfices pour le second semestre, comme il l'avait annoncé précédemment. Nommé depuis deux semaines, le nouveau PDG Cor Boonstra a indiqué, lundi 14 octobre, qu'il va accélérer ses plans de redressement.

■ **EDF** : le conseil supérieur de l'électricité et du gaz a demandé que le numéro deux d'EDF continue d'être « choisi parmi les personnalités de compétence éprouvées dans la profession », après avoir étudié lundi 14 octobre le décret modifiant le mode de désignation du directeur général de l'électricité, qui sera désormais nommé par le président de l'entreprise et non par les pouvoirs publics.

■ **PINAULT** : le patron du groupe Pinault-Printemps-Redoute (PPR) a démissionné du conseil d'administration du Crédit lyonnais le 3 octobre. François Pinault avait été nommé administrateur en juin 94.

■ **CRÉDIT LYONNAIS** : les syndicats CGT, CFDT, FO et CFEC du Crédit lyonnais ont décidé d'une journée d'action le 25 octobre pour protester contre les 5 000 suppressions d'emplois et les fermetures de points de vente prévues par la direction.

■ **THOMSON-CSF** : le groupe français a annoncé lundi 14 octobre s'être associé à l'américain Hughes Aircraft pour créer une société commune (50/50), qui répondra à l'appel d'offres sur le nouveau système de contrôle et de commandement des opérations aériennes de l'OTAN.



Le Conseil d'Administration de la société LUCIA, réuni le 10 octobre 1996 sous la présidence de Monsieur Dominique de la MARTINIÈRE, a examiné les comptes arrêtés au 30 juin 1996.

Le résultat consolidé pour le premier semestre de l'exercice en cours est un bénéfice de 19,4 millions de francs (le bénéfice au premier semestre de l'exercice 1995 s'élevait à 60,2 millions de francs et le bénéfice au 31 décembre 1995 s'établissait à 20,2 millions de francs).

Cette situation prend en compte un résultat exceptionnel constitué pour l'essentiel par la cession de l'immeuble d'habitation Neuilly-Défense CH15 et la réalisation du rachat d'OBSA 1988, conformément aux mesures de consolidation financière arrêtées précédemment.

Sur l'ensemble de l'exercice en cours le résultat consolidé devrait être positif.

مكتبة الشخص

RÈGLEMENT
MENSUEL

MARDI 15 OCTOBRE

Liquidation : 24 octobre

Taux de report : 3,38

Cours relevés à 12h30

CAC 40
+0,92 %
2163,35VALEURS
FRANÇAISES

Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant COTATION (1)
ANP (T.P.)	901	+0,16	54,22
CAI (T.P.)	825	+0,71	60,21
Renault (T.P.)	1820	+0,53	94,77
Rhône-Poulenc (T.P.)	1180	+0,25	65,41
Saint-Gobain (T.P.)	980	+0,51	51,64
Thomson S.A. (T.P.)	640	+1,40	33
Accor	159,50	+1,49	3,75
Air Liquide	789	+1,26	14
Alcatel Alsthom	455	+0,06	6
Axa	310,50	+0,64	6,39
Adisse	306	+1,18	15,5
Banque Paribas	777	+0,34	71,52
Banque (Cie)	322	+2,49	18
Banque Ind. de France	458	+0,16	16
Banque Ind. de France	179,50	+2,25	3,58
BIC	724	+0,50	3,88
BIS	562	+1,06	8
B.N.P.	196,70	+0,50	3,88
Bouygues	308	+1,06	8
Bouygues	2000	+0,24	12
Canal+	1243	+0,32	7
Cap Gemini	235,30	+1,40	7
Carrefour	2000	+0,24	12
Carrefour	947	+0,73	52
Casino	227,70	+1,31	4
Casino	140,50	+0,12	4,25
Castorama (L)	182	+0,34	11
C.C.F.	213	+0,06	5
COM (C.C.C.M.)	43,10	+0,50	0,58
Cordis (L)	488	+0,61	29
CGP Communication	398	+0,75	10
Cristal	127,30	+0,21	10
Cofinor	1130	+1,23	10
CGP	1170	+1,45	37
Changiers Int.	211	+1,51	11
Changiers Int.	602	+3,48	8,80
Cinéma Fr. Priv.	177,10	+0,04	17,58
Cie France Ly.	580	+0,68	2
Cie France Ly.	696	+3,59	7
Cie France Ly.	394,40	+2,73	3,30
Cie France Ly.	333,30	+0,51	3,30
Cie France Ly.	623	+3,84	25
Comp. Europe	250	+2,15	22
Comp. Europe	417	+0,45	28

CAC 40

PARIS

+0,92 %

CAC 40

2163,35

VALEURS

FRANÇAISES

Cours

précéd.

Derniers

cours

%

Montant

COTATION

(1)

ANP (T.P.)

901

+0,16

54,22

CAI (T.P.)

825

+0,71

60,21

Renault (T.P.)

1820

+0,53

94,77

Rhône-Poulenc (T.P.)

1180

+0,25

65,41

Saint-Gobain (T.P.)

980

+0,51

51,64

Thomson S.A. (T.P.)

640

+1,40

33

Accor

159,50

+1,49

3,75

Air Liquide

789

+1,26

14

Alcatel Alsthom

455

+0,06

6

Axa

310,50

+0,64

6,39

Adisse

306

+1,18

15,5

Banque Paribas

777

+0,34

71,52

Banque (Cie)

322

+2,49

18

Banque Ind. de France

458

+0,16

16

Banque Ind. de France

179,50

+2,25

3,58

BIC

724

+0,50

3,88

BIS

562

+1,06

8

B.N.P.

196,70

+0,50

3,88

Bouygues

308

+1,06

8

Bouygues

2000

+0,24

12

Canal+

1243

+0,32

7

Cap Gemini

235,30

+1,40

7

Carrefour

2000

+0,24

12

Carrefour

947

+0,73

52

Casino

227,70

+1,31

4

Casino

140,50

+0,12

4,25

Castorama (L)

182

+0,34

11

C.C.F.

213

+0,06

5

COM (C.C.C.M.)

43,10

+0,50

0,58

Cordis (L)

488

+0,61

29

CGP Communication

398

+0,75

10

Cristal

127,30

+0,21

10

Cofinor

1130

+1,23

10

CGP

1170

+1,45

37

Changiers Int.

211

+1,51

11

Changiers Int.

602

+3,48

8,80

Cinéma Fr. Priv.

177,10

+0,04

17,58

Cie France Ly.

580

+0,68

2

Cie France Ly.

696

+3,59

7

Cie France Ly.

394,40

+2,73

3,30

Cie France Ly.

333,30

+0,51

3,30

Cie France Ly.

623

+3,84

25

Comp. Europe

250

+2,15

22

Comp. Europe

417

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

28

CPL

115,91

+0,45

AUJOURD'HUI

SCIENCES

RUSSIE L'effacement de l'URSS et l'effondrement de l'économie de la plupart des pays qui la composaient ont provoqué la débâcle de la science russe qui, il y a peu encore, figurait

parmi les meilleures du monde. • UN DEMI-MILLION de chercheurs n'ont pas pu, ou pas voulu, émigrer en Occident. Sans salaire depuis trois mois, ils sont descendus, la semaine der-

nière, dans la rue pour dénoncer « la mort de la science russe ». • UNE RÉFORME profonde serait nécessaire afin d'adapter au monde moderne un appareil scientifique aux effectifs

pléthoriques et façonné à l'origine pour répondre avant tout aux besoins du « complexe » militaro-industriel. • EN ATTENDANT, des instituts parviennent à survivre grâce aux

aides internationales et à des contrats avec des laboratoires ou des firmes occidentales, complétés parfois par la location de leurs locaux au secteur privé.

La science russe survit tant bien que mal d'expédients

Les chercheurs manifestent pour réclamer le paiement de leurs salaires, qu'ils n'ont pas touchés depuis trois mois. Pour appuyer ce mouvement, un académicien de soixante-quatre ans a même commencé une grève de la faim

MOSCOU de notre correspondant
La biague circule depuis un certain temps dans les milieux scientifiques moscovites. Un membre du présidium de l'Académie des sciences - qui coiffe la plupart des centres russes de recherche - renvoie le directeur d'un institut. « Vos chercheurs viennent tous les jours ? », interroge-t-il. « Hélas, oui », soupire le directeur. « Vous avez essayé de ne pas payer les salaires ? » « Ils ne sont plus versés depuis trois mois », répond l'autre. « Alors, coupez l'électricité », ordonne l'académicien. « Nous n'avons plus d'électricité et de chauffage depuis longtemps, mais ils viennent toujours », rétorque le directeur ému. « Je ne sais pas, s'énervent son interlocuteur, essayez de faire payer l'énergie ! »

Dans un pays où les uns tentent de survivre et les autres d'accumuler rapidement des fortunes en profitant de la transition, la recherche fondamentale n'intéresse pas grand monde. Face à cette évidence, et faute de pouvoir faire grève, les scientifiques russes ont inventé... l'acharnement à se rendre au travail. Mais leur résistance semble avoir des limites. Après les mineurs et les artistes, après les professeurs et les employés du secteur militaro-industriel, les chercheurs descendent à leur tour dans la rue. Aux cris de « Salaires de misère, mort de la science russe ! » ou « Pas d'avenir pour la Russie sans science ! », près de sept cents d'entre eux ont manifesté, jeudi 10 octobre, à Moscou.

Le leader de la révolte est Vladimir Stakhov, un académicien qui dirige l'institut de physique de la Terre. A soixante-quatre ans, il a observé douze jours de grève de la faim. « La science russe agonise. Il ne lui reste qu'un an ou un an et

demi à vivre, s'indigne-t-il. Le financement de la science russe a été divisé par quinze en cinq ans. Une mafia capitaliste ronge les os de la science. Les retards de financement ont repris juste après la réélection de Boris Eltsine. Désormais, les scientifiques vont ériger de l'argent et non plus le mendier au gouvernement. »

CONTRIBUTABLES RÉCALOTRANTS
Certes, le mouvement des scientifiques russes doit être replacé dans un contexte plus général. Le budget pour 1997 est en discussion au Parlement, et chaque catégorie sociale dépendant du budget de l'Etat fait pression, souvent en dramatisant à outrance une situation qui n'est jamais brillante.

Mais les crédits font défaut, et le non-paiement des salaires

touche l'ensemble du secteur public. Le problème du budget russe tient moins à l'ampleur des dépenses qu'à la crise des recettes. Personne, pas même les plus riches entreprises du secteur énergétique (qui sont bien défendues au gouvernement), ne paie les impôts qu'il doit. Dans une allocution radiophonique à la nation, prononcée vendredi 11 octobre, le président russe en a appelé au civisme des Russes. « Le sort de cet académicien de soixante-quatre ans passe sur votre conscience », a-t-il lancé, avant d'annoncer la création d'une commission pour collecter les impôts.

En six mois, l'Etat a accumulé près de 500 milliards de roubles (500 millions de francs) d'impayés au monde scientifique. Victime, comme les autres secteurs, des gels de crédits - baptisés ici « sé-

questrations budgétaires » -, la science n'a reçu que 32 % des sommes inscrites pour 1996. Certains instituts n'ont plus d'électricité, voire de chauffage. Depuis trois mois, les salaires des chercheurs russes ne sont plus versés. Ils sont pourtant bien modiques : de 450 000 à 500 000 roubles (450 à 500 francs) par mois dans les instituts, largement au-dessous de la moyenne nationale (730 000 roubles). Malgré tout, de nombreux scientifiques tentent de sauver leur science et s'accrochent à leurs recherches. Certains disent « à des postes inutiles ».

La crise de la recherche scientifique russe a ses racines dans l'héritage d'une Union soviétique sur-militarisée. L'URSS disposait d'un immense réservoir de chercheurs (1,3 million et plus de 3 500 insti-

tuts en 1989), qui étaient avant tout au service de la défense, y compris les théoriciens.

« Les recherches fondamentales représentaient 10 % et le militaire 90 % », estime un chercheur, qui souligne que, même dans les instituts de science fondamentale, chacun travaillait aussi pour l'armée sur des sujets dits « fermés ».

LES JEUNES DÉSERTENT

Officiellement, l'URSS dépensait 6,6 % de son budget pour la recherche, mais la majorité des instituts étaient, en fait, financés de façon occulte par le complexe militaro-industriel. Résultat : la crise actuelle de la science russe est, avant tout, la conséquence d'une forte réduction du budget de recherche de l'armée.

Malgré l'effacement de l'empire soviétique et le départ, souvent à

l'étranger, de nombreux scientifiques, la Russie compterait, encore aujourd'hui, près de 500 000 chercheurs (dont la moitié à Moscou). Plus que les moyens financiers de la « nouvelle Russie » ne le permettent. « Nous ne pouvons pas retourner à la période des subventions d'Etat sans limites pour la science », estime Anatoli Chabad, député démocrate. En ce temps-là, beaucoup de gens travaillaient dans le secteur scientifique. Bien plus qu'il n'était nécessaire.

Directeur d'un laboratoire de recherche fondamentale à Moscou, Andreï reconnaît qu'il faut réformer la science en Russie et réduire le nombre des scientifiques. « Le problème, explique ce physicien, n'est pas tellement le manque d'argent. Le plus grave est qu'il n'y a pas de politique, de réformes ou même de buts définis. Le résultat est que nous sommes toujours aussi nombreux et que personne n'a assez d'argent. »

Comme pour l'armée, le problème est que, à court terme, la réforme coûte plus cher que le statu quo. Il faudrait indemniser les partants, redéployer les infrastructures. La politique actuelle crée - volontairement ou non - des conditions parfois si insupportables que les chercheurs abandonnent d'eux-mêmes, sans indemnités. Hélas, ce ne sont pas forcément les moins doués qui partent. « Dans cinq ans, il n'y aura plus rien à réformer. Il faudra tout reconstruire à partir de rien. Et ça va coûter plus cher », met en garde un chercheur. « Pour l'instant, nous essayons de sauvegarder ce que nous avons déjà fait. Mais il n'y a plus de jeunes chercheurs », souligne un chimiste qui, à trente-sept ans, est désormais le benjamin de son institut.

La débrouillardise comme remède

MOSCOU de notre correspondant

A l'institut de physique-chimie, au sud de Moscou, de nombreux chercheurs ont conclu des contrats internationaux avec des fonds d'aide gouvernementaux ou privés (comme celui de la Fondation Soros). Mais tous doublent leurs revenus pour survivre en s'adonnant à d'autres tâches. L'un donne des cours privés. Un autre installe des réseaux d'ordinateurs dans les sociétés privées. La situation n'est pas fameuse. Le panneau d'entrée est délabré, à peine lisible ; le linoléum dans les couloirs est écorché ; les effectifs ont fondu de moitié et l'institut doit à l'Etat des milliards de roubles pour l'électricité et le chauffage, qui n'ont... jamais été coupés.

Plus loin, un bâtiment est en rénovation. De puissants ordinateurs personnels ont été installés dans les bureaux. Pour compléter l'apport des contrats, l'institut de physique-chimie, qui - comme la plupart des organismes de recherche moscovites - dispose

d'immenses surfaces en ville, loue une partie de ses locaux à des sociétés commerciales. Un revenu non négligeable quand on sait que le mètre carré de bureau se loue plus de 15 000 francs par an dans le centre de Moscou.

Les laboratoires ou les bureaux d'études travaillant sur des sujets « stratégiques » s'en tirent mieux. Le secteur spatial russe survit grâce aux contrats passés avec la NASA et les agences européennes. Le savoir-faire russe en matière de moteurs de fusée, de lasers, d'élaboration de nouveaux matériaux ou de logiciels informatiques intéresse les grandes firmes occidentales.

Akademgorodok, la cité de la science fondée en 1957 par Khrouchtchev près de Novossibirsk (Sibérie), aujourd'hui en pleine renaissance, semble représenter « le foyer du renouveau scientifique russe », selon une enquête récente de la presse moscovite. « Je suis très optimiste pour l'avenir. Nous avons passé les temps les plus difficiles et conservé notre infrastructure scientifique », explique le directeur du

Centre international de tomographie d'Alakemgorodok.

Son institut n'est pas une exception dans cette cité des sciences où les chercheurs ont réussi à obtenir des financements internationaux, des contrats de recherche avec des sociétés occidentales. L'institut de physique nucléaire d'Alakemgorodok négocie avec des sociétés et des groupes de recherche en Occident avant même l'effondrement de l'URSS.

Le Laboratoire Vector, qui, durant la guerre froide, travaillait sur les armes biologiques, coopère aujourd'hui avec le Centre de contrôle des maladies contagieuses d'Atlanta (Etats-Unis) à des études portant, notamment, sur le virus Ebola. Baptisé aujourd'hui Centre de recherche en virologie et en biologie, il emploie 2 500 personnes (contre 4 500 du temps de l'URSS) et vient de signer un contrat avec un groupe pharmaceutique sud-coréen.

J.-B. N.

Jean-Baptiste Naudet

La découverte d'un squelette humain vieux de 9 300 ans provoque une polémique aux Etats-Unis

LE SQUELETTE, à moitié déterré par les eaux, gisait sur une rive du fleuve Columbia, à la frontière des Etats de Washington et de l'Oregon. Intact - à quelques dents près - de la tête aux pieds, il portait une pointe de silex fichée dans le bassin. Son âge, affirmé par les datations au carbone 14, dépassa les espérances : 9 300 ans. Autant dire une découverte exceptionnelle pour les anthropologues, l'un des vestiges humains les plus anciens et les mieux conservés de l'histoire des Amériques.

En quelques jours, le précieux squelette n'en est pas moins devenu le squelette de la discorde. Ainsi que le rapporte le *New York Times* du 30 septembre, les ossements sont réclamés par les Indiens Umatilla, dont la réserve fédérale, située dans l'Oregon, jointe le fleuve. Une revendication justifiée, puisque la loi Nagpra (Native American Graves Protection and Repatriation Act), entrée en vigueur en 1994, prévoit que soient restitués aux Indiens d'Amérique tous les témoignages, objets ou ossements de leur longue histoire. Après des siècles de pillage de leurs territoires et de leur culture, les premiers occupants du Nouveau Monde auront à tout le moins obtenu cette faveur.

Persuadés qu'il appartient à l'un de leurs ancêtres, les chefs umatilla ont la ferme intention, ainsi que le veut la coutume, de porter le squelette en terre dans les semaines à venir. Et pas question, ajoutent-ils, de laisser quiconque prendre la moindre photo d'ici à la cérémonie funéraire. Encore moins de prélever, comble du sacrilège, quelques milligrammes d'os pour mener des analyses génétiques sur l'ADN du défunt. Les anthropologues cachent mal leur



Sur les rives de la Columbia

déception, et affirment qu'on s'approprie ainsi à tort un véritable trésor scientifique. « Notre histoire, transmise par voie orale, remonte à 10 000 ans. Nous savons comment elle a commencé et comment le peuple indien est apparu », rétorque l'Umatilla Armand Minthorn. Le combat des Indiens a jusqu'à présent bénéficié du soutien du gouvernement fédéral, qui a placé le squelette sous la haute protection du shérif du lieu.

ORIGINE CAUCASIENNE

L'affaire pourrait toutefois rebondir en faveur des scientifiques, qui disposent pour leur défense d'un solide argument : le squelette (que plusieurs d'entre eux ont tout de même eu le temps d'examiner) ne semble pas appartenir à un ancêtre des Indiens. D'après les caractéristiques morphologiques de ses dents et de ses os de sa face, cet homme, mort à la cinquantaine - un record pour l'époque -, était sans doute un Caucasien. Une

donnée d'autant plus stimulante pour les chercheurs qu'elle pourrait étayer l'hypothèse encore controversée selon laquelle un premier groupe d'Européens serait arrivé en Amérique, dès la fin de la dernière ère glaciaire (-12 000 ans), via le détroit de Béring.

Cette probable origine caucasienne n'arrange pas les Umatilla. La loi Nagpra prévoit que soient restitués aux Indiens les ossements et les objets culturels appartenant à leur histoire propre, pas à celle d'éventuels migrants morts sur leur territoire. Au-delà de leurs présomptions, les anthropologues pourront-ils certifier que ce squelette n'est pas millénaire n'appartient pas à un paléo-Indien ? La bataille pour savoir qui, des colons ou des indigènes, contrôla le passé de l'Amérique le long du fleuve Columbia ne fait peut-être que commencer.

Catherine Vincent

Edith Cresson s'oppose au gouvernement français sur le financement européen des recherches sur le prion

LE GOUVERNEMENT français a adressé, vendredi 11 octobre, un télégramme diplomatique à la Commission européenne de Bruxelles pour préciser sa position sur le futur financement communautaire de la recherche sur la maladie de la « vache folle » et les affections à prions. Cette décision s'inscrit dans la polémique qui oppose, depuis plusieurs jours, Edith Cresson, commissaire européen à la recherche, au gouvernement d'Alain Juppé, et notamment à François d'Aubert, secrétaire d'Etat à la recherche. La situation est d'autant plus difficile à comprendre que tout semblait acquis quant à la nécessité d'investir à l'échelon européen dans ce secteur de la recherche dont la puissance publique reconnaît qu'il a, ces dernières années, été gravement sous-estimé.

La France a joué ici un rôle moteur et novateur en proposant à la Commission européenne, dès la fin du mois de juin, de coordonner et de financer un programme de recherche sur ces pathologies méconnues, programme qui devait s'appuyer sur les efforts déjà engagés par les Etats membres. C'est cette initiative qui devait conduire le 7 octobre le conseil européen des ministres de la recherche à adopter à l'unanimité un texte dit « de conclusions » (*Le Monde* du 11 octobre). Ce texte incite l'Union européenne « à augmenter ses activités de recherche dans le domaine des encéphalopathies spongiformes, à la fois dans les aspects de biologie fondamentale et de santé humaine, en particulier dans le cadre des programmes des sciences du vivant. »

« Tout semblait acquis quand M^{me} Cresson est entrée dans des problèmes de technique budgétaire, ce qui a complètement brouillé le message et instauré la confusion,

confie-t-on dans l'entourage de M. d'Aubert. Nous n'avons pas souhaité polémiquer de manière officielle, pour autant nous avons le sentiment d'avoir été agressés. Nous n'avons pas vu venir le coup et avons découvert les dégâts dans la presse. »

Le redéploiement dans ce secteur ne doit pas se faire au détriment de la recherche sur le cancer ou le sida

Pour le secrétaire d'Etat, il importe de rappeler les faits essentiels qui sont l'adoption, par le conseil des ministres de la recherche, du principe d'un programme commun et le montant de 50 millions de francs d'écus avancé par M^{me} Cresson. On estime dans son entourage que, compte tenu de la mobilisation des équipes françaises sur ce thème, une fraction non négligeable de cette somme devrait, après les procédures d'appel d'offres, venir les soutenir.

Reste à savoir d'où viendront ces 50 millions d'écus. « La France estime que le moyen le plus simple et le plus rapide pour disposer de cette somme consiste à redéployer

certaines des crédits existants, et curieusement toujours non employés, dans le secteur de la recherche, indique-t-on de bonne source. Pour sa part M^{me} Cresson semble avoir fait le choix, très discuté, d'un « complément financier », procédure plus longue et plus lourde, qui ne permettrait pas aux équipes concernées de disposer des sommes en question avant de longs mois, voire plusieurs années. » Le budget européen de la recherche s'élève à 13,1 milliards d'écus, dont 1,6 milliard correspond aux sciences du vivant.

Dans son télégramme diplomatique, le gouvernement français entend prévenir les suites que pourrait avoir une telle polémique. Rappelant la nécessité d'agir vite et le rôle joué par Paris dans ce domaine, il insiste pour dire que le redéploiement nécessaire dans ce secteur scientifique ne doit pas, comme M^{me} Cresson le laisse entendre, se faire au détriment de la recherche européenne sur le cancer ou sur le sida.

On fait encore valoir à Paris que plusieurs dizaines, voire centaines, de millions d'écus n'ont pas été employés par les structures européennes en charge de la recherche et qu'il y aurait quelque inconséquence, dans ces conditions, à retarder le financement de travaux dont le lancement n'a que trop attendu.

Jean-Yves Nau

Pour ne plus être seul(e)
3615 ETRE 2
TELEPHONE 01 69 10 00 00

Au Milan de Silvio Berlusconi, le rugby reste dans l'ombre du ballon rond

Entraînés par Jean Trillo, les Italiens reçoivent Toulouse, mercredi 16 novembre, en Coupe d'Europe

Les rugbymen de Milan ont connu des débuts difficiles en Coupe d'Europe face aux Irlandais du Munster. Mercredi 16 novembre, ils reçoivent

le champion de France, Toulouse, tenant du titre. Dans une ville dédiée au football, le Calcio, le club vit plus modestement que le Milan AC, lui

aussi financé par le magnat Silvio Berlusconi. L'entraîneur français Jean Trillo tente de construire une grande équipe.

MILAN

de notre envoyé spécial

L'endroit est modeste, forcément. Dans le stade Mario-Giurati se déroule un autre Milan, celui du rugby, un recoin de l'anonymat, à plusieurs lieues du football-spectacle, de son luxe et de ses stars. Ici la lumière éclaire faiblement un terrain aux dimensions réduites. On ne joue jamais le soir. Les Milanais se satisfont des après-midi pour dresser leurs modestes rivaux du championnat italien. Ils ont l'habitude de triompher dans l'ombre.

Quelques échos de presse, à peine quelques murmures de-ci de-là, la finale retransmise en direct par la télé publique, et deux ou trois matchs, si tout va bien. Pour remplir l'unique tribune, rarement plus de mille spectateurs. En ce lundi 14 octobre, avant-veille d'une rencontre de Coupe d'Europe, pas un journaliste italien n'est venu aux nouvelles. Les joueurs s'entraînent sans public, sans photographes. Ils ne doivent compter que sur eux-mêmes. « Nous sommes "cassés" par la concurrence du football, se lamente sur le bord de touche Sandro Manzoni, le président. Le Milan AC et l'Inter, c'est beaucoup trop pour nous. »

Peu importe la forme du ballon. Milan sera toujours Milan, impensable sans ses rêves de grandeur. Le club de rugby appartient à la même famille que celui de football, sorte de parent bienveillant qui suit de loin les progrès de ce petit cousin en rouge et noir.

Outre la couleur du maillot, ils ont en commun des membres de leur conseil d'administration.

Silvio Berlusconi avait rêvé d'un Milan AC omnisports pour tout gagner partout, en voyant le sport italien sous le flot de ses liras. Le volley-ball et le hockey sur glace ont disparu. Le rugby et le basket-ball ont survécu, comme s'il ne s'agissait que de pousser une grande ambition.

Jean Trillo en sait quelque chose. L'ancien entraîneur de l'équipe de France s'est converti, cette saison, au rugby italien. Il a pris la mesure d'un grand désir de réussite et de jeu complet, dont les dirigeants l'imaginent en parfait accoucheur. « L'objectif est de devenir le pendant du club de football, reconnaît-il. Ce but, il existe, que l'on soit ou non capable de le réaliser. »

Avant même la venue de Toulouse, la Coupe d'Europe a mis à mal quelques illusions. Les Milanais ont commencé par une sévère défaite en Irlande, contre les joueurs de la province de Munster (23-5), alors qu'ils s'étaient persuadés de ne rien avoir à craindre de ces joueurs-là. Dans la Péninsule, Milan gagne toujours sans surprise. A l'exception de Trévise - club parrainé par Benetton, l'autre sponsor multisports en Italie -, les Lombards n'affrontent que des figurants, régulièrement inondés d'une pluie d'essais.

A l'aune du championnat italien, les avants milanais sont des monstres et les arrières des gazelles. En trois matchs cette saison, les joueurs de Jean Trillo n'ont jamais marqué moins de 70 points. Ces grandes balades offensives font sans doute perdre le sens des réalités. A Milan, le rugby est encore en construction. La

structure professionnelle, que préside Jean Trillo, n'existe qu'à l'état d'ébauche. Tous les joueurs ont un métier. En dehors des matchs, ils ne se retrouvent sur le terrain que trois fois par semaine. L'entraîneur est le seul à faire du rugby à plein temps, escorté d'une équipe réduite. Elle comprend un manager chargé des tâches administratives, un préparateur physique et un médecin-kinésithérapeute.

Le rêve d'un Milan AC omnisports pour tout gagner partout

Avec un budget annuel de 8 millions de francs, Milan s'interdit les folies. Grâce à Jean Trillo, le club a été en contact avec Laurent Cabannes. Le troisième ligne de l'équipe de France a finalement choisi l'Angleterre, ses clubs aux caisses mieux garnies, son jeu plus riche. Sandro Manzoni court toujours après l'étranger capable de faire progresser son équipe. Il y a quelques années, il s'était offert successivement Mark Ella, David Campese, Jason Little et Tim Gavin, de grands noms du rugby australien. Aujourd'hui, leurs descendants coûtent dix fois plus cher. L'hémisphère sud s'est jeté dans les bras du professionnalisme.

Plusieurs clubs anglais appartiennent à des milliardaires. D'autres sont soutenus par de puissants sponsors. « Les Wasps ont recruté Tuigamala, un grand joueur de XIII, pour la durée de la Coupe d'Europe, rappelle Sandro

Manzoni. Que peut-on faire contre cela ? » Les règlements de la fédération italienne n'autorisent de toute façon qu'un seul joueur étranger par équipe. Le souci de former une élite nationale, à l'origine de cette mesure restrictive, pourrait tourner au handicap. Les joueurs venus des grandes nations de rugby faisaient bénéficier leurs équipes de leur expérience et de leur savoir-faire.

A Milan, à peine moins qu'ailleurs, le rugby n'appartient pas à la culture sportive. Beaucoup de joueurs y sont venus par hasard, ou par les démons de la géographie. Roberto Crotti s'affirme comme un trois-quarts aile de talent. Il saisit toujours l'occasion d'un essai. Il ne doit pourtant pas grand-chose à son pays natal. C'est au pays des Springboks, champions du monde, qu'il a découvert le rugby à l'âge de dix ans.

Pour sa première saison en Lombardie, Jean Trillo ne s'est vu assigner qu'une seule obligation : conquérir le titre de champion d'Italie. Un symbole est en jeu. En cas de succès, Milan serait couronné pour la vingtième fois. Le club aurait donc le droit d'arborer sur ses maillots une seconde étoile, une distinction honorifique attribuée pour dix titres dans l'ensemble des sports transalpins.

L'entraîneur français n'en oublie pas totalement la vigne du championnat d'Europe. Lundi, il a parlé aux joueurs. Pour s'efforcer de les convaincre de croire « en l'unique chance qu'ils ont de battre Toulouse », mercredi 16 novembre, au stade des Arènes. Après, il sera toujours temps de repenser au championnat.

Pascal Caux

Le Mondial de football 2002 menacé par le différend Corée du Sud - Japon

SEPP BLATTER, le secrétaire général de la Fédération internationale de football (FIFA), s'est inquiété des divergences qui opposent le Japon et la Corée et qui menacent l'organisation de la Coupe du Monde 2002 confiée aux deux pays au mois de mai. « Les deux pays ne se rapprochent pas, c'est même plutôt le contraire, a estimé Sepp Blatter, dans un entretien avec le mensuel britannique World Soccer. Ils sont de plus en plus éloignés. Ce n'est pas le mariage que nous souhaitons. »

La FIFA et des responsables des fédérations japonaises et coréennes se rencontreront le 6 novembre à Zurich. « Cela ne va pas être facile car ils n'arrivent même pas à trouver un accord sur le format de la compétition, a regretté le secrétaire général. Les Japonais, par exemple, souhaitent qu'il y ait 40 équipes engagées pour pouvoir les répartir dans toutes leurs villes, alors que les Coréens en veulent 32 seulement, car ils n'ont songé qu'à leurs villes principales pour accueillir les matches. » Un autre problème se pose également à propos du lieu de la finale. - (AFP)

■ Le Levski Sofia s'est joint à la fronde dirigée contre la Fédération bulgare de football et a demandé à son tour le remplacement de ses dirigeants. Le club de la capitale a décidé de rejoindre le mouvement de contestation dont le membre le plus éminent est la vedette de la sélection nationale, Hristo Stoichkov. Comme 58 clubs bulgares de différents niveaux, le joueur du FC Barcelone réclame l'organisation d'un congrès extraordinaire de la Fédération et a déclaré qu'il ne rejouerait pas en équipe nationale tant que son vœu ne serait pas exaucé. - (AFP)

■ Un homme a été retrouvé mort près du stade Nacional de Santiago du Chili, dimanche 13 octobre, alors que de violents incidents opposaient les supporters des équipes de Colo Colo et d'Universidad de Chile, après la rencontre de championnat entre ces deux formations. - (AFP)

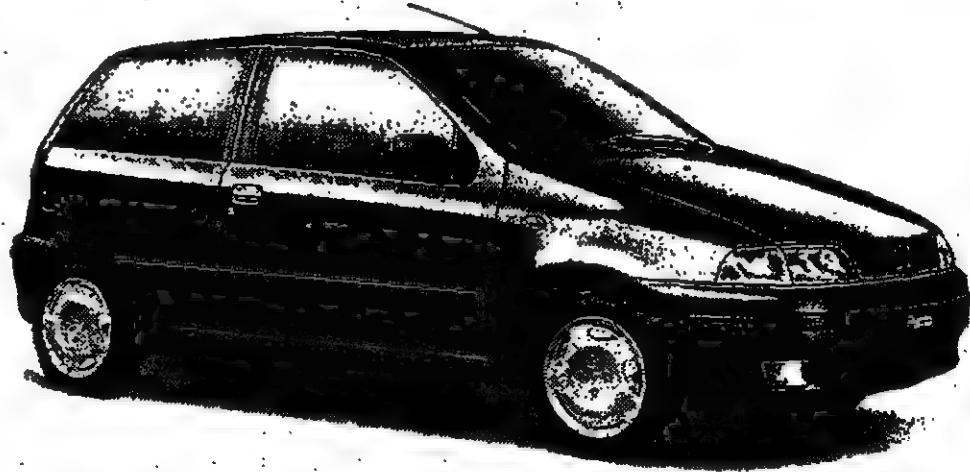
■ AUTOMOBILISME : le Finlandais Tommi Mäkinen (Subaru) a été victime d'un accident au cours de la première épreuve spéciale du 38^e rallye automobile San Remo, qui a débuté lundi 14 octobre, à Gubbio (Italie). Déjà assuré du titre mondial des conducteurs 1996, le pilote est sorti indemne de l'accident, alors que son compatriote navigateur, Seppo Harjanne, a été conduit à l'hôpital pour un choc vertébral. - (AFP)

■ DOPAGE : un membre de l'équipe britannique de bobsléigh, Mark Tait, a été suspendu à vie par sa fédération après avoir subi un contrôle antidopage positif aux anabolisants. L'athlète, qui a présenté ses excuses, n'entend pas faire appel de la décision. - (AFP)

■ RUGBY : Jacques Fouroux a été élu sans surprise lundi soir à la présidence du FC Auch (groupe A2) et retrouve ainsi le rugby à XV après un « intermède » de deux ans à XIII (le Monde daté 13-14 octobre). Le « petit caporal » a été porté à la présidence après que la liste FC Auch demain, la seule en présence, eut été élue à l'unanimité et à mains levées par l'assemblée générale extraordinaire du club aushatain.

■ Une campagne a été lancée en Afrique du Sud pour la réintégration de François Pienaar, le héros national écarté de la sélection des Springboks en vue de la tournée en Argentine, en France et au Pays de Galles en novembre et en décembre. Un membre de la Fédération sud-africaine de rugby, Keith Parkinson, a également démissionné de ses fonctions, lundi 14 octobre, pour marquer son désaccord avec la décision du sélectionneur, André Markgraaf. Cette démission intervient après celle, motivée par les mêmes raisons, de Ray Mordt, membre du comité de sélection des Springboks. - (AFP)

CONTRE LES OFFRES OBSCURES, FIAT JOUE LA TRANSPARENCE.



**CONTRAT
TRANSPARENCE**

Contre le flou du discours automobile, Fiat invente le Contrat Transparence : le Contrat Transparence, ce sont des prix nets. Soit la Punto prix net à partir de 51 200 F. Des financements nets, devient plus net. C'est ce que l'on La Prime Qualité Fiat, avec toujours 5 000 F de reprise pour les appelle le parler-vrai automobile.

FIAT

PUNTO PRIX NET 51 200 F*, OU 46 200 F AVEC REPRISE D'UN VÉHICULE DE PLUS DE 8 ANS.

*PUNTO SS 833 P, version présente 75 ELX DA 3p, 63 900 F (ou 58 900 F reprise déduite). Tarif prix net au 1/10/96 AM 97 (tarif de référence est 289 996 francs de la moyenne des conditions habituellement constatées par Fiat et ses réseaux). Chez les concessionnaires et agents participants.

مكتبة الفصحى

Mémoire de gare

De style Belle Epoque, Le Train bleu, à défaut d'un repas, vaut largement la visite

AVEC le pont Alexandre-III, la gare de Lyon avait été servie aux Parisiens dans la corbeille de mariage de l'Exposition universelle de 1900. De la très belle ouvrage. Du solide pour longtemps. Il fallait tout ça pour un édifice qui allait, sans frémir, lancer ses convois jusqu'au bout du territoire, vers les soleils encore mal connus de la Provence et de ses cigales, de la Côte d'Azur et de ses minous. Le siècle se mettait en marche.

En décembre 1922, quatre ans après les clameurs de l'Armistice, le Calais-Méditerranée Express s'arrache donc des quais de la gare de Lyon et trace sa route vers le grand Sud. A son bord toute une quincaillerie de joyeux fêtards à la mode, qui inaugure une manière délicate de s'éloigner un violent coup de la capitale dans l'affreux soul d'y revenir au plus vite.

Les Nicols, qui réceptionnent les gueules de bois avec l'ensemble de la machinerie, vont appeler ça le « Train bleu ». Les voitures étaient effectivement peintes en bleu, rehaussées de l'or des armes de la Compagnie internationale des wagons-lits.

Durant cinquante ans, il va braverment convoier tout un peuple de pèlerins, légèrement alibris d'alpaga à la saison sèche, protégés de tweed et de coton anglais pour la mousson. De la vedette en veux-tu en voilà. Justement en voilà : Stroheim, le regard toujours féroce, une femme encore souriante à ses côtés ; Simonon, l'œil maigre, la pipe réglementairement calée à la Maigret ; Marlene Dietrich et Jean Marais, en couple impossible ; Brigitte Bardot, s'essayant à dire au revoir avec des dents d'or. A Dijon, dernière frontière des long dômes, les barmen poussaient leurs derniers clients vers l'acajou de leur nuit et croquetaient des hamacs dans le travers des parois d'acier pour commencer la leur. Nuits blanches, Train bleu.

Mais rappelons-nous. Traditionnellement, la gastronomie ferroviaire allait de la sole normande - servie pour moitié sur l'épaule du dîneur, le restant ne survivant pas



au chaos du rail -, au sandwich volé à une roulante de fortune alpaguée entre chien et loup dans des gares incertaines. On pouvait aussi avoir le souvenir de l'œuf dur, dévoré cérémonieusement sur une nappe à carreaux, repas déjà considérable à une époque où l'on voyageait communément sur les marches-pieds et où il était pourtant véritablement « streng verboten » de se pencher au-dehors.

Arriveront les rencontres avec les buffets de gare, ces brefs oratoires de l'attente. Onze heures du soir à Pontardier ; un petit matin à Perpignan ; une histoire de gratinée trop salée à Saint-Charles. Moments en creux, laissés à la rêverie agitée du rendez-vous avec la pendule. A quel ressemblaient-ils tous ces endroits ?

Celui-là, il serait difficile de l'oublier ; ce buffet de la gare de Lyon, ce monumental Train bleu, palais d'ors et de stucs qui s'élevait offert les dirigeants de la très considérable compagnie Paris-Lyon-Méditerranée. L'industrie ferroviaire voyait haut et grand. Versailles près des bûchers, façon Belle Epoque. Les gardiens officiels de la culture et du patrimoine se sont accrochés l'affaire en saintoïr, en crachant pas mal de notre épargne pour que nul

ni plus à rougir du chef-d'œuvre que certains gouvernements ingrats entraînaient par négligence à se perdre. On peut visiter, c'est redevenu d'origine.

LA SURPRISE DU CHEF

Il faut tout de même du cran pour oser entrer. Ce n'est pas que cela soit intimidant : farfelu seulement. Enorme. On se demande si on ne va pas vous servir un cuisiné de lustré ou un émacié de rideau cramoisi. Fort heureusement, le personnel est déguisé de toute obligation de se croire revenu au temps des princesses russes, des poétesses immortelles et des présidents du conseil de la III^e République. Très sobre dans son ensemble, très nature. Celui qui nous servait retirait les assiettes avec la poigne d'un braccioni sardes relevant les garennes du jour. Drôle, au demeurant, mais on devine que les brigades ne sont pas vraiment dans le complot.

La cuisine non plus : comme si le décor suffisait. Il est vrai que mijoter des plats un peu subtils dans un bazar pareil relève du sacrilège. L'endroit est lourd et puissant ; la table aussi. Une sorte de cantine assez chère - chère même -, fatiguée par son environnement, débordée par son cadre. Mangeons. Merveille d'œufs à la benjolaïse, « stewed eggs the benjolaïse way », comme dit le sous-titre. Bien, mais alors voilà les œufs pochés, cuits selon les trois ordres : le « à

point », molet comme il faut, et puis le dur, complètement, et le pas saisi du tout, absolument. On dira qu'on a le choix et qu'il est inutile de s'enflammer à ce genre de détail. D'accord.

Autre chose : fole gras et magret de canard en gelée aux trois poivres. Voilà l'exemple même de ce qu'on appellera « la surprise du chef ». Certes, le fole gras est là, pesant, présent, mais le magret est réduit à une sorte de viande des Grisons, tranchée fine, très fine, et, s'il y a sûrement de la gelée, elle se présente sous forme de cubes, comme savent la préparer les charcutiers encore amoureux et qui ont la tête ailleurs. Les trois poivres existent, de fait : trois grains dont on doit penser qu'ils sont d'origine différente et diaboliquement lointaine. Un gag facturait 120 francs. La table et la vie du rail n'ont jamais fait bon ménage. Il est assez réjouissant de constater que ce temple dédié aux chemins de fer et à ses pionniers fait autant d'efforts pour maintenir avec tant de constance la tradition. Au fond, c'est ce qu'on pourrait lui reprocher le moins.

Jean-Pierre Quélin

★ Le Train bleu, gare de Lyon, place Louis-Armand, 75012 Paris. Tél. : 46-75-76-76. Ouvert tous les jours, toute l'année. Accueil jusqu'à 23 heures. Carte : 250 F. Menu de 280 à 450 F.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LES ZINZINS

■ C'est ainsi que l'on nomme, au Palais Brongniart, les investisseurs institutionnels. C'est à eux, entre autres, que s'adresse Frédéric Delafosse dans un bel espace consacré à la cuisine transalpine et aux vins italiens, par un ancien de chez Comi. Pour les boursiers, la cotation du menu au déjeuner est à 98 F ! Aubergines et courgettes marinées, carpaccio de boeuf en entrée, et piccata de veau au citron, c'est honnête, fin et savoureux. La cuisine est certes adaptée aux préférences françaises mais les raviolis du jour, légumes, crème et basilic, ou l'osso bucco sont épatants. Bon choix de vins italiens : le valpolicella de la casa, en carafe, à 65 F. Formule à 98 F (déjeuner). Menu : 132 F. A la carte, compter 180 F.

★ Paris, 6, rue des Colonnnes (75002). Tél. : 40-20-90-50. Fermé samedi midi et dimanche.

LA COTE

■ L'établissement se veut un sérieux bistrot à vins. Mais il n'est pas que cela. Ici bien sûr, la côte roannaise, le côtes-de-bourg trouvent aussi bien que le régné ou le saumoir blanc « vieilles vignes » leurs amateurs, au zinc. Mais c'est aussi une table soignée à prix serrés. Accueil de charme de Primerose Fabre, aidée d'un second. Ici, le client va à l'essentiel, le bon et le pas cher. Dans un menu à 78 F, soit, ce jour, après le céleri remoulade ou les poireaux vinaigrette, la brandade de morue et salade, le contre-filet rôti et gratin dauphinois ou encore l'entrecôte au bleu, haricots verts. Travail bien fait par tradition de famille ; les vins choisis à la propriété rejoignent l'effort des petits producteurs. Menu 78 F. A la carte, compter 160 F.

★ Paris, 72, rue Richelieu (75002). Tél. : 42-97-40-68. Fermé samedi et dimanche.

Brasserie

LE NEMROD

■ Voici une brasserie d'origine où l'on fait tout pour retenir le client. A toute heure, animation autour d'un pot - bientôt les vins de Blaye - et un choix de vins de qualité où le beaujolais se taille la plus belle part. Le chiroble est agréable et mérite d'être dégusté avec les fritons, fritons, fritons et fromage de tête - l'assiette à 37 F ! Comme beaucoup d'autres, le Nemrod s'est ouvert à une cuisine de ménage qui fait accourir les clients pressés à l'heure du déjeuner : flet de loup sauce mouseline, gigot d'agneau à la provençale et pommes à l'ail, boeuf aux quatre épices, sauté de veau, chou farci ou bien flet de boeuf à la bordelaise. Une assiette suffit à un repas, salades composées ou plats du jour, tant les quantités sont suffisantes. Donc, point de menu à prix fixe. La patronne est aux fourneaux ; allège, le patron en tablier, lui, trinque avec les habitués. Plats à 72 F. A la carte, 120 F. Fichet de vin 50 F.

★ Paris, 51, rue du Cherche-Midi (75006). Tél. : 45-48-17-05. Fermé dimanche.

Gastronomie

LA TOUR D'ARGENT

■ La perte d'une étoile Michelin en 1996 rendait nécessaire un changement d'hommes et un retour aux sources. Un nouveau chef, Bernard Guilhaudin, a pris les commandes d'une brigade presque entièrement renouvelée. Rebâtir un univers gourmand sans craindre les redites, c'est la vocation de ce restaurant-musée. Alors on s'est remis à faire chaque jour le fond de canard destiné au « marco polo », à blanchir l'oselle du germiny et à monter la sauce mornay qui enrobe la quenelle de brochet. Mais le chef a obtenu le privilège d'apporter quelques innovations sur la carte d'automne : trois poissons à la vapeur d'herbes, un bar à la manguette et au chou, un flet de Salers à la tomate, à l'échalote et aux poivres, une tourte et filets de pigeon et céleris. Des nouveautés vécues comme un espace de liberté par un chef au parcours insolite. Formé chez Chapel, puis au Vivarais, il resta pendant six années « en maison bourgeoise » au service de M. Wildenstein, avant d'obtenir deux étoiles chez Laurent, puis de diriger les cuisines de la Mamounia. Sa fierté est d'avoir mis au point, avec Claude Terrail, maître des lieux et premier goûteur, un fameux pâté en croûte brisée au fole gras et à la gelée finement dosée de porto. Menu : 395 F (déjeuner). A la carte, compter 1200 F.

★ Paris, 15, quai de la Tourneille (75005). Tél. : 43-54-23-31. Fermé le lundi.

Jean-Claude Ribaut

CORRESPONDANCE

Le cassoulet en boîte

A la suite de la publication, dans Le Monde du 9 octobre, d'un article intitulé « Le cassoulet en boîte », nous avons reçu de Lionel Zinsou, président de Pancani-William Saurin, la lettre suivante :

Une attaque allégre du cassoulet en boîte animal vos colonnes le 8 octobre. Elle ne trouvait pas de qualificatifs assez blessants pour décrire le premier produit du marché : le cassoulet standard William Saurin, sans doute trop populaire dans tous les sens du mot.

L'attaque prenait appui sur les vertus du cassoulet supérieur pour flétrir le produit du cœur de marché et suggérait que tout cela était offert au même prix. Les 70 % de Français qui consomment du cassoulet savent que William Saurin

est tout autant le leader du segment supérieur - le paradis - que du segment standard - l'enfer.

J'ai plaisir à vous informer que la nouvelle recette standard que nous lançons cet automne surpasse, en test aveugle, toutes les recettes concurrentes. C'est peut-être grâce à ce travail de rénovation constant, depuis juste cent ans, que nous progressons régulièrement en parts de marché. Nous ne fabriquons que vingt-cinq millions de kilos de cassoulet par an et nos consommateurs nous en demandent un peu plus. C'est avec l'humilité qui convient que nous améliorerons encore et toujours notre produit pour ajouter votre réducteur à nos quarante millions de clients.

Le hachis parmentier

Antoine Parmentier, le pharmacien militaire qui répandit l'usage de la pomme de terre au XVIII^e siècle, pouvait-il deviner la gloire qu'il allait retirer de ce tubercule ? Plus que le prix de l'académie de Besançon, qui distingua ses travaux de son vivant, le hachis qui porte son nom est aujourd'hui un monument culinaire. Cuisine de reste, cuisine de récupération ? Il est vrai que, lorsqu'ils font un pot-au-feu, les vrais amateurs de parmentier prévalent, à dessein, de faire bouillir plus de viande qu'ils n'en ont réellement besoin. Les restes serviront au hachis du lendemain. Les restaurateurs ne fonctionnent bien sûr pas de la même façon. Olivier Gaslain, chef du restaurant parisien Le Villaret, aime remplacer le boeuf par de l'agneau et même agrementer, en saison, de truffes fraîches le parmentier de sa carte. Christian Conticini, quant à lui, proposait ces dernières saisons, à La Table d'Anvers, une version où la viande est remplacée par



du boudin noir. Il arrosait son parmentier, parsemé de chapelure avant de

gratiner (un geste que tout le monde n'approuve pas), d'un jus de poulet. Saveurs, tours de main : en est-il de même au rayon des surgelés, où un plat cuisiné sur dix vendus est justement du hachis parmentier. Avec 9 000 tonnes annuelles, ce plat de ménage est le Poullidor des ventes de son secteur. Pris en tenailles entre les lasagnes bolognaises, le leader, et la paella, son challenger, notre lausabie parmentier semble illustrer, bien malgré lui, les querelles récentes de quelques toqués sur l'invasion exotique de nos cuisines. Les cocardiers auront vite fait de déchanter. Les fabricants ont tous jeté leur presse-purée aux orties. Les pommes de terre prennent, paraît-il, trop de place pour être stockées. Résultat : c'est à la purée déshydratée qu'on nous mijote les parmentiers surgelés. Tous les déshydratés se valent-ils pour autant ? Vaut-il mieux du granulé, des flocons ou de la poudre de pomme de

terre ? Et de quelle pomme de terre ? La provenance et le mode de transformation du tubercule influent sur la texture et le goût du plat de l'arrivée. Pour un met qui évoquerait plutôt des souvenirs de cantine, aucun fabricant ne se donne, hélas ! la peine d'indiquer la variété de pomme de terre qu'il emploie ou la provenance de la viande incorporée. Le seul véritable souci du secteur semble être de faire du parmentier un plat TGV. La marque Marie propose, depuis le mois de mars, des parmentiers « pré-gratinés ». Les quarante-cinq minutes de cuisson au four traditionnel ne sont plus qu'un mauvais souvenir, puisque le micro-ondes suffit. Quand à Findus, c'est à une version très new-look de ce plat qu'il nous convie depuis quelques mois. Sous l'appellation « cuisine créative », il offre à notre sagacité un parmentier de poisson à base de colin et de flocons de pomme de terre. Celui-ci se réalise en dix minutes, à la poêle, et se sert pour finir « en le repliant comme une omelette sur un plat de service ».

Guillaume Crouzet

PIERRE AU PALAIS-ROYAL
(Anc. Fricke Taittinger)
Cuisine traditionnelle - Produits frais
Nouvelles Formules 150 et 195 F
(déjeuner et dîner) et Carte.
10, rue de Richelieu - Tél. : 42.96.09.17
2 h. parking gratuit

PARIS 1^{re}
Pierre au Palais-Royal
(Anc. Fricke Taittinger)
Cuisine traditionnelle - Produits frais
Nouvelles Formules 150 et 195 F
(déjeuner et dîner) et Carte.
10, rue de Richelieu - Tél. : 42.96.09.17
2 h. parking gratuit

PARIS 2^e
FLORA DANICA
UN PETIT DÉJEUNER au cœur des Ch.-Élysées
COPENHAGUE mille délices
MENU 240 F (boissons comprises)
SAUMON, RENOIS, CANARD SAÏE
142, avenue des Ch.-Élysées - 44.13.36.35

PARIS 14^e
LE FLAMBOYANT
sa cuisine antillaise
Fermé le dimanche soir ; le lundi
toute la journée et le samedi midi.
11 rue Boyer-Sureau - 75014 Paris
Tél. : 45.41.00.22

BISTRO D'ANTAN
Restaurant - Cuisine du terroir
OUVERT TOUTS LES JOURS
21, rue de la Galté - 75014 Paris
Tél. : 43.20.67.57 - Fax : 43.95.08.95

PARIS 6^e
ALSACE A PARIS T.L.J.
9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS
CHOUCRUTES, GRILLADES,
FLAMMEKUECHE, POISSONS,
HUITRES ET COQUILLAGES

PARIS 2^e
TY COZ
48.78.42.95/54.51
35, rue St Georges - 9^e
POISSONS - CRUSTACÉS
FRUITS DE MER
Menu de la "MER" le soir : 170 F
Fidm., lundi soir - Climatisé

Sur nos plateaux, c'est elle la star !
PROMOTION
FRUITS DE MER
6 PLATEAUX
80' & 244'
Menus et Formules rapides
121' - 152'
LA CHAMPAGNE
GRANDE BRASSERIE DE LA MER
10 bis, place Cléchy - 75003 Paris
Tél. : 46.74.44.79 - Fax : 42.90.53.10
CHEZ HANSI
GRANDE BRASSERIE ALACROUVE
3, place du 18-Juin-1940 - 75008 Paris
Tél. : 45.46.98.42 - Fax : 45.44.55.48

LA GASTRONOMIE dans "LE MONDE", c'est chaque mardi daté mercredi, pour vos annonces publicitaires contactez le : ☎ 44 43 77 36 - (Fax : 44 43 77 38)

FIAT

DE 8 ANS.

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 16 OCTOBRE 1996

INNOVATION En Europe et en Amérique du Nord, des milliers de bâtiments ont perdu leur raison d'être. Usines, manufactures, casernes, entrepôts, sont désaffec-

tés. Le phénomène s'amplifie au point que les urbanistes, les élus locaux et les professionnels de l'immobilier s'en inquiètent. ● LES ARTISTES, toujours à la recherche

de locaux peu chers, sont dorénavant recherchés pour occuper ces surfaces. Quand ils emménagent dans les friches, ils revalorisent les bâtiments et leurs quartiers, fai-

sant monter, à terme, le prix du mètre carré. ● À NOUVEAUX LIEUX, nouveaux langages artistiques. Le chorégraphe François Verret occupe une ancienne usine

de roulements à billes à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Il veut y susciter de nouveaux rapports à la création et y accueillir le public de manière plus authentique.

Les ruines urbaines renaissent grâce à la création artistique

Le nombre des bâtiments désaffectés augmente si vite qu'élus et professionnels de l'immobilier se tournent vers les artistes pour sauver des espaces dont ils ne demandent qu'à s'emparer. La revalorisation entraîne alors une hausse du prix du mètre carré

LE METTEUR EN SCÈNE Robert Wilson a remis en état un watermill (moulin à eau) à Long Island (New York). Son confrère canadien Robert Lepage a aménagé *Ex Machina*, pour ses spectacles multimédias, dans une ancienne caserne à Québec. Après La Belle-de-Mai, manufacture des tabacs marseillaise reconstruite en pôle culturel, c'est une gigantesque caserne de pompiers qui va suivre en plein cœur de Lyon. A Zurich, la Rote Fabrik accueille les expositions les plus contemporaines. A Vienne, l'usine de locomotives WUK héberge des dizaines d'artistes résidents qui organisent concerts et spectacles. A Bergen, la fabrique norvégienne de conserve de sardines est devenue Kulturhuset.

La liste s'allonge encore si l'on ajoute à ces lieux, désormais connus, la multitude d'espaces occupés de façon précaire par des artistes comme, en France, les Frigos (anciens entrepôts frigorifiques) à Paris, le Brise-Glace (usine Alstom) et le 102 (cartonnerie) à Grenoble...

MILLIERS D'HECTAIRES

Briques et poutrelles métalliques, fosses de ciment, bidons rouillés : les nouveaux lieux de l'art s'installent là où un monde disparaît. Terminée, l'ère des usines monumentales. Abandonnées, les entrepôts, les manufactures, les arsenaux, leurs gares maritimes ou ferroviaires. Les bâtiments délaissés se comptent par milliers d'hectares à travers le monde occidental. Des casernes anciennes sont évacuées au profit d'édifices modernes plus fonctionnels. En France, avec la fin du service militaire obligatoire, des centaines de bâtiments seront vite obsolètes. La natalité décroît, la foi religieuse s'émousse : des écoles et des églises sont désaffectées. Le stock de friches industrielles françaises était estimé à



20 000 hectares il y a dix ans. L'étude Vision 2000 de l'American Institute of Architects prédit aujourd'hui que 90 % des constructions du XXI^e siècle seront en fait des reconstructions.

Le rythme des abandons s'accroît, les urbanistes, élus locaux, promoteurs immobiliers, architectes et artistes se préoccupent de l'utilisation de ces espaces vacants, parfois situés en plein centre-ville. Un colloque a réuni les uns et les autres, venus d'Europe et du Canada, à Montréal du 1^{er} au 4 octobre, à l'initiative des universitaires franco-québécois du Centre Jacques-Cartier de Lyon. Pour les promoteurs privés et les responsables publics, l'ar-

tiste est devenu utile. Qui d'autre que lui accepterait d'occuper ces locaux sales, délabrés, mal équipés ? Qui valoriserait, autant que lui, le bâtiment et le quartier ?

Le scénario s'est répété ces dernières années, de Vancouver à Paris, de New York à Vienne : squatteurs ou non, des artistes s'installent. Avec peu de travaux et beaucoup de talent, ils redonnent grâce aux édifices abandonnés. Musiciens, danseurs ou artistes plasticiens, ils organisent des spectacles et des expositions. Leurs visiteurs découvrent l'attrait de ces architectures industrielles. Des petites entreprises ouvrent : cafés, boutiques d'art. Puis des professionnels de la culture,

moins pauvres, viennent louer des surfaces : ateliers d'architecture ou de design, studios de vidéo... Le prix du mètre carré augmente et le quartier, revalorisé, attire une clientèle aisée. A terme, les artistes des débuts sont tout à fait oubliés, faute de pouvoir payer les nouveaux loyers, tantôt maintenus si la puissance publique ou des associations d'artistes interviennent.

Les artistes recherchent ces bâtiments désaffectés pour des raisons pratiques, économiques - trouver des mètres carrés peu chers - ou subjectives - investir des lieux à la hauteur de leur imagination. Au centre-est de Montréal, l'usine C (une ancienne fa-

bricque de confitures à la haute cheminée de briques), est occupée depuis 1995 par la compagnie de théâtre Carbone 14, que l'on a vue en France au Théâtre de la Ville. « Nous cherchions un espace riche d'un passé, d'une histoire. Abandonnée, une usine est porteuse à elle seule d'un message dramatique, estime la directrice artistique, Danièle de Fontenay. L'usine C est assez centrale pour que les spectateurs montréalais puissent y venir facilement. Mais, à la périphérie du centre, nous bénéficions du retrait nécessaire à la création. » Rénové, le bâtiment abrite une salle de cinq cents places, à l'aménagement modulable. Le café-restaurant - un stout rare dans les théâtres québécois - permet aux spectateurs et aux artistes de se rencontrer.

LA BELLE-DE-MAI RECONQUIÈRE

A la salle de répétition de Carbone 14 s'ajoutent les studios de vidéo et de musique électroacoustique. Fait nouveau, la coexistence de plusieurs domaines artistiques caractérise souvent ces lieux. Avec ses 45 000 mètres carrés au centre de Marseille, la friche de La Belle-de-Mai est devenue, en quatre ans, un laboratoire reconnu. La ville de Lyon, qui projette de transformer la caserne des pompiers du Quai Saint-Vincent en pôle artistique, a commandé une étude à Philippe Foulquié, directeur de La Belle-de-Mai. Ces deux projets ont en commun d'être voués par des maires soucieux de ne pas laisser vides des édifices immenses en pleine ville.

A Marseille, l'ancienne manufacture de la Seita est un lieu de création de théâtre, de danse et de musique, doté de subventions publiques. L'association est présidée par l'architecte Jean Nouvel. Armand Gatti y a monté une pièce avec des jeunes des quartiers marseillais. En 1995, Patrice Chéreau y a donné la première française de

la pièce de Bernard-Marie Koltès, *Dans la solitude des champs de coton*. Le rappeur MC Solar y a dirigé des ateliers d'écriture de chanson. Le premier cybercafé ouvert en France est situé dans ses locaux. Plusieurs compagnies artistiques y résident : celles des danseurs Dunes et Appaix ; le Théâtre de marionnettes et d'objets Masalia ; le groupe de rap IAM et le Festival Mimi des musiques contemporaines ; les collectifs d'art plastique Astérides et Triangle France. D'autres activités autonomes s'y sont installées : Radio Grenouille, le journal culturel *Taktik*, un bar...

La Belle-de-Mai n'est pas « un modèle », affirme Philippe Foulquié, mais « peut-être l'un des multiples aspects de cette formidable capacité des hommes à déjouer les systèmes qui les empêchent de parler ». L'un des responsables de la coopérative Méduse de Québec, Gilles Arteau, parle lui d'une « appropriation » par les artistes d'espaces arrachés à la spéculation immobilière. Les neuf édifices voisins, naguère abandonnés au milieu de Québec, appartiennent à onze associations artistiques grâce à la volonté de la mairie d'en faire un atout du développement urbain. Gravure, photo, théâtre, arts plastiques, cinéma indépendant : ces activités partagent le besoin de vastes espaces. « La coopérative Méduse va à l'encontre des clichés qui stigmatisent l'individualisme de l'artiste et son incapacité innée à gérer ses affaires », affirme Gilles Arteau.

Quand ils ne sont pas soutenus par les pouvoirs publics, les artistes des friches s'épuisent vite à résoudre les problèmes de survie. Difficultés de chauffage, de sécurité, d'acoustique... les bâtiments désaffectés n'étaient pas conçus pour leur nouvelle utilisation. Plasticiens et danseurs, les artistes du Brise-Glace à Grenoble cherchent à légaliser leur occupation d'une usine vide qui appartenait encore à Alstom. Ils bénéficient depuis peu de la médiation de la nouvelle municipalité. « Nous passons tellement de temps à défendre ce lieu, à le remettre aux normes, à inventer une démocratie interne qu'il est parfois difficile de garder du temps et de l'énergie pour la création », déplore la compagnie de danse Ici Même.

Les enjeux de création sont pourtant au cœur de l'affaire. Les artistes des friches paient volontiers de leur recherche de nouveaux langages artistiques, de nouveaux rapports au public, à la scène, de nouveaux cadres sensoriels et imaginaires. En ressuscitant des lieux morts, ils éveillent l'espoir de faire naître des laboratoires, des expérimentations en phase avec les sensibilités contemporaines. Parviendront-ils à écrire de nouvelles pages de l'histoire de l'art ? La reconversion massive de ces bâtiments singuliers est, de toute façon, une certitude.

Catherine Bédarida

Rendez-vous dans les friches

● **Marseille.** La friche de La Belle-de-Mai invite, du 21 au 26 octobre, le Project Arts Centre de Dublin. Au programme : Pan Pan Theatre, une compagnie professionnelle d'artistes sourds ; les danseurs contemporains de Cois Ceim Dance Theatre ; des expositions d'arts ; une soirée de musique animée par la DJ Anne Marie Walsh. 41, rue Jobin, 13003 Marseille. Tél. : 91-11-42-43.

● **Grenoble.** Le 102. Les associations Archipel Urbain pour les musiques actuelles et Art Young pour le cinéma expérimental et les expositions programment régulièrement des événements. Le Brise-Glace propose danse et expositions, de façon irrégulière. Le 102, 102, rue d'Albion, 38000 Grenoble. Tél. : 76-70-12-00. Le Brise-Glace, 24, rue Ampère, 38000 Grenoble.

● **Zurich.** La Rote Fabrik présente ce trimestre une exposition « Sex and space », accompagnée de films et de débats. Rote Fabrik, Seestrasse, 395, 8038 Zurich, Suisse. Tél. : (1) 481-59-50.

● **Copenhague.** Le projet Phoenix : pendant cinq jours, du 30 octobre au 3 novembre, le réseau européen Trans Europe Halles organise des événements artistiques sur un ferry. Des artistes du WUK de Vienne, des musiciens de La Belle-de-Mai, des danseurs de Noordelijk (Hollande) se produisent en soirée. Une connexion Internet est prévue avec la Rote Fabrik de Zurich. Pour tous renseignements : Trans Europe Halles, c/o Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux, 75018 Paris. Tél. : (1) 42-29-84-73.

Dans une usine d'Aubervilliers, les « Labos » du chorégraphe François Verret

LE CAMION COLORE du Petit Théâtre Baraque, stationné devant l'ancienne usine de roulements à billes, égale la façade grise. Le local confié par Jack Ralite, maire (PC) d'Aubervilliers, au chorégraphe François Verret est petit (600 m²) et spartiate. A l'aide de tentures, les artistes ont aménagé trois espaces : une salle de spectacle d'une centaine de places ; une salle pour les répétitions et les ateliers de théâtre, musique ou écriture, dotée d'un coin bar ; une entrée qui abrite d'un côté le bureau, de l'autre, pour quelque temps, le minuscule chapiteau du Petit Théâtre Baraque.

François Verret veut proposer des « expériences sensibles », « une qualité de rencontre » aussi bien aux artistes qu'au public local. Jeune chorégraphe contemporain, il s'est fait connaître au milieu des années 80 avec *Illusions comiques*, *Faustus*, *Le Vent de la course*. Il pourrait, à l'heure actuelle, diriger un centre chorégraphique national, comme le font d'autres artistes talentueux de sa génération. François Verret, qui préfère l'expérimentation et la recherche, s'est lancé dans un pari dont il est trop tôt pour savoir s'il sera réussi. Il a installé en 1995 ses Laboratoires à Aubervilliers, ville-symbole, banlieue tout à la fois ouvrière, chômeuse, immigrée et « rouge ». La même année, au côté d'Ariane Mnouchkine, il a fait la grève de la faim en solidarité avec la Bosnie.

ATELIERS GRATUITS

Les « Labos » proposent, dès la saison 1995-1996, des ateliers réguliers ouverts à tous et gratuits (50 F d'adhésion annuelle). Le romancier François Bon donne alors un atelier d'écriture. François Verret amène les habitants d'Aubervilliers, appareil photo et magné-

tophone en main, explorer leur ville. Théâtre, « espionnage acrobatique », clowns et jonglage sont aussi offerts. « Certains disent que, si les gens ne paient pas un bien, ils n'y accordent pas de valeur. C'est faux. La gratuité facilite l'amitié

Programme d'Automne

Installé depuis deux ans à Aubervilliers, le chorégraphe François Verret invite des artistes à montrer leur travail. Après la plasticienne Béatrice Caraculio et Fred Pétit, guitariste rock attiré par l'opéra et la musique contemporaine, la comédienne et chanteuse lyrique Frédérique Wolf-Michaels interprète, seule en scène, jusqu'au 20 octobre, *Espace-Vous*, sur des musiques de Georges Aperghis et de Giovanni Martinelli, et *La Prima Donna*, écrit par Claude Ber, poète marseillais contemporain.

La saison Automne aux Labos prendra fin avec la reprise, du 4 au 10 novembre, de *Rapport pour une académie*, création de François Verret sur un texte de Kafka. Début 1997, les Labos présenteront à La Villette le spectacle que les élèves de l'école de cirque de Châlons-en-Champagne répètent sous la direction de François Verret.

● Les Laboratoires d'Aubervilliers, 35, rue Lécuyer, 93300 Aubervilliers. Tél. : 48-33-88-24. Passeport Automne aux Labos : 50F.

« comme d'offrir un verre à quelqu'un », affirme le chorégraphe. En 1996-1997, les propositions se transforment, mais les principes de base restent les mêmes. L'atelier d'« expression » de François Verret est plutôt réservé aux professionnels. Les séances de théâtre, d'improvisation, de travail vocal, d'image et de jonglage attirent jeunes et adultes amateurs.

Les murs nus de l'usine sont, pour le créateur, une « chance ». « Ces carcasses vides permettent d'innover des cadres qui favorisent les essais. » Ces lieux « très réels, chargés d'une histoire » ne sont pas encombrés par toutes les normes des structures culturelles. L'artiste peut alors « réinventer, à partir de lui, ce qui a du sens, sans interioriser les conventions de la scène ». François Verret éprouve des diffi-

cultés à travailler dans des salles classiques. « Leur architecture très volontaire induit des perceptions, réduit l'expérience. » Au contraire, dans les friches, « le peu faire abstraction de l'architecture ». Plutôt que de s'adresser d'abord

aux « professionnels de la profession », dit-il en paraphrasant Jean-Luc Godard, il veut « se mettre au travail très simplement avec la population locale ». Les ateliers et la forme non conventionnelle des spectacles sont là pour favoriser « l'éveil sensible ». Les institutions culturelles classiques lui semblent, aujourd'hui, en décalage. « C'est absurde de construire des monuments qui coûtent des milliards, qui condamnent à fonctionner avec trente à cinquante personnes en permanence, et où beaucoup de personnes ne viendront jamais, quoi qu'on fasse. »

Aux « Labos », le chorégraphe présente des spectacles et des *works in progress*, des créations pas forcément terminées selon les critères habituels, des ouvrages en chantier. Il reprendra, en no-

vembre, sa création inspirée du texte de Kafka *Rapport pour une académie* (Le Monde du 17 janvier 1996). Préparée en résidence au Quartz de Brest, la chorégraphie s'adresse à une petite centaine de spectateurs qui déboulent autour d'une scénographie de tabourets et de poutres. Elle est interprétée par ses danseurs mais aussi par la comédienne-chanteuse Frédérique Wolf-Michaels et le percussionniste Jean-Pierre Drouot. Ces artistes participent à d'autres expériences des « Labos ». Frédérique Wolf-Michaels donne un spectacle (*fire ci-contre*). En janvier, François Verret et la chorégraphe Mathilde Monnier répéteront dans les murs de l'ancienne usine de roulements à billes une nouvelle création, *Perturbation*, avec Jean-Pierre Drouot.

ESQUISSES DE SPECTACLES

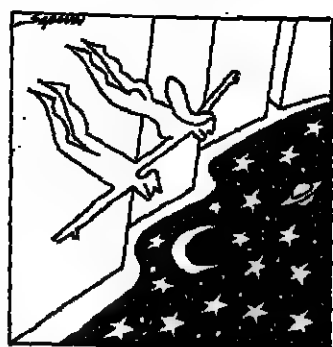
D'autres artistes deviennent des familiers du lieu, comme le Théâtre du radeau de François Tanguy, le metteur en scène du Mans qui avait partagé la grève de la faim de 1995. Jusqu'au 23 octobre, le Radeau joue sa *Bataille du Tagliamento* non loin, au Centre dramatique national de Gennevilliers. Pendant ce temps, aux « Labos », quelques-uns de ses comédiens ont armé leur minichapiteau du Petit Théâtre Baraque. Ils donnent des « esquisses » de spectacle, des « morceaux de la foire de la vie », à des horaires variables - le soir après d'autres spectacles, l'après-midi pour les stagiaires des ateliers. Il y est question de mer, de naufrage, de rêveries. Masques, marionnettes, maquettes de voiliers apparaissent et disparaissent dans une atmosphère délicate et éphémère.

C. Ba.

DU 11 AU 27 OCTOBRE
CRÉATION
CHASSE AUX RATS
DE PETER TURRINI
MISE EN SCÈNE MICHEL DIDYM
AVEC CATHERINE KOCHER-MATISSE,
JEAN-CLAUDE LEGUAY (COMPAGNIE D'ÉPIQUE)
LA MOUSSON À MALAKOFF
LES 18 ET 20 OCTOBRE
À L'ÉCRITURE THÉÂTRALE D'ALLOUARD
THEATRE 71
MALAKOFF
01 46 55 43 45
ÉCRITURE THÉÂTRALE D'ALLOUARD

La salsa fait son festival

Les romances de Compay Segundo et les danses folles de NG La Banda



C'EST un vaste café arrangé à la mode cubaine, sur les Champs-Élysées, qui donne son nom au premier festival de « la mouvance latina » parisienne - avec le magazine *Nova*, Radio-Nova et l'auteur Rienne Roda-Gil, parain du festival. Muni de cette appellation réservée aux fumeurs de havanes, les organisateurs ont décentralisé les concerts dans des lieux plus adéquats, où, faute de déguster un mojito, le cocktail préféré d'Hemingway, on pourra prendre ses aises. Le 16 octobre, la *trova* reprend ses droits, avec Compay Segundo, l'un des derniers représentants de la romance et du son du centre populaire de La Havane. Ce n'est pas une musique à danser, c'est une musique délicate et

bonne, à savourer en douceur. Le 17, puis le 18, la très jeune génération de la salsa (*Klimax*, sous la houlette d'un leader gommé, Gerardo Piloto) et la précédente (NG La Banda, créé à la fin des années 80 par José Luis Cortés) font bal. NG La Banda remplace Los Van Van, dont le leader, Juan Formell, a des ennemis de santé. En fin de nuit, les DJ s'en mêlent.

★ Festival Monte-Christo : le 16, Compay Segundo, Septeto Santiago, DJ Fusto, au New-Morning, à 21 heures ; le 17, Klimax, DJ Fusto, Livian, au Divan du monde, à 21 heures ; le 18, NG La Banda, DJ Fusto, Jesus, à l'Elysée-Montmartre, de minuit à l'aube. Tél. : 45-52-30-66. 120 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Orchestre de Paris. Agé de quatre-vingt-quatre ans, Kurt Sanderling est un chef que les orchestres du monde entier s'attachent. Juif, il dû fuir l'Allemagne nazie pour se réfugier en Union soviétique où il fut très rapidement nommé chef associé de l'Orchestre philharmonique de Leningrad dont le patron était alors Evgeny Mravinsky, le statou du commandement de la vie musicale de l'URSS. Sanderling dirige particulièrement bien Brahms. Brahms : *Concerto pour violon, violoncelle et orchestre, Symphonie n° 1*. Andie Wetthaus (violin), Michael Sanderling (violoncelle), Kurt Sanderling (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Roubaux-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes. 20 h 30, les 16 et 17. Tél. : 45-61-65-89. Location Fnac, Virgin. De 60 F à 240 F.

Steve Coleman. Le saxophoniste de Chicago joue trois soirs au Hot Brass dans le cadre du Festival « New York is now ». Coleman a donné un nouveau souffle au jazz, en y incluant des bribes de funk, de rap, de musiques indienne et africaine, et aussi des figures rythmiques pulvérisées dans la musique européenne contemporaine. Le 17, il partage la

scène avec von Freeman, autre saxophoniste issu également de la capitale de l'Illinois. Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 17, 18 et 19. Tél. : 01-40-50-66-98. 140 F.

The Cure. Alors que son public vieillit, Robert Smith refuse toujours de sortir de sa chambre d'adolescent. Il y rumine le même spleen et se berbouille de son éternel rouge à lèvres. Cet entêtement explique peut-être l'échec commercial de leur dernier album, *Wild Mood Swings*, dont les qualités pourtant n'étaient pas négligeables. Palais omnisports de Paris-Bercy, 6, boulevard de Bercy, Paris 9^e. M^e Porte-de-Bercy. 20 heures, le 15. Tél. : 44-63-44-68. 185 F.

Kula Shaker. Mandés aux guitares électriques, sitar et mysticisme hindouisant nous ramènent aux grandes heures du psychédéisme et des descentes d'acide. Mais Kula Shaker possède aussi l'arrangement d'un certain rock anglais et une polémique de chansons emballantes. Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9^e. 19 h 30, le 16. Tél. : 44-92-77-66.

THÉÂTRE

Une sélection des pièces à Paris et en Île-de-France

NOUVEAUTÉS

La Baye de Philippe Adrien, mise en scène de Laurent Pelly, avec Hervé Bréau, Pierre David-Cavez, Rémi Gibler, Bernard Jousset, Sébastien Leboeuf, Magali Magna, Vincent Millet, Christine Muriel, Jean-Benoît Terral, Patrick Zimmermann, Valérie Véliz, Lydie Pruvot et Fabienne Roca. Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. À partir du 15 octobre. Du mardi 15 au samedi 19, à 20 h 30 ; le dimanche 20, à 15 heures. Tél. : 01-48-13-70-00. Durée : 1 h 30. 70 F^e à 110 F. Jusqu'au 24 novembre.

Le Cercle de craie caucasien de Bertolt Brecht, mise en scène de Christophe Rauck, avec Marc Barraud, Julie Bressonovsky, Valérie Crouzet, Sylvie Fagnon, Alexandre Ferron, Valérie Molner, Pascale Oudot, Juliette Plumecoc-Mech, Rainer Sievert et Arkadi Tschelidze. Carroucher-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12^e. M^e Château-de-Vincennes, puis navette Carroucherie ou bus 112. À partir du 16 octobre. Du mercredi 16 au samedi 19, à 20 heures ; le dimanche 20, à 15 heures. Tél. : 01-43-74-24-08. Durée : 3 heures. 90 F^e à 110 F. Jusqu'au 17 novembre.

Don Quichotte. Che Guevara, sous-commissaire Marcos mise en scène de Catherine Marnas, avec Christine Pignat, Sashia Zaslavski, Domenico Carino, Marc Susini, Muriel Foulaid, Philippe Mema, Delphine Lelay, Anne Loiret, Anne-Lise Radès et Bernard Vargne. Théâtre de la Bastille, 75, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^e Bastille. Du lundi 21 au mercredi 23, les vendredis 27, 28 et 29. Tél. : 01-43-57-42-14. Durée : 1 h 30. 55 F.

La Grande Traversée de Tani, mise en scène de Luc Laporte, avec Pety Soepeng, Patricia Lavigne, Phuong Danh, Quynh Manh et Luc Laporte. Théâtre international de langue française, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. Les mercredis

16 et jeudi 17, à 14 h 30 ; les vendredis 18 et samedi 19, à 14 h 30 et 20 h 30 ; le dimanche 20, à 16 heures. Tél. : 01-40-03-93-95. Durée : 0 h 55. De 35 F^e à 110 F.

Macbeth Horror suite (en italien) de Carmelo Bene, d'après William Shakespeare, mise en scène de Carmelo Bene, avec Carmelo Bene et Silvia Pessio. Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6^e. M^e Odéon. Luxembourg. Du mardi 15 au samedi 19, à 20 heures ; le dimanche 20, à 17 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. De 30 F à 150 F.

Mademoiselle Julie d'August Strindberg, mise en scène de Jacques Kraemer, avec Emmanuelle Maysignac, Maxime Leroux et Catherine Dupont. Carroucher-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12^e. M^e Château-de-Vincennes, puis navette Carroucherie ou bus 112. À partir du 15 octobre. Du mardi 15 au samedi 19, à 20 heures ; le dimanche 20, à 16 h 30. Tél. : 01-43-28-36-36. Durée : 2 heures. De 50 F^e à 110 F. Jusqu'au 24 novembre.

La Mousson d'été à Malakoff de Joël Pommerat, Gildas Milin et Déa Lohier, avec Gildas Milin, Joël Pommerat, Elisabeth Carroux, Eric Elmosnino, Catherine Kocher-Matise, Jan-Claude Leguay, Nino de Montal et Grégoire Ostermann. Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre, 92 Malakoff. Le samedi 19, à 14 h 30, 16 heures, 18 heures et 22 heures ; le dimanche 20, à 14 h 30, 16 heures et 20 h 30. Tél. : 01-45-33-43-45. Entrée libre.

Tout ce que signe Sade est amour de Gilbert Lely, mise en scène de Michel de Maulne, avec Pierre Clémenti, Michel de Maulne et Ophélie Orecchia. Théâtre Molière-Maison de la poésie, 157, rue Saint-Martin, Paris 3^e. M^e Rambuteau. Le mardi 15, à 21 heures. Tél. : 01-44-54-50-00. 40 F^e et 50 F.

SÉLECTION. Bataille du Tagliamento de François Tanguy, mise en scène de l'auteur, avec Frode Bjørnstad, Brano, Laurence Chabie, Patrick Cordé, Jean-Louis Coullach, Karle Flieg, Yves-Nil Girard, Karine Guez-Pierre, Ngiloo, Jean Rochereau, François Tanguy et Nadia Vonderheyden. Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennévilliers. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures.

Tél. : 01-41-32-26-26. Durée : 1 h 50. De 80 F^e à 140 F. Jusqu'au 23 octobre.

Bonbon acide de Ricardo Sued, mise en scène de l'auteur, avec Rosario Audras, Marie-Laure Daignac, Jean-Claude Fernandez, Nathalie Grégoire, Adriana Piqueroles, Jérôme Kircher et David Michel. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. M^e Gambetta. Les mardi, jeudi, vendredi, samedi, à 21 heures ; le mercredi, à 12 h 30 et 21 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-44-62-52-52. Durée : 1 h 10. De 110 F^e à 160 F. Jusqu'au 27 octobre.

Désions de Lars Noren, mise en scène de Gérard Desarthe, avec Marianne Basler, Christine Bolson, Gilles Gaston-Dreyfus et Jean-Pierre Malo. Maison des arts, place Salvador-Allende, 94 Créteil. Du mardi 15 au samedi 19, à 20 h 30 ; le dimanche 20, à 15 h 30. Tél. : 01-45-13-19-19. Durée : 3 h 20. De 55 F^e à 100 F. Jusqu'au 3 novembre.

La Fausseur d'Honoré de Balzac, mise en scène de François Petit, avec Jean-François Balmer, Clotilde de Bayser, Stéphane Bliery, Paul Crouchet, Sylvie Genty... Eldorado, 4, boulevard de Strasbourg, Paris 10^e. M^e Strasbourg-Saint-Denis. Du mardi au vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 16 h 30 et 20 h 30 ; le dimanche 20, à 15 h 30. Tél. : 01-42-36-07-54. Durée : 2 heures. De 50 F à 200 F. Jusqu'au 17 novembre.

Les Fausseuses Confidencées de Marivaux, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Catherine Samia, Gérard Girardot, Andrzej Sawczyn, Cécile Bruny, Florence Viala, Michel Robin, Laurent d'Oice, Nicolas Lormeau, Jean-Pascal Albrat et Roch-Antoine Albaladejo. Comédie-Française, salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1^{re}. M^e Palais-Royal. Les jeudi 17, samedi 19, dimanche 20, lundi 21, à 20 h 30. Tél. : 01-44-58-15-15. Durée : 1 h 40. De 30 F à 185 F. Jusqu'au 3 mai.

Île du Salut (Rapport 55 sur la colonie pénitentiaire) d'après Franz Kafka, mise en scène de Mathias Langhoff, avec Amiran Amiranachvili, Marcial Di Fonzo Bo, Gérard Morel, Jean Lambert-Wild et Jean-Marc Stehli. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^e Châtelet. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. 95 F^e et 140 F. Jusqu'au 8 novembre.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Comanran, Jacques Serres, Yves Guez, Anne Kessler, Jean-Pierre Miché, Igor Tyckka, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Puzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française, salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1^{re}. M^e Palais-Royal. Le vendredi 18, à 20 h 30 ; le dimanche 20, à 14 h 30. Tél. : 01-44-58-15-15. Durée : 2 h 15. De 30 F à 185 F. Jusqu'au 9 novembre.

Ne t'en va pas qu'un bon enfant : Solomonie la possédée de Gilbert Lely, mise en scène de Christian Rist, avec Jean-Michel Bellier, Christian Fournier, Laure Huseletstein, Serge La Lay, Hélène de Saint-Père, Richard Semmel, Veronika Varga, Denis Zaidman, Hélène Leroux et Isabelle Morana. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^e Châtelet. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. 95 F^e et 140 F. Jusqu'au 8 novembre.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Comanran, Jacques Serres, Yves Guez, Anne Kessler, Jean-Pierre Miché, Igor Tyckka, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Puzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française, salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1^{re}. M^e Palais-Royal. Le vendredi 18, à 20 h 30 ; le dimanche 20, à 14 h 30. Tél. : 01-44-58-15-15. Durée : 2 h 15. De 30 F à 185 F. Jusqu'au 9 novembre.

Ne t'en va pas qu'un bon enfant : Solomonie la possédée de Gilbert Lely, mise en scène de Christian Rist, avec Jean-Michel Bellier, Christian Fournier, Laure Huseletstein, Serge La Lay, Hélène de Saint-Père, Richard Semmel, Veronika Varga, Denis Zaidman, Hélène Leroux et Isabelle Morana. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^e Châtelet. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. 95 F^e et 140 F. Jusqu'au 8 novembre.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Comanran, Jacques Serres, Yves Guez, Anne Kessler, Jean-Pierre Miché, Igor Tyckka, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Puzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française, salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1^{re}. M^e Palais-Royal. Le vendredi 18, à 20 h 30 ; le dimanche 20, à 14 h 30. Tél. : 01-44-58-15-15. Durée : 2 h 15. De 30 F à 185 F. Jusqu'au 9 novembre.

Ne t'en va pas qu'un bon enfant : Solomonie la possédée de Gilbert Lely, mise en scène de Christian Rist, avec Jean-Michel Bellier, Christian Fournier, Laure Huseletstein, Serge La Lay, Hélène de Saint-Père, Richard Semmel, Veronika Varga, Denis Zaidman, Hélène Leroux et Isabelle Morana. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^e Châtelet. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. 95 F^e et 140 F. Jusqu'au 8 novembre.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Comanran, Jacques Serres, Yves Guez, Anne Kessler, Jean-Pierre Miché, Igor Tyckka, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Puzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française, salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1^{re}. M^e Palais-Royal. Le vendredi 18, à 20 h 30 ; le dimanche 20, à 14 h 30. Tél. : 01-44-58-15-15. Durée : 2 h 15. De 30 F à 185 F. Jusqu'au 9 novembre.

Ne t'en va pas qu'un bon enfant : Solomonie la possédée de Gilbert Lely, mise en scène de Christian Rist, avec Jean-Michel Bellier, Christian Fournier, Laure Huseletstein, Serge La Lay, Hélène de Saint-Père, Richard Semmel, Veronika Varga, Denis Zaidman, Hélène Leroux et Isabelle Morana. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4^e. M^e Châtelet. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 heures. 95 F^e et 140 F. Jusqu'au 8 novembre.

Moi d'Eugène Labiche et Edouard Martin, mise en scène de Jean-Louis Benoit, avec Dominique Comanran, Jacques Serres, Yves Guez, Anne Kessler, Jean-Pierre Miché, Igor Tyckka, Eric Frey, Christian Blanc, Bruno Puzulu, Bruno Raffaelli et Laurent Rey. Comédie-Française, salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1^{re}. M^e Palais-Royal. Le vendredi 18, à 20 h 30 ; le dimanche 20, à 14 h 30. Tél. : 01-44-58-15-15. Durée : 2 h 15. De 30 F à 185 F. Jusqu'au 9 novembre.

Théâtre Molière-Maison de la poésie, 157, rue Saint-Martin, Paris 3^e. M^e Rambuteau. Du mercredi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-44-54-53-00. Durée : 2 heures. 80 F^e et 120 F. Jusqu'au 27 octobre.

L'Ombe de la vallée : les Noces du ré-tameur de John Millington Synge, mise en scène de Martine Colcomb, avec François Charrat, Gilles Privat, Martine Schambacher, Luc Schillinger et Marie-Paule Sirvent. Maison de la culture, 1, boulevard Léonine, 93 Bobigny. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-41-60-72-72. Durée : 1 h 30. De 60 F à 140 F. Jusqu'au 10 novembre.

Passagers clandestins de Philippe Gault et Mary Underwood, mise en scène des auteurs, avec Russel Garbutt, Mercedes Kitchen, Jennifer Newman-Preston, Brian Parker et Simon Rann. Théâtre de la Porte Saint-Martin, 16, boulevard Saint-Martin, Paris 10^e. M^e Strasbourg-Saint-Denis. Du mardi au vendredi, à 20 h 45 ; le samedi, à 16 heures et 20 h 45 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-42-08-00-32. Durée : 1 h 15. De 100 F à 220 F. Jusqu'au 17 novembre.

La Puce à l'oreille de Georges Feydeau, mise en scène de Bernard Murat, avec Jean-Paul Belmondo, Cristiana Reali, Sabine Haudepin, Pierre Vernier, Antoine Dulery, Jean-Paul Bordes, Laurent Gamelon, Gaston Vacchia, Arlette Didier, Annie Gregorio, Brigitte Chamaraude, Urbain Cancellier, Paul Baudry et Serge Berry. Théâtre des Variétés, 7, boulevard Montmartre, Paris 2^e. M^e Rue-Montmartre. Du mardi 15 au samedi 19, le mardi 22, à 20 h 30 ; le dimanche 20, à 15 heures. Tél. : 01-42-33-09-92. Durée : 3 heures. De 60 F à 300 F. Jusqu'au 30 décembre.

Le Roman de Lulu de David Decca, mise en scène de Didier Long, avec Sandrine Kiberlain, Gérard Darmon, Roger Van Hool et Laurent Bateau. Petit Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, Paris 9^e. M^e Théâtre. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-42-80-01-91. Durée : 1 h 45. 170 F et 220 F. Jusqu'au 31 décembre.

Slaves I de Tony Kushner, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Roland Barrin, Isabelle Sadovay, Michel Peyrion, Yann Collette, Isabel Karsjan et Axelle Grelet. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. M^e Gambetta. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-44-62-52-52. Durée : 1 h 35. De 110 F à 160 F. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Tita et Bénédicte de Pierre Corneille, mise en scène de Patrick Guinand, avec Claude Mathieu, Luc Favory, Isabelle Gardien, Jean-François Rémi, Olivier Dautrey, Alain Lenglet, Eric Génovèse et Coray Zahonero. Comédie-Française, Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6^e. M^e Saint-Sulpice au Sévres-Batignolles. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; le jeudi, à 19 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-44-39-87-00. Durée : 2 h 15. De 65 F^e à 160 F. Jusqu'au 3 novembre.

(*) Tarifs réduits.

le Bourgeois gentilhomme
Molière / Jérôme Savary

location : 47 27 81 15
Théâtre National de Chaillot

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

BREAKING THE WAVES (*)
Film danois de Lars von Trier, avec Emily Watson, Søren Sørensen, Karin Carltide, Jean-Marc Barr, Adrian Rawlins, Jonathan Hackett (2 h 38).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (42-77-14-55) ; 14-Juillet Hauteville, dolby, 6^e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6^e ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 6^e ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9^e (48-24-88-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Opéra, dolby, 9^e ; 14-Juillet Bastille, dolby, 13^e (47-07-28-04) ; réservation : 40-30-20-10 ; Mistral, dolby, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (45-75-79-79) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17^e ; Pathé Wépler, 18^e (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10).

CAMELEONE
Film français de Benoît Cohen, avec Chiara Mastroianni, Seymour Cassel, Jackie Berroyer, Antoine Chappet, Alban Guitteny, Eddie Bunker (1 h 32).

UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re} ; Espace Saint-Michel, 5^e (44-07-20-49) ; George-V, dolby, 8^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; UGC Convention, 15^e.

LES ENFANTS DE LA NATURE
Film islandais de Fridrik Thor Fridriksson, avec Gisli Halldorsson, Siggrídur Magalín, Bruno Genz, Egill Ólafsson (1 h 25).

VO : L'Entreprise, 14^e (45-43-41-53).

LE JAGUAR
Film français de Francis Veber, avec Jean Reno, Patrick Bruel, Harrison Lowe, Patricia Velásquez (1 h 40).

Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; Gaumont Montparnasse, dolby, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 9^e (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis Champs-Élysées, dolby, 8^e (47-20-76-81) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-Lazare-Pesquier, dolby, 8^e (43-87-35-43) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-

70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e ; Gaumont Gobelins Faubourg, dolby, 13^e (47-07-35-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Passy, dolby, 16^e (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17^e ; Pathé Wépler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; La Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10.

RONDE DE FLICS À PEKIN
Film chinois de Ning Ying, avec Li Zhenhe, Wang Liangli, Zhao Zhimin, Liu Yingshu (1 h 42).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55) ; Le Quartier latin, 5^e (43-26-84-65) ; Le Balzac, 6^e (45-61-10-60).

UNE VIE NORMALE
Film britannique d'Angela Pope, avec Martin Donovan, Joely Richardson, Jason Fleming, Ian Hart, Sam Bould (1 h 40).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (43-25-59-93) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Rotonde, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10 ; George-V, dolby, 8^e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-07-35-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81) ; Gaumont Gobelins Faubourg, dolby, 13^e (47-07-35-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10).

WALKING & TALKING
Film américain de Nicole Holofcener, avec Catherine Keener, Anne Heche, Liv Ullmann, Todd Field, Randall Batinkoff, Kevin Corrigan (1 h 23).

VO : UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{re} ; Les Trois Luxembourgs, 6^e (46-33-97-77) ; réservation : 40-30-20-10 ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (45-80-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Wépler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10).

LES CORNELLES
de Dorota Kiedrzyńska, avec Karolina Ostroszy, Kasia Szczepanik, Anna Pruncl, Małgorzata Hania, Ewa Bukowska, Paul Verkaas (1 h 05).

VO : L'Entreprise, 14^e (45-43-41-53).

DARBY NOON
de Philip Ridley, avec Brendan Fraser, Ashley Judd, Viggo Mortensen, Loren Dean,

vocton : 40-30-20-10.

SÉLECTION

A TOUTE VITESSE
de Gail Morel, avec Elodie Bouchez, Pascal Carvo, Stéphane Guez, Mélanie Berdellet, François (1 h 26).

UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; Epée de Bois, 5^e (43-57-47-47) ; UGC Odéon, 6^e ; George-V, 8^e.

AFRIQUES : COMMENT CA VA AVEC LA DOULEUR ?
de Raymond Depardon, Français (2 h 45).

Saint-André-des-Arts II, 6^e (43-26-80-25).

AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES
d'Aki Kaurismäki, avec Kati Oksanen, Karl Vaananen, Elina Salo, Sakari Kuosmanen, Markku Petrola, Matti Kuusimäki.

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Opéra Impérial, 2^e (42-77-14-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-André-des-Arts I, 6^e (43-26-80-25) ; La Pagode, dolby, 7^e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 9^e (43-59-19-08) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (45-80-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, 14^e (réservation :

Leo Kirch réorganise son empire audiovisuel

LE MAGNAT allemand de l'audiovisuel, **Leo Kirch**, 70 ans, prépare sa succession et la réorganisation de son groupe. Lundi 14 octobre, il a annoncé à Munich la nomination de deux nouveaux directeurs. Le premier, **Dieter Hahn**, 35 ans, directeur de la chaîne sportive câblée **Deutsche Sport Fernsehen (DSF)**, prendra, le 1^{er} janvier 1997, la responsabilité de la gestion des droits sportifs et des relations publiques. Le second, **Klaus Piette**, 42 ans, directeur financier de la chaîne câblée **Pro Sieben Media**, deviendra en novembre le directeur du département juridique et du personnel du groupe.

Selon **l'hebdomadaire Der Spiegel**, ce mouvement hiérarchique serait l'amorce d'une plus vaste restructuration qui conduirait M. Kirch à céder une grande part de son groupe à une *foundation d'intérêt général*. La gestion des affaires courantes reviendrait à la direction d'une *holding* à créa, permettant ainsi de pérenniser le groupe selon une formule déjà utilisée par le groupe de communication **Bertelsmann**.

■ **PUBLICITÉ :** France 3-Ouest a signé deux accords de couplage publicitaire qui lui permettent d'offrir aux annonceurs un bouquet télévision-presses écrite sur la totalité de sa zone de diffusion. Un premier accord passé avec le quotidien *Ouest-France* (797 091 exemplaires en 1995 sur 14 départements) prévoyait d'offrir aux annonceurs sur une période de 4 semaines 4 parutions dans *Ouest-France* et la diffusion de 40 spots sur France 3-Ouest. Le second accord, signé le 9 octobre, prévoit le couplage de la télévision régionale avec le groupe de « Quotidiens de l'Ouest associés » qui rassemble *Le Télégramme* (194 112 exemplaires), *Le Courrier de l'Ouest* (108 802 exemplaires), *Presse-Océan-L'Éclair* (88 482 exemplaires) et *Le Maine libre* (54 891 exemplaires).

Cette ambiance de secret, qui régnait autour de la création de la station, rappelle d'anciennes rumeurs. *« Michel Boyon a procédé à des chargements d'hommes et de femmes, ainsi qu'à la suppression des postes de directeur de l'information [Ivan Leiva] et de directeur général », assure le syndicat CFDT. Ses responsables se demandent « quelle est la véritable mission du PDG de Radio-France, énarque nommé par le pouvoir ? Ne serait-ce pas de préparer les élections législatives de 1995, en particulier à travers la création de sa fameuse radio-jeunes ? »*

« J'ai l'impression que le malaise touche surtout la sphère de la dis-

MARDI 15 OCTOBRE

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
<p>12.50 A vrai dire. Magazine.</p> <p>13.00 Journal, Météo.</p> <p>13.35 Femmes. Magazine.</p> <p>14.45 Les Reux de l'amour. Fiction.</p> <p>14.45 Dailies. Fiction.</p> <p>15.00 Le policier-mathur. Série.</p> <p>15.30 Hôtel. Séries.</p> <p>16.05 Obsessions. Séries.</p> <p>16.25 Une famille en or. Jeu.</p> <p>16.35 Chai Dorothée.</p> <p>17.35 J'aurais 2 sauts toi... Série. Faux départ.</p> <p>18.10 Le Rebelle. Série.</p> <p>18.45 Le vent noir.</p> <p>19.00 L'Or à l'appel. Jeu.</p> <p>19.55 et 20.45 Météo.</p> <p>20.20 Journal, Tiercé.</p>	<p>12.15 Pyramide. Jeu.</p> <p>12.55 et 13.40 Météo.</p> <p>13.00 Journal, Météo.</p> <p>13.30 Secret de chef. Magazine.</p> <p>13.50 Derrick. Série.</p> <p>14.15 Le Renard. Série.</p> <p>14.50 et 5.00 La Chance aux chansons. Les parents de la télé.</p> <p>16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.</p> <p>17.25 Sauvés par le gong. Au revoir Bayada à 2/1.</p> <p>17.55 Hartley courts à 2/1. Série.</p> <p>18.45 Qui est qui ? Jeu.</p> <p>19.15 Bonne nuit, les petits. Je suis Gros Nounours.</p> <p>19.25 et 2.10 Studio Gabriel. Invités : Sandrine Kiberlain et Gérard Darmon.</p> <p>19.55 Journal, Météo.</p>	<p>12.32 Journal.</p> <p>13.31 Keno.</p> <p>13.35 Parole d'Expert 1.</p> <p>13.50 Parole d'Expert 2.</p> <p>14.30 Le Quart d'heure de l'art pour pas rêver (redif.).</p> <p>14.48 Le Magazine du football.</p> <p>14.55 Questions au gouvernement.</p> <p>16.10 Séduction féminine.</p> <p>16.40 Les Minikreux.</p> <p>17.45 à 18.15 à la télé.</p> <p>18.20 Questions pour un champion. Jeu.</p> <p>18.48 Un livre, un jour. La machine à eau de Manhattan.</p> <p>19.15 Le 19-20 de l'information.</p> <p>19.58, Journal régional.</p> <p>20.05 Ra et la chaussette. Jeu.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p>	<p>12.00 Abon savoir. 12.30 D46. Pour les yeux d'Elia.</p> <p>12.35 Attention santé. Le saison. 13.00 Chercheurs d'aventure. 13.30 Demain les Jeunes. 13.50 Les Enfants d'abord. 14.00 La Magie du climat. Le vent et les vagues. 17.30 A12. 18.00 Histoire personnelle de la littérature. 18.40. 18.15 L'Esprit de Colomb. Le plan. 18.30 Le Monde des animaux. Les géants à l'appointement.</p> <p>19.00 Lucky Luke. Dessin animé. (24/24) La Bataille du Rio (30 min).</p> <p>19.30 Entretien avec Roman Herzog, président de la République d'Allemagne. Par Sabine Rollberg, responsable de l'unité d'information-Arte (30 min).</p> <p>20.00 Arte et la chaussette. Magazine (30 min).</p> <p>20.30 et 1/2 Journal.</p>	<p>12.25 Les Routes du paradis. (24/24) Une chanson pour Jean. Série.</p> <p>13.25 Coup de grâce. Témoin de Walter Doriger, avec Cheryl Ladd, Peter Weller (30 min).</p> <p>14.05 Dames de dames. Une vie de femme. Série.</p> <p>15.45 100 casting. Musique.</p> <p>17.05 et 18.30 Faibles comme chez vous. Jocelyne Berard.</p> <p>18.00 Space 2063.</p> <p>18.55 Highheels. Série.</p> <p>19.45 et 2.15 Mode 6. Magazine. Claverty.</p> <p>19.54 50 minutes d'information.</p> <p>20.05 et 20.35 Les 6 minutes. Magazine. Les dauphins.</p>	<p>► En clair jusqu'à 18.35</p> <p>18.30 La Grande Famille.</p> <p>18.35 Le Costume M. Film de M. De Colle avec Catherine Deneuve (1993, 67 min).</p> <p>18.50 Le Vrai Journal (redif.).</p> <p>19.50 Mid-figures mid-rain II. Film de R. Colombo (1994, 98 min).</p> <p>17.25 Mamequins à l'Italienne.</p> <p>17.35 Billy the Cat, dans la peau d'un chat.</p> <p>► En clair jusqu'à 19.00</p> <p>18.40 Football.</p> <p>► En direct. Match de 2^e tour aller de la Coupe d'Europe de l'UEFA : Metz-Sporting Portugal. 19.00, coup d'envoi.</p>	<p>20.00 Le Rythme et la Saison. Météo de l'œuvre musicale avec François Trichet.</p> <p>20.30 Archipel Sciences. Les mécaniques célestes.</p> <p>21.30 Les grands films (jeudi à la télévision) en 50 minutes.</p> <p>22.40 Nuits magiques. Habemus, New York, I. Je suis le roi du baguette.</p> <p>0.05 Du jour au lendemain. Christian Gasc (Ciné) qui s'est vu dans Les Champs de la jeunesse du 20 et 31 mars 1995 (21).</p> <p>Les Les Nuits de France-Culture (redif.).</p> <p>France-Musique</p> <p>20.00 Concert. Donné le 14 septembre, au Centre Kennedy, à Weidach après l'ouverture du symphonique national de Washington, de Leonard Bernstein (Candide Concerto), de Bernstein (Adagio pour cordes, de Barber), Symphonie n° 7 Romantique, de Hindemith, Orchestre de Salzer, Harlan, l'arrangement de Mendelssohn, de Elgar.</p> <p>22.50 Musique phare. Œuvre de Schubert, Schubert.</p> <p>23.00 Art. Œuvre de Schubert, Mendelssohn, Bach.</p> <p>0.00 Des notes sur la guitare. Olivier Almond, Paganini, Prokofiev, Liszt. Les Nuits de France-Culture.</p>
20.35	20.55	20.50	20.45	20.55	20.55	20.55
<p>FOOTBALL</p> <p>► Direct de Beckenbauer, Coupe de l'UEFA, 1^{er} de finale aller : Borussia Mönchengladbach (Allemagne) - AS Monaco 20.45, Coup d'envoi à 21.30.</p> <p>14.15, 14.45, 15.15, 15.45, 16.15, 16.45, 17.15, 17.45, 18.15, 18.45, 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 24.15, 24.45, 25.15, 25.45, 26.15, 26.45, 27.15, 27.45, 28.15, 28.45, 29.15, 29.45, 30.15, 30.45, 31.15, 31.45, 32.15, 32.45, 33.15, 33.45, 34.15, 34.45, 35.15, 35.45, 36.15, 36.45, 37.15, 37.45, 38.15, 38.45, 39.15, 39.45, 40.15, 40.45, 41.15, 41.45, 42.15, 42.45, 43.15, 43.45, 44.15, 44.45, 45.15, 45.45, 46.15, 46.45, 47.15, 47.45, 48.15, 48.45, 49.15, 49.45, 50.15, 50.45, 51.15, 51.45, 52.15, 52.45, 53.15, 53.45, 54.15, 54.45, 55.15, 55.45, 56.15, 56.45, 57.15, 57.45, 58.15, 58.45, 59.15, 59.45, 60.15, 60.45, 61.15, 61.45, 62.15, 62.45, 63.15, 63.45, 64.15, 64.45, 65.15, 65.45, 66.15, 66.45, 67.15, 67.45, 68.15, 68.45, 69.15, 69.45, 70.15, 70.45, 71.15, 71.45, 72.15, 72.45, 73.15, 73.45, 74.15, 74.45, 75.15, 75.45, 76.15, 76.45, 77.15, 77.45, 78.15, 78.45, 79.15, 79.45, 80.15, 80.45, 81.15, 81.45, 82.15, 82.45, 83.15, 83.45, 84.15, 84.45, 85.15, 85.45, 86.15, 86.45, 87.15, 87.45, 88.15, 88.45, 89.15, 89.45, 90.15, 90.45, 91.15, 91.45, 92.15, 92.45, 93.15, 93.45, 94.15, 94.45, 95.15, 95.45, 96.15, 96.45, 97.15, 97.45, 98.15, 98.45, 99.15, 99.45, 100.15, 100.45, 101.15, 101.45, 102.15, 102.45, 103.15, 103.45, 104.15, 104.45, 105.15, 105.45, 106.15, 106.45, 107.15, 107.45, 108.15, 108.45, 109.15, 109.45, 110.15, 110.45, 111.15, 111.45, 112.15, 112.45, 113.15, 113.45, 1</p>	<p>ROMUALD ET JULIETTE ■ ■ ■</p> <p>Film de Coline Serreau (1988, 108 min).</p> <p>179486</p> <p>Le PDG d'une entreprise, trompé par sa femme et mené à la ruine par ses collaborateurs, s'prend d'une femme de ménage antillaise.</p>	<p>SPECIAL FA, SI, LA CHANTER</p> <p>Diversément présenté par Pascal Fournier. Tous en chœur. Les chanteurs : Julien Leprieux, Philippe Gilès, Pierre Sili, Laurence Boyer, Patrick Sabatier, Michel Gynès (120 min).</p> <p>181041</p> <p>22.50 Journal, Météo.</p>	<p>► LA VIE EN FACE : SOUS LES JUPES DE LA MADONE</p> <p>Documentaire de R. Espalio (50 min).</p> <p>8457380</p> <p>Philomène Espalio, réalisatrice de Tout's Affair, donne la parole à des femmes coloristes qui la société, dominée par une mode exclusivement masculine, a réduites au silence et à la soumission.</p>	<p>DOCTEUR QUINN, FEMME MÉDECIN</p> <p>Série de Jane Seymour. 170 minutes. 4900776</p> <p>L'Expédition. En s'aventurant de Sam, le docteur Mike décide d'escalader, en compagnie de trois amis, le Pike's Peak.</p>	<p>L'AMOUR CONJUGAL ■ ■ ■</p> <p>Film de Benoît Serrier avec : S. Frey (1994, 98 min).</p> <p>888255</p> <p>Un chevalier qui a perdu femme et enfants s'engage dans les troupes d'un seigneur.</p> <p>22.25 Flash d'information.</p> <p>22.30 Rumeurs pubes.</p>	<p>22.50 Musique phare. Œuvre de Schubert, Schubert.</p> <p>23.00 Art. Œuvre de Schubert, Mendelssohn, Bach.</p> <p>0.00 Des notes sur la guitare. Olivier Almond, Paganini, Prokofiev, Liszt. Les Nuits de France-Culture.</p>
22.40	22.55	23.20	21.35	22.45	22.45	22.55
<p>LE MONDE DE LÉA</p> <p>Magazine présenté par Paul Amar (110 min).</p> <p>892028</p> <p>Une famille, toutes générations confondues, reçoit à l'actualité fait part de ses craintes et de ses espoirs en rencontrant des personnalités politiques ou du spectacle.</p> <p>0.30 Journal, Météo.</p> <p>0.40 Reportages (redif.). 1.10 et 1.45, 2.10 et 2.45, 3.10 et 3.45, 4.10 et 4.45, 5.10 et 5.45, 6.10 et 6.45, 7.10 et 7.45, 8.10 et 8.45, 9.10 et 9.45, 10.10 et 10.45, 11.10 et 11.45, 12.10 et 12.45, 13.10 et 13.45, 14.10 et 14.45, 15.10 et 15.45, 16.10 et 16.45, 17.10 et 17.45, 18.10 et 18.45, 19.10 et 19.45, 20.10 et 20.45, 21.10 et 21.45, 22.10 et 22.45, 23.10 et 23.45, 24.10 et 24.45, 25.10 et 25.45, 26.10 et 26.45, 27.10 et 27.45, 28.10 et 28.45, 29.10 et 29.45, 30.10 et 30.45, 31.10 et 31.45, 32.10 et 32.45, 33.10 et 33.45, 34.10 et 34.45, 35.10 et 35.45, 36.10 et 36.45, 37.10 et 37.45, 38.10 et 38.45, 39.10 et 39.45, 40.10 et 40.45, 41.10 et 41.45, 42.10 et 42.45, 43.10 et 43.45, 44.10 et 44.45, 45.10 et 45.45, 46.10 et 46.45, 47.10 et 47.45, 48.10 et 48.45, 49.10 et 49.45, 50.10 et 50.45, 51.10 et 51.45, 52.10 et 52.45, 53.10 et 53.45, 54.10 et 54.45, 55.10 et 55.45, 56.10 et 56.45, 57.10 et 57.45, 58.10 et 58.45, 59.10 et 59.45, 60.10 et 60.45, 61.10 et 61.45, 62.10 et 62.45, 63.10 et 63.45, 64.10 et 64.45, 65.10 et 65.45, 66.10 et 66.45, 67.10 et 67.45, 68.10 et 68.45, 69.10 et 69.45, 70.10 et 70.45, 71.10 et 71.45, 72.10 et 72.45, 73.10 et 73.45, 74.10 et 74.45, 75.10 et 75.45, 76.10 et 76.45, 77.10 et 77.45, 78.10 et 78.45, 79.10 et 79.45, 80.10 et 80.45, 81.10 et 81.45, 82.10 et 82.45, 83.10 et 83.45, 84.10 et 84.45, 85.10 et 85.45, 86.10 et 86.45, 87.10 et 87.45, 88.10 et 88.45, 89.10 et 89.45, 90.10 et 90.45, 91.10 et 91.45, 92.10 et 92.45, 93.10 et 93.45, 94.10 et 94.45, 95.10 et 95.45, 96.10 et 96.45, 97.10 et 97.45, 98.10 et 98.45, 99.10 et 99.45, 100.10 et 100.45, 101.10 et 101.45, 102.10 et 102.45, 103.10 et 103.45, 104.10 et 104.45, 105.10 et 105.45, 106.10 et 106.45, 107.10 et 107.45, 108.10 et 108.45, 109.10 et 109.45, 110.10 et 110.45, 111.10 et 111.45, 112.10 et 112.45, 113.10 et 113.45, 114.10 et 114.45, 115.10 et 115.45, 116.10 et 116.45, 117.10 et 117.45, 118.10 et 118.45, 119.10 et 119.45, 120.10 et 120.45, 121.10 et 121.45, 122.10 et 122.45, 123.10 et 123.45, 124.10 et 124.45, 125.10 et 125.45, 126.10 et 126.45, 127.10 et 127.45, 128.10 et 128.45, 129.10 et 129.45, 130.10 et 130.45, 131.10 et 131.45, 132.10 et 132.45, 133.10 et 133.45, 134.10 et 134.45, 135.10 et 135.45, 136.10 et 136.45, 137.10 et 137.45, 138.10 et 138.45, 139.10 et 139.45, 140.10 et 140.45, 141.10 et 141.45, 142.10 et 142.45, 143.10 et 143.45, 144.10 et 144.45, 145.10 et 145.45, 146.10 et 146.45, 147.10 et 147.45, 148.10 et 148.45, 149.10 et 149.45, 150.10 et 150.45, 151.10 et 151.45, 152.10 et 152.45, 153.10 et 153.45, 154.10 et 154.45, 155.10 et 155.45, 156.10 et 156.45, 157.10 et 157.45, 158.10 et 158.45, 159.10 et 159.45, 160.10 et 160.45, 161.10 et 161.45, 162.10 et 162.45, 163.10 et 163.45, 164.10 et 164.45, 165.10 et 165.45, 166.10 et 166.45, 167.10 et 167.45, 168.10 et 168.45, 169.10 et 169.45, 170.10 et 170.45, 171.10 et 171.45, 172.10 et 172.45, 173.10 et 173.45, 174.10 et 174.45, 175.10 et 175.45, 176.10 et 176.45, 177.10 et 177.45, 178.10 et 178.45, 179.10 et 179.45, 180.10 et 180.45, 181.10 et 181.45, 182.10 et 182.45, 183.10 et 183.45, 184.10 et 184.45, 185.10 et 185.45, 186.10 et 186.45, 187.10 et 187.45, 188.10 et 188.45, 189.10 et 189.45, 190.10 et 190.45, 191.10 et 191.45, 192.10 et 192.45, 193.10 et 193.45, 194.10 et 194.45, 195.10 et 195.45, 196.10 et 196.45, 197.10 et 197.45, 198.10 et 198.45, 199.10 et 199.45, 200.10 et 200.45, 201.10 et 201.45, 202.10 et 202.45, 203.10 et 203.45, 204.10 et 204.45, 205.10 et 205.45, 206.10 et 206.45, 207.10 et 207.45, 208.10 et 208.45, 209.10 et 209.45, 210.10 et 210.45, 211.10 et 211.45, 212.10 et 212.45, 213.10 et 213.45, 214.10 et 214.45, 215.10 et 215.45, 216.10 et 216.45, 217.10 et 217.45, 218.10 et 218.45, 219.10 et 219.45, 220.10 et 220.45, 221.10 et 221.45, 222.10 et 222.45, 223.10 et 223.45, 224.10 et 224.45, 225.10 et 225.45, 226.10 et 226.45, 227.10 et 227.45, 228.10 et 228.45, 229.10 et 229.45, 230.10 et 230.45, 231.10 et 231.45, 232.10 et 232.45, 233.10 et 233.45, 234.10 et 234.45, 235.10 et 235.45, 236.10 et 236.45, 237.10 et 237.45, 238.10 et 238.45, 239.10 et 239.45, 240.10 et 240.45, 241.10 et 241.45, 242.10 et 242.45, 243.10 et 243.45, 244.10 et 244.45, 245.10 et 245.45, 246.10 et 246.45, 247.10 et 247.45, 248.10 et 248.45, 249.10 et 249.45, 250.10 et 250.45, 251.10 et 251.45, 252.10 et 252.45, 253.10 et 253.45, 254.10 et 254.45, 255.10 et 255.45, 256.10 et 256.45, 257.10 et 257.45, 258.10 et 258.45, 259.10 et 259.45, 260.10 et 260.45, 261.10 et 261.45, 262.10 et 262.45, 263.10 et 263.45, 264.10 et 264.45, 265.10 et 265.45, 266.10 et 266.45, 267.10 et 267.45, 268.10 et 268.45, 269.10 et 269.45, 270.10 et 270.45, 271.10 et 271.45, 272.10 et 272.45, 273.10 et 273.45, 274.10 et 274.45, 275.10 et 275.45, 276.10 et 276.45, 277.10 et 277.45, 278.10 et 278.45, 279.10 et 279.45, 280.10 et 280.45, 281.10 et 281.45, 282.10 et 282.45, 283.10 et 283.45, 284.10 et 284.45, 285.10 et 285.45, 286.10 et 286.45, 287.10 et 287.45, 288.10 et 288.45, 289.10 et 289.45, 290.10 et 290.45, 291.10 et 291.45, 292.10 et 292.45, 293.10 et 293.45, 294.10 et 294.45, 295.10 et 295.45, 296.10 et 296.45, 297.10 et 297.45, 298.10 et 298.45, 299.10 et 299.45, 300.10 et 300.45, 301.10 et 301.45, 302.10 et 302.45, 303.10 et 303.45, 304.10 et 304.45, 305.10 et 305.45, 306.10 et 306.45, 307.10 et 307.45, 308.10 et 308.45, 309.10 et 309.45, 310.10 et 310.45, 311.10 et 311.45, 312.10 et 312.45, 313.10 et 313.45, 314.10 et 314.45, 315.10 et 315.45, 316.10 et 316.45, 317.10 et 317.45, 318.10 et 318.45, 319.10 et 319.45, 320.10 et 320.45, 321.10 et 321.45, 322.10 et 322.45, 323.10 et 323.45, 324.10 et 324.45, 325.10 et 325.45, 326.10 et 326.45, 327.10 et 327.45, 328.10 et 328.45, 329.10 et 329.45, 330.10 et 330.45, 331.10 et 331.45, 332.10 et 332.45, 333.10 et 333.45, 334.10 et 334.45, 335.10 et 335.45, 336.10 et 336.45, 337.10 et 337.45, 338.10 et 338.45, 339.10 et 339.45, 340.10 et 340.45, 341.10 et 341.45, 342.10 et 342.45, 343.10 et 343.45, 344.10 et 344.45, 345.10 et 345.45, 346.10 et 346.45, 347.10 et 347.45, 348.10 et 348.45, 349.10 et 349.45, 350.10 et 350.45, 351.10 et 351.45, 352.10 et 352.45, 353.10 et 353.45, 354.10 et 354.45, 355.10 et 355.45, 356.10 et 356.45, 357.10 et 357.45, 358.10 et 358.45, 359.10 et 359.45, 360.10 et 360.45, 361.10 et 361.45, 362.10 et 362.45, 363.10 et 363.45, 364.10 et 364.45, 365.10 et 365.45, 366.10 et 366.45, 367.10 et 367.45, 368.10 et 368.45, 369.10 et 369.45, 370.10 et 370.45, 371.10 et 371.45, 372.10 et 372.45, 373.10 et 373.45, 374.10 et 374.45, 375.10 et 375.45, 376.10 et 376.45, 377.10 et 377.45, 378.10 et 378.45, 379.10 et 379.45, 380.10 et 380.45, 381.10 et 381.45, 382.10 et 382.45, 383.10 et 383.45, 384.10 et 384.45, 385.10 et 385.45, 386.10 et 386.45, 387.10 et 387.45, 388.10 et 388.45, 389.10 et 389.45, 390.10 et 390.45, 391.10 et 391.45, 392.10 et 392.45, 393.10 et 393.45, 394.10 et 394.45, 395.10 et 395.45, 396.10 et 396.45, 397.10 et 397.45, 398.10 et 398.45, 399.10 et 399.45, 400.10 et 400.45, 401.10 et 401.45, 402.10 et 402.45, 403.10 et 403.45, 404.10 et 404.45, 405.10 et 405.45, 406.10 et 406.45, 407.10 et 407.45, 408.10 et 408.45, 409.10 et 409.45, 410.10 et 410.45, 411.10 et 411.45, 412.10 et 412.45, 413.10 et 413.45, 414.10 et 414.45, 415.10 et 415.45, 416.10 et 416.45, 417.10 et 417.45, 418.10 et 418.45, 419.10 et 419.45, 420.10 et 420.45, 421.10 et 421.45, 422.10 et 422.45, 423.10 et 423.45, 424.10 et 424.45, 425.10 et 425.45, 426.10 et 426.45, 427.10 et 427.45, 428.10 et 428.45, 429.10 et 429.45, 430.10 et 430.45, 431.10 et 431.45, 432.10 et 432.45, 433.10 et 433.45, 434.10 et 434.45, 435.10 et 435.45, 436.10 et 436.45, 437.10 et 437.45, 438.10 et 438.45, 439.10 et 439.45, 440.10 et 440.45, 441.10 et 441.45, 442.10 et 442.45, 443.10 et 443.45, 444.10 et 444.45, 445.10 et 445.45, 446.10 et 446.45, 447.10 et 447.45, 448.10 et 448.45, 449.10 et 449.45, 450.10 et 450.45, 451.10 et 451.45, 452.10 et 452.45, 453.10 et 453.45, 454.10 et 454.45, 455.10 et 455.45, 456.10 et 456.45, 457.10 et 457.45, 458.10 et 458.45, 459.10 et 459.45, 460.10 et 460.45, 461.10 et 461.45, 462.10 et 462.45, 463.10 et 463.45, 464.10 et 464.45, 465.10 et 465.45, 466.10 et 466.45, 467.10 et 467.45, 468.10 et 468.45, 469.10 et 469.45, 470.10 et 470.45, 471.10 et 471.45, 472.10 et 472.45, 473.10 et 473.45, 474.10 et 474.45, 475.10 et 475.45, 476.10 et 476.45, 477.10 et 477.45, 478.10 et 478.45, 479.10 et 479.45, 480.10 et 480.45, 481.10 et 481.45, 482.10 et 482.45, 483.10 et 483.45, 484.10 et 484.45, 485.10 et 485.45, 486.10 et 486.45, 487.10 et 487.45, 488.10 et 488.45, 489.10 et 489.45, 490.10 et 490.45, 491.10 et 491.45, 492.10 et 492.45, 493.10 et 493.45, 494.10 et 494.45, 495.10 et 495.45, 496.10 et 496.45, 497.10 et 497.45, 498.10 et 498.45, 499.10 et 499.45, 500.10 et 500.45, 501.10 et 501.45, 502.10 et 502.45,</p>						

TV 5

- 20.00 Envoyé spécial
- 21.55 Météo
- des cinq continents
- 22.00 Journal (France 2)
- 23.35 Bouillon de culture.
- 24.35 Viva.
- 0.30 Solr 3 (France 3).
- 1.00 Journal (RTBF).
- 1.30 Le monde est à vous.
- Invités : André Vernet, sur les bords invités : Les Corsiques de l'ouest, Chico et les Coyotes, Hélène Ségara, Michèle Torr, Les Bénédictins Boys, le chœur du Parfaitarock (90 min).

22.25 Le Spérrel.
Film de Michael Apted
(1991, 115 min.). 58029280

22.50 Roméo et Juliette.
Ballet en trois actes
de Serge Prokofiev.

**1.20 Azazel, la caravane
de l'or blanc.**
De Joel Calmettes (55 min.).

Ciné Cinéfil

20.30 Vautrin
Film de Pierre Billon
(1943, N, 120 min.). 7850047

22.30 Destins
Film de Richard Pottier (1946,
N, 100 min.). 67848973

0.10 Chacun sa chance
Film de Hans Steinhilber et
René Fajol
(1950, N, 80 min.). 64293718

1.30 Doli Race
Film de Louis Seiler
(1945, N, v.a., 80 min.).
41164351

22.00 Blink
Film de Michael Apted
(1994, v.a., 105 min.). 91458

23.45 Jason's Lyric
Film de Doug Myrie
(1994, 115 min.). 786986

Série Club

20.45 Les Champions.
L'arçon française.

21.40 et 0.40
Mémoires de nuit.
Le premier Michel.

22.30 Sherlock Holmes.
L'assassin aux chardons.

**23.00 et 1.30 L'Homme
du Picardie.**

23.50 Quincy
La dernière chance (50 min.)

22.15 *Chaque semaine à l'Horizont*
 22.15 Chronique de la route.
 22.20 *En direct de Genève*,
 Mr Leopold Cohen.
 22.30 VRS, Priamère.
 23.55 Earth Two. Troc cosmique.
 0.40 Mister Gun.
 Les soies d'Évry.
 1.05 Motor Trend.

Eurosport

15.00 Tennis.
 En direct de Zurich (Suisse).
 Tournoi féminin 2^e tour.
 (120 min). 587738
 17.00 Course de camions.
 18.00 Tennis.
 En direct de Zurich (Suisse).
 Tournoi féminin 2^e tour.
 (150 min). 760651
 20.30 Boxe.
 22.30 Football.
 0.30 Soccer (60 min).

RTL 9
 20.30 Xlco. Film de Ronald F. M.
 Avec Scott Schwartz. Comédie.
 22.30 Emmy Melba. Film de V.
 (110 min). Avec Pamela Gaud. Forêt.
 0.25 Le Grand Bleu. Film de P.
 0.25. Avec Eddie Constantine. L.

TMC

20.35 Sans Famille. Film d'André
 Druze.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :

- Signale dans « Le Monde-Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- ■ Ne pas manquer.
- ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

مركز من الامم

Maria de Meideros dans un téléfilm de François Luciani

« Attends-moi », adapté d'un roman de Françoise Xenakis, raconte l'amour fou d'une femme-enfant, sauvage et brûlée. Face-à-face tragique entre une fille de rien et un fils de famille

ELLE EST TOUCHANTE. Jeanne. Touchante et fragile, on a envie de l'aider, surtout au début ; après, elle agace un peu. Mais on ne lui en veut jamais : elle est tellement sincère, tellement entière, comme une enfant butée qui ne veut rien comprendre aux finesses des grandes personnes.

Jeanne est la femme de Claude. Un mariage d'amour, un mariage contre les convenances. Elle, la petite domestique, fille de rien, élevée par des religieuses ; lui, le fils de famille, le fils unique chéri de sa maman. Ils se sont trouvés, aimés et mariés, histoire de faire la nique à la terre entière. Et, en plus, cadeau de la vie, l'amour fou. Mais c'est toujours la même chose, l'amour, c'est comme la laine, ça tient chaud, trop chaud, et ça gêne. Alors on se découvre, et on va respirer ailleurs un peu d'air frais, léger et coquin. C'est ce que fait Claude, enghénassé dans la passion dévorante que lui voue Jeanne. Croyez, il la prévient : « Il faut que tu saches qu'il ne m'arrive de faire l'amour avec une autre femme. » Mais la femme-enfant, sauvage et brûlée, ne veut rien savoir. Elle n'entend plus que l'écho distordu d'une phrase dite au paroxysme de la passion : « Jure que si un jour je te dés-ame, tu me tueras. » Elle refuse de savoir que le corps a ses raisons que la raison ignore et que la sincérité change de couleur selon les heures. Bref, un soir, elle le tue.

Jeanne consigne dans son journal intime ses derniers instants



... C'EST UNE HISTOIRE PASSIONNELLE QUI S'EST RÉELLEMENT PASSÉE DANS UN ROMAN

avec Claude. « J'ai toujours préféré le rêve à la vie. Lui aimait la vie, la vraie, alors je l'ai tué pour pouvoir continuer mon amour fou. » Tout est dit, elle peut aller se livrer à la police.

On ne se lasse pas de regarder l'intensité du visage de Maria de Meideros dans le rôle de Jeanne, ses émotions, ses revendications d'amour absolu. Elle est butée, presque folle, mais toujours émouvante et crédible dans son désir, dans son délire de possession : « Je me note, et à qui crier « au secours » si ce n'est à toi. Je n'ai que toi, je ne connais que toi... »

et c'est toi qui m'enfonces ». Alain Bashung a bien du mal à imposer le personnage ambigu de Claude face à la comédienne. Quand il a l'air agacé, on se demande qui, d'Alain ou de Claude, est dépassé par le tempérament de Jeanne, et quand il meurt sous ses coups, il n'a pas l'air plus surpris que ça — on le dirait presque heureux.

Le téléfilm de François Luciani est tiré du roman homonyme de Françoise Xenakis. Un beau roman, qui a d'ailleurs obtenu le Prix des Libraires en 1993. Toute l'action se déroule pendant les trois jours du procès de Jeanne.

qui revendique le meurtre comme un acte de fidélité, et plaide coupable. L'histoire du couple est racontée ici par des retours en arrière soignés. Comme un album de famille qu'on feuillette avec émotion. Chaque prise de vues, sophistiquée, montre que le temps passe et que l'amour s'émousse. Les photos se succèdent, les rires fous sur la plage, les cheveux au vent, les regards mauvais de Claude, un verre d'alcool à la main, on devine les sentiments de ce libertin à la sexualité flamboyante.

Ce huis clos, drame antique, face-à-face tragique, épure parfaite sans pathos inutile, fabuleusement interprété par Maria de Meideros, se suffisait à lui-même. On aurait aimé la même finesse et autant de légèreté pour les autres scènes. La relation amoureuse de l'avocat de Jeanne avec un journaliste de passage semble non seulement inutile, mais terriblement fade et conventionnelle. Tout comme le personnage de Germaine Castet, la mère de Claude, femme abusive qui n'aurait jamais entendu parler d'un certain M. Freud.

Jeanne n'attend qu'une chose, retourner en prison, pour retrouver le souvenir de Claude. Elle refuse l'acquiescement, se veut coupable et s'enfoncé doucement dans une folie destructrice.

Armelle Cressard

★ « Attends-moi », France 2, à 20 h 55.

Eau de rose

par Agathe Logez

FLOCONS de soie blanche, flocons de soie rose : la récolte du jasmin, celle des roses, s'annoncent bonnes. Dans les restanques de la Croix de lumière, ce domaine escarpé attaché à la sécheresse de la montagne, les vendangeuses de fleurs à parfum chantent pour se donner du cœur à l'ouvrage. Il ne manque pas un chapeau de paille, pas un tablier de fraîche cotonnade, pas un brin de rafia, à ce tableau frais et champêtre. Qu'importe, si le jasmin casse le dos et si les roses piquent les doigts ; bientôt, dans les paniers d'osier, les fleurs odorantes s'annoncent, récompenses de l'obstination, promesses de lendemains qui devraient chanter. Le chrono a la saveur sucrée de la confiture de roses, sa transparence lumineuse, et le parfum entêtant de ce jasmin que l'on cueille, à peine alourdi par la rosée du matin. La série s'appelle « Dans un grand vent de fleurs », et se dégage sur France 2 depuis la rentrée.

Elle a tout pour plaire. Ses méchants, très méchants : vilains parfumeurs campés sur leur dédaigneuse supériorité, promoteurs immobiliers gourmands de cette belle terre qu'ils alimenteraient en niches à touristes, mauvaises langues promptes à distiller leurs calomnies dans l'alambic de la rumeur. Ses gentils, très gentils : la magnifique Sorensen aux longues boucles d'acajou, qui lutte comme une diablesse pour reconquérir le domaine qu'on lui dispute, et l'amoureux qui n'est pas de sa condition, le brave Félix, qui esuie les verres au fond du café et

se meurt d'amour pour la belle, les grand-mères d'adoption dans les bras desquelles il fait bon se réfugier, quand le malheur débarque, et il le fait souvent. Et puis, il y a les secrets enfouis, eau dormante qu'il est si dangereux de réveiller, qui lâchent leurs démons et déclenchent la tempête...

Il serait vain de résumer l'intrigue. Met-on sous cloche un tourbillon ? Epingle-t-on, tels des papillons, les sentiments charoyants des passions échevelées ? Allez, pour une fois, pas de moquerie, pas de cynisme : laissons-nous emporter par l'eau de rose de cette rebondissante saga, où — sinon c'est à désespérer — l'amour et les bons sentiments devraient bien finir par triompher. La télévision, alors, a les vertus des brumiseurs d'eau minérale. Elle rafraîchit, en fines gouttelettes. Elle se boit par les yeux, la peau, la bouche. Essayez-la, il n'en reste pas grand-chose, sinon le souvenir d'un bien-être éphémère, d'une caresse volatile dont on aimerait croire qu'elle a le pouvoir de chasser la pollution des images sales, des babils inutiles, des jeux débiles et des grosses plaisanteries.

Guillaume est un nigaud, qui n'a pas su comprendre que Sorensen, la sauvegarde, est la femme de sa vie, et lui a préféré Louise, la blonde glaciale et ses millions qui ne sentent pas très bon. C'est bien fait, si leur mariage casse beaucoup d'assiettes. Heureusement, l'histoire ne s'achève pas ici : il reste deux épisodes pour faire rentrer un bonheur bien mérité dans les petites cases prévues à son effet.

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal. Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Foux de l'amour. Feuilleton.
14.35 Eliza top model. Série. Gregory se lance dans la photo.
15.35 Superchick Dorothée. Les Aventures de Cécile. L'aventurier. Power Rangers. Les Chevaliers du zodiaque 2 sans tolérance. Série. Welcome.
16.10 Le Rocher. Série. Autres temps, autres mœurs.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.55 Météo.
20.00 Journal.

FOOTBALL

En direct d'Auxerre. 3^e journée de la Ligue des champions : Al Auxerre - Grasshoppers Zurich. 20.30, Coup d'envoi : 21.15 M-temps, Météo : 21.30, 2^e Période : 22.25, Extraits, analyses, réactions des deux autres rencontres (25 min). 19486981
Crestif d'Alger par l'Ajax d'Amsterdam puis rassuré à Glasgow, les protégés de Guy Roux doivent impérativement s'imposer ce soir s'ils veulent rejoindre les quarts de finale. A la surprise générale, les « souterlous » de Zurich se sont portés en tête du groupe en remportant leurs deux matches.

0.05 Ushatila. Magazine présenté par Nicolas Hulin. Les citadelles du vertige. Julie, la maîtresse des faibles ; Tancha, la déesse des marais ; Yaboussamé ; Monsieur Italien (60 min). 7481727

1.15 et 2.30, 3.30, 5.05 Histoires incroyables. 2.30 et 3.30, 4.15, 4.55 TF 1 nuit. 4.25 Cas de divorce. 5.00 Météo.

France 2

12.10 Pyramide. Jeu.
12.55 et 13.40 Météo.
12.59 Journal.
13.30 Secret de chef. 13.35 Dénoué.
13.40 Les Foux de l'amour. Feuilleton.
14.35 Eliza top model. Série. Gregory se lance dans la photo.
15.35 Superchick Dorothée. Les Aventures de Cécile. L'aventurier. Power Rangers. Les Chevaliers du zodiaque 2 sans tolérance. Série. Welcome.
16.10 Le Rocher. Série. Autres temps, autres mœurs.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.55 Météo.
20.00 Journal.

ATTENDS-MOI !

Téléfilm de François Luciani, d'après Françoise Xenakis avec Maria de Meideros, Alain Bashung (95 min). 9477469
Le procès d'une femme qui s'accuse d'avoir tué son mari volage. Un livre d'essais.

CA SE DISCUTE

Magazine présenté par Jean-Luc Delarue. Changer de vie, mais à quel prix ? (95 min). 6755581
0.05 Journal. Bourso, Météo. 0.20 Le Cercle de minuit. Magazine. La Résistance. Invités : Raymond Aubrac ; John F. Sweets ; Odile Grand ; Claude Singer ; Pierre Vidal-Naquet ; Michel Reynaud ; Maître Roland Rappaport (70 min). 4780590

2.05 Boissons religieuses (rediff.). 3.05 Accablations. Vidéo. 3.25 34 téraphytes et 2 pros. 4.05 Un-Ghana, un jour dans la vie d'un enfant. 4.30 Un-Ghana, Météo sale que les larmes.

France 3

12.52 Journal.
13.31 Reno. 13.35 Mille Hammes. Série. 14.25 Y'a pire ailleurs. 14.34 Questions. 14.38 Questions. 14.40 Les Mille Hammes. Série. 14.45 Les Mille Hammes. Série. 14.50 Les Mille Hammes. Série. 14.55 Les Mille Hammes. Série. 15.00 Les Mille Hammes. Série. 15.05 Les Mille Hammes. Série. 15.10 Les Mille Hammes. Série. 15.15 Les Mille Hammes. Série. 15.20 Les Mille Hammes. Série. 15.25 Les Mille Hammes. Série. 15.30 Les Mille Hammes. Série. 15.35 Les Mille Hammes. Série. 15.40 Les Mille Hammes. Série. 15.45 Les Mille Hammes. Série. 15.50 Les Mille Hammes. Série. 15.55 Les Mille Hammes. Série. 16.00 Les Mille Hammes. Série. 16.05 Les Mille Hammes. Série. 16.10 Les Mille Hammes. Série. 16.15 Les Mille Hammes. Série. 16.20 Les Mille Hammes. Série. 16.25 Les Mille Hammes. Série. 16.30 Les Mille Hammes. Série. 16.35 Les Mille Hammes. Série. 16.40 Les Mille Hammes. Série. 16.45 Les Mille Hammes. Série. 16.50 Les Mille Hammes. Série. 16.55 Les Mille Hammes. Série. 17.00 Les Mille Hammes. Série. 17.05 Les Mille Hammes. Série. 17.10 Les Mille Hammes. Série. 17.15 Les Mille Hammes. Série. 17.20 Les Mille Hammes. Série. 17.25 Les Mille Hammes. Série. 17.30 Les Mille Hammes. Série. 17.35 Les Mille Hammes. Série. 17.40 Les Mille Hammes. Série. 17.45 Les Mille Hammes. Série. 17.50 Les Mille Hammes. Série. 17.55 Les Mille Hammes. Série. 18.00 Les Mille Hammes. Série. 18.05 Les Mille Hammes. Série. 18.10 Les Mille Hammes. Série. 18.15 Les Mille Hammes. Série. 18.20 Les Mille Hammes. Série. 18.25 Les Mille Hammes. Série. 18.30 Les Mille Hammes. Série. 18.35 Les Mille Hammes. Série. 18.40 Les Mille Hammes. Série. 18.45 Les Mille Hammes. Série. 18.50 Les Mille Hammes. Série. 18.55 Les Mille Hammes. Série. 19.00 Les Mille Hammes. Série. 19.05 Les Mille Hammes. Série. 19.10 Les Mille Hammes. Série. 19.15 Les Mille Hammes. Série. 19.20 Les Mille Hammes. Série. 19.25 Les Mille Hammes. Série. 19.30 Les Mille Hammes. Série. 19.35 Les Mille Hammes. Série. 19.40 Les Mille Hammes. Série. 19.45 Les Mille Hammes. Série. 19.50 Les Mille Hammes. Série. 19.55 Les Mille Hammes. Série. 20.00 Les Mille Hammes. Série. 20.05 Les Mille Hammes. Série. 20.10 Les Mille Hammes. Série. 20.15 Les Mille Hammes. Série. 20.20 Les Mille Hammes. Série. 20.25 Les Mille Hammes. Série. 20.30 Les Mille Hammes. Série. 20.35 Les Mille Hammes. Série. 20.40 Les Mille Hammes. Série. 20.45 Les Mille Hammes. Série. 20.50 Les Mille Hammes. Série. 20.55 Les Mille Hammes. Série. 21.00 Les Mille Hammes. Série. 21.05 Les Mille Hammes. Série. 21.10 Les Mille Hammes. Série. 21.15 Les Mille Hammes. Série. 21.20 Les Mille Hammes. Série. 21.25 Les Mille Hammes. Série. 21.30 Les Mille Hammes. Série. 21.35 Les Mille Hammes. Série. 21.40 Les Mille Hammes. Série. 21.45 Les Mille Hammes. Série. 21.50 Les Mille Hammes. Série. 21.55 Les Mille Hammes. Série. 22.00 Les Mille Hammes. Série. 22.05 Les Mille Hammes. Série. 22.10 Les Mille Hammes. Série. 22.15 Les Mille Hammes. Série. 22.20 Les Mille Hammes. Série. 22.25 Les Mille Hammes. Série. 22.30 Les Mille Hammes. Série. 22.35 Les Mille Hammes. Série. 22.40 Les Mille Hammes. Série. 22.45 Les Mille Hammes. Série. 22.50 Les Mille Hammes. Série. 22.55 Les Mille Hammes. Série. 23.00 Les Mille Hammes. Série. 23.05 Les Mille Hammes. Série. 23.10 Les Mille Hammes. Série. 23.15 Les Mille Hammes. Série. 23.20 Les Mille Hammes. Série. 23.25 Les Mille Hammes. Série. 23.30 Les Mille Hammes. Série. 23.35 Les Mille Hammes. Série. 23.40 Les Mille Hammes. Série. 23.45 Les Mille Hammes. Série. 23.50 Les Mille Hammes. Série. 23.55 Les Mille Hammes. Série. 24.00 Les Mille Hammes. Série. 24.05 Les Mille Hammes. Série. 24.10 Les Mille Hammes. Série. 24.15 Les Mille Hammes. Série. 24.20 Les Mille Hammes. Série. 24.25 Les Mille Hammes. Série. 24.30 Les Mille Hammes. Série. 24.35 Les Mille Hammes. Série. 24.40 Les Mille Hammes. Série. 24.45 Les Mille Hammes. Série. 24.50 Les Mille Hammes. Série. 24.55 Les Mille Hammes. Série. 25.00 Les Mille Hammes. Série. 25.05 Les Mille Hammes. Série. 25.10 Les Mille Hammes. Série. 25.15 Les Mille Hammes. Série. 25.20 Les Mille Hammes. Série. 25.25 Les Mille Hammes. Série. 25.30 Les Mille Hammes. Série. 25.35 Les Mille Hammes. Série. 25.40 Les Mille Hammes. Série. 25.45 Les Mille Hammes. Série. 25.50 Les Mille Hammes. Série. 25.55 Les Mille Hammes. Série. 26.00 Les Mille Hammes. Série. 26.05 Les Mille Hammes. Série. 26.10 Les Mille Hammes. Série. 26.15 Les Mille Hammes. Série. 26.20 Les Mille Hammes. Série. 26.25 Les Mille Hammes. Série. 26.30 Les Mille Hammes. Série. 26.35 Les Mille Hammes. Série. 26.40 Les Mille Hammes. Série. 26.45 Les Mille Hammes. Série. 26.50 Les Mille Hammes. Série. 26.55 Les Mille Hammes. Série. 27.00 Les Mille Hammes. Série. 27.05 Les Mille Hammes. Série. 27.10 Les Mille Hammes. Série. 27.15 Les Mille Hammes. Série. 27.20 Les Mille Hammes. Série. 27.25 Les Mille Hammes. Série. 27.30 Les Mille Hammes. Série. 27.35 Les Mille Hammes. Série. 27.40 Les Mille Hammes. Série. 27.45 Les Mille Hammes. Série. 27.50 Les Mille Hammes. Série. 27.55 Les Mille Hammes. Série. 28.00 Les Mille Hammes. Série. 28.05 Les Mille Hammes. Série. 28.10 Les Mille Hammes. Série. 28.15 Les Mille Hammes. Série. 28.20 Les Mille Hammes. Série. 28.25 Les Mille Hammes. Série. 28.30 Les Mille Hammes. Série. 28.35 Les Mille Hammes. Série. 28.40 Les Mille Hammes. Série. 28.45 Les Mille Hammes. Série. 28.50 Les Mille Hammes. Série. 28.55 Les Mille Hammes. Série. 29.00 Les Mille Hammes. Série. 29.05 Les Mille Hammes. Série. 29.10 Les Mille Hammes. Série. 29.15 Les Mille Hammes. Série. 29.20 Les Mille Hammes. Série. 29.25 Les Mille Hammes. Série. 29.30 Les Mille Hammes. Série. 29.35 Les Mille Hammes. Série. 29.40 Les Mille Hammes. Série. 29.45 Les Mille Hammes. Série. 29.50 Les Mille Hammes. Série. 29.55 Les Mille Hammes. Série. 30.00 Les Mille Hammes. Série. 30.05 Les Mille Hammes. Série. 30.10 Les Mille Hammes. Série. 30.15 Les Mille Hammes. Série. 30.20 Les Mille Hammes. Série. 30.25 Les Mille Hammes. Série. 30.30 Les Mille Hammes. Série. 30.35 Les Mille Hammes. Série. 30.40 Les Mille Hammes. Série. 30.45 Les Mille Hammes. Série. 30.50 Les Mille Hammes. Série. 30.55 Les Mille Hammes. Série. 31.00 Les Mille Hammes. Série. 31.05 Les Mille Hammes. Série. 31.10 Les Mille Hammes. Série. 31.15 Les Mille Hammes. Série. 31.20 Les Mille Hammes. Série. 31.25 Les Mille Hammes. Série. 31.30 Les Mille Hammes. Série. 31.35 Les Mille Hammes. Série. 31.40 Les Mille Hammes. Série. 31.45 Les Mille Hammes. Série. 31.50 Les Mille Hammes. Série. 31.55 Les Mille Hammes. Série. 32.00 Les Mille Hammes. Série. 32.05 Les Mille Hammes. Série. 32.10 Les Mille Hammes. Série. 32.15 Les Mille Hammes. Série. 32.20 Les Mille Hammes. Série. 32.25 Les Mille Hammes. Série. 32.30 Les Mille Hammes. Série. 32.35 Les Mille Hammes. Série. 32.40 Les Mille Hammes. Série. 32.45 Les Mille Hammes. Série. 32.50 Les Mille Hammes. Série. 32.55 Les Mille Hammes. Série. 33.00 Les Mille Hammes. Série. 33.05 Les Mille Hammes. Série. 33.10 Les Mille Hammes. Série. 33.15 Les Mille Hammes. Série. 33.20 Les Mille Hammes. Série. 33.25 Les Mille Hammes. Série. 33.30 Les Mille Hammes. Série. 33.35 Les Mille Hammes. Série. 33.40 Les Mille Hammes. Série. 33.45 Les Mille Hammes. Série. 33.50 Les Mille Hammes. Série. 33.55 Les Mille Hammes. Série. 34.00 Les Mille Hammes. Série. 34.05 Les Mille Hammes. Série. 34.10 Les Mille Hammes. Série. 34.15 Les Mille Hammes. Série. 34.20 Les Mille Hammes. Série. 34.25 Les Mille Hammes. Série. 34.30 Les Mille Hammes. Série. 34.35 Les Mille Hammes. Série. 34.40 Les Mille Hammes. Série. 34.45 Les Mille Hammes. Série. 34.50 Les Mille Hammes. Série. 34.55 Les Mille Hammes. Série. 35.00 Les Mille Hammes. Série. 35.05 Les Mille Hammes. Série. 35.10 Les Mille Hammes. Série. 35.15 Les Mille Hammes. Série. 35.20 Les Mille Hammes. Série. 35.25 Les Mille Hammes. Série. 35.30 Les Mille Hammes. Série. 35.35 Les Mille Hammes. Série. 35.40 Les Mille Hammes. Série. 35.45 Les Mille Hammes. Série. 35.50 Les Mille Hammes. Série. 35.55 Les Mille Hammes. Série. 36.00 Les Mille Hammes. Série. 36.05 Les Mille Hammes. Série. 36.10 Les Mille Hammes. Série. 36.15 Les Mille Hammes. Série. 36.20 Les Mille Hammes. Série. 36.25 Les Mille Hammes. Série. 36.30 Les Mille Hammes. Série. 36.35 Les Mille Hammes. Série. 36.40 Les Mille Hammes. Série. 36.45 Les Mille Hammes. Série. 36.50 Les Mille Hammes. Série. 36.55 Les Mille Hammes. Série. 37.00 Les Mille Hammes. Série. 37.05 Les Mille Hammes. Série. 37.10 Les Mille Hammes. Série. 37.15 Les Mille Hammes. Série. 37.20 Les Mille Hammes. Série. 37.25 Les Mille Hammes. Série. 37.30 Les Mille Hammes. Série. 37.35 Les Mille Hammes. Série. 37.40 Les Mille Hammes. Série. 37.45 Les Mille Hammes. Série. 37.50 Les Mille Hammes. Série. 37.55 Les Mille Hammes. Série. 38.00 Les Mille Hammes. Série. 38.05 Les Mille Hammes. Série. 38.10 Les Mille Hammes. Série. 38.15 Les Mille Hammes. Série. 38.20 Les Mille Hammes. Série. 38.25 Les Mille Hammes. Série. 38.30 Les Mille Hammes. Série. 38.35 Les Mille Hammes. Série. 38.40 Les Mille Hammes. Série. 38.45 Les Mille Hammes. Série. 38.50 Les Mille Hammes. Série. 38.55 Les Mille Hammes. Série. 39.00 Les Mille Hammes. Série. 39.05 Les Mille Hammes. Série. 39.10 Les Mille Hammes. Série. 39.15 Les Mille Hammes. Série. 39.20 Les Mille Hammes. Série. 39.25 Les Mille Hammes. Série. 39.30 Les Mille Hammes. Série. 39.35 Les Mille Hammes. Série. 39.40 Les Mille Hammes. Série. 39.45 Les Mille Hammes. Série. 39.50 Les Mille Hammes. Série. 39.55 Les Mille Hammes. Série. 40.00 Les Mille Hammes. Série. 40.05 Les Mille Hammes. Série. 40.10 Les Mille Hammes. Série. 40.15 Les Mille Hammes. Série. 40.20 Les Mille Hammes. Série. 40.25 Les Mille Hammes. Série. 40.30 Les Mille Hammes. Série. 40.35 Les Mille Hammes. Série. 40.40 Les Mille Hammes. Série. 40.45 Les Mille Hammes. Série. 40.50 Les Mille Hammes. Série. 40.55 Les Mille Hammes. Série. 41.00 Les Mille Hammes. Série. 41.05 Les Mille Hammes. Série. 41.10 Les Mille Hammes. Série. 41.15 Les Mille Hammes. Série. 41.20 Les Mille Hammes. Série. 41.25 Les Mille Hammes. Série. 41.30 Les Mille Hammes. Série. 41.35 Les Mille Hammes. Série. 41.40 Les Mille Hammes. Série. 41.45 Les Mille Hammes. Série. 41.50 Les Mille Hammes. Série. 41.55 Les Mille Hammes. Série. 42.00 Les Mille Hammes. Série. 42.05 Les Mille Hammes. Série. 42.10 Les Mille Hammes. Série. 42.15 Les Mille Hammes. Série. 42.20 Les Mille Hammes. Série. 42.25 Les Mille Hammes. Série. 42.30 Les Mille Hammes. Série. 42.35 Les Mille Hammes. Série. 42.40 Les Mille Hammes. Série. 42.45 Les Mille Hammes. Série. 42.50 Les Mille Hammes. Série. 42.55 Les Mille Hammes. Série. 43.00 Les Mille Hammes. Série. 43.05 Les Mille Hammes. Série. 43.10 Les Mille Hammes. Série. 43.15 Les Mille Hammes. Série. 43.20 Les Mille Hammes. Série. 43.25 Les Mille Hammes. Série. 43.30 Les Mille Hammes. Série. 43.35 Les Mille Hammes. Série. 43.40 Les Mille Hammes. Série. 43.45 Les Mille Hammes. Série. 43.50 Les Mille Hammes. Série. 43.55 Les Mille Hammes. Série. 44.00 Les Mille Hammes. Série. 44.05 Les Mille Hammes. Série. 44.10 Les Mille Hammes. Série. 44.15 Les Mille Hammes. Série. 44.20 Les Mille Hammes. Série. 44.25 Les Mille Hammes. Série. 44.30 Les Mille Hammes. Série. 44.35 Les Mille Hammes. Série. 44.40 Les Mille Hammes. Série. 44.45 Les Mille Hammes. Série. 44.50 Les Mille Hammes. Série. 44.55 Les Mille Hammes. Série. 45.00 Les Mille Hammes. Série. 45.05 Les Mille Hammes. Série. 45.10 Les Mille Hammes. Série. 45.15 Les Mille Hammes. Série. 45.20 Les Mille Hammes. Série. 45.25 Les Mille Hammes. Série. 45.30 Les Mille Hammes. Série. 45.35 Les Mille Hammes. Série. 45.40 Les Mille Hammes. Série. 45.45 Les Mille Hammes. Série. 45.50 Les Mille Hammes. Série. 45.55 Les Mille Hammes. Série. 46.00 Les Mille Hammes. Série. 46.05 Les Mille Hammes. Série. 46.10 Les Mille Hammes. Série. 46.15 Les Mille Hammes. Série. 46.20 Les Mille Hammes. Série. 46.25 Les Mille Hammes. Série. 46.30 Les Mille Hammes. Série. 46.35 Les Mille Hammes. Série. 46.40 Les Mille Hammes. Série. 46.45 Les Mille Hammes. Série. 46.50 Les Mille Hammes. Série. 46.55 Les Mille Hammes. Série. 47.00 Les Mille Hammes. Série. 47.05 Les Mille Hammes. Série. 47.10 Les Mille Hammes. Série. 47.15 Les Mille Hammes. Série. 47.20 Les Mille Hammes. Série. 47.25 Les Mille Hammes. Série. 47.30 Les Mille Hammes. Série. 47.35 Les Mille Hammes. Série. 47.40 Les Mille Hammes. Série. 47.45 Les Mille Hammes. Série. 47.50 Les Mille Hammes. Série. 47.55 Les Mille Hammes. Série. 48.00 Les Mille Hammes. Série. 48.05 Les Mille Hammes. Série. 48.10 Les Mille Hammes. Série. 48.15 Les Mille Hammes. Série. 48.20 Les Mille Hammes. Série. 48.25 Les Mille Hammes. Série. 48.30 Les Mille Hammes. Série. 48.35 Les Mille Hammes. Série. 48.40 Les Mille Hammes. Série. 48.45 Les Mille Hammes. Série. 48.50 Les Mille Hammes. Série. 48.55 Les Mille Hammes. Série. 49.00 Les Mille Hammes. Série. 49.05 Les Mille Hammes. Série. 49.10 Les Mille Hammes. Série. 49.15 Les Mille Hammes. Série. 49.20 Les Mille Hammes. Série. 49.25 Les Mille Hammes. Série. 49.30 Les Mille Hammes. Série. 49.35 Les Mille Hammes. Série. 49.40 Les Mille Hammes. Série. 49.45 Les Mille Hammes. Série. 49.50 Les Mille Hammes. Série. 49.55 Les Mille Hammes. Série. 50.00 Les Mille Hammes. Série. 50.05 Les Mille Hammes. Série. 50.10 Les Mille Hammes. Série. 50.15 Les Mille Hammes. Série. 50.20 Les Mille Hammes. Série. 50.25 Les Mille Hammes. Série. 50.30 Les Mille Hammes. Série. 50.35 Les Mille Hammes. Série. 50.40 Les Mille Hammes. Série. 50.45 Les Mille Hammes. Série. 50.50 Les Mille Hammes. Série. 50.55 Les Mille Hammes. Série. 51.00 Les Mille Hammes. Série. 51.05 Les Mille Hammes. Série. 51.10 Les Mille Hammes. Série. 51.15 Les Mille Hammes. Série. 51.20 Les Mille Hammes. Série. 51.25 Les Mille Hammes. Série. 51.30 Les Mille Hammes. Série. 51.35 Les Mille Hammes. Série. 51.40 Les Mille Hammes. Série. 51.45 Les Mille Hammes. Série. 51.50 Les Mille Hammes. Série. 51.55 Les Mille Hammes. Série. 52.00 Les Mille Hammes. Série. 52.05 Les Mille Hammes. Série. 52.10 Les Mille Hammes. Série. 52.15 Les Mille Hammes. Série. 52.20 Les Mille Hammes. Série. 52.25 Les Mille Hammes. Série. 52.30 Les Mille Hammes. Série. 52.35 Les Mille Hammes. Série. 52.40 Les Mille Hammes. Série. 52.45 Les Mille Hammes. Série. 52.50 Les Mille Hammes. Série. 52.55 Les Mille Hammes. Série. 53.00 Les Mille Hammes. Série. 53.05 Les Mille Hammes. Série. 53.10 Les Mille Hammes. Série. 53.15 Les Mille Hammes. Série. 53.20 Les Mille Hammes. Série. 53.25 Les Mille Hammes. Série. 53.30 Les Mille Hammes. Série. 53.35 Les Mille Hammes. Série. 53.40 Les Mille Hammes. Série. 53.45 Les Mille Hammes. Série. 53.50 Les Mille Hammes. Série. 53.55 Les Mille Hammes. Série. 54.00 Les Mille Hammes. Série. 54.05 Les Mille Hammes. Série. 54.10 Les Mille Hammes. Série. 54.15 Les Mille Hammes. Série. 54.20 Les Mille Hammes. Série. 54.25 Les Mille Hammes. Série. 54.30 Les Mille Hammes. Série. 54.35 Les Mille Hammes. Série. 54.40 Les Mille Hammes. Série. 54.45 Les Mille Hammes. Série. 54.50 Les Mille Hammes. Série. 54.55 Les Mille Hammes. Série. 55.00 Les Mille Hammes. Série. 55.05 Les Mille Hammes. Série. 55.10 Les Mille Hammes. Série. 55.15 Les Mille Hammes. Série. 55.20 Les Mille Hammes. Série. 55.25 Les Mille Hammes. Série. 55.30 Les Mille Hammes. Série. 55.35 Les Mille Hammes. Série. 55.40 Les Mille Hammes. Série. 55.45 Les Mille Hammes. Série. 55.50 Les Mille Hammes. Série. 55.55 Les Mille Hammes. Série. 56.00 Les Mille Hammes. Série. 56.05 Les Mille Hammes. Série. 56.10 Les Mille Hammes. Série. 56.15 Les Mille Hammes. Série. 56.20 Les Mille Hammes. Série. 56.25 Les Mille Hammes. Série. 56.30 Les Mille Hammes. Série. 56.35 Les Mille Hammes. Série. 56.40 Les Mille Hammes. Série. 56.45 Les Mille Hammes. Série. 56.50 Les Mille Hammes. Série. 56.55 Les Mille Hammes. Série. 57.00 Les Mille Hammes. Série. 57.05 Les Mille Hammes. Série. 57.10 Les Mille Hammes. Série. 57.15 Les Mille Hammes. Série. 57.20 Les Mille Hammes. Série. 57.25 Les Mille Hammes. Série. 57.30 Les Mille Hammes. Série. 57.35 Les Mille Hammes. Série. 57.40 Les Mille Hammes. Série. 57.45 Les Mille Hammes. Série. 57.50 Les Mille Hammes. Série. 57.55 Les Mille Hammes. Série. 58.00 Les Mille Hammes. Série. 58.05 Les Mille Hammes. Série. 58.10 Les Mille Hammes. Série. 58.15 Les Mille Hammes. Série. 58.20 Les Mille Hammes. Série. 58.25 Les Mille Hammes. Série. 58.30 Les Mille Hammes. Série. 58.35 Les Mille Hammes. Série. 58.40 Les Mille Hammes. Série. 58.45 Les Mille Hammes. Série. 58.50 Les Mille Hammes. Série. 58.55 Les Mille Hammes. Série. 59.00 Les Mille Hammes. Série. 59.05 Les Mille Hammes. Série. 59.10 Les Mille Hammes. Série. 59.15 Les Mille Hammes. Série. 59.20 Les Mille Hammes. Série. 59.25 Les Mille Hammes. Série. 59.30 Les Mille Hammes. Série. 59.35 Les Mille Hammes. Série. 59.40 Les Mille Hammes. Série. 59.45 Les Mille Hammes. Série. 59.50 Les Mille Hammes. Série. 59.55 Les Mille Hammes. Série. 60.00 Les Mille Hammes. Série. 60.05 Les Mille Hammes. Série. 60.10 Les Mille Hammes. Série. 60.15 Les Mille Hammes. Série. 60.20 Les Mille Hammes. Série. 60.25 Les Mille Hammes. Série. 60.30 Les Mille Hammes. Série. 60.35 Les Mille Hammes. Série. 60.40 Les Mille Hammes. Série. 60.45 Les Mille Hammes. Série. 60.50 Les Mille Hammes. Série. 60.55 Les Mille Hammes. Série. 61.00 Les Mille Hammes. Série. 61.05 Les Mille Hammes. Série. 61.10 Les Mille Hammes. Série. 61.15 Les Mille Hammes. Série. 61.20 Les Mille Hammes. Série. 61.25 Les Mille Hammes. Série. 61.30 Les Mille Hammes. Série. 61.35 Les Mille Hammes. Série. 61.40 Les Mille Hammes. Série. 61.45 Les Mille Hammes. Série. 61.50 Les Mille Hammes. Série. 61.55 Les Mille Hammes. Série. 62.00 Les Mille Hammes. Série. 62.05 Les Mille Hammes. Série. 62.10 Les Mille Hammes. Série. 62.15 Les Mille Hammes. Série. 62.20 Les Mille Hammes. Série.

Ave Maria

par Pierre Georges

SUR L'ÉCRAN VIDE de nos fils blancs, rien. Pas l'ombre d'une dépêche autre qu'économique. Rien à l'horizon, sinon la grève qui poudroie et la fiscalité qui rôde. L'AFP est à l'arrêt. L'AFP se tait. L'AFP a débranché. Plus de 30 % ? Plus de Suisse ?

Un monde sans nouvelles et sans pitié ! L'angoisse de la feuille blanche, chaque matin. La tragédie de l'écran gris en prime ce mardi. Il ne se passe plus rien de par le vaste monde, puisque l'AFP ne raconte plus rien, tenant l'information, comme d'autres l'arme, au pied.

Grève ! Crosse en l'air, clavier à l'arrêt. Dans le fond, elle est de constitution fragile, l'information. Plus de nouvelles, plus d'actualité. Plus de presse, plus d'information. Simple comme bonjour. Ou comme syllogisme. Ce n'est pas que le monde ait cessé de bouger ou la Terre de tourner, mais qu'ils ne le font plus savoir.

Les journalistes ne sont pas nés pour faire grève. Cela leur est un déshonneur, une mutilation, une autocensure contrainte. Savoir et taire, faire métier d'informer et dans le même temps vœu fiscal de ne pas informer, brûler de dire et s'interdire de raconter, voilà bien le dilemme, le supplice ultime. La grève va aux journalistes comme un sifflet à roulette à un archevêque.

La preuve ! L'AFP n'a pas tenu. L'AFP a craqué. L'AFP n'a pu s'en empêcher. On en a la confirmation, là sous les yeux, petite lumière dans le brouillard, brève dépêche brève de grève. A 4h23 min 1 s, un « urgent » est tombé. Marqué « Urgent », en gras bien gras, bien dodu. Un joli petit « urgent » des familles,

comme d'habitude. Un « urgent » pris d'une telle urgence qu'il ne put attendre la fin de la grève.

Ce fut plus fort que tout. Plus fort qu'eux, 30 % ou pas. Fallait-il alors que cela soit grave, important, de nature à forcer le silence d'un jour et l'abstinence générale ! Une guerre, peut-être. Ou alors une révolution. Une grande mort, qui sait. Ou bien l'affaire des affaires, on pouvait tout imaginer. Même le pire, tout le monde sur le pont !

Au lieu de quoi, on vous le donne en mille, avec ou sans 30 %, l'urgent tellement urgent fut le suivant : « Los Angeles, 15 oct (AFP) - La pop star Madonna a donné naissance lundi à une petite fille, Maria, de trois kilos, a annoncé la télévision de Los Angeles. »

Et serait-on tenté d'ajouter, la mère et la presse vont bien ! Ah ! Maria, petite Maria du jour, trois kilos de Maria ! Maria de Madonna, madame de Maria, enfant chérie des dieux et de McLuhan, c'est en mages grévistes que nous prenons d'achèvement la route de l'Ouest, chargés d'or et de cadeaux. Maria, étoile de nos grèves, nous chanterons dans cette nuit divine ta grâce et ton arrivée, la joliesse de ton teint et le charme de tes cris.

Maria, Maria, Maria ! Press Side Story. Avant toi, rien. Après toi, rien. Silence sur tout. Sauf sur toi. Seule et déjà régnante dans ce monde cru des fureurs journalistiques. Ave Maria, sainte patronne du 30 %, fille de ta mère et, sans nul doute, de ton père, que nous n'avons l'heur, le plaisir et l'avantage de connaître. Ave Maria ! De ce pas, toute grève cessante, nous courons prévenir l'Élysée, où ta maman compte un ami fidèle.

Des journalistes se mettent en grève contre la suppression de leur abattement fiscal

L'AFP et Radio-France sont silencieux et des quotidiens pourraient être absents des kiosques

« IL EST hors de question de me priver d'un mois de salaire ! », proteste ce chef de service du Parisien qui, comme la majorité de ses confrères, a décidé d'arrêter de travailler mardi 15 octobre. La contestation du projet de suppression de l'abattement fiscal de 30 % consenti aux journalistes a pris comme une traînée de poudre dans les rédactions.

L'appel à une grève de vingt-quatre heures, mardi 15 octobre, lancé par les syndicats de journalistes - Syndicat national des journalistes (SNJ), autonome, CFDT, FO, SNJ-CGT, CFTC et CGC -, qui devait être ponctué à 13 h 30 par une manifestation devant l'Assemblée nationale où débute l'examen du budget, a fait taire les « fils » de l'Agence France-Presse (AFP), l'antenne de Radio-France et devrait perturber largement les journaux de France Télévision. De nombreux quotidiens, nationaux et régionaux devraient être absents des kiosques ou paraître avec une pagination réduite, mercredi 16, plusieurs rédac-

tions ayant décidé la grève. Avec parfois des raisons particulières liées à la situation ou à l'histoire de leur entreprise.

Lundi 14 octobre, une délégation de journalistes du SNJ et du SNJ-CGT a appris du député Jacques-Michel Faure (RPR, Haute-Vienne) qu'Alain Juppé aurait demandé au ministre de l'Économie et des Finances de travailler à un « nouveau mécanisme ». Le premier ministre souhaiterait trouver un mécanisme d'« augmentation zéro » du montant de l'impôt, malgré la suppression de l'abattement. Des conseillers de Matignon ont confirmé à une délégation du SNJ que « la suppression progressive de l'abattement ne serait pas remise en cause mais que le premier ministre avait demandé au ministre de l'Économie et des Finances de faire en sorte que l'application de cette mesure n'entraîne aucun désavantage pour quelques situations dans les professions » concernées.

Les dépêches de l'AFP à destination des clients français de l'agence

se sont pourtant tuées à minuit. « Nous suivons le mot d'ordre national de grève. Pas besoin de vote pour cela, même si nous avons tenu des assemblées générales », explique un journaliste de l'agence. Les rédactions de France-Inter (100 % de grévistes), France-Info, France-Culture et France-Musique étaient désertées mardi, le mot d'ordre donné aux journalistes étant de ne pas se rendre à la Maison ronde mais de se retrouver devant l'Assemblée.

Dans la presse écrite, des assemblées générales ont jalonné la journée de lundi. Le Télégramme de Brest devait paraître mercredi, un tiers des 150 journalistes ayant annoncé leur intention de faire grève. Ouest-France devait aussi être en kiosque, même si le SNJ et la CFDT ont déposé un préavis de grève. A Grenoble, 80 % des 250 journalistes du Dauphiné-Libéré se sont prononcés pour la grève. A Paris, la rédaction du Figaro a voté la grève par 148 voix pour et 21 contre et, à France-Soir, une large majorité s'est déchaînée aussi en sa faveur.

aux Echos la grève a été votée par 36 pour, 4 contre et 4 abstentions, tandis qu'à La Tribune-Desfossés, 45 journalistes étaient pour, 7 contre et 7 s'abstenaient.

Au Monde, la grève a été rejetée par 47 journalistes sur 61 présents, 15 l'approuvant et un vote étant nul. A Libération, une assemblée générale doit avoir lieu mardi. Au Parisien et à l'Équipe, la grève a été votée majoritairement le 26 septembre dans le premier tour, jeudi 30 octobre dans le second. « On n'est pas d'accord avec cette suppression, il n'y a eu aucune discussion. On n'est pas privilégié avec 14 000 francs bruts par mois et des heures de travail démenties », confie un journaliste de l'Équipe. Un autre explique : « On est en grève par solidarité avec les nombreux pigistes, appelés ici le "bévier", tandis qu'un rédacteur du Parisien justifie « les messages d'un gouvernement qui parle de baisse des im-

Yves-Marie Labbé

Le piège

EN DEMANDANT aux parlementaires de supprimer l'abattement fiscal de 30 % dont bénéficient depuis 1934 les journalistes, le gouvernement tend un piège à ces derniers et aux entreprises qui les emploient.

Aucune profession n'est fondée à défendre de façon corporatiste le droit à bénéficier d'un avantage fiscal. Au nom de l'égalité et de la justice, la conception républicaine de l'impôt repose sur le principe d'une imposition progressive, où chacun paie en fonction de ses revenus. Or la multiplication des « niches » fiscales accroît l'inégalité devant l'impôt. Elle instaure des privilèges en lieu et place de la règle commune. Elle crée du clientélisme en lieu et place de la citoyenneté. Ce faisant, elle mine de l'intérieur l'impôt sur le revenu : dès lors que la loi n'est plus la même pour tous, elle est discréditée. Sur le plan des principes, l'abattement de 30 %, même plafon-

né à 50 000 francs, est donc indéfendable.

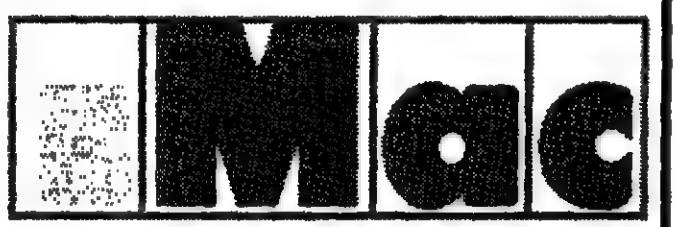
Incarnation d'une conquête démocratique, revendiquant à juste titre son droit à souligner les dérapages et les abus des pouvoirs, quels qu'ils soient, la profession de journaliste ne saurait réclamer pour elle-même un privilège qu'elle s'empresserait de dénoncer chez d'autres. Nous avons assez souligné le risque - et le danger pour la démocratie - d'un discrédit des élites dès lors qu'elles s'émancipent des lois communes, pour ne pas comprendre qu'en l'espèce un réflexe de corps discréditerait notre profession. En ce sens, l'appel au boycott des élus qui voteraient la suppression des abattements n'est pas admissible. Un journaliste digne de ce nom ne saurait s'ériger en censeur.

Pour autant, les protestations de la profession contre le choix du gouvernement ne se résument pas à cette crispation corporatiste. Comme en bien d'autres domaines, le pouvoir a agi sans concertation, dans la précipitation et avec simplisme. L'impôt est un outil à double commande, qui peut être manié dans un souci de justice fiscale comme dans un souci d'efficacité économique. Dans ce cas précis, le gouvernement a joué d'une manette sans se soucier de l'autre.

Concrètement, l'abattement fiscal des journalistes est une aide à la presse, puisqu'il s'accompagne d'un abattement équivalent sur les charges sociales pour les entreprises concernées. S'il est légitime d'envisager sa suppression, elle ne peut donc être décidée qu'en ayant préalablement appréhendé la situation économique d'un secteur fragile, où la presse écrite de qualité est particulièrement menacée. Une suppression unilatérale de l'avantage fiscal des journalistes grèvera automatiquement, et lourdement, les comptes des entreprises de presse. D'une part, les hausses d'impôt qu'elle entraînera signifieront une perte de pouvoir d'achat, frappant notamment les plus bas salaires, et provoqueront inévitablement une pression accrue sur la politique salariale de ces mêmes entreprises ; d'autre part, elle provoquera, de ce fait et même si le gouvernement assure vouloir maintenir l'abattement sur les charges sociales, une hausse sensible du montant de celles-ci dans les comptes de ces entreprises.

Pas plus que d'autres, Le Monde, dont le redressement économique est en cours - et en bonne voie - est la garantie de son indépendance, ne sera en mesure de supporter un tel choc

J.-M.C.



Le Macintosh expliqué

L'ESSENTIEL

Tout ce qu'il faut vraiment savoir sur votre Mac

Et aussi :

- Comparatif : Les nouveaux disques amovibles
- Pratique : Maîtrisez les tableaux avec Word
- Labo SVM Mac : 40 produits passés au crible

CD-ROM N°18

SVM MAC, LE N°1 DE LA PRESSE MACINTOSH EN EUROPE

La rédaction du « Monde » réclame le maintien du pouvoir d'achat de la profession

« UNE FOIS DE PLUS, les salaires trinquent. Le projet de budget proposé par le gouvernement ne va pas dans le sens d'une vraie justice fiscale. S'il désigne du doigt certains privilèges, il se garde bien de tous les remettre en cause. Sur le principe, la suppression de divers abattements fiscaux - dont celui de 30 % dont bénéficient les journalistes - ne nous paraît pas scandaleuse. Les journalistes du Monde demandent une réforme fiscale complète.

Mais, en l'absence de toute proposition sérieuse de compensation salariale, elle se traduirait par une perte de pouvoir d'achat, touchant particulièrement les bas salaires et les pigistes, nombreux dans la profession. Aucune catégorie de salariés n'accepterait sans broncher une telle perspective. Rappelons que cet abattement avait été accordé en 1934 et conçu comme une aide indirecte aux entreprises de presse. Constituant un complément de salaire déguisé, il a permis aux patrons de presse de maintenir une politique de bas salaires depuis soixante ans.

La rédaction du Monde tient donc à préciser qu'elle ne souhaite pas le maintien d'un privilège fiscal, mais celui du pouvoir d'achat d'une profession dont le salaire moyen s'élève à 12 000 francs brut par mois.

Au cours d'une assemblée générale tenue le lundi 14 octobre, les journalistes du Monde, tout en appelant à manifester mardi 15 octobre, n'ont pas voulu tomber dans le piège tendu par le gouvernement

en paraissant s'arc-bouter sur le maintien d'un privilège. Ils réclament, en revanche, l'ouverture immédiate de négociations avec les pouvoirs publics et les éditeurs de presse sur des propositions sérieuses de compensation salariale. Et se réservent, à cette occasion, le recours à la grève si les négociations n'aboutissent pas rapidement. »

Intersyndicale CFDT-CGT-SNJ

■ Communiqué du Comité intersyndical du Livre parisien : « Le projet de loi de finances du gouvernement Juppé envisage de revenir sur l'abattement de 5 % accordé aux professions connaissant des conditions de travail particulières. C'est le cas notamment des ouvriers de la presse parisienne travaillant la nuit. Cet abattement n'a rien d'un privilège, c'est un acquis justifié par des conditions de travail pénibles que la modernisation n'a pas améliorées. Le Comité intersyndical du Livre parisien n'acceptera pas cette amputation du pouvoir d'achat. Il partage l'inquiétude et le mécontentement des journalistes qui agissent pour la juste défense de leurs acquis (...). Pour ce qui concerne les travailleurs de la presse parisienne, ils trouveront dans le refus de cette mesure une raison supplémentaire de participer à la semaine nationale d'actions organisée à l'appel de la Filpac CGT du 21 au 25 octobre. »

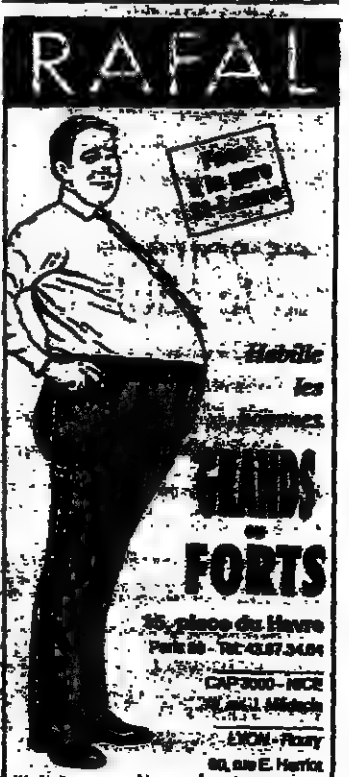
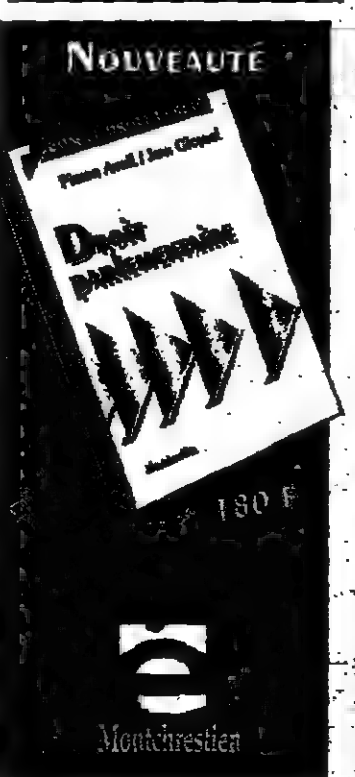
BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

Cours relevés le mardi 15 octobre, à 16 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	GOVERNEMENT DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 21029,30 +0,29 +7,8	Paris CAC 40 2248,05 -0,16 +14,51
Hong Kong Index 2280,40 +0,92 +2,92	London FT 100 2531
Tokyo Nikkei sur 3 mois	Madrid Ibex 35 1759
	Amsterdam AEX 1727
	Bruxelles 2145
	Frankfurt DAX 1240
	Suisse SMI 1139
	Milano SMI 2138
	Amsterdam CDS +24,97

Titrage du Monde daté mardi 15 octobre 1996 : 718 894



مكتبة العالم

FORMATION
Pour une réglementation
des stages
en entreprise
page V



TRIBUNE
par Guy Hongre
page IV

Le Monde EMPLOI



ANNONCES CLASSÉES
de la page VI à la page XIV

DANS
« LE MONDE
EMPLOI »
DU 23 OCTOBRE
Sondage exclusif
sur le climat social

MERCREDI 16 OCTOBRE 1996

INITIATIVES



Assagie,
la profession
veut montrer
la diversité
de ses métiers.
Et convaincre

La publicité soigne son image

Esses instances, l'Association des agences-conciles en communication. Parce que la publicité connaît des problèmes d'image, le cordonnier était toujours le plus mal chaussé. Parce que, surtout, le secteur a plutôt souffert au début des années 90 et qu'il entend se mobiliser pour délivrer un message de retour à une relative meilleure santé. Si les progressions à deux chiffres de la décennie sont oubliées, la croissance enregistrée en 1995 - et en passe d'être confirmée pour 1996 - montre qu'il des espoirs raisonnables peuvent être entretenus. Secrète mais mythique, ballotée entre strass ou

pillages et sur le terrain de l'hyperactivité, la publicité a été longtemps soumise à une réputation de se construire une renommée. Tandis qu'elle se jette, sans pour l'instant s'expliquer, la grande figure historique d'un Marcel Bleustein-Blanchet, il se disait beaucoup de choses sur elle qui ajoutaient à son caractère fantasmagorique. Bien avant que Jacques Séguéla ne batte l'estocade, les « fils de pub » semblaient vivre dans un autre univers, brillant certes, où les « coups » succédaient aux slogans de circonstance, tentant de se maintenir sur la crête des vagues. C'est peut-être de là que part leur goût immodéré pour les signes qui cachent leurs enseignes (RSCG, BODE etc.), comme s'il devait être de bon ton de ne pas s'appliquer à soi-même les recettes que l'on vend à ses clients.

Les années 80, justement, ont été symbolisées par l'omniprésence de Jacques Séguéla. Synonyme d'essor, d'argent facile et, plus encore, ostentatoire, elles semblaient faire de la publicité l'alpha et l'oméga de toute situation. En ce temps-là, la métaphore était privilégiée au produit, presque devenu un prétexte, et les domaines d'application paraissaient illimités, qui englobaient jusqu'à la politique, depuis le sacre de « la France tranquille ». Avec le recul, les professionnels jugent sévèrement cette période, l'accusant d'avoir fusillé la perception. Ils en sont d'ailleurs revenus à une conception plus basique de leurs métiers, plus près des besoins immédiats des annonceurs et du public.

C'est que, sur ces entrefaites, le secteur a connu des difficultés sévères dont la loi Sapin, destinée à clarifier les relations économiques entre les différents partenaires, aura été le point d'orgue. Encore qu'on pourrait y ajouter les conséquences de la loi Evin, qui réglemente ou interdit la publicité pour les alcools et le tabac, deux des grands budgets pour les agences. Toujours est-il que, indépendamment de ces deux facteurs, et après des années d'euphorie peut-être insouciantes pour un milieu peu rompu à la rigueur financière, le ralentissement de la conjoncture a produit son habituel recentrage, parfois douloureux, mais cause également, ainsi que l'affirment des professionnels, d'une consolidation. Le secteur a perdu des emplois. Il a aussi, comme toujours en pareil cas, subi l'inévitable restructuration avec sa kyrielle de fusions, de rachats ou d'absorptions, et, évidemment, de disparitions pures et simples. D'anciennes vedettes ont disparu ou ont dû rabaisser leurs prétentions. Ce faisant,

on peut également considérer que cette cure a permis à ce secteur d'atteindre enfin sa maturité ou son âge de raison. En obligeant à la moralisation de certaines pratiques, par exemple, la loi Sapin a très certainement accéléré un processus de professionnalisation, chacun étant obligé de mettre en avant la qualité de ses prestations et de renoncer à la poudre aux yeux. Comme quoi un texte législatif, une fois de plus, peut

Revenu à des comportements assagés, le secteur peut donc communiquer et, par suite, faire sa propre publicité en lançant la Semaine de la publicité. C'est l'occasion de découvrir que, derrière les créatifs qui constituent une aristocratie de 2 000 personnes environ, existent quantité de fonctions mal ou peu connues. Selon que l'on se limite aux seules agences de communication ou que l'on s'intéresse à toute la filière, en amont et en aval, les effectifs varient de 15 000 à 125 000. Ils comprennent des commerciaux, des média-planners et des acheteurs d'espace, mais aussi des responsables d'études pour mesurer l'impact des campagnes publicitaires. Beaucoup de métiers ont des rapports avec la publicité, dont ils constituent les maillons essentiels, même s'ils ne sont pas sous les feux de la rampe.

Il reste cependant un mystère, que la réputation de la profession n'explique pas. Alors que la plupart des métiers installés se servent leur propre langage et leurs jargons, parfois très riches, le secteur de la publicité se montre particulièrement pauvre, voire indigent, dans l'invention de ces termes particuliers qui servent, ailleurs, de signes de reconnaissance ou d'appartenance. Hormis les expressions anglicisées, pour être à la mode, on ne trouve rien de vraiment évocateur. Alors même que le qu'en-dira-t-on prête aux publicitaires, précisément, des tics aussi voyants que verbeux. « Dit coco, as-tu fait le rough ? » fait figure de formule vide qui ne séduit personne. Ni ne fait rêver à une profession qui, là encore, n'applique pas sur elle ce qu'elle recommande aux autres.

Alain Lebaube

La loi Sapin a bouleversé les pratiques de la publicité
par Clarisse Faivre

État des lieux de la profession
par Catherine Leroy

Les mots de la pub, aime de la guerre commerciale
par Francine Ablesovici

L'âge d'or des années 80
par Marie-Claude Betheder

Pris de 115 000 personnes se partagent entre agences, régies et studios de production
par Philippe Baverel

Entrée dans l'ère de la lucidité
par Marie-Béatrice Bandet

Lire pages II et III

avoir des effets bénéfiques, au-delà de la tempête que son application provoque dans une première phase.

Pour insérer votre annonce

dans
Le Monde Économie
et
Le Monde Emploi

Appelez
Le Monde Publicité

au

01-44-43-76-03

Fax : 01-44-43-77-32



TEMPLE UNIVERSITY - IGS
IMBA
INTERNATIONAL
ACCREDITED AACSB



11 mois intensifs en anglais

4 à Paris - 6 à Philadelphie - 1 à Tokyo

Programmes centrés sur la gestion
des entreprises internationales.

Intégration des ressources offertes par Internet.
Chaque participant est parrainé par un cadre dirigeant
d'entreprise multinationale.

Mission dans une entreprise internationale aux États-Unis.
Etude terrain au Japon.

Conditions d'admission : Bac+4 (École de Commerce, Maîtrise de Gestion,
Sciences Eco), TOEFL, GMAT, dossier, entretien, cours pré-requis dans certains cas.

Renseignements :

Jarlah Dillon, KS, 12, rue Alexandre Parodi, 75010 Paris - Tél. : 01 40 03 15 04
Don Munday, CEFAM, 107 rue de Marseille, 69007 Lyon - Tél. : 04 72 73 47 83

DEMANDE D'INFORMATION IMBA

NOM Prénom

Adresse Ville

Code Postal Tél.

Diplôme obtenu ou formation en cours :

La loi Sapin a bouleversé les pratiques de la publicité

Les réductions d'effectifs ont surtout touché les métiers du conseil mais la profession a gagné en transparence, et certaines méthodes ont été moralisées

Il y a eu « l'avant-loi Sapin et l'après-loi Sapin. Elle n'a pas encore été digérée », observe Bruno Paillet, président du Club des annonceurs et directeur de la communication du GAN. « Loi bécote », « soviétisation de la pub », l'annonceur du projet de loi à l'automne 1992 - promulguée le 29 janvier 1993, suscite de belles formules et de vibrants plaidoyers dans la presse. Véritable « tornade blanche », la loi Sapin devait, selon certains, sinon tout emporter sur son passage, du moins décimer la profession. « On va créer deux à trois mille chômeurs », avertissait Philippe Lenthéric, directeur général adjoint de Young and Rubicam - Paris, dans les colonnes du Monde (14 octobre 1992). Aujourd'hui, avec le recul, certains professionnels confient que la loi a aussi eu pour effet d'assainir le marché des agences-conseils, d'entraîner une meilleure professionnalisation, de moraliser et de rendre davantage transparentes des pratiques commerciales qui ne l'étaient pas.

Toujours est-il que la machine législative est lancée contre ce que les Anglo-Saxons nomment le *French disease*, la maladie française. Depuis le premier avis - du 4 janvier 1958 - de la Commission technique des ententes, l'ancêtre du Conseil de la concurrence, jusqu'au début des années 90, le constat est le même : l'achat d'espace publicitaire (réalisé par une agence intermédiaire pour le compte de l'annonceur) et la tarification des contrats ne sont pas transparents. Avant la loi Sapin, l'an-

nonneur n'a accès qu'aux tarifs officiels publiés par certains annuaires, mais il n'est pas toujours informé des remises consenties par le support à la centrale d'achat.

C'est le cas lorsque l'agence de publicité conserve la facture mentionnant les surcommissions obtenues et adresse à l'annonceur une

annonceur qui en fait la demande. Principale pomme de discorde, l'article 20 pose le principe selon lequel tout achat d'espace publicitaire doit relever d'un contrat écrit de mandat entre l'intermédiaire (le mandataire) et l'annonceur (le mandant). Ce contrat doit fixer les conditions de rémunération et mentionner tout

Le retour des « combines »

La baisse des revenus des agences les pousse-t-elles à renouer avec des pratiques de l'ère « pré-Sapin » ? Certains notent en tout cas le retour des *incentives*, une technique d'intéressement qui associe la rémunération du conseil média aux performances de la campagne publicitaire, très courante avant la loi Sapin, mais sous une version tronquée. Aujourd'hui un annonceur peut accepter de partager la commission avec l'agence si celle-ci réalise une performance supérieure à celle fixée par les deux parties en fonction des tarifs des supports médias. Mais certains supports, de concert avec l'agence intermédiaire, surestiment leur prix de vente auprès des annonceurs. Dès lors, une fois fixée l'*incentive*, les supports accordent des remises qui améliorent la performance du plan et, partant, la rémunération de l'intermédiaire.

autre facture ne faisant pas état des ristournes supplémentaires. Quand on sait que ces remises peuvent atteindre, selon les médias, entre 20 % et 70 % des tarifs affichés.

THÉRAPIE DE CHOC

La loi instaure une thérapie de choc. Premièrement, l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence s'applique désormais au secteur de la pub (art. 18). D'où l'obligation, pour les supports et les intermédiaires, de communiquer leurs barèmes et conditions de vente à tout

rabais accordé par le vendeur d'espace à l'annonceur. Celui-ci, et lui seul, bénéficie de la remise, sauf s'il est prévu expressément, dans le contrat de mandat, d'en faire profiter l'intermédiaire. La facture doit être transmise directement à l'annonceur, même si l'intermédiaire se charge de payer le support. Le nouveau dispositif remplace donc l'annonceur au centre de la relation contractuelle, plus transparente. Le conseil en plan média doit informer l'annonceur des liens financiers éventuellement établis avec des supports ou des régies. Cela pour assu-

rer l'objectivité du conseil et mettre fin aux pratiques de « récompenses » versées par les supports aux conseils médias complaisants. Le tout assorti de sanctions pénales plus lourdes que celles prévues par l'ordonnance de 1986.

Si l'on s'en tient aux chiffres, le « coup de barre » est immédiat : pour les agences, diminution de la marge brute de 10 % en 1993 et la diminution des effectifs, sensible depuis 1990, s'accroît, d'après les statistiques de l'AACC (association des agences conseils en communication) qui représente plus de 9 000 salariés sur un total de 15 800 : 10 500 salariés représentés en 1990, 10 200 en 1991, 9 900 en 1992 et... 9 100 en 1993. Cette même année, l'AACC a d'ailleurs mis en place une antenne emploi pour reconvenir le personnel licencié, relayée ensuite par l'ANEP. Les supports enregistrent un recul des investissements publicitaires de 0,6 % la même année. La presse, qui représente la plus grosse part des investissements publicitaires, recule de quatre points en un an, passant de 44 % en 1992 à 40 % en 1993. Quant aux annonceurs, s'ils ont gagné en transparence, ils déplorent la disparition du conseil média à la suite des réductions d'effectifs dans les agences. « Le conseil média a été le plus touché », explique Bruno Paillet, qui, en tant que président du Club des annonceurs, appelle de ses vœux l'effacement des équipes de conseil. « Tout le monde serait gagnant », précise-t-il.

Clarisse Fabre

Etat des lieux de la profession

Après avoir subi la crise de plein fouet, le secteur relève un peu la tête

DEPUIS 1995, le secteur de la publicité semble se porter un peu mieux. « Cette année-là, pour la première fois depuis cinq ans, des agences ont vu leur marge brute augmenter », indique Philippe Legendre, directeur des études à l'AACC (Association des agences conseils en communication). Les agences affiliées à ce syndicat professionnel ont réalisé une marge brute de 7 milliards de francs en 1995, soit plus 4,9 % par rapport à 1994, après une baisse de 4 % en 1994 par rapport à 1993 et de 10 % l'année précédente.

Bien qu'un peu en retrait, les effectifs ont suivi une courbe parallèle à celle de la marge brute : +1 % en 1995, après une stabilité en 1994 qui avait été précédée d'une chute de 8 % en 1993. 1996 confirme ce retournement de tendance. Certes, on est loin de l'euphorie des années 80, où les agences poussaient comme des champignons, où les plus hardis atteignaient rapidement une dimension nationale avant de prétendre à la reconnaissance internationale. Après avoir affiché avec insolence des progressions annuelles moyennes de 15 % de leur marge brute, les agences ont dû affronter un certain nombre de « crises ». Il y a eu en vrac la guerre du Golfe, la crise économique, la loi Sapin, qui a coupé une partie des ressources des agences, la loi Evin également, qui a interdit la publicité sur le tabac et limité celle sur l'alcool.

Les années 1991-1995 ont été des années noires pour le secteur. Elles ont été marquées par des fusions-absorptions, des restructurations, des disparitions.

Au fil des ans, le secteur s'est fortement structuré. Schématiquement, on trouve en tête les deux leaders, Havas et Publicis. Derrière viennent les agences anglo-saxonnes, qui vivent avec des budgets internationaux. Puis une myriade de petites agences françaises. L'Insee recense en effet 2 585 agences de publicité. Environ 40 % de ces entreprises ont moins de six salariés. Les dix premiers groupes représentent 72,8 % de la marge brute, et les vingt premiers 88,8 %. Après une croissance un peu débridée, les agences ont dû procéder à des coupes claires dans leurs effectifs : de 1992 à 1995, les agences affiliées à l'AACC, qui emploient environ 10 000 personnes (sur les 15 800 du secteur), ont perdu 1 000 emplois.

« Dans l'absolu, ce n'est pas beaucoup. Mais par rapport à la taille du secteur, c'est énorme », analyse Philippe Legendre. Elles se sont livrées à des économies d'échelle : elles ont regroupé leurs services pour diminuer leurs frais locatifs. Elles ont mis en place des politiques commerciales plus offensives, se sont appuyées sur des ré-

seaux internationaux. « Elles sont devenues plus gestionnaires », commente Philippe Legendre. « Cette crise a provoqué un effort de productivité considérable et c'est plutôt salutaire », souligne Pierre Callegari, président de l'agence Callegari-Besville. « Elle a eu le mérite d'obliger les agences à se poser la question de leur productivité et de leur organisation », enchaine Etienne Boissard, PDG de Young & Rubicam France. Selon lui, les agences n'avaient guère évolué depuis vingt ans. « En 1990, on délivrait encore notre travail sur le même mode organisationnel qu'en 1970 », analyse-t-il.

La crise sera l'occasion d'entamer une réflexion sur le volet économique, mais aussi sur la valeur ajoutée de l'agence. « D'un point de vue économique, il a fallu voir comment se réorganiser pour que la productivité soit meilleure, pour avoir un mode de travail plus rapide, plus nerveux... » Cela s'est traduit par une modification des structures de l'agence, notamment dans le domaine commercial, avec une révision des modes hiérarchiques et organisationnels, et par une réduction des effectifs, qui sont passés de deux cents environ en 1989 à cent cinquante aujourd'hui.

D'un point de vue créativité, « cela nous a amenés à nous interroger sur la manière dont il conviendrait de s'y prendre pour que la publicité apporte plus de valeur ajoutée, plus de novation, plus de différence. Car, dans les années 80, les idées n'ont pas beaucoup évolué. Il y a eu défaut d'invention. A mon avis, la crise des années 90 a plus été une crise d'idées qu'une crise financière ». Une affirmation un peu brutale qu'Etienne Boissard explique de la façon suivante : « Si on se place dans un cycle long, on aura vécu trois années avec des budgets coupés. Pour moi, ce n'est pas un problème fondamental, c'est un problème conjoncturel. En revanche, la crise de créativité me semble être un problème plus fondamental. On commence cependant à revoir de bonnes choses », conclut-il de façon plus optimiste en feuilletant un album de publicité.

Qu'en est-il de l'avenir ? « Les choses vont repartir, mais elles ne seront plus comme avant. Il ne faut pas s'attendre à des croissances de 15 % mais à une évolution de 2 à 3 %. Cela dit, c'est toujours une progression », souligne Philippe Legendre, avec une certaine philosophie. « Il y aura encore des regroupements. On n'est pas au bout », pronostique Etienne Boissard. En effet, les marchés se concentrent de plus en plus, il y a de moins en moins de clients, mais ceux-ci sont de plus en plus gros. Et ils vont naturellement vers les grosses agences. « Les clients internationaux mettent leur budget dans des agences qui ont des réseaux internationaux alors qu'avant ils l'éparpillaient entre plusieurs agences », constate Etienne Boissard.

Dans le même ordre d'idées, les clients commencent à privilégier les groupes de communication qui ont su développer un savoir-faire dans différents domaines : publicité mais aussi marketing direct, promotion... Cela signifie-t-il pour autant qu'il n'y a pas d'espoir de survie pour les petites et moyennes agences ?

« Pas du tout », affirme Etienne Boissard. Les petites agences ont un marché spécifique de proximité avec des budgets plus petits à conquérir. En revanche, les grandes agences doivent devenir mondiales si elles veulent rester dans la course. Pierre Callegari, à la tête de la plus grande des petites agences indépendantes françaises, avec soixante-dix salariés et une marge brute de 72 millions de francs, affiche le même optimisme. « Il y aura toujours besoin de publicité car c'est un vecteur majeur de l'économie de marché. Il y aura toujours besoin de gens pour le faire, même s'il y a moins d'agences en raison des concentrations d'entreprises. Et puis il y aura toujours besoin de deux types d'acteurs : les groupes internationaux et les acteurs locaux. »

Marie-Claude Betheder

Catherine Leroy

Les mots de la pub, arme de la guerre commerciale

PAS très créatifs... les publicitaires. Alors que des professions telles que les cheminots ou les tailleurs de pierre ont un jargon très inventif, celui des gens de la pub paraît assez pauvre. C'est d'abord un langage en stèles : le DA (directeur artistique) est le spécialiste de l'image, tandis que le CR (concepteur-rédacteur) imagine les slogans. De même, le GPR (Gross Rating Point) est une unité de mesure de l'efficacité d'une publicité. Certaines métaphores sont empruntées, comme « plan de campagne », « stratégie », « brief » (un document qui résume l'idée que le client veut faire passer auprès du public), « cible », etc. L'agence devarieuxvillaret (on minuscule et sans trait d'union !) a même baptisé « war rooms » (salles de guerre) ses locaux de réunion. « Il nous a fallu quelques mots pour prendre conscience du ridicule achevé dans lequel nous étions tombés », admet Benoît Devarieux, coprésident de cette agence.

Se recourant au langage militaire s'explique, selon Thomas Reichlin-Meldegg, CR chez devarieuxvillaret, par le fait que « la publicité est un milieu très agressif. Elle est le bras armé de la guerre commerciale ». Ce jargon souligne aussi l'urgence que caractérise également la manie d'amputer certains mots. Beaucoup de « pubs » disent « créa » au lieu de créatif, ou encore « reco » pour recommandation. C'est

plus rapide à prononcer, plus chic. Toutefois, ce qui frappe le plus dans le langage de la pub, c'est son « anglicisation à mort, que les publicitaires aiment bien, car elle donne un côté cosmopolite ouvert », souligne Frédéric Vauclair, responsable du développement à l'Association des agences-conseils en communication (AACC).

Les noms des fonctions aussi viennent de l'anglais. Les « rough men », par exemple, traduisent en dessin l'idée d'une publicité que le DA a griffonnée. Quant aux « planners stratégiques », « personne n'est d'accord sur la définition de cette fonction, s'amuse Laurent Abitbol et Luc Basler, qui occupent ce poste chez devarieuxvillaret. Notre rôle est de réfléchir à la relation entre le consommateur et le produit, de mettre le travail quotidien dans une perspective plus large ». « Planner stratégique, ça me fait rire », s'exclame Bruno Le Moult, directeur de création chez Young & Rubicam. Cette expression ne porte pas crédit à cette fonction qui est déjà assez décriée dans les agences.

Outre principal du publicitaire : la « copy stratégie » - « copy strat », pour les initiés -, un document échangé entre l'agence et son client et qui définit le contenu du message publicitaire. Le grand modèle de cette copy strat, c'est le PTC (plan de travail créatif), inventé chez Young & Rubicam. Une agence qui a aussi créé le BAV (Brand Asset Valuator) : une enquête qui, durant deux ans, sonde 37 000

consommateurs dans le monde. On dit « bav », en langage courant. Pas très élégant... mais pour Benoît Devarieux, ce qui caractérise avant tout le jargon des publicitaires, c'est un enfilage de mots creux : « le consommateur ne se sent pas concerné par le vécu du produit ». La publicité use et abuse des mots, reprend-il. « Beaucoup de gens sont meilleurs en réunion, dans ces joutes verbales, que dans l'exercice de leurs fonctions ».

La publicité, c'est aussi la confrontation de plusieurs cultures, donc de plusieurs langages : celui des commerciaux, diplômés, et celui des créatifs, plus érudits. Tout ce jargon, dont le rôle est aussi de renforcer le sentiment des publicitaires d'appartenir à une tribu, est « inintéressant, estime Bruno Le Moult. « Il nous éloigne de la réalité. Nous sommes censés nous adresser à des vrais gens, mais entre nous, nous ne parlons pas comme des vrais gens. » Bruno Le Moult préfère des expressions plus sympathiques telles que : « C'est un lion », qui signifie « c'est une idée géniale », le lion étant la récompense suprême du Festival de Cannes de la publicité. Ou encore « elle est où, la vache ? » pour désigner le porte-documents dans lequel sont transportées les maquettes de grand format. Mais d'où sort donc cette vache ? Nul ne le sait.

Francine Altzovici

L'âge d'or des années 80

ANNÉES « fric », années « folles » : la décennie 80 a vu la publicité faire irruption dans tous les secteurs de la société. La surprise a été d'autant plus grande, au départ, que le pays traversait des années de crise et de dévaluation. Mais, rappellent les professionnels, « nous avions un retard considérable ». Débutants des années 70, Jacques Séguéla, Jean Feldman, Philippe Michel vont devenir les capitaines de ce nouvel âge, mais ils seront assez vite talonnés par une nouvelle génération de petites agen-

ces. Jacques Séguéla est la figure emblématique de ces années. Roi de l'audace et de la provocation, avec ses campagnes pour Citroën, par exemple, qui, pour faire vendre des automobiles, montraient avions, porte-avions, muraille de Chine, beauté blonde. Séguéla ostentatoire, en quête toujours plus systématique du spectaculaire et de l'inattendu. Séguéla avec sa Rolls et sa rituelle tenue bleue : le jean pour proclamer sa modernité, la veste de cachemire pour dire sa richesse, le collier de pierres des îles, ostensiblement portées sur le col ouvert de la chemise, pour

revendiquer le rêve. Séguéla réussissant, dès le début de la décennie, à peindre même la politique aux couleurs de la publicité à travers sa participation à la campagne présidentielle de François Mitterrand.

NOUVELLE GÉNÉRATION

Mais il n'est pas inutile, pour mieux comprendre ces années, de donner la parole à quelqu'un qui les a vécues de l'intérieur, mais avec un certain recul d'observateur : Nicolas Chaine. Aujourd'hui directeur de la communication du Crédit lyonnais, ce dernier a, pendant les années 80, occupé la même fonction au sein de la Compagnie de Suez, puis à l'UAP, et, à ce titre, il a eu à conduire d'importantes opérations publicitaires.

Pour lui, « Jacques Séguéla a fait un mal considérable à son métier ». A cause de lui, ce dernier est devenu synonyme de triomphe de l'argent « jusqu'à l'indécence » et d'absence totale de conviction, « ce qui a multiplié le nombre des publicitaires ». Mais son regard sur les années 80 n'en est pas moins largement positif.

C'est en 1987 que les dirigeants du Suez ont eu pour la première fois l'idée de mettre une agence de la nouvelle génération - en l'oc-

currence BDDP - en compétition avec Publicis et Havas, jusque-là partenaires quasi obligés des grandes sociétés comme la leur. La compagnie financière allait être privatisée, et il était indispensable d'en rajouter l'image dans le public.

BDDP va emporter le marché et ce sera un événement : enfin un « petit » joue dans la cour des grands. Nicolas Chaine découvre à cette occasion un monde complètement différent de celui d'Havas et Publicis. La relation de travail y est beaucoup plus simple et cordiale ; le client est associé à ce qui s'élabore. On y a en permanence la volonté d'être inventif et audacieux. Et, si l'on se dépense sans compter, c'est dans une ambiance joyeuse : « Ils se sont beaucoup amusés à faire une image nouvelle à la vieille dame qu'était Suez ! » Quand il sera à l'UAP à partir de 1989, il en fera de nouveau l'expérience.

Par comparaison, l'époque antérieure de la publicité apparaît beaucoup plus enghénée dans le pouvoir et l'argent. C'était, dit Nicolas Chaine, « la période de l'establishment ». Il évoque « le caractère mondain, insupportable, des grandes agences traditionnelles », leurs présidents « qui

étaient les amis du père et qui tiraient leur clientèle des dires en ville, des conseils d'administration, de leurs relations ministérielles ». Il évoque aussi le coût « monstrueux » des contrats qui se signaient alors, leur absence de transparence, propice à tous les abus.

Les années qui verront le triomphe des jeunes agences, années qui ont laissé le souvenir d'une débauche d'argent, n'innoveront donc pas en la matière. Simplement, l'argent s'affichera au lieu d'être caché. Pour Nicolas Chaine, sa rareté dans les entreprises à la fin des années 80 marquera un nouveau progrès de la publicité : « On en a fait un usage plus intelligent, plus modeste. Je l'ai vécu avec force au Crédit lyonnais sinistré ; j'espère qu'on avancera encore dans cette voie ».

En revanche, cette période de vaches maigres a conduit les agences de publicité à se présenter de plus en plus souvent en spécialistes de la communication, « alors que ce n'est pas leur métier ». Elles ont ainsi introduit dans les entreprises « toutes sortes de gourous ». Et, de cela, on est loin d'être sûr.

Marie-Claude Betheder

Etudiants Bac + 1 à Bac + 5 !

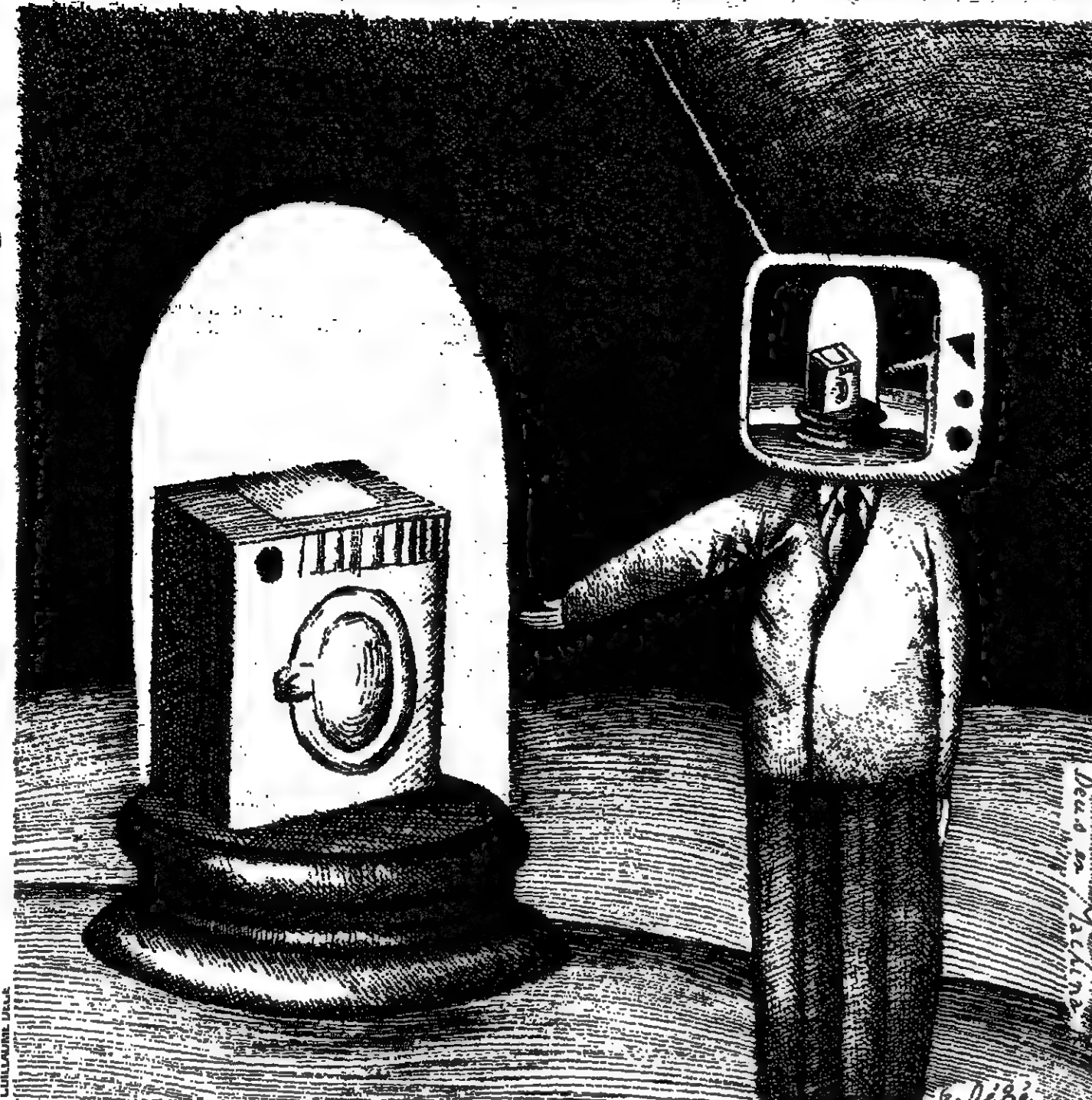
Retrouvez en direct sur Minitel
3615 LEMONDE
des milliers d'offres de stages en entreprise

STAGIUM

3615

MINI

5516001



Entrée dans l'ère de la lucidité

Tour d'horizon avec Pierre de Bonneville, publicitaire indépendant

La publicité, il a vieillie avec elle. Pourtant, on ne pourrait pas dire de lui que c'est « un fils de pub », tant l'expression de Jacques Séguéla renvoie à un décorum qui ne semble pas être le sien. Pierre de Bonneville, cinquante et un ans, regarde lucidement les années passées sans se complaire dans le jargon de ses pairs, qu'il définit comme de l'« américano-psychosocio-brancho-guignolo ». Son agence De Bonneville-Orlandini, créée avec Michel Orlandini, un vieux complice, est, à l'entendre, « une perle rare » puisque indépendante et étant bientôt son vingtième anniversaire. Dans le milieu, le couple De Bonneville-Orlandini évoque « sérieux » et « solidité » avec une pointe de regret peut-être pour « le manque de glamour ». Remarque qui flatterait plutôt les deux fondateurs de l'agence, qui fut intégrée pendant huit ans au groupe Publicis, mais qui retourna, en 1988, à l'infiniment plus petit parce qu'à l'époque « il avait fallu choisir entre être gros ou être soi-même », expliquait Pierre de Bonneville en 1991 (*Stratégie*, 17 mars 1991).

Toujours amoureux fou de son métier, « parce qu'il permet de voir tellement de choses et de rencontrer tellement de profils différents », l'homme a donc prouvé néanmoins qu'il pouvait prendre la distance par rapport à ceux des publicitaires « qui se croient mais ne sont pas ». « Arrêtons, par exemple, de penser que nous sommes riches et puissants, encourage-t-il. Si tel était le cas, les instances qui nous représentent auraient pu empêcher la loi Sapin. Seulement, elles n'ont pas l'entregent qu'elles imaginent posséder. » S'illusionner, c'est d'ailleurs, selon lui, l'un des péchés mignons de la profession. Pendant un temps, se souvient-il, il fallait absolument s'internationaliser, racheter, revendre, mettre un pied ici, une oreille là. « On a vu les résultats. Combien des agences créatives des années 70 ont résisté ? Aucune. Rendons-nous à l'évidence. Les gens de la pub sont rarement de bons financiers, et qui plus est très peu d'annonceurs ont véritablement besoin d'une campagne internationale. Par rapport aux géants américains, les agences françaises – exception faite d'Havas et de Publicis – sont des paysannes, les pieds plantés sur leur terre volcanique d'Auvergne. »

Illusion encore ou plutôt « manque de lucidité » sont évoqués lorsque le débat tourne autour des centrales d'achat. « Je regrette vraiment, insiste à plusieurs reprises Pierre de Bonneville, que les deux parrains du métier, Marcel Bleustein-Blanchet [Publicis] et Jacques Douce [Havas] n'aient pas compris ce qui allait se tramer en laissant le champ libre aux centrales d'achat, dont on a pu constater par la suite le rôle néfaste d'intermédiaire. » Le bilan présente aussi des côtés positifs. Admis en 1967 à l'école supérieure de la publicité, Pierre de Bonneville connaît bien le métier et se félicite donc largement de sa professionnalisation.

« Le temps des paillettes, de l'illusion et du court terme est fini. Nous avons atteint l'âge de raison »

De Bonneville-Orlandini, malgré sa petite taille, se félicite ainsi de la fidélité de certains clients. « Notre boulot, ce n'est pas d'exécuter des campagnes ou de gagner des prix, c'est de positionner le discours d'une marque de manière intelligente afin de l'installer sur du long terme. » Ce serait d'ailleurs pour Pierre de Bonneville la définition de la créativité, même s'il sait bien que ce n'est sûrement pas celle retenue par des chefs de publicité dans les grandes agences qui font encore le pari des paillettes et du court terme.

Marie-Béatrice Baudet

Repères

- Les agences de publicité ont connu une phase d'expansion forte dans les années 80 avec une progression annuelle de leur marge brute de 15 % en moyenne. S'est ensuivie une phase de crise majeure dans les années 1991-1994 due à plusieurs facteurs : guerre du Golfe, crise économique, loi Evrin et loi Sapin. Pour la première fois depuis quinze ans, la marge brute des agences ne progresse plus et baisse en francs constants. Fin 1995, la situation se retourne, la marge brute des agences retrouve un niveau comparable à celui de 1990.
- La rémunération des agences, traditionnellement calculée sur la base de 15 % de l'investissement publicitaire de l'annonceur, a évolué en cinq ans. Le taux de « commission » a régulièrement diminué, passant de 14,3 % en 1992 à 11,7 % en 1994 (AACC/Arthur Andersen). La part des rémunérations sous forme d'honoraires a augmenté au détriment de la rémunération sous forme de commission. Apparition de la mixité des systèmes de rémunération pour la même opération (une partie fixe complétée par une partie variable selon les résultats).

Près de 115 000 personnes se partagent entre agences, régies et studios de production

Au cœur d'un système hautement concurrentiel, les sociétés de conseil concentrent la plupart des effectifs

D'APRÈS l'Insee, cent quinze mille personnes travaillent dans la publicité : dix-neuf mille seulement dans les agences ; cinquante et un mille dans d'autres structures créatrices (sociétés de production, studios...) ; et quarante-cinq mille dans les régies qui vendent l'espace pour les supports. Un chiffre brut qui ne comprend pas les emplois induits, ni en amont, chez l'annonceur – où la stratégie publicitaire relève généralement de la direction marketing et notamment du chef de produit –, ni en aval, dans les services ou régies publicitaires des médias eux-mêmes.

Au cœur du métier, les agences-conseil qui élaborent les campagnes de publicité ne font donc travailler que moins de 20 % des effectifs de la profession. Et pour cause : à côté de quelques grands noms (Publicis, Euro-RSCG, BDDP Young and Rubicam...), qui se disputent les budgets des gros annonceurs et qui emploient généralement quelques centaines de collaborateurs, on trouve une pléiade de PME plus ou moins artisanales dont les effectifs ne dépassent pas la douzaine de salariés. Ainsi la moitié des professionnels exerçant en agence travaillent dans des entreprises de moins de vingt salariés. Cela dit, les agences, a fortiori les plus importantes, concentrent en leur sein la gamme la plus complète des métiers de la publicité : commerciaux ; créatifs ; média-planners ; acheteurs d'espaces. Sans oublier les services études qui, pour mieux cerner l'évolution des comportements, testent les produits ou l'impact des campagnes directement auprès des consommateurs.

Chief d'orchestre commercial de toute campagne, le chef de publicité, interlocuteur privilégié de l'annonceur, « assure l'interface entre un besoin marketing et une idée publicitaire créative », pour reprendre la formule de Pierre-Laurent Baudet, directeur de clientèle chez BDDP, diplômé de l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP). Schématiquement, le travail du directeur de publicité, qui gère plusieurs budgets simultanément, pourrait se découper en plusieurs phases : tout d'abord, savoir écouter l'annonceur, l'aider éventuellement à définir ses besoins ; élaborer ensuite les grandes lignes d'une stratégie de communication destinée à promouvoir le produit après d'une cible clairement identifiée, en tenant compte de l'état du marché (positions et campagnes des marques concurrentes, comportements d'achat du consommateur...) ; transmettre – « vendre », comme on dit dans le jargon professionnel – la stratégie aux créatifs, à la faveur d'un « brief » – encore appelé « copy-stratégie » – sorte de cahier des charges informel. Il doit encore suivre la maturation du projet de campagne jusqu'à sa réalisation et sa présentation au client.

COMME DES FOOTBALLEURS
Tout en reconnaissant qu'il est plus difficile aujourd'hui de gravir les échelons de la profession (le chef de publicité, on devient chef de groupe puis directeur de clientèle), Pierre-Laurent Baudet estime que « ce qui fait la différence dans ce métier, c'est la capacité à rassurer des clients inquiets et à faire jaillir l'étincelle chez les créatifs ». Souvent perçus comme l'aristocratie du métier, les créatifs travaillent – sous la responsa-

bilité d'un directeur de création – toujours en couple : le rédacteur-concepteur qui trouve les mots et fait jaillir l'idée et le directeur artistique à qui incombe la responsabilité des visuels. Des premières esquisses (les « roughs ») jusqu'au tournage du spot télé qu'ils supervisent, en passant par le choix du réalisateur, les créatifs suivent de bout en bout la réalisation matérielle de leur idée : le moindre détail compte pour capter l'attention du consommateur sur une nouvelle poudre à laver !

Si tous les diplômés (écoles de commerce ou d'arts graphiques, facultés de droit ou de lettres...) sont bons à faire valoir pour tenter sa chance, ce métier qui fait rêver bien des étudiants ne concerne en vérité guère plus de 2 000 personnes en France. « Les places sont terriblement chères », résume Eric, directeur artistique senior d'une grande agence parisienne, où il est entré il y a treize ans comme assistant. Dans cet univers « forcément très compétitif : on cherche à être les meilleurs », pour reprendre la formule d'un professionnel, les disparités salariales sont frappantes : la fourchette va de 10 000 à 60 000 francs par mois. « La gratification salariale est fonction du succès des campagnes et des récompenses décernées par les professionnels », explique Eric. Mais notre durée de vie professionnelle est très relative, un peu comme pour les footballeurs : même si les choses évoluent aujourd'hui, on peut paraître « has been » à quarante ans. » A moins d'adopter un profil plus gestionnaire en devenant directeur de création.

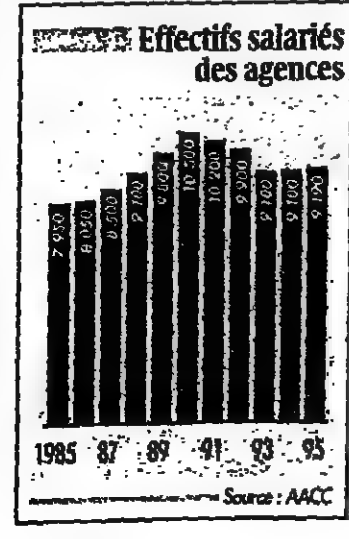
Une fois la campagne conçue, reste à élaborer la stratégie média afin d'assurer la visibilité publicitaire la plus adaptée au produit (compte tenu notamment de sa cible) : c'est la tâche du média-planner, à qui incombe, outre le choix des médias (presse, radio, télévision, affichage ou « mix ») qui combine plusieurs de ces solutions, le choix des supports (presse quotidienne ou magazine, TF1 ou France 2 par exemple). Lourde responsabilité, d'autant que, de l'avis des professionnels,

chaque média présente ses propres avantages : capacité à expliquer, à argumenter de la presse écrite ; réactivité de la radio, très appréciée pour les « spots trafic » (qui fixent un délai pour bénéficier d'une promotion) ; puissance d'impact de la télévision ; visibilité de l'affichage considéré comme un support de lancement.

JEU DE RÔLE
Dernier maillon de la chaîne publicitaire, les acheteurs d'espace, qu'ils travaillent en agence ou, de plus en plus, dans une centrale d'achat, appliquent le plan défini par les média-planners. A charge pour ces professionnels (ces postes de commerciaux sont majoritairement occupés par des femmes) de mener à bien les négociations tarifaires (choix d'une brique radio ou versé dans telle rubrique, d'un écran TV en prime-time ou en fin d'après-midi...) avec les directeurs de publicité des différents supports. Traditionnellement, les budgets de réservation d'espace se négocient à l'année, « même si, remarque une professionnelle, on a moins de visibilité à long terme à cause de la crise. Résultat : on achète aussi beaucoup au coup par coup ». Bénéficiant de mesures d'audience de plus en plus pointues, l'achat d'espace en télévision est aussi très souple : « On réserve nos spots tous les six mois mais on peut toujours changer, en fonction du film programmé (qu'on connaît trois semaines à l'avance), jusqu'à trois ou quatre jours avant la diffusion. » Quant à l'attrait du métier, sa consœur de BDDP est intarissable : « Ce travail m'a beaucoup appris sur le plan humain. Il faut à la fois savoir écouter pour déboucher la faille chez l'interlocuteur et avoir confiance en soi pour impressionner. En fait, la négociation, c'est comme un jeu de rôles ! »

Philippe Baverel

★ A lire : *Communication et journalisme* (qui comporte un chapitre très fourni sur la publicité). Revue *Avenir*, numéro 472-473, mars-avril 1996. Onisep : 01-64-80-35-00.



Commandez vos livres par Minitel

(200 000 références)

36 15 LEMONDE

STRATEGIES DE MANAGEMENT

Écrits et dirigés par Henri Vacquie et Yvon Minsville

22 octobre 1996 - Paris - 144 pages

Atelier d'Approfondissement

Le Paritarisme

Enjeux, Débats, Issues possibles

Associations et entreprises

tel 47 24 26 36 - fax 45 66 50 30

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel

36 15 LEMONDE

Mythes et réalités du travail parallèle

par Guy Hongre

On peut toujours arrêter des immigrés en situation irrégulière parce qu'ils vont grossir le nombre de nos travailleurs clandestins. On n'arrêtera pas pour autant les flots de travailleurs immigrés ou nationaux avec ou sans papiers, qui alimentent l'expansion du travail parallèle. On peut toujours déclarer publiquement la guerre au travail au noir sous ses différentes formes - notre gouvernement en a fait une de ses priorités et il y consacre des moyens importants. C'est prendre pour cause du chômage ce qui n'en est que la conséquence. On n'arrêtera pas l'essor du travail parallèle, qu'il prenne la forme du travail clandestin (qui relève de l'entreprise), du travail au noir (au niveau du particulier), ou des systèmes d'échanges locaux (SEL), véritable organisation officieuse du « troc », cette nouvelle monnaie, ce grain de sel qui fait grincer soudain les huissiers de Bercy !

L'essor du travail parallèle résulte directement de l'accroissement du chômage et des difficultés pour l'entrepreneur d'employer officiellement (complexité administrative, prélèvements obligatoires élevés, concurrence déloyale et abusive). L'Europe est très largement responsable de la situation en créant un marché unique qui ne l'est pas et qui reste ouvert à tout vent, véritable passoire au service du capitalisme multinational qui, chez nous, transforme le consommateur en chômeur et met en place, en différents points de notre planète, des conditions de travail pires qu'au XIX^e siècle (notamment pour les enfants).

Mais la France a largement favorisé ce processus en déséquilibrant production et distribution. Cette dernière est devenue une ligne Maginot incontournable pour le producteur qui veut satisfaire le consommateur.

Par la mondialisation de ses fournisseurs, ses méthodes de gestion

efficaces mais discutables, ainsi que par sa conduite dominatrice à la recherche de la plus grande marge, la grande distribution achète (ou fait fabriquer) n'importe quel produit à n'importe quel prix dans n'importe quel pays. Avec acharnement et inconscience, sous prétexte d'avoir les coûts les plus bas, on laisse s'effiloche le tissu industriel qui émaille le pays. Dès lors, d'excellentes entreprises sont détruites. D'autres sont amenées à délocaliser (chaussures, accessoires automobiles, textiles, etc.) tandis que de plus petites sont condamnées à se débrouiller pour survivre en recourant parfois au travail parallèle.

Cette recherche de l'abaissement

vue planétaire, on peut estimer humainement très positif de voir un même travailleur payé au SMIC noir chez nous plutôt que 100 francs par mois dans son pays. Mieux encore, l'emploi de quelques travailleurs au noir dans certaines entreprises, en les aidant à subsister, permet au reste des travailleurs « au blanc » de conserver leur emploi. Enfin, cet argent qui gagne tout de même nos travailleurs parallèles leur permet non seulement de survivre, mais aussi parfois de vivre normalement. Mais ces avantages ne sont rien à côté du profit qu'en tire notre pays.

Il permet en effet à de nombreuses entreprises de persister

A poursuivre dans cette logique, on devrait voir Bercy, pour équilibrer son budget, embaucher des énarques chinois à 600 francs par mois

des coûts, l'Etat lui-même en montre l'exemple en employant des sous-fonctionnaires à tarif réduit (CES, contrats provisoires, etc.). A poursuivre dans cette logique, on devrait voir Bercy, pour équilibrer son budget, embaucher des énarques chinois à 600 francs par mois. Cette baisse des coûts développe la sous-prolétarianisation et le chômage, ce qui amène le travail parallèle. Et au fond, nos responsables s'en plaignent-ils ? Tout cela n'est pas sans avantages.

La nature ayant horreur du vide, on observe que le travail parallèle ne prend sa place que lorsque le travail officiel fait défaut, soit parce qu'on l'a exporté pour importer le produit, soit parce que son coût est devenu prohibitif par rapport au pouvoir d'achat dont on dispose. Pour le travailleur, les choses sont appréciables. Certes, il peut être exploité mais il demeure cependant employé. Par ailleurs, au point de

vue existentielle et ce faisant, paradoxalement, de garder certaines parts du marché national, voire international. En subsistant, ces entreprises limitent le nombre de chômeurs supplémentaires qu'engendreraient leur faillite. Elles permettent donc à ces travailleurs de l'ombre de demeurer des consommateurs au grand jour. Le salaire noir de notre clandestin rentre dans notre circuit économique, ce qui n'est pas le cas de celui du travailleur du tiers-monde. De plus, le travail au noir lui-même, qui nécessite outillage et matériaux, soutient en passant les rentrées de Bercy en matière de TVA. De quoi se plaindrait-on ? En ce qui concerne la paix civile, les avantages sont difficiles à quantifier, mais il est sûr que le travail parallèle retarde le risque d'explosion sociale qu'un nombre excessif de chômeurs et d'enclos fait courir à l'Europe. Et puis, n'y a-t-il pas là des perspec-

tives pour l'avenir ? Les restructurations dévoreuses d'effectifs qui s'annoncent pour les mois et les années à venir, ainsi que la réduction du temps de travail, vont alimenter plus encore le travail parallèle.

On peut rêver de la semaine parallèle qui permettra dans les années 2000 de travailler mi « au blanc », mi « au noir » : trois jours d'activité officielle et trois jours de labeur souterrain. Au lieu de renforcer sans cesse la législation pour réduire le travail clandestin, mieux vaudrait mettre en place une fiscalité adaptée, une simplification administrative ainsi qu'une politique économique capable de maintenir et de créer des emplois, supprimant par là même les raisons d'exister du travail parallèle.

En vérité, le travail parallèle, s'il n'est pas une chance pour notre pays, est en tout cas l'effet de l'appauvrissement et de la désespérance d'une part croissante de la population. Il est la conséquence, non la cause, du chômage. Moyen de survie, tant pour certaines entreprises que pour une partie de nos citoyens, il apparaît comme une soupe de régulation qui retarde l'explosion de notre société. Peut-être est-ce la raison semi-consciente pour laquelle les gouvernements successifs (comme l'Europe) n'ont toujours pas pris les mesures (1) qui s'imposent pour réduire les véritables causes du chômage et par là, du travail parallèle.

Il s'agit d'espérer la fameuse reprise de la croissance, ils croient voir le bout du tunnel, ils font semblant d'agir et l'attestent hautement.

Guy Hongre est consultant.

(1) Europe : taxe sociale sur les produits finis importés. France : Créons des emplois (Equilibre production-distribution, livret d'épargne entreprise, foyer fiscal). Voir Le Monde du 3 mai 1995.

Nouveau modèle productif

TRAVAIL ET COMMUNICATION
de Philippe Zarihan.
Presses universitaires de France,
214 p., 138 F.

On n'est pas ici en présence d'une apologie de plus de l'entreprise communicante. Les réflexions de Philippe Zarihan visent à imbriquer gestion et communication, et cela à travers une décomposition du travail par activité et processus. Cette volonté d'analyser les caractéristiques d'un « nouveau modèle productif » fondé sur « une coopération inter-subjective » s'appuie sur une approche sociologique, parfois ardue à décrypter par le non-initié. Celui-ci retiendra sans doute surtout le chapitre consacré au diagnostic du changement d'organisation dans une entreprise. Cette partie du livre fait bien apparaître les difficultés que cette modification rencontre. Notamment pour situer dans le quotidien le rôle des agents de maîtrise et des « pilotes » de lignes de production, pour assurer la connexion entre niveau de responsabilité et salaire, pour maintenir des filières promotionnelles verticales et engendrer une dynamique qualitative.

Injustices au travail

VOYAGE AU PAYS DE L'ARBITRAIRE
de Yonnel Liégeois.
Les Editions de l'Atelier,
256 p., 120 F.

RÉPRESSION antisyndicale, licenciements expéditifs, manœuvres aux règles de sécurité... le journaliste Yonnel Liégeois examine bon nombre des dérives qui se sont produites dans le monde du travail ces dernières années. Il ne se contente pas de dénoncer, mais rappelle le sens et l'importance de la juridiction prud'homale française, dont il défend l'originalité en Europe. L'un des spécialistes qu'il interroge met en garde contre le risque de voir se développer « à la marge du droit du travail classique, un droit de l'emploi qui apparaîtrait comme une dégradation du premier », car « composé de règles instables parce que tributaires des besoins des entreprises et des politiques gouvernementales ».

Au-delà des recettes miracles

POLITIQUE SOCIALE DE L'ENTREPRISE
ET PERFORMANCE ÉCONOMIQUE
de Bernard Cailley.
Les Editions d'Organisation,
174 p., 146 F.

BERNARD CAILLEY plaide pour une approche globale de la politique sociale dans l'entreprise, alors qu'elle relève souvent de plusieurs responsables. Il résume les recettes miracles managériales, de même que l'empirisme au profit d'analyses et de démarches précises. Elles sont ainsi exposées par le menu : « de la manière la plus concrète possible et en évitant les références théoriques ». Définition d'objectifs, dispositifs de suivi, implication des divers niveaux hiérarchiques : voilà un guide qui n'apporte pas de révélations mais prêche la rigueur des méthodes, ce qui est appréciable. Il insiste sur la prise en compte des opinions des « acteurs sociaux » pour éviter que de beaux dispositifs conçus « par le haut » capotent. Impératif : ne pas s'en tenir à des impressions, mais s'appuyer sur une écoute et une concertation organisées. « Ne laissons pas en friche le champ du social », affirme l'auteur. Et il fournit des outils pour le laboureur.

Daniel Urbain

Pour une réglementation des stages en entreprise

Les jeunes diplômés sont souvent confrontés à des abus lors de leurs premières expériences professionnelles. Un projet pour assainir ces pratiques est en cours

E TAPE incontournable des jeunes diplômés sur le chemin de l'emploi, les stages en entreprise donnent régulièrement lieu à des abus. Ainsi Corinne, maîtresse de droit privé en poche, s'est-elle retrouvée l'an dernier en stage dans un cabinet d'avocats à faire... du secrétariat. « Avec des horaires dingues, genre 8 heures du matin-9 heures du soir, et sans rémunération. A l'époque, je pensais qu'il fallait tout accepter pour remplir son CV, les stages sont si rares, se souvient-elle, en plaisantant sur le bon côté de l'expérience. Maintenant, je tape beaucoup plus vite ! » Heureusement, la jeune femme s'est vu proposer depuis des stages plus enrichissants, dont le dernier, qui dure depuis huit mois, dans un cabinet d'avocats parisien : « Outre que j'y ai appris la pratique du droit, j'ai découvert le monde du travail, qui n'a rien à voir avec l'Université. C'est vraiment une autre planète. » Quant à ses 2 000 francs d'indemnité mensuelle, elle estime que c'est « correct », considérant cette expérience comme « un investissement dans l'avenir ».

Par-delà la faiblesse générale des rémunérations, les jeunes diplo-

més se montrent dans l'ensemble assez positifs, parfois enthousiastes, sur leurs premières expériences professionnelles : « Ça m'a donné davantage confiance en moi. Aujourd'hui, j'ai moins de difficultés à m'exprimer en groupe », témoigne par exemple Peggy, titulaire d'un BTS d'assistante de direction, qui vient d'effectuer deux stages chez Castorama. Lucides, ils ne veulent pas occulter pour autant les abus dont les entreprises sont coutumières à leur égard : défaut d'encadrement, manque de suivi pédagogique du travail effectué, tâches subalternes (accueil téléphonique, photocopies...), ne correspondant pas à leur niveau d'études.

Conséquence de la démocratisation de l'enseignement supérieur, « le régime réglementaire des stages en entreprise au cours des études n'a pas évolué en même temps que le développement de cette pratique », diagnostique Hervé Zwirn, président de l'Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés (AFIP). Afin de limiter les abus, cette association, créée en 1994 par l'ensemble des syndicats et des mutuelles étudiants, a rédigé un projet de réglementation nationale des stages,

définissant les objectifs, le contenu, les modalités d'obtention - via une convention entre l'établissement de formation, l'étudiant et l'entreprise - et la rémunération des stages, ainsi que l'encadrement du jeune diplômé au travail par une « personne ressource ».

AMÉLIORATION EN QUALITÉ

Soumis en juin dernier à François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, à la faveur des états généraux de l'Université, et à M. Mignon, à l'occasion du sommet social consacré à l'emploi des jeunes, ce projet n'a pour l'instant reçu aucune réponse concrète des pouvoirs publics. François Bayrou avait pourtant annoncé aux états généraux : « La politique des stages sera reprise avec le monde de l'entreprise pour les améliorer en qualité aussi bien qu'en quantité (...). Car la question du contenu des stages est aussi importante que celle de leur nombre et de leur distribution. »

Si la pratique s'est considérablement développée depuis le début des années 80, tous les étudiants n'ont pas forcément eu l'opportunité d'effectuer un stage au cours de leur cursus universitaire, compte tenu de l'écart entre l'offre et la demande. « Or la plupart des

recruteurs exigent maintenant des jeunes diplômés qu'ils aient eu une première expérience de quelques semaines », constate Hervé Zwirn. Résultat : pour obtenir un stage alors qu'ils ont terminé leurs études, certains n'ont d'autre solution que l'« inscription bidon » à l'Université. Le cas échéant, celle-ci leur délivrera en effet la précieuse convention de stage qui, outre la couverture sociale, vaut exonération des charges sur la partie de l'indemnité inférieure aux tiers du SMIC. Pour remédier à cette situation, l'AFIP plaide pour la création d'un régime de stage d'insertion réservé aux diplômés n'ayant pas effectué au cours de leurs études. « Il s'agirait d'une sorte de stage de rattrapage, comme une bouée de secours pour tous ceux qui sortent du système universitaire sans première expérience du monde du travail », explique Hervé Zwirn, qui suggère aussi de ne faire porter l'exonération des charges que sur la partie de l'indemnité de stage dépassant le tiers du SMIC. Ainsi les entreprises pourraient-elles donner un petit coup de pouce à la rémunération des stagiaires sans grever leur budget pour autant.

Philippe Baverel

RENCONTRES

■ **MOBILITÉ PROFESSIONNELLE.** Développement et emploi, cabinet conseil et association, organise le 14 novembre à Paris, sur le thème de la mobilité professionnelle, une journée d'échange et de réflexion avec la participation de cinq entreprises qui travaillent sur cette question depuis un an. Il s'agit d'EDF-GDF, Lafarge, informatique CDC, Saint-Gobain et Seita.

Tél : 01-49-68-03-00. Télécopie : 47-37-12-41.

■ **MÉTIER D'ART.** Maîtrises et manières, salon grand public exclusivement consacré aux métiers d'art et à leur promotion, se tiendra les 7, 8 et 9 décembre au Carrousel du Louvre (salle Le Nôtre), avec l'ambition de réunir les professionnels français du secteur. Une centaine d'artisans présenteront leurs créations et leur savoir-faire. Pas moins de 30 000 entreprises de métiers d'art sont répertoriées en France, réalisant un chiffre d'affaires estimé à 90 milliards de francs pour 160 000 salariés.

■ **RÉSEAUX D'ORDINATEURS.** « Nouveaux modes de travail et de création de richesses sous l'influence des réseaux d'ordinateurs », thème du colloque organisé le 14 novembre par Eurotechnopole Institut et Alcoria Consulting à l'hôtel d'Iéna (Maison des arts et métiers) avec la participation de Jean-Pierre Raffarin, ministre du commerce et de l'artisanat. L'entreprise virtuelle sera évoquée à travers les enjeux du télétravail en mode coopératif. Contact : Gabrielle Le Calonnec. Tél : 01-41-88-93-93. Télécopie : 01-43-33-58-18.

■ **ÉCHANGE DE SAVOIRS.** Les réseaux d'échanges réciproques de savoirs (RERS) d'Europe, d'Afrique et du Brésil tiennent les 8, 9 et 10 novembre à Evry (Essonne) un colloque afin de rendre visibles et disponibles des expériences, des pratiques d'échange de savoirs entre citoyens, de formation réciproque, d'organisation en réseau. Des pédagogues, des sociologues, des élus, des participants des réseaux apporteront un éclairage sur la démarche des RERS, l'apprentissage permanent, la formation réciproque et la mutualisation des savoirs. Contact : RERS, BP 56, 91002 Evry cedex.

FORMATION

PROFESSIONNELLE

ÉCOLE DES MINES DE PARIS
recherche jeunes diplômés
Mécanique - Analyse Numérique

pour préparer thèses (3 ans) au Centre de mise en forme des métaux : Sur la modification des procédés de mise en œuvre des métaux ou polymères en relation avec des entreprises françaises et internationales, à Aubois (95).

Bureaux : 108 000 F net.
Envoyer CV + photo à
M. CAPTANT - BP 207
98004 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX

CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES

50 000 CD et CD Rom
23 000 vidéos
300 000 livres

(Commande par Minitel et envoi à domicile)

3615 LEMONDE



CLIQUEZ... POUR ENTRER DANS L'HISTOIRE

L'Histoire au jour le jour 1939-1995

Un CD-ROM produit par Le Monde et YDM
128 cartes détaillées, 254 photos d'époque,
1 049 articles, 231 « une » du Monde, 57 enregistrements sonores historiques, 19 429 dates historiques.

En vente au Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris
Sur Minitel 3615 LEMONDE - Grandes surfaces - Compatible Mac/PC 400 F TTC

مكتبة الأمل

LE MONDE / MERCREDI 16 OCTOBRE 1996 / V

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Mensuel n° 241 octobre 1996

FAC PAR FAC LES AIDES POUR RÉUSSIR



■ Amiante : l'urgence...
à petits pas
■ Un manifeste
pour l'Ecole

■ Clovis : cent ans
de guerre scolaire
■ Violence et cinéma :
les « censeurs » parlent



FAC PAR FAC :
Un guide pour réussir
le DEUG : tutorat,
cursus aménagés,
réorientation...

NUMÉRO D'OCTOBRE
28 F
EN VENTE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde de l'organisation et de la gestion

Gestion - Finance

INGÉNIEUR FINANCIER risques de marché

Au sein du service de Contrôle des Risques, vous prendrez en charge des projets visant à développer et à enrichir les outils et méthodes actuellement en place (conceptualisation, prototypage, paramétrage...) sur tous les compartiments de marché. Vous exercerez également une activité de contrôle opérationnel aussi bien en France que sur nos filiales étrangères (New-York, Francfort, Tokyo).

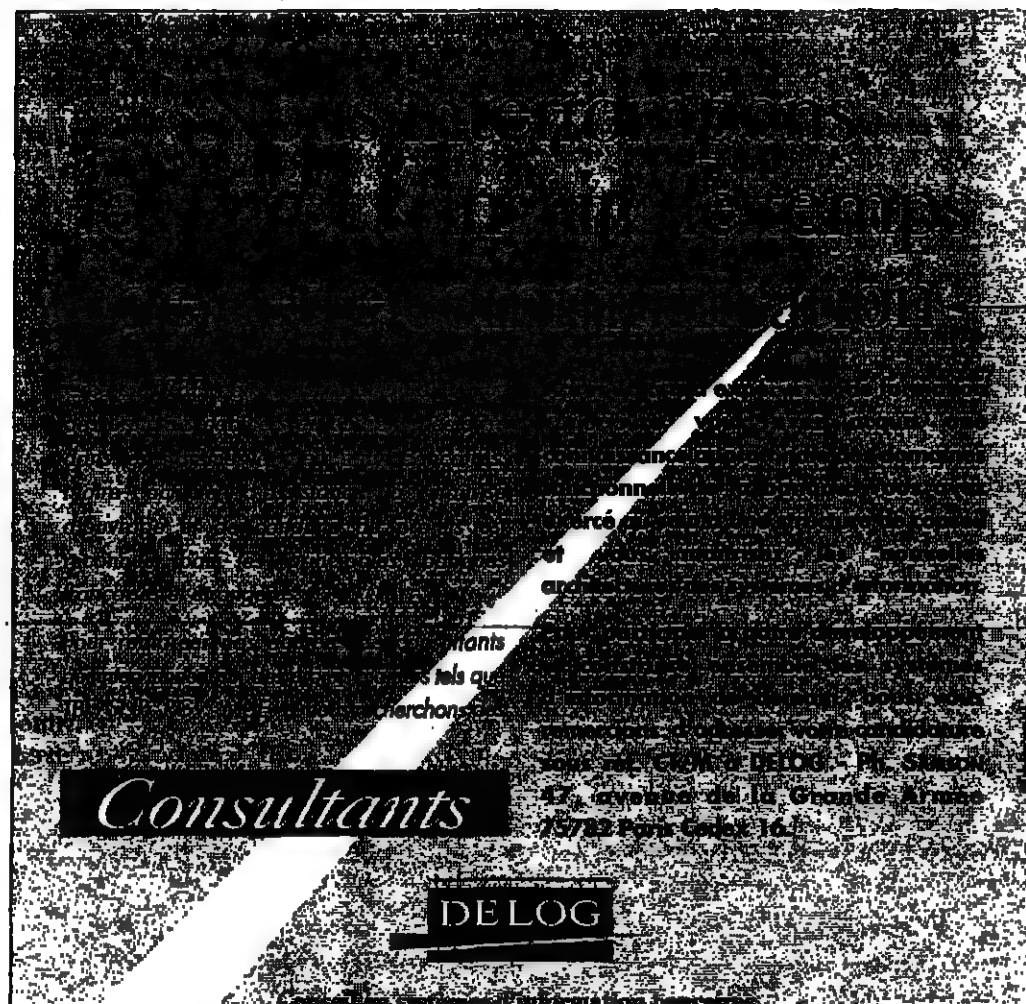
De formation supérieure scientifique et financière (C, Normale, ENSAE...), vous possédez une première expérience sur des activités similaires ou proches (recherche/développement, pricing...). Ce poste stratégique et à fort potentiel d'évolution demande de réelles qualités d'innovation, de conceptualisation et de réelles capacités d'applications concrètes.

GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS



CDC MARCHÉS

Merci d'adresser votre
dossier de candidature
(lettre, CV et présentations)
en précisant sur
l'enveloppe la réf. 577 à
Communiqué, 50/54 rue
de Sully, 92513 Boulogne-
Billancourt Cedex qui
transmettra.



Grande Mutuelle niortaise
(9 milliards de chiffre d'affaires - 4 800 personnes)

recherche le Directeur adjoint
de son département Comptabilité

Il collaborera étroitement à la supervision et à la coordination des activités d'un département de 60 personnes et assumera des responsabilités impliquant, outre des dominantes techniques, une importante composante relationnelle et de management.

La réussite dans ce poste nécessite :

- une formation de haut niveau de type expertise comptable ou école supérieure de gestion + DESCF,
- au minimum 10 ans d'expérience professionnelle, ayant permis de développer d'indiscutables compétences comptables et des capacités avérées dans l'encadrement d'équipes de haut niveau,
- des qualités de rigueur et de synthèse inhérentes aux fonctions exercées, ainsi qu'une ouverture d'esprit et un évident potentiel d'évolution.

Basé dans une région offrant un cadre de vie de qualité, ce poste s'intègre dans une entreprise alliant économie sociale et performance.

Ecrire au Cabinet ETAP :
71 rue d'Auteuil - 75016 Paris
sous réf. 42A 3097 / 6 M
Discrétion absolue

Directeur Administratif et Financier - Orléans -

► En rejoignant notre société (70ME de CA dont + de 90% à l'export) spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de machines industrielles de très haute technologie, vous intégrerez un environnement en forte croissance : nous doublons notre CA dans les trois ans à venir.

► Responsable d'une équipe et rattaché au P.D.G., vous piloterez les services Financiers, Administratifs, le contrôle de gestion et la communication financière.

► Titulaire d'une formation supérieure en Gestion/Finances (DECS, Ecole de Commerce) vous avez acquis une solide expérience professionnelle d'au moins 5 ans et souhaitez vous investir dans un poste évolutif.

► La connaissance du marché boursier sera très appréciée.

Si vous avez le sens de l'autonomie et un réel potentiel, adressez votre candidature (lettre, CV, photo) à Havas Régies, Réf 303089, BP 5329, 45053 Orléans cedex 1 qui transmettra.

Chef de Projet Finances Financières

Vous serez chargé de l'analyse des comptes consolidés de la société et des grands postes du bilan, rapport de gestion et/ou titulaire du DESCF. Vous justifierez également d'une expérience de 4/5 ans acquise soit en entreprise et éventuellement en cabinet d'audit et possédez de réelles connaissances en consolidation comptable. Vous maîtrisez deux langues européennes, dont l'anglais. Des qualités d'analyse et un bon relationnel sont nécessaires pour réussir dans cette fonction.

Le poste est basé au PLESSIS-ROBINSON (92).
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation + CV) à SYNTHELABO - Brigitte FUNTIS - 22 avenue Gallié - 92350 LE PLESSIS - ROBINSON.

Synthelabo

هاتف 303089

REPRODUCTION INTERDITE

Gestion - Finance

Jeunes Fiscalistes

Paris - Londres

Schlumberger emploie 50 000 personnes de 100 nationalités dans 100 pays, au sein de deux divisions : Services Pétroliers et Mesure et Systèmes.

Nous recherchons de jeunes Fiscalistes pour des unités de Schlumberger basées à Montrouge, près de Paris, et à Londres.

Rattaché au Responsable Fiscal de votre unité, vous mettez en œuvre vos connaissances de la fiscalité française tout en élargissant votre expérience par la pratique de la fiscalité internationale. Vous veillerez notamment au respect des obligations déclaratives propres aux différents pays de votre zone d'intervention.

Votre goût de l'initiative et des responsabilités, ainsi que vos qualités de communication, feront de vous un membre à part entière de notre équipe de gestion. La rigueur professionnelle, le sens des contacts et la mobilité seront les garants de votre réussite et de votre évolution au sein de Schlumberger, en France ou à l'étranger.

La connaissance de l'anglais est nécessaire. Le poste basé à Londres implique en outre la connaissance de l'arabe.

Diplômés

d'études supérieures commerciales ou fiscales (DESS)

Vous avez une expérience réussie de 2 à 5 ans dans une société industrielle ou un Cabinet.

Vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière en rejoignant une grande entreprise internationale.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et C.V.) sous la référence MCS/6171 au Service du Personnel

Schlumberger Limited
42, rue Saint Dominique
75007 Paris

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Europe du Sud

Paris - Leader mondial du conseil en management et en technologie, PA Consulting Group (2000 personnes, 20 pays, 50 bureaux) a bâti et développé sa renommée en Europe du Sud (France, Italie, Espagne) sur le conseil en recrutement, l'évaluation et le management du changement. Nous recherchons aujourd'hui pour cette entité d'une centaine de personnes notre directeur administratif et financier. Basé au siège de notre société française (92 - Neuilly), il sera placé sous l'autorité hiérarchique du directeur financier Europe, basé en Grande-Bretagne, et rapportera fonctionnellement au "Practice Head" de l'Europe du Sud. Assisté d'une équipe de 10 personnes réparties dans les trois pays concernés, il assurera la responsabilité globale et le reporting de l'ensemble des tâches comptables et financières, administratives, informatiques, juridiques et fiscales de l'entité ainsi que l'animation du service du personnel. Ce poste conviendrait à un directeur administratif et financier âgé d'au moins 37 ans, doté d'une solide formation de base (type ESC + DECS), habitué à travailler quotidiennement en anglais, et ayant acquis une expérience confirmée de fonctions similaires au sein de la filiale française d'un groupe anglo-saxon dans le secteur des services. Une très bonne connaissance de Microsoft Excel est exigée, celle de SunAccounts serait un avantage. La pratique d'autres langues européennes (espagnol, italien) constituerait un atout supplémentaire. D'excellentes perspectives de carrière peuvent être envisagées. Ecrire à Jean-Pierre ROUGIER sous la référence R/DAF - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.70.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Société d'Ingénierie
basée à Paris recherche son :

RESPONSABLE DE COMPTABILITE GENERALE

Vous établirez les déclarations fiscales et sociales, analyserez les comptes C/Pale/Immobilisations et suivrez la comptabilité de nos Agences à l'étranger.

De formation supérieure (DECS ou équivalent), vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum à un poste similaire en entreprise ou dans un Cabinet Comptable.

La maîtrise de l'informatique (AS400 - Excel) et de l'anglais est indispensable.

Ce poste implique des déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence FC640872 à : EUROMESSAGES - 78, bd de la République - 92514 Boulogne Cedex.

Société HLM, nous gérons sur la région parisienne un patrimoine diversifié (près de 3 500 logements), avec 80 collaborateurs dont 30 administratifs.

Afin de poursuivre notre développement et accroître notre efficacité, nous créons le poste de

Responsable Administratif h/f

Coéquipier du Directeur Général, vous mettez en place une gestion rigoureuse de l'organisation, élaborez les procédures et les outils de contrôle interne. Vous supervisez les services comptable et contentieux (10 personnes), conduisez le projet informatique.

A 32-45 ans, de formation supérieure, vous avez acquis de solides compétences en gestion/comptabilité/informatique en PME et êtes attaché à l'action sociale. Votre rigueur, votre pragmatisme, votre loyauté sont des gages de réussite.

Notre Consultante, Marie-Claude Tessier, vous remercie de lui écrire sous référence 139/LM



ALEXANDRE TIC SA
5, RUE ROYALE - 75006 PARIS

Collaborateurs

Leurs

R.H.

Vous êtes actuellement étudiant en Ressources Humaines ou en Psycho-Logie du Travail (Bac + 3/5) et êtes entré par l'univers du recrutement. Nous vous proposons, dans le cadre de missions ponctuelles et régulières de couvrir l'un des membres de nos équipes de prospection téléphonique. Bien sûr, vous aurez accès à l'analyse et à la gestion d'écarts à un grand sens des responsabilités. Dynamique et autonome, vous pourriez l'occasion de mettre à profit vos connaissances et votre goût pour les Ressources Humaines en nous rejoignant. Rens. et post. des candidats : lundi au vendredi (de 9h à 18h), appelez votre poste sur le 3615 Eurocom Code CD (1.01 Fini). Si votre candidature est retenue vous serez contacté par téléphone.

Chargés de missions

Diplômés SUP de CO ou ESSEC

Votre expérience de 2 à 5 ans dans une fonction similaire alliée à de solides connaissances informatiques vous permettront de mener efficacement les différentes missions qui vous seront confiées (études, analyses, suivis de projets sur valeurs mobilières, animations de réunions).

Postes évolutifs pour candidats à fort potentiel et motivés.

Merci d'adresser s/réf. FIN 1096 lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Groupe GPS - 33, rue des Mathurins - 75008 PARIS.

Notre nouvelle rubrique d'offres d'emplois du vendredi*

Le Monde
INITIATIVES LOCALES

est le rendez-vous hebdomadaire
des cadres de l'administration.

Contactez Sacha LAUZANNE au 01.44.43.77.34

* daté samedi.

Juristes - Ressources Humaines

BANQUE DE MARCHÉ
D'UN GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN

JURISTE DES MARCHÉS FINANCIERS

Notre Front-Office des marchés de taux et de change crée une fonction juridique de proximité qui aura vocation à intervenir sur l'ensemble de nos activités : obligataire, monétaire, change, dérivés et structurés.

Mettant en place la fonction, vous suivrez l'ensemble des processus de négociation des contrats liés aux opérations initiées par la salle (contrats-cadres + annexes et autres contrats) en relation avec nos contreparties et nos back-offices. Vous travaillerez en interface

directe avec notre service juridique et fiscal fédéral.

Ce sont aussi vos connaissances juridiques (Bac + 5) centrées sur la finance de marché (ISDA, ISMA, AFTB) que votre parfaite compréhension des opérations qui vous permettront de réussir dans ce poste qui exige rigueur, pragmatisme et sens du service au client. Votre première expérience de cette fonction (3 ans) vous aura entre autres permis de travailler en langue anglaise que vous maîtrisez parfaitement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 576, à Communiqué, 50/54 rue de Sully, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

Cabinet d'Avocats français en fort développement recherche un

Collaborateur en Droit Public

Lille

Au sein du Cabinet, vous interviendrez en conseil, rédaction d'actes et contentieux en droit public auprès d'une clientèle composée de collectivités locales et d'entreprises liées à ce secteur.

Vous partagerez rapidement, si vous vous êtes imposé, la responsabilité du développement et du management de l'activité Droit Public du Cabinet.

Agé d'environ 30/32 ans, de formation juridique supérieure avec une spécialisation en Droit Public, vous avez acquis une expérience dans ce domaine d'environ 4 ans comme avocat en cabinet ou d'au moins 8 ans au

sein d'une entreprise intervenant auprès des collectivités locales.

Excellent technicien, rigoureux et dynamique, vous souhaitez valoriser votre expérience au sein d'un cabinet offrant de réelles perspectives d'évolution.

La maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre man. + CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à Thierry Montecatine, Michael Page Tax & Legal, 3 bld Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 code MPage (Candidat 1 09/10). Sous réf. TM14714

MP

Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Grand groupe français performant recherche, dans le cadre de son fort développement à l'international

Juriste Contrats Internationaux

Rattaché au Directeur Juridique International et en contact direct avec les opérationnels concernés, vous interviendrez principalement sur des dossiers intéressant la centrale d'achats internationale du groupe (négociation et rédaction de contrats d'approvisionnements, conditions générales de vente, etc.). Vous aurez également vocation à intervenir en droit économique (concurrence, distribution, etc.). (TM14716)

Juriste d'Affaires Internationales

Au sein de l'équipe juridique internationale, vous interviendrez en droit des affaires dans l'instruction et la gestion des dossiers relatifs à l'expansion du groupe à l'international notamment en matière immobilière. Vous exercerez vos missions en rapport étroit avec la Direction Générale et la Direction de l'Expansion. (TM14717)

Ces postes situés en métropole lilloise s'adressent à des candidats âgés de 30 ans environ, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DJCE, etc.) justifiant d'une première expérience réussie de 3/5 ans en droit des affaires acquise de préférence au sein d'une entreprise évoluant dans un environnement international.

La maîtrise de l'anglais est requise pour ces postes, la connaissance d'une autre langue étrangère sera un atout supplémentaire.

Disponible, pragmatique et rigoureux, vous souhaitez valoriser et exprimer vos qualités techniques et relationnelles dans un groupe très dynamique offrant de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + numéro de téléphone + rémunération actuelle à Thierry Montecatine, Michael Page Tax & Legal,

MP

3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur la 3617 code MPage (Candidat 1 09/10) sous la référence choisie.

Michael Page Tax & Legal
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Partenaire de l'industrie pharmaceutique depuis plus de 10 ans, nous mettons notre savoir-faire au service de nos clients afin de les mettre en relation avec des collaborateurs de qualité. Pour conforter notre croissance, nous recherchons

Consultant h/f

30/35 ans, de formation supérieure (ESC, Psychologie, RH, Sciences po...), vous possédez une expérience d'au moins 3 ans acquise au sein d'un cabinet de recrutement ou dans la fonction RH et idéalement dans le secteur Santé. Outre la gestion d'un portefeuille de clients, la réalisation de missions de recrutement et d'évaluation de cadres du secteur médical, marketing, affaires pharmaceutiques... vous vous appuieriez sur notre structure pour le développement de cette activité.

Un candidat issu de l'industrie pharmaceutique (Médecin ou Pharmacien) et souhaitant s'orienter vers le conseil en recrutement serait également apprécié.

Pour ce poste basé en région parisienne (92), merci d'adresser votre candidature, en précisant sur l'enveloppe la référence RH04, à Communiqué, 50/54 rue de Sully, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

DC
Dierrey - Gellier - Assolant

Notre expertise reconnue dans la création et la conduite «d'Assessment Centers» nous confère aujourd'hui une forte image de professionnalisme. Nous poursuivons notre développement et recherchons pour PARIS un :

CONSULTANT SENIOR RECRUTEMENT

Impérativement issu du Conseil, vous pouvez justifier d'une expérience réussie dans la conduite d'opérations de recrutement ou d'évaluation. Votre rigueur et votre sens commercial vous permettent d'être un interlocuteur reconnu par vos clients.

Après formation à nos méthodes et outils, vous interviendrez sur les grandes missions du Cabinet et vous contribuerez au développement de nos activités.

Les conditions offertes sont de nature à vous motiver et à vous responsabiliser.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) sous la référence RH/M, à D.G. ASSOCIES - 46/48, rue Lauriston - 75116 PARIS.

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL RECHERCHE UN

Juriste Contrats Internationaux h/f

Rattaché à la Direction Juridique Centrale, vous participerez à l'analyse, à la rédaction et aux négociations des différents types d'accords (contrats nationaux et internationaux, joint venture) réalisés par les différentes entités du groupe.

Souple, pragmatique, vif, homme/femme de contact sachant s'adapter à toutes les situations, vous conseillerez et assisterez les entités au sein des équipes concernées.

Agé de 30/40 ans, anglais courant, de formation de type IEP ou équivalent, votre expérience acquise dans un cabinet ou en entreprise vous permet de maîtriser le droit des affaires.

Pour ce poste basé à Paris, l'allemand serait apprécié.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence JCI 0610 à notre Conseil : EGGO Conseil 10, rue de Poy - 75013 PARIS. Discretion totale assurée.

→ EGGO Conseils

REPRODUCTION INTERDITE

Marketing - Communication

Rédacteur H/F

COMMUNICATION COMMERCIALE
PRODUITS FINANCIERS

CARDIF

CDD 6 MOIS AU MINIMUM

■ De formation bac + 4 (école de communication ou de journalisme, école de commerce, maîtrise de lettres), vous vous distinguerez par une plume facile, un tempérament allant rigueur et créativité, un excellent relationnel et une adaptabilité à toute épreuve.

■ Votre première expérience (3 ans au minimum) vous a permis d'acquérir une parfaite connaissance en matière de produits financiers et d'assurance-vie.

■ Vous vous verrez confier la conception-rédaction de mailings et brochures commerciales ainsi que le suivi et la mise à jour de la documentation commerciale.

■ Vous participerez également à la promotion des produits par le biais de manifestations professionnelles (salons...).

■ Merci d'adresser votre candidature sous réf. 6084 à Véronique Galmiche, Compagnie Bancaire, Service Recrutement, 5 avenue Kléber, 75116 Paris.

CARDIF, filiale de la Compagnie Bancaire, est l'un des tout premiers groupes privés d'assurance-vie et de capitalisation. Nos signes particuliers :

■ 80 milliards d'encours gérés,

■ 620 collaborateurs,

■ une forte notoriété,

■ un développement international,

■ une capacité d'innovation permanente.

COMPAGNIE BANCAIRE

MGE UPS SYSTEMS

conçoit, fabrique et commercialise les onduleurs Merlin Certe dans le monde entier (2000 personnes, 2 milliards de francs de CA).

RECHERCHE dans le cadre de son développement international rapide sur les produits et logiciels de protection des réseaux informatiques :

RESPONSABLE MARKETING OPERATIONNEL

pour la Distribution sur l'Europe, l'Asie, le Moyen Orient et l'Afrique.

Rattaché au Directeur International, ce véritable chef de marché est en charge de l'animation marketing et pilote les actions de développement des ventes en liaison avec les équipes commerciales de chaque pays.

Anglais indispensable. Poste basé à Grenoble. Rémunération motivante selon l'expérience.

Contacteur
Jean-Bernard GUY
Direction des Ressources Humaines
MGE UPS SYSTEMS,
7 Chemin du Vieux Chêne,
ZIRST 4202, F-38942 Meylan Cedex.
Tél. (33) 04 76 60 77 76. Fax. (33) 04 76 60 78 82

MGE
UPS SYSTEMS

Ingénieur Marketing

Valeo

Notre Groupe, présent sur les marchés automobile mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. Notre Branche, leader mondial dans son secteur d'activité, recrute pour son Centre d'Etudes Produits Nouveaux situé à Saint Ouen (93) un Ingénieur Marketing Produits/Marchés.

Votre mission couvrira 4 domaines d'intervention : analyser les concurrents et les clients de Valeo Embrayages, déterminer les besoins des constructeurs automobile mondiaux, prendre en charge le marketing opérationnel (dossiers de communication, promotion, base de données prix, salons...), réaliser des études de marketing produit.

De formation Ingénieur Généraliste, doublée d'un 5ème cycle en Marketing, Gestion ou MBA, vous justifiez d'une expérience en marketing industriel ou en développement produit/projet.

Anglais impératif, mobilité requise (déplacements à prévoir), pratique des outils informatiques (tableaux, base de données).

Merci d'adresser lettre, CV et photo en précisant votre rémunération actuelle à VALEO RECRUTEMENT - BP 811 75889 PARIS Cedex 17 sous la référence 80.188 portée sur lettre et enveloppe. La sélection des candidatures sera effectuée par notre partenaire MERCURI URVAL.

Valeo compte plus de 30 000 personnes réparties en neuf branches d'activité. Le Groupe dispose de 88 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires supérieur à 85 milliards de francs, dont près de 63 % hors de France.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

la Nouvelle République

RECHERCHE

Journaliste, vous avez impérativement une expérience professionnelle de plusieurs années dans la presse quotidienne ou hebdomadaire de province.

Vous avez une solide formation supérieure, la pratique de la locale, du secrétariat de rédaction.

Vous êtes géographiquement mobile, maîtrisez l'informatique appliquée aux travaux rédactionnels.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé, photo et présentations à « La Nouvelle République », service des Relations Sociales, 232, avenue de Grammont, 37048 Tours Cedex.

INSTITUT D'ETUDES DE MARCHES

(R. P.)

recherche (H/F)

■ DIRECTEUR D'ETUDES confirmé, pour développement commercial de nouveaux secteurs.

■ CHARGE D'ETUDES QUANTI SENIOR, 3 ans minimum d'expérience.

ANGLAIS courant nécessaire pour les deux postes.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite (sous réf. n° 9042) à :
Le Monde Publicité
133, avenue des Champs-Élysées - 75409 Paris cedex 08.

Semaine de la publicité
du 14 au 20 octobre 1996

Les annonces sont vos emplois...

Vous cherchez un emploi,
vous souhaitez évoluer dans votre métier,
élargir vos compétences.
Chaque semaine les entreprises vous
proposent des opportunités.
Ne passez pas à côté.
Lire et répondre aux annonces
dans la Presse, c'est gérer votre carrière,
construire votre vie professionnelle.

ACCE

Association des Conseils
en Communication pour l'Emploi

Le Monde

CHAQUE SEMAINE VOUS AVEZ RENDEZ-VOUS AVEC VOTRE AVENIR

Dirigeants

Un challenge mondial : Manager le changement

Division d'un Groupe
international, leader mondial
sur son secteur, connaissant
une forte croissance
de ses ventes et de son outil
industriel, crée le poste de

DIRECTEUR INDUSTRIEL ET USINE PILOTE

Mission : • pour la division à l'échelle mondiale (Europe, Amériques, Asie), créer un projet et une culture industrielle moderne sur les modèles les plus performants de l'industrie grande série (équipement automobile, High Tech...) • pour le site pilote, manager et développer de manière très opérationnelle les équipes techniques. Production, Logistique, Qualité, Maintenance...

Objectif : • répondre aux attentes de nos clients Grands Comptes mondiaux : qualité, coût, délai • enrichir et améliorer le couple Produit/Process : innovation, productivité • maîtriser et anticiper la croissance et l'investissement industriel : indicateurs, reporting, ressources...

Profil : • formation supérieure • expérience significative de direction industrielle ou de production en environnement grande série soumis à forte exigence des marchés, de préférence dans un Groupe international • à la fois capable de vision stratégique et tourné vers le résultat avec la même efficacité • pratique des outils, principes et méthodes les plus avancés (Qualité Totale, structure projet, optimisation des flux, TPM, KAIZEN...) • bilingue anglais • personnalité affirmée au charisme et leadership reconnus.

Poste basé en province (France Sud), Déplacements internationaux. Conditions motivantes et évolution dans le Groupe pour candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre, CV ou carte professionnelle pour un premier contact à l'attention de Richard LOMBART, MERCURI URVAL, 14 bis rue Danu, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 61-4303/LM.

Portez sur lettre et enveloppe.

La plus grande confidentialité est assurée.

Mercuri Urval

Executive Service



AIX-EN-PROVENCE

Numéro 2 mondial, Ingénierie cimentière

Dans le cadre du développement de la filiale française de notre groupe allemand, nous recrutons pour gérer nos 190 collaborateurs et les 2 milliards de francs (90 % à l'export) actuellement en commande, notre :

DIRECTEUR GÉNÉRAL MEMBRE DU DIRECTOIRE

Directement rattaché au Président de la filiale française, vous dirigerez les opérations à court et moyen terme de l'entreprise dans le cadre de la stratégie définie en collaboration avec le Groupe.

Vous proposerez puis gèrerez les objectifs généraux, couplés aux moyens financiers, juridiques, matériels et humains à mettre en œuvre, dans le cadre des orientations du Conseil d'Administration et du Président.

A 40 ans environ, de formation initiale Grande École de gestion (HEC, ESSEC, ESCP...) ou Universitaire avec une spécialisation en Finances, Fiscalité, ou Droit international/affaires (Maîtrise, DEA) complétée par un troisième cycle managérial MBA, ICG, IAE... vous êtes parfaitement bilingue anglais, allemand apprécié. Vous justifiez d'un parcours réussi de Directeur Général Adjoint ou sein d'une entreprise de dimension internationale, de type Ingénierie ou BTP.

Merci d'adresser votre offre à notre Conseil : François DURAND, Cabinet SCOREMAN S.A., Antilles C, Pôle d'activités Les Mille, 13858 Aix-en-Provence Cedex 3, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.



SCOREMAN

Qualité OPOC

Notre société est une organisation multinationale de prestations de services la plus intégrée et la plus complète d'Europe. Nous recherchons, pour notre entité française, notre

Directeur Général

- Définir avec le siège européen les orientations stratégiques, développer une politique générale permettant de conduire les évolutions de l'entreprise dans un contexte européen
- Diriger, adapter, coordonner, dynamiser l'ensemble de l'activité : commercial, gestion, qualité, organisation
- Motiver et animer l'ensemble des effectifs permanents (120 pers.) autour du projet d'entreprise

sont les missions principales que nous confierons à un candidat de formation supérieure de type Grandes Écoles de Commerce.

Agé d'environ 40 ans, vous nous apporterez une expérience professionnelle réalisée dans un contexte international.

Vous êtes un homme d'entreprise doté aux méthodes de reporting anglo-saxonnes, ayant travaillé dans la prestation de services. Réaliste, actif, diplomate, vous êtes capable de faire progresser l'entreprise et les hommes.

La maîtrise de l'anglais, langue d'échanges dans le groupe, est impérative. Une deuxième langue européenne est souhaitée.

Le poste est basé à LYON.

Un dossier complet sur l'entreprise et le poste sera adressé dans un délai de trois semaines aux candidats présélectionnés.

Denis BOUSSON, notre Conseil, vous remercie de lui transmettre vos CV, photo, rémunération actuelle et lettre de motivation manuscrite sous référence M 1156.



19 place Tolozan - 69001 LYON

Le Monde des Cadres

ALAIN SAVAND CONSULTANTS Conseil en recherche de cadres et dirigeants. Pilotage de carrière. Bilans de compétences depuis 10 ans, à la fois d'accueil.

Sieglinde Boch-Louzeau Consultante Senior

De formation Sciences Po Paris. Une expérience de 15 ans dans le domaine des ressources humaines. Dirigeante d'un cabinet de conseil en

ressources humaines pendant 10 ans. Responsable du personnel en entreprise dans les secteurs de l'électronique et de la plasturgie.

ALAIN SAVAND CONSULTANTS

LE BENS-DES

34 bd Haussmann 75008 Paris. 10 av. Maréchal Foch 91000 Evry. Tél. 01 48 01 4735.

Établissements de santé privés de l'Est de la France, de traditions chrétiennes, recherchent leur :

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le(la) candidat(e), de formation supérieure hospitalière, ayant une expérience réussie de Direction d'un groupe hospitalier, devra être capable de conduire un projet d'Entreprise ambitieux et de mener à bon port une importante opération de restructuration.

Ce poste est à pourvoir début 97.

Une rémunération adaptée et des perspectives d'évolution pourront être envisagées.

Merci d'adresser votre dossier, CV + lettre + Photo + Prétentions au journal sous n° 9044 MONDE PUBLICITÉ - 133, avenue des Champs-Élysées, 75409 Paris Cedex 08

Rédacteur crédits PME/PMI

Vous avez une expérience confirmée (au minimum 5 ans) dans la gestion bancaire de la clientèle PME/PMI (CA supérieur à 50 millions). Vous êtes rompu aux pratiques du :
- financement court, moyen et long terme,
- financement du négoce international,
- financements spéciaux.

L'étude de rentabilité de la clientèle est dans votre domaine de compétences. Vous souhaitez valoriser cet acquis dans une banque de tout premier plan. Rapidement intégré à notre équipe engagement, vous serez chargé de l'analyse des financements PME/PMI présentés par le réseau de nos agences.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 91 235, à Media System, 46 bd Longchamp, 13001 Marseille, qui transmettra.

مكتبة النخيل

Le Monde des Cadres

Groupe important de protection sociale (Retraite, Prévoyance, Santé, Assurance) pour les salariés et les retraités d'un important secteur d'activité. Nous réalisons, en partenariat avec plus de 400 000 entreprises adhérentes, un chiffre d'affaires de 23 milliards de francs. Nous recherchons des jeunes candidats diplômés à fort potentiel, pour occuper dans un premier temps les postes de :

Responsable des services clients

Lyon
(R4L 251 D)

Rattaché(e) au directeur régional, vous animerez une équipe de 50 personnes chargée de traiter les relations avec les entreprises et les adhérents dans un souci d'efficacité et de qualité de service. Vous proposerez et mettrez en place de nouveaux modes de fonctionnement permettant d'améliorer les pratiques et de motiver les collaborateurs.

Chef de projet organisation

Nice
(R4L 251 E)

Rattaché(e) à la direction administrative centrale, vous interviendrez en organisation et prendrez en charge l'élaboration de nouveaux systèmes de traitement. A l'interface entre les opérationnels et la direction informatique, vous serez responsable de la pertinence des fonctionnalités nouvelles développées et validerez leur qualité.

Nous souhaitons rencontrer des candidats diplômés de grandes écoles de commerce ou d'ingénieur qui auront acquis une première expérience (2 ans) dans des missions similaires en entreprise de service (assurance, banque...) ou en cabinet de conseil en organisation.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite) en mentionnant la référence du poste choisi à notre Conseil : PSYNERGIE - 2, rue Saint Thomas d'Aquin - 75007-PARIS.

Depuis plus de vingt ans, EGT, filiale de FRANCE TELECOM, s'est hissée au premier rang de la distribution d'outils de communication : télécopie, répondeurs, visioconférence, téléphonie mobile... Pour renforcer notre organisation, nous recherchons notre

responsable des achats et des approvisionnements H/F

Rattaché au Directeur ACHATS/LOGISTIQUE, vous animeriez un service de 9 collaborateurs - dont 4 cadres - responsables et autonomes. Vous veillerez à la cohérence et à la pertinence des négociations d'achat au mieux des intérêts d'EGT et des différents réseaux alimentés par sa centrale d'Achats. Vous vous assurez de la fiabilité et de l'efficacité des opérations administratives liées aux achats et aux approvisionnements. De formation supérieure, si possible spécialisée en Achats/Approvisionnement, vous justifierez d'une expérience de plusieurs années dans ce métier, sur des produits proches et/ou dans la grande distribution. Doté d'une forte capacité relationnelle, fin négociateur, vous saurez également faire preuve d'une grande rigueur d'organisation, de souplesse et de réactivité. Votre aptitude naturelle au management d'équipes, associée à un grand professionnalisme, vous fera évoluer à brève échéance vers une responsabilité élargie au sein de notre organisation. Une connaissance pratique de la micro-informatique et la maîtrise de l'anglais sont impératifs. Ce poste est basé à notre Siège d'ASNIERES (92).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions) sous réf. GT 21 à notre Conseil : COGEPAN - 2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16, qui vous garantira une confidentialité totale.



France Telecom
EGT

TVRS 98

TVRS 98, société créée par TFI, CANAL+, France 2, France 3, Radio France, Radio France International et TDF est chargée d'assurer la couverture audiovisuelle de la prochaine Coupe du monde de Football. A ce titre, elle produira les retransmissions des 64 matchs de la compétition, ancrera et exploitera le centre international de radio télévision situé à Paris et fournira des prestations techniques aux radios et télévisions du monde entier. Nous recherchons notre

Responsable Logistique

Rattaché à la Direction Générale, vous aurez pour mission d'assurer l'ensemble de la logistique (hébergement, restauration, transport, hébergement) auprès des équipes du Radiodiffuseur hôte de ce grand événement (plus de 1000 personnes).

Votre challenge :
- Préparer la mission par la définition des grandes orientations en matière d'hébergement, de restauration et de transport - Rechercher les prestataires - Coordonner et suivre les actions jusqu'à l'événement en liaison avec les responsables de 11 sites répartis sur toute la France - Gérer un budget de 20 millions de francs. Vous êtes un professionnel averti de la fonction logistique en environnement événementiel. Vous possédez bien évidemment de fortes capacités d'organisation et aimez travailler personnel et sous pression relationnelle. Vous maîtrisez l'utilisation des outils bureautiques (bases de données) et parlez anglais. C'est un contrat à durée indéterminée à objet déterminé, la mission devant s'arrêter le 31 AOUT 1998.

Pour ce poste basé à Paris mais nécessitant des déplacements, merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation, photo, prétentions et date de disponibilité) à notre conseil : PRAXEOS Management - Tour Atlantique - Casier D6 - 92911 Paris La Défense, qui traitera votre dossier.

PRAXEOS
management

Vos déchets radioactifs sont notre environnement



Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Rédacteur Publications Scientifiques

L'ANDRA, Etablissement Public, se doit d'innover pour assurer une gestion à long terme de tous les types de déchets radioactifs, pour préparer du jour au lendemain l'environnement de demain. C'est notre avenir qui est en jeu. Nous recherchons un :

Nos collaborateurs sont reconnus internationalement : leurs travaux font référence.

En donnant à leur production, une forme et un contenu rédactionnel adaptés, vous contribuerez à l'information objective nécessaire à notre domaine.

Votre formation supérieure (sciences de la terre et/ou matériaux) et une expérience prouvée de la rédaction : tel est votre profil.

Vous serez l'interface entre nos équipes et nos publics.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 160904D à notre cabinet conseil : Florian Mantonius Institut, 365 rue de Valenciennes, 75015 PARIS.

Le PDG d'une société de reconversion recherche son Principal Collaborateur.

Alsace

Petite structure très opérationnelle, notre entreprise accompagne et finance les projets d'implantations et de créations industrielles et tertiaires, générateurs d'emplois. A 35 ans, votre talent et votre dynamisme vous permettront d'intensifier la pénétration de notre « marché » et de ce fait d'amplifier notre action.

Diplômé d'une formation financière supérieure, vous êtes familiarisé avec le contrôle de gestion et l'audit en milieu industriel.

Gérer les contrats en cours de réalisation, manager de nouveaux projets, contrôler les résultats, suppose de votre part une large ouverture d'esprit, la possibilité d'approches complexes, une solide rigueur dans la méthode et une véritable aisance relationnelle.

Pour ce poste basé en Alsace, vous parlez couramment anglais et possédez éventuellement quelques notions d'allemand.

Merci d'adresser vos lettre manuscrite, curriculum vitae et photo sous référence PC à notre Conseil

HAEFFNER & PARTNERS

35 rue Goethe - 67000 STRASBOURG

La FONDATION ROYAUMONT

Une fondation privée de France dans son secteur (35 ans au nord de Paris), recrute son

Directeur Administratif et Financier H/F

Rattaché au directeur général, vous aurez les responsabilités suivantes :
- supervision de la comptabilité générale, clients/fournisseurs, paie (3 personnes)
- contrôle de gestion (élaboration des budgets, reporting mensuel, contrôle budgétaire)
- fiscalité
- trésorerie, financements, relations avec les banques
- gestion des ressources humaines
- gestion des contrats et des problèmes juridiques
- management des systèmes informatiques (environnement Mac et PC, réseaux)
- gestion financière et administrative des investissements

35 ans environ, de formation supérieure (grande école de gestion ou équivalent), doté d'une solide culture générale, vous venez idéalement d'une entreprise du secteur tertiaire où vous aurez exercé avec succès des responsabilités dans la fonction gestion/finance.

Soucieux d'adhérer à un projet culturel fort, adaptable à des activités aussi variées que le management du domaine artistique, l'accueil de séminaires ou la gestion d'un patrimoine immobilier et financier, vous êtes rigoureux, doté d'un solide sens de l'analyse et de synthèse et pourvu de capacités relationnelles certaines.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à : M. le Directeur Général Fondation Royaumont 95270 Asnières-sur-Oise

Important groupe coopératif agricole de l'Est de la France recherche, dans le cadre de son développement, un(e) :

"ASSISTANT(E) COMMERCIAL(E) CEREALES"

Placé(e) sous l'autorité du Directeur Commercial, il (ou elle) :

- participera à l'analyse, à la définition et à la mise en marché des productions des agriculteurs, recherchera et contractualisera de nouveaux débouchés,
- assurera les relations entre les différents intervenants de la production au client final,
- superviser l'exécution des différents contrats,
- optimisera les positions sur les différents marchés à terme,
- sera responsable d'une station de production de semences (contrats, production, qualité, délai)

Profil :

Formation supérieure (école de commerce, Ingénieur agro...) avec 2 à 3 ans d'expérience réussie dans une fonction équivalente (achat ou vente) chez un organisme stockeur ou société de négoce.

Connaissance de l'allemand indispensable et de l'anglais souhaitée.

Adresser votre dossier de candidature (lettre, photo et prétentions) sous n° 9041 à : LE MONDE Publicité 133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08

ENSEMBLE, PRÉPARER L'HÔPITAL DE DEMAIN



CENTRE HOSPITALIER BELFORT

Le Centre Hospitalier

de Belfort (750 lits,

1 500 collaborateurs)

poursuit son évolution

stratégique : qualité

des soins et de

l'accueil, politique

coordonnée de l'offre.

Il recherche son

Responsable de l'organisation

Belfort

Auprès du Directeur du Centre Hospitalier, vous mènerez à bien les chantiers d'organisation liés à la mise en oeuvre de la stratégie de l'établissement. Vous aiderez les responsables des services (médicaux, médico-techniques, techniques, administratifs) à conduire le changement dans leurs unités. Vous pratiquerez les méthodes d'organisation et de management de projet. Vous êtes capable d'animer une équipe et de coordonner des groupes de travail.

De formation supérieure Ingénieur ou DESS en organisation, vous avez 10 ans d'expérience professionnelle dans l'industrie ou les services, dont 5 ans dans la fonction organisation en entreprise ou en cabinet : votre rigueur, votre sens de l'écoute et votre capacité à convaincre y ont été mis à l'épreuve avec succès.

Le poste est situé à Belfort, à 50 minutes de Bâle, entre Vosges et Jura.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre conseil : Gérard Rolloy - 19 place Foch - 78510 Triel-sur-Seine, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

**Vivre l'entreprise
autrement...**

Congrès international d'anthropologie sociale, 1980, 17-18 mai, 1981, 19-20 mai, 1982, 21-22 mai, 1983, 23-24 mai, 1984, 25-26 mai, 1985, 27-28 mai, 1986, 29-30 mai, 1987, 31 mai-1er juin, 1988, 2-3 juin, 1989, 4-5 juin, 1990, 6-7 juin, 1991, 8-9 juin, 1992, 10-11 juin, 1993, 12-13 juin, 1994, 14-15 juin, 1995, 16-17 juin, 1996, 18-19 juin, 1997, 20-21 juin, 1998, 22-23 juin, 1999, 24-25 juin, 2000, 26-27 juin, 2001, 28-29 juin, 2002, 30 juin-1er juillet, 2003, 2-3 juillet, 2004, 4-5 juillet, 2005, 6-7 juillet, 2006, 8-9 juillet, 2007, 10-11 juillet, 2008, 12-13 juillet, 2009, 14-15 juillet, 2010, 16-17 juillet, 2011, 18-19 juillet, 2012, 20-21 juillet, 2013, 22-23 juillet, 2014, 24-25 juillet, 2015, 26-27 juillet, 2016, 28-29 juillet, 2017, 30 juillet-1er août, 2018, 2-3 août, 2019, 4-5 août, 2020, 6-7 août, 2021, 8-9 août, 2022, 10-11 août, 2023, 12-13 août, 2024, 14-15 août, 2025, 16-17 août, 2026, 18-19 août, 2027, 20-21 août, 2028, 22-23 août, 2029, 24-25 août, 2030, 26-27 août, 2031, 28-29 août, 2032, 30 août-1er septembre, 2033, 2-3 septembre, 2034, 4-5 septembre, 2035, 6-7 septembre, 2036, 8-9 septembre, 2037, 10-11 septembre, 2038, 12-13 septembre, 2039, 14-15 septembre, 2040, 16-17 septembre, 2041, 18-19 septembre, 2042, 20-21 septembre, 2043, 22-23 septembre, 2044, 24-25 septembre, 2045, 26-27 septembre, 2046, 28-29 septembre, 2047, 30 septembre-1er octobre, 2048, 2-3 octobre, 2049, 4-5 octobre, 2050, 6-7 octobre, 2051, 8-9 octobre, 2052, 10-11 octobre, 2053, 12-13 octobre, 2054, 14-15 octobre, 2055, 16-17 octobre, 2056, 18-19 octobre, 2057, 20-21 octobre, 2058, 22-23 octobre, 2059, 24-25 octobre, 2060, 26-27 octobre, 2061, 28-29 octobre, 2062, 30 octobre-1er novembre, 2063, 2-3 novembre, 2064, 4-5 novembre, 2065, 6-7 novembre, 2066, 8-9 novembre, 2067, 10-11 novembre, 2068, 12-13 novembre, 2069, 14-15 novembre, 2070, 16-17 novembre, 2071, 18-19 novembre, 2072, 20-21 novembre, 2073, 22-23 novembre, 2074, 24-25 novembre, 2075, 26-27 novembre, 2076, 28-29 novembre, 2077, 30 novembre-1er décembre, 2078, 2-3 décembre, 2079, 4-5 décembre, 2080, 6-7 décembre, 2081, 8-9 décembre, 2082, 10-11 décembre, 2083, 12-13 décembre, 2084, 14-15 décembre, 2085, 16-17 décembre, 2086, 18-19 décembre, 2087, 20-21 décembre, 2088, 22-23 décembre, 2089, 24-25 décembre, 2090, 26-27 décembre, 2091, 28-29 décembre, 2092, 30 décembre-1er janvier, 2093, 2-3 janvier, 2094, 4-5 janvier, 2095, 6-7 janvier, 2096, 8-9 janvier, 2097, 10-11 janvier, 2098, 12-13 janvier, 2099, 14-15 janvier, 2100, 16-17 janvier, 2101, 18-19 janvier, 2102, 20-21 janvier, 2103, 22-23 janvier, 2104, 24-25 janvier, 2105, 26-27 janvier, 2106, 28-29 janvier, 2107, 30 janvier-1er février, 2108, 2-3 février, 2109, 4-5 février, 2110, 6-7 février, 2111, 8-9 février, 2112, 10-11 février, 2113, 12-13 février, 2114, 14-15 février, 2115, 16-17 février, 2116, 18-19 février, 2117, 20-21 février, 2118, 22-23 février, 2119, 24-25 février, 2120, 26-27 février, 2121, 28-29 février, 2122, 30 février-1er mars, 2123, 2-3 mars, 2124, 4-5 mars, 2125, 6-7 mars, 2126, 8-9 mars, 2127, 10-11 mars, 2128, 12-13 mars, 2129, 14-15 mars, 2130, 16-17 mars, 2131, 18-19 mars, 2132, 20-21 mars, 2133, 22-23 mars, 2134, 24-25 mars, 2135, 26-27 mars, 2136, 28-29 mars, 2137, 30 mars-1er avril, 2138, 2-3 avril, 2139, 4-5 avril, 2140, 6-7 avril, 2141, 8-9 avril, 2142, 10-11 avril, 2143, 12-13 avril, 2144, 14-15 avril, 2145, 16-17 avril, 2146, 18-19 avril, 2147, 20-21 avril, 2148, 22-23 avril, 2149, 24-25 avril, 2150, 26-27 avril, 2151, 28-29 avril, 2152, 30 avril-1er mai, 2153, 2-3 mai, 2154, 4-5 mai, 2155, 6-7 mai, 2156, 8-9 mai, 2157, 10-11 mai, 2158, 12-13 mai, 2159, 14-15 mai, 2160, 16-17 mai, 2161, 18-19 mai, 2162, 20-21 mai, 2163, 22-23 mai, 2164, 24-25 mai, 2165, 26-27 mai, 2166, 28-29 mai, 2167, 30 mai-1er juin, 2168, 2-3 juin, 2169, 4-5 juin, 2170, 6-7 juin, 2171, 8-9 juin, 2172, 10-11 juin, 2173, 12-13 juin, 2174, 14-15 juin, 2175, 16-17 juin, 2176, 18-19 juin, 2177, 20-21 juin, 2178, 22-23 juin, 2179, 24-25 juin, 2180, 26-27 juin, 2181, 28-29 juin, 2182, 30 juin-1er juillet, 2183, 2-3 juillet, 2184, 4-5 juillet, 2185, 6-7 juillet, 2186, 8-9 juillet, 2187, 10-11 juillet, 2188, 12-13 juillet, 2189, 14-15 juillet, 2190, 16-17 juillet, 2191, 18-19 juillet, 2192, 20-21 juillet, 2193, 22-23 juillet, 2194, 24-25 juillet, 2195, 26-27 juillet, 2196, 28-29 juillet, 2197, 30 juillet-1er août, 2198, 2-3 août, 2199, 4-5 août, 2200, 6-7 août, 2201, 8-9 août, 2202, 10-11 août, 2203, 12-13 août, 2204, 14-15 août, 2205, 16-17 août, 2206, 18-19 août, 2207, 20-21 août, 2208, 22-23 août, 2209, 24-25 août, 2210, 26-27 août, 2211, 28-29 août, 2212, 30 août-1er septembre, 2213, 2-3 septembre, 2214, 4-5 septembre, 2215, 6-7 septembre, 2216, 8-9 septembre, 2217, 10-11 septembre, 2218, 12-13 septembre, 2219, 14-15 septembre, 2220, 16-17 septembre, 2221, 18-19 septembre, 2222, 20-21 septembre, 2223, 22-23 septembre, 2224, 24-25 septembre, 2225, 26-27 septembre, 2226, 28-29 septembre, 2227, 30 septembre-1er octobre, 2228, 2-3 octobre, 2229, 4-5 octobre, 2230, 6-7 octobre, 2231, 8-9 octobre, 2232, 10-11 octobre, 2233, 12-13 octobre, 2234, 14-15 octobre, 2235, 16-17 octobre, 2236, 18-19 octobre, 2237, 20-21 octobre, 2238, 22-23 octobre, 2239, 24-25 octobre, 2240, 26-27 octobre, 2241, 28-29 octobre, 2242, 30 octobre-1er novembre, 2243, 2-3 novembre, 2244, 4-5 novembre, 2245, 6-7 novembre, 2246, 8-9 novembre, 2247, 10-11 novembre, 2248, 12-13 novembre, 2249, 14-15 novembre, 2250, 16-17 novembre, 2251, 18-19 novembre, 2252, 20-21 novembre, 2253, 22-23 novembre, 2254, 24-25 novembre, 2255, 26-27 novembre, 2256, 28-29 novembre, 2257, 30 novembre-1er décembre, 2258, 2-3 décembre, 2259, 4-5 décembre, 2260, 6-7 décembre, 2261, 8-9 décembre, 2262, 10-11 décembre, 2263, 12-13 décembre, 2264, 14-15 décembre, 2265, 16-17 décembre, 2266, 18-19 décembre, 2267, 20-21 décembre, 2268, 22-23 décembre, 2269, 24-25 décembre, 2270, 26-27 décembre, 2271, 28-29 décembre, 2272, 30 décembre-1er janvier, 2273, 2-3 janvier, 2274, 4-5 janvier, 2275, 6-7 janvier, 2276, 8-9 janvier, 2277, 10-11 janvier, 2278, 12-13 janvier, 2279, 14-15 janvier, 2280, 16-17 janvier, 2281, 18

DEVEZ
CONSULTANT...
REJOIGNEZ
MERCURI URVAL

• Paris • Lille • Lyon • Strasbourg

A 30-35 ans environ, de formation Bac + 5 (grande école/université), vous souhaitez valoriser une expérience réussie (5 à 10 ans) acquise dans des fonctions opérationnelles : manager, commercial, grands comptes, ingénieur, chef de projet, auditeur... Vous recherchez aujourd'hui une **OUVERTURE** : des contacts à haut niveau, plus de diversité, un style de vie différent... tout en conservant une forte dimension opérationnelle et commerciale.

Vous n'avez peut-être jamais envisagé de devenir Consultant, mais votre expérience vous révèle chaque jour l'importance de la composante humaine : **LES HOMMES FONT LA DIFFÉRENCE !** Cette conviction, nous vous proposons de la mettre en pratique en aidant les Dirigeants d'Entreprise à : « mieux recruter » mieux organiser » mieux développer... leurs hommes.

Nous vous proposons : • un métier riche et passionnant • un programme d'intégration personnalisé et progressif sur 2 ans • une opportunité unique de développement personnel et professionnel, au sein d'une structure souple et non hiérarchisée.

Nous sommes volontairement ouverts et recherchons avant tout des personnalités : fort engagement, tempérament commercial, sens du résultat, ouverture et souplesse d'esprit.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à
MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08,
sous la référence 43MUJLM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Agence de l'Eau
Adour Garonne

**Agence de l'Eau
Adour Garonne**

Depuis 30 ans, l'Agence de l'Eau Adour Garonne, forte de 200 spécialistes, met en œuvre une politique innovante de gestion et de protection des ressources en eau du Sud-Ouest de notre pays. En application des orientations définies par le Comité de Bassin, elle agit, dans le cadre d'un programme quinquennal, les objectifs d'aménagement des eaux et de lutte contre leur pollution. Pour satisfaire à ses impératifs de qualité, l'Agence crée le poste de :

Responsable des Programmes Toulouse

Rassemblez votre Directeur, votre Préposé, actualisez et l'écoutez les programmes de l'Agence en liaison avec l'ensemble des services. À la fin, vous saurez votre équipe et l'ordre de gestion/vous serez en mesure d'analyser les tableaux et le rapport de suivi. Vous saurez aussi comment entre les autorités de tutelle les paramètres de l'Agence, vous allez à des groupes de travail/conservateurs et êtes le garant de la mise en forme des programmes. Vous écrivez les notes de l'Agence... À 35 ans minimum, vous êtes un bon candidat pour occuper ces postes dans une entreprise ou un service public. De formation Bac + 5, vous avez le niveau et le savoir. Vous possédez une expérience de la planification et de la planification. Votre connaissance administrative, vos capacités d'analyse et de synthèse vous permettent rédactionnelles et votre sens du management vous permettent d'évoluer au sein de notre Établissement.

Notre Conseil : PSYNERGIE - Marie-José POMES - Le Pré Catelan
78, allées Jean Jaurès - 31 000 TOULOUSE.



PSYNERGIE
GROUPE PRAXIA

Carrières Internationales

GEC ALSTHOM
TRANSPORT

**DIRECTEUR
DES VENTES
EXPORT "MÉTROS"**

BILINGUE ANGLAIS

Directement rattaché à notre Directeur Commercial, vous aurez à coordonner les actions de notre Force de Vente Export : Amérique Latine, USA, Singapour et Hong Kong... Vous devrez affiner notre stratégie commerciale "Métros" et veiller à la bonne synergie entre les différents interlocuteurs techniques, financiers et commerciaux intervenant dans chaque affaire. Ce poste basé à Paris nécessite de nombreux déplacements à l'étranger.

Nous recherchons pour cette fonction un candidat apte à mener à terme des négociations concernant un portefeuille d'affaires important, capable de dialoguer positivement tant avec nos différents établissements en Europe qu'avec des clients internationaux de très haut niveau.

Vous disposez d'une expérience commerciale Export confirmée au sein d'un groupe industriel international et d'une pratique réelle du management ; vous avez entre 35 et 45 ans, êtes diplômé d'une école d'ingénieurs en électronique, électromécanique ou informatique et souhaitez évoluer au sein d'un groupe performant.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 44.4591/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

DIRIGER UNE BELLE USINE AU LIBAN !

C'est un groupe industriel libanais très actif. Il joue un rôle important dans la reconstruction du pays. Son usine réalise aujourd'hui 25 millions de dollars de chiffre d'affaires avec 300 personnes. Elle va accroître sa capacité de production dans les 3 ans. Un important programme d'investissements est en cours de lancement.

Vous êtes ingénieur, de nationalité libanaise, vous avez au moins 10 ans d'expérience dans le management d'unités de production. Vous connaissez bien les process lourds pour les avoir pratiqués dans l'industrie chimique, ou dans une aciérie, ou dans une cimenterie. Vous parlez bien le français et l'anglais.

Prenez contact avec Sirca en envoyant votre dossier au 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris (fax: 01.42.61.23.14) sous la référence 953 350 LM ou en téléphonant à Laurence Mouterde au 01.44.55.33.55. Il sera traité de façon tout à fait confidentielle. Le poste est basé à proximité de Beyrouth.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE

مكتبة المجلد

مكنا من الذم

REPRODUCTION INTERDITE

Conseil et Audit

maîtriser

BOSSARD CONSULTANTS est l'un des leaders européens du conseil à partir d'un réseau international composé de 26 bureaux couvrant 19 pays.

Notre engagement est de garantir aux dirigeants des résultats durables et mesurables sur leurs enjeux clés.

BOSSARD CONSULTANTS

Pour accompagner sa croissance, BOSSARD CONSULTANTS recherche des

consultants EXPÉRIMENTÉS

Dans un contexte stimulant par la richesse des problèmes posés et des méthodologies utilisées, vous interviendrez au sein d'équipes pluridisciplinaires où vous pourrez exprimer votre sens de l'autonomie, votre esprit d'entreprise, vos capacités de développement commercial et managérial.

Vous avez une expérience notamment des

SYSTEMES D'INFORMATION

Vous serez ainsi amené à conseiller nos clients dans :

- la définition de leur stratégie informatique,
- l'évolution de leurs systèmes d'information au service des métiers,
- la définition des architectures fonctionnelles et techniques,
- l'assistance à la maîtrise des grands projets et à la conduite du changement.

Diplômé d'une grande école et maîtrisant l'anglais, vous avez acquis une expérience de 4 à 8 ans en qualité de chef de projet ou de consultant.

Envoyez votre CV à Marine STANDERA - BOSSARD CONSULTANTS Services Recrutement - 14, rue Dauphine de Lille - 59441 1997 LES MOULINEAUX Cedex.

Filiale de l'un des grands mondiaux de l'agro-alimentaire, leader sur notre secteur, nous recherchons pour notre holding supervisant les activités d'une vingtaine d'entités industrielles implantées sur les cinq continents, un

CONTROLEUR FINANCIER AUDITEUR

Sa mission sera double :

- d'une part, assurer l'ensemble des travaux de contrôle financier de la holding (reportings, budgets, plans et consolidations annuelles)
- d'autre part, mener tout type de missions à la demande de nos dirigeants (assistance aux filiales, audit interne, développement de nos activités).

Autonome, rigoureux, ayant développé d'excellentes qualités relationnelles, vous souhaitez valoriser une première expérience de 2 à 4 ans en cabinet d'audit international de très forte notoriété au sein d'une équipe légère et dynamique appartenant à une structure proposant à moyen terme de réelles perspectives d'évolution.

Notre futur collaborateur, basé à Paris, sera appelé à effectuer des déplacements à l'étranger afin d'assurer le suivi opérationnel de sa zone (Union Européenne et Pays de l'Est).

Anglais courant impératif. Seconde langue souhaitée.

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

CONSULTANT CONFIRMÉ

De mémoire de consultant, on n'a jamais vu un confirmé plan-plan rejoindre HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS

Profil du confirmé selon HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS

C'est à la fois un homme d'action et de synthèse, il a des qualités d'animateur, d'organisateur et une bonne autonomie. Agé de 25 à 30 ans, il est diplômé d'une grande école. Il est prêt à apprendre son métier en 40 ans de vie très active. Il cherche un projet fort, souhaite passer d'une logique de productivité à une logique de mobilisation des hommes et désire participer au capital dans un avenir proche.



Portrait de HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS

Cabinet de référence en matière de conduite de projets de changement difficiles.
- 15 MF de CA.
- 15 consultants.
- Objectifs en l'an 2000 :
- 50 MF - 50 consultants.

- Values
- Il faut écouter avant de parler.
 - Rien ne résiste au travail.
 - Un homme drôle ne peut pas être mauvais.

HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS Réussir les projets de changement difficiles

Si vous voulez nous rejoindre, envoyez votre CV avec photo et lettre manuscrite sous réf. CC10 à : HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS - 24, bd des Iles - 92442 Issy-les-Moulineaux Cedex. Lire notre livre «La stratégie du projet latéral» paru chez Dunod vous permettra de préparer votre entretien.

CONSULTANT Futur Associé

Recherche et Sélection de Cadres et de Dirigeants

Notre Cabinet, adossé à un Groupe important, a, en quelques années, acquis une réputation de qualité et de professionnalisme. Pour accompagner notre développement, nous recherchons actuellement un CONSULTANT FUTUR ASSOCIÉ. Issu d'une grande École ou de l'Université, vous avez, à 40 ans maximum, une expérience réussie en Entreprise et en Cabinet. Professionnel reconnu et expérimenté, vous avez acquis une expérience réussie en Entreprise, Télécom, Santé, Industrie, etc. Vous avez une expérience réussie en Entreprise et en Cabinet. Professionnel reconnu et expérimenté, vous avez acquis une expérience réussie en Entreprise, Télécom, Santé, Industrie, etc. Vous avez une expérience réussie en Entreprise et en Cabinet. Professionnel reconnu et expérimenté, vous avez acquis une expérience réussie en Entreprise, Télécom, Santé, Industrie, etc.

Pour découvrir nos complémentarités, merci de faire parvenir votre dossier complet (CV, photo, lettre motivationnelle) sous la référence D.COA 02/M à Christine TALLOT, qui le traitera en toute confidentialité.

LINCOLN ASSOCIÉS
38, rue Vauthier - 92774 Boulogne-Billancourt Cedex
Paris / Londres / New York / Francfort / Milan / Madrid / Utrecht

Fonction Commerciale

Directeur Commercial France

Opportunité exceptionnelle de développer en France, les activités du leader mondial dans le domaine des machines outils pour l'industrie

500 KF + voiture

- LA SOCIÉTÉ
- Multinationale présente sur 5 continents.
 - Profitable en millions de dollars.
 - En France 50 personnes, CA de 400 MF.

- LE POSTE
- Sous la responsabilité directe du Directeur Général, vous :
 - définissez, proposez et mettez en oeuvre notre politique commerciale et marketing en France,
 - renforcez nos relations de partenariats auprès de nos concessionnaires en veillant notamment au respect des règles contractuelles définies,
 - assurez auprès de groupes industriels majeurs présents sur votre marché des visites techniques et commerciales régulières.

- PROFIL RECHERCHÉ
- 45/50 ans. Ingénieur + 15 ans d'expérience du développement d'un centre de profit technique tourné vers l'industrie.
 - Expérience commerciale réussie au sein d'un système de distribution intégrant des concessionnaires.
 - Poste évolutif en fonction des résultats.
 - Orienté résultats et qualité de service.
 - Anglais courant exigé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. LM/61003 à N.B.S., 44 rue du Collège, 75008 PARIS.

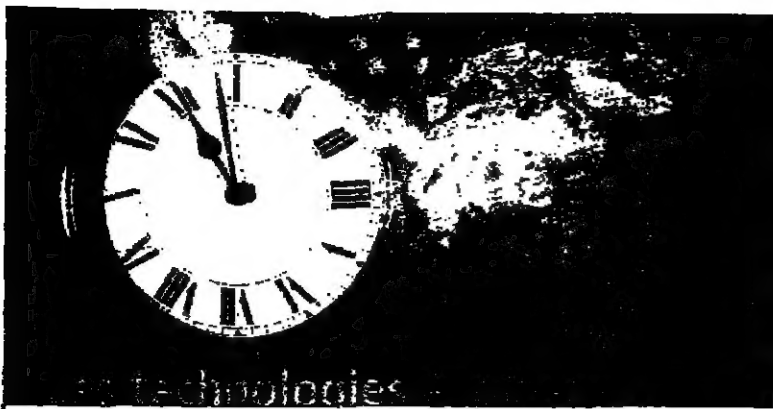


NBS SELECTION LTD
a BNB Resources plc company



Paris - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City - Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Slough - Madrid

Conseil et Audit



Les organisations bougent. Accompagnez les femmes et les hommes dans le changement.

ORACLE, c'est aujourd'hui :

- le numéro un mondial des logiciels de bases de données et d'outils de développement.
 - une offre de logiciels applicatifs (comptabilité, gestion, manufacturing), en environnement Unix.
 - un leader dans les solutions logicielles destinées à Internet.
 - un innovateur qui crée l'événement avec la Network Computer (NC).
 - une expertise reconnue en systèmes de pilotage (OLAP, EIS).
 - une offre globale de services (Conseil, Formation, Support).
- Avec un chiffre d'affaire de 1,1 milliard de francs et 310 collaborateurs en France, ORACLE vous propose de valoriser vos compétences et votre professionnalisme dans une entreprise majeure, à la pointe de l'innovation technologique.

ORACLE est un partenaire de premier plan pour les entreprises qui considèrent l'évolution de leur système d'information comme une source d'avantage concurrentiel. Nous savons que le choix des solutions technologiques est aussi important que la qualité de leur mise en œuvre et que les facteurs humains sont cruciaux dans la réussite d'un projet. C'est pourquoi, ORACLE a développé une activité d'accompagnement du changement qui complète son offre globale de services et crée deux postes de :

CONSULTANTS SENIORS EN ACCOMPAGNEMENT DU CHANGEMENT

Votre mission sera de participer à la création d'une véritable mobilisation humaine autour des projets de changement. En fonction du métier de votre client, de sa stratégie, de son organisation, de sa culture et de l'évolution de son système d'information autour des solutions Oracle, vous exercerez une activité de conseil et de soutien opérationnel. Vos interlocuteurs seront bien sûr des directions générales, informatiques ou utilisatrices. Ce seront d'abord des femmes et des hommes qui ont besoin d'être accompagnés au quotidien dans leur adaptation professionnelle. D'un haut niveau de formation initiale, vous avez déjà une expérience de consultant en accompagnement du changement en environnement informatique. La maîtrise des approches et outils d'accompagnement du changement (organisation, communication, gestion sociale...) est indispensable ainsi qu'une bonne connaissance de l'environnement humain et technologique de l'informatique. Un bon niveau d'anglais est souhaité.

Votre passion du service client, votre sens de l'initiative et votre capacité à comprendre les intérêts des partenaires ORACLE seront des atouts déterminants pour votre réussite et votre progression au sein d'un groupe qui, par sa politique active de formation continue, vous permettra d'évoluer en même temps que la technologie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. OCM, Service Recrutement, 65 rue des Trois Fontaines, 92732 Nanterre Cedex.

ORACLE
Enabling the Information Age™

LE PREMIER COURTIER D'ASSURANCES EN FRANCE
recherche pour sa filiale leader au niveau national
dans la gestion des risques opérationnels :

Consultant CHEF DE PROJET

Pour lui confier :

- la réalisation des interventions au niveau des collèges de Direction,
- l'expertise au sens large (audit, analyse, synthèse, proposition et mise en place de recommandations)
- la conception et la négociation des plans d'actions (programmes, objectifs...),
- la définition d'une politique prévention,
- l'élaboration des référentiels, procédures et outils dans le cadre d'une méthodologie existante,
- le suivi de l'efficacité des actions d'un programme (résultats et fonctionnements).

De formation généraliste Bac + 4, les candidats auront une expérience de 3 à 5 ans minimum en audit, mise en œuvre d'actions de formation et programmes d'amélioration acquise dans un Cabinet de Consultants ou organisation industrielle ou équivalente.

Bonne culture industrielle, notion Qualité, bon manager, pédagogue, capacité à convaincre, à animer et à faire partager. Anglais apprécié. Poste basé dans les Yvelines avec déplacements en France.

Merci d'adresser votre candidature détaillée avec références précises sous la réf. 02/AA à GRAS SAVOYE
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
BP 129 92202 Neuilly sur Seine cedex.

GRAS SAVOYE
Tant qu'il y aura des risques

LINE DATA finance

Partenaire privilégié des Banques, Assurances et Etablissements Financiers
150 MF de chiffre d'affaires, 10 MF de résultat

recherche pour participer au développement international de ses produits :

TALIS, maîtrise du risque
UNILAN, gestion de crédits
CHORUS, gestion de portefeuilles
UNIVAL, gestion de référentiel valeurs
CADRIGE, gestion de la directive sur les fonds propres

Réf. 091

- 6 jeunes chefs de projet expérimentés, maîtrisant parfaitement Sybase, connaissant l'environnement financier

Réf. 092

- 4 consultants ayant une expérience significative dans un cabinet de conseil

Tous ces postes sont basés à Rueil-Malmaison avec de fréquents déplacements en Europe. Une très bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser, en précisant la référence du poste, votre C.V. avec photo, lettre de motivation et prétentions à :

Line Data Finance
Madame Nicole REYSS
2, rue Louis-Biérot - BP 208 - 92502 Rueil-Malmaison Cedex

Mazars & Guérard Quadrant

D'origine française, Mazars & Guérard est un cabinet d'audit et de conseil indépendant qui a choisi de développer son propre réseau international. Présent aujourd'hui dans 36 pays, Mazars & Guérard intervient auprès d'entreprises françaises et internationales et de grandes administrations. Quadrant, le cabinet de conseil en management et organisation de Mazars & Guérard, renforce ses équipes pour accompagner sa croissance et un plan de développement ambitieux.

Consultants

Diplômé(e) d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, une double formation étant appréciée, vous avez une première expérience de 1 à 2 ans en cabinet de conseil. Votre anglais est courant. Vous souhaitez vous engager pleinement dans une profession qui vous offrira une grande ouverture sur des méthodes, des métiers et des secteurs économiques très variés et qui vous apportera un savoir-faire dans les techniques modernes de management et de conduite du changement. La progression rapide de carrière et la rémunération seront à la hauteur de nos exigences en matière d'engagement personnel, d'esprit d'équipe, de rigueur et de mobilité.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV et photo), sous référence GR0996, à Mlle Hennis, Quadrant, Tour Framatome, 92084 Paris-La Défense Cedex 16.

Depuis 26 ans, IDRH a développé une expertise et un savoir-faire auprès des grands Groupes en les accompagnant dans leurs évolutions. Il dispose d'une forte notoriété dans l'optimisation des performances des équipes et des structures. Pour renforcer notre département Banque, nous recherchons un

Consultant Organisation Management et Ressources Humaines

A 30 ans environ, vous avez acquis une expérience réussie de 3/4 ans du métier de **Conseil Organisation et en Ressources Humaines**.

Une bonne connaissance du secteur des banques réseau serait un plus.

Vous disposez d'un sens des réalités opérationnelles, d'une bonne capacité de jugement et d'une grande rigueur intellectuelle.

Vous aurez une large autonomie dans la conduite de vos missions et votre sens du service client vous permettra de participer, à moyen terme, au développement commercial de ce département.

IDRH

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération actuelle en mentionnant sur l'enveloppe la référence 163 64 CYRIASELECTION - 103 rue de la Boétie 75008 PARIS.

Groupe INSEP

60 consultants - Conseil, Ingénierie, Formation
Management, Organisation, Stratégie

En 30 ans d'expérience le Groupe INSEP a acquis la réputation de pôle de référence et de laboratoire d'idées dans le domaine du management. Notre métier : aider nos clients (grandes et moyennes entreprises et administrations) à concevoir et à mettre en œuvre leurs stratégies. Notre groupe est en forte croissance, et nous recherchons :

Consultants confirmés

Profil des candidats

Formation supérieure (grandes écoles ou universités 3ème cycle)

5 à 10 ans d'expérience avec responsabilités de l'entreprise et/ou du métier de consultant.

Domaines de compétence

Développement du management et des organisations, qualité, management des projets et processus, pilotage stratégique, gestion des ressources humaines et des compétences, développement économique, nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Missions

Développement et suivi de clientèle ; diagnostic et reconception d'organisations ; conception et conduite d'actions de changement ; accompagnement stratégique d'équipes de direction ; déploiement opérationnel ; conception, réalisation, animation d'actions de formation. Ces missions, complexes et de haut niveau, requièrent esprit de synthèse, ouverture multidisciplinaire, travail en équipe, capacité à progresser en permanence.

Postes à pourvoir à Paris, Nantes, Lille, Lyon, Nîmes, Strasbourg, Stuttgart, Zürich.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
INSEP 29, rue Marsoulan 75012 PARIS

هنا هو الجواب